



First Session
Thirty-seventh Parliament, 2001

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Energy, the Environment and Natural Resources

Chair:
The Honourable NICHOLAS W. TAYLOR

Thursday, May 3, 2001
(9:30 a.m. and 1:30 p.m.)

Issue No. 7

Ninth meeting on:
Issues as may arise from time to time relating to energy, the environment and natural resources, including the continuation and completion of the study on Nuclear Reactor Safety

Seventh meeting on:
Bill S-15, An Act to enable and assist the Canadian tobacco industry in attaining its objective of preventing the use of tobacco products by young persons in Canada

WITNESSES:
(See back cover)

Première session de la
trente-septième législature, 2001

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de l'*

Énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

Président:
L'honorable NICHOLAS W. TAYLOR

Le jeudi 3 mai 2001
(9 h 30 et 13 h 30)

Fascicule n° 7

Neuvième réunion concernant:
Les questions qui pourraient survenir occasionnellement se rapportant à l'énergie, à l'environnement et aux ressources naturelles en général, notamment l'étude sur la sécurité des réacteurs nucléaires

Septième réunion concernant:
Le projet de loi S-15, Loi visant à donner à l'industrie canadienne du tabac le moyen de réaliser son objectif de prévention de la consommation des produits du tabac chez les jeunes au Canada

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
ENERGY, THE ENVIRONMENT AND NATURAL
RESOURCES

The Honourable Nicholas W. Taylor, *Chair*

The Honourable Mira Spivak, *Deputy Chair*

and

The Honourable Senators:

Adams	Cordy
Banks	Hervieux-Payette, P.C.
Buchanan, P.C.	Kelleher, P.C.
* Carstairs, P.C.	Kenny
(or Robichaud, P.C.)	* Lynch-Staunton
Christensen	(or Kinsella)
Cochrane	Sibbeston

* *Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Change in membership of the committee:

Pursuant to rule 85(4), membership of the committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Hervieux-Payette, P.C. was substituted for that of the Honourable Senator Finnerty (*May 3, 2001*).

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'ÉNERGIE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Président: L'honorable Nicholas W. Taylor

Vice-présidente: L'honorable Mira Spivak

et

Les honorables sénateurs:

Adams	Cordy
Banks	Hervieux-Payette, c.p.
Buchanan, c.p.	Kelleher, c.p.
* Carstairs, c.p.	Kenny
(ou Robichaud, c.p.)	* Lynch-Staunton
Christensen	(ou Kinsella)
Cochrane	Sibbeston

* *Membres d'office*

(Quorum 4)

Modification de la composition du comité:

Conformément à l'article 85(4) du Règlement, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Hervieux-Payette, c.p., est substitué à celui de l'honorable sénateur Finnerty (*le 3 mai 2001*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONTREAL, Thursday, May 3, 2001

(15)

The Standing Senate Committee on Energy, the Environment, and Natural Resources met at 9:30 a.m. this day in the Huronie A/B Room of the Montreal Marriott Chateau Champlain Hotel, the Chair, the Honourable Nicholas W. Taylor, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Adams, Banks, Buchanan, P.C., Christensen, Eyton, Hervieux-Payette, P.C., Kenny, Spivak, and Taylor (9).

Other senators present: The Honourable Senators Maheu and Nolin (2).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament, Lynne Myers, Research Officer.

Also in attendance: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on March 1, 2001, the committee proceeded to examine issues as may arise from time to time relating to energy, the environment and natural resources, including the continuation and completion of the study on Nuclear Reactor Safety. (*See Issue No. 1, Thursday, February 22, Tuesday, February 27 and Thursday, March 22, 2001, for full text of the Order of Reference.*)

WITNESSES:

From Gaz Métropolitain:

Stéphane Bertrand, Vice-President, Communication, Governmental and Public Affairs;

André Boulanger, Vice-President, Sales-Marketing;

Sophie Brochu, Vice-President, Business Development and Gas Supply.

From the Canadian Hydrogen Association:

Tapan K. Bose, President.

The witnesses made presentations and answered questions.

The witnesses from Gaz Métropolitain and the Canadian Hydrogen Association submitted briefs.

At 12:10 p.m., it was agreed that the committee adjourn to the call of the Chair.

ATTEST:

MONTREAL, Thursday, May 3, 2001

(16)

The Standing Senate Committee on Energy, the Environment, and Natural Resources met at 1:32 p.m. this day, in the Huronie A/B Room of the Montreal Marriott Chateau Champlain Hotel, the Chair, the Honourable Nicholas W. Taylor, presiding.

PROCÈS-VERBAUX

MONTRÉAL, le jeudi 3 mai 2001

(15)

Le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles se réunit aujourd'hui à 9 h 30 dans la salle Huronie A/B de l'hôtel Marriott Château Champlain de Montréal sous la présidence de l'honorable Nicholas W. Taylor (*président*).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Adams, Banks, Buchanan, c.p., Christensen, Eyton, Hervieux-Payette, c.p., Kenny, Spivak et Taylor (9).

Autres sénateurs présents: Les honorables sénateurs Maheu et Nolin (2).

Également présente: De la Direction de la recherche parlementaire de la Bibliothèque du Parlement, Lynne Myers, attachée de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le 1^{er} mars 2001, le comité poursuit l'examen des questions qui pourraient survenir occasionnellement se rapportant à l'énergie, à l'environnement et aux ressources naturelles en général, notamment l'étude sur la sécurité des réacteurs nucléaires. (*Pour le texte intégral de l'ordre de renvoi, voir le fascicule n° 1 du jeudi 22 février, du mardi 27 février et du jeudi 22 mars 2001.*)

TÉMOINS:

De Gaz Métropolitain:

Stéphane Bertrand, vice-président, Communication, Affaires publiques et gouvernementales;

André Boulanger, vice-président, Ventes-Marketing;

Sophie Brochu, vice-présidente, Développement des affaires et approvisionnements gaziers.

De l'Association canadienne de l'hydrogène:

Tapan K. Bose, président.

Les témoins font une présentation et répondent aux questions.

Les témoins de Gaz Métropolitain et de l'Association canadienne de l'hydrogène remettent des mémoires.

À 12 h 10, il est convenu que le comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

MONTRÉAL, le jeudi 3 mai 2001

(16)

Le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles se réunit aujourd'hui, à 13 h 32, dans la salle Huronie A/B du Marriott Château Champlain de Montréal, sous la présidence de l'honorable Nicholas W. Taylor (*président*).

Members of the committee present: The Honourable Senators Adams, Banks, Buchanan, P.C., Christensen, Eyton, Hervieux-Payette, P.C., Kenny, Spivak, and Taylor (9).

Other senators present: The Honourable Senators Maheu and Nolin (2).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament, Lynne Myers, Research Officer.

Also in attendance: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on March 1, 2001, the Committee proceeded to study Bill S-15 (*See Issue No. 1, Thursday, February 22, Tuesday, February 27 and Thursday, March 22, 2001, for full text of the Order of Reference*).

WITNESSES:

As a Panel:

From the Coalition québécoise pour le contrôle du tabac:

Louis Gauvin, Coordinator.

From the Non-Smokers' Rights Association:

François Damphousse.

From the Alliance pour la lutte au tabagisme (Quebec Division):

Mario Champagne, Coordinator.

As a Panel:

From the Conseil québécois sur le tabac et la santé:

Marcel Boulanger, President.

Mario Bujold.

From the Canadian Cancer Society:

Suzanne Lemire, Public Education and Public Issues Coordinator (Quebec Division).

The Chair recognized Heidi Rathgen, Co-Chair de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, for her active work in anti-tobacco measures.

The witnesses made presentations and answered questions.

The witness from the Coalition québécoise pour le contrôle du tabac submitted a brief.

At 4:18 p.m., it was agreed that the committee adjourn to the call of the Chair.

ATTEST:

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Adams, Banks, Buchanan, c.p., Christensen, Eyton, Hervieux-Payette, c.p., Kenny, Spivak et Taylor (9).

Autres sénateurs présents: Les honorables sénateurs Maheu et Nolin (2).

Également présente: De la Direction de la recherche parlementaire, Bibliothèque du Parlement: Lynne Myers, attachée de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le 1^{er} mars 2001, le comité examine le projet de loi S-15. (*Le texte complet de l'ordre de renvoi figure dans le fascicule n^o 1 des délibérations du jeudi 22 février, du mardi 27 février et du jeudi 22 mars 2001.*)

TÉMOINS:

En table ronde:

De la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac:

Louis Gauvin, coordonnateur.

De l'Association pour les droits des non-fumeurs:

François Damphousse.

De l'Alliance pour la lutte au tabagisme (région de Québec):

Mario Champagne, coordonnateur.

En table ronde:

Du Conseil québécois sur le tabac et la santé:

Marcel Boulanger, président;

Mario Bujold.

De la Société canadienne du cancer:

Suzanne Lemire, coordonnatrice de l'enseignement public et des questions d'intérêt public (division du Québec).

Le président souhaite la bienvenue à Heidi Rathgen, coprésidente de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, et souligne sa participation à la lutte antitabac.

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

Le témoin de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac dépose un mémoire.

À 16 h 18, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

Le greffier du comité,

Michel Patrice

Clerk of the Committee

EVIDENCE

MONTREAL, Thursday, May 3, 2001

The Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources met this day at 9:30 a.m. to examine such issues as may arise from time to time relating to energy, the environment and natural resources.

Senator Nicholas W. Taylor (*Chairman*) in the Chair.

[*English*]

The Chairman: Ladies and gentlemen, this Energy Committee has held hearings in Vancouver, Calgary, Edmonton, Toronto and is now in Montreal. Later on, we will travel to Nova Scotia and Newfoundland.

Evidence can be given in either language. The result from the hearings will be published sometime in the next year. Energy investigations are the flavour of the day. There have been several, including committees in the U.S. looking into energy matters. The U.S. even has a senate committee that we will try to meet with.

Without further ado, Mr. Bertrand, we would ask you to please proceed.

[*Translation*]

Mr. Stéphane Bertrand, Vice-President, Communications, Governmental and Public Affairs, Gaz Métropolitain: Mr. Chairman, thank you for giving us this opportunity to meet you today. With me I have two colleagues: Ms Sophie Brochu our Vice-President, Business Development and Gas Supply at Gaz Métropolitain and Mr. André Boulanger, our Vice-President, Sales and Marketing.

During the last few days you have had the opportunity to meet many groups all across this country as well as some of our colleagues in Canada in the gas business. If you do not mind, we will use this opportunity today to make you more aware of the Quebec gas context, more specifically, which is different in many respects from that of Gaz Métropolitain's peers across Canada.

Senators, if I may say so, your visit here is most timely. We will be presenting a project dear to our hearts, the Cartier gas pipeline whose purpose is to link up the Ontario and Quebec markets to the Atlantic coast gas reserves. You will be able to see for yourselves why this gas transportation system has become a real economic imperative for gas consumers in northern Ontario, central Canada, Quebec and the Maritimes.

You will be able to see how this project has come to be at the very heart, today, of the matters raised by the North American energy question. You will also see that the Cartier gas pipeline is an eloquent illustration of how important it is for Canada to come up with an energy vision so that Canadians ready to invest their money and pay the continental market price are not cut off from their own resources.

TÉMOIGNAGES

MONTRÉAL, le jeudi 3 mai 2001

Le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles se réunit aujourd'hui à 9 h 30 pour étudier les questions qui pourraient survenir occasionnellement se rapportant à l'énergie, à l'environnement et aux ressources naturelles.

Le sénateur Nicholas W. Taylor (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président: Mesdames et messieurs, votre comité de l'énergie a tenu des audiences à Vancouver, Calgary, Edmonton et Toronto; il est aujourd'hui à Montréal. Dans les semaines qui viennent, nous irons en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve.

Vous pouvez présenter votre témoignage dans l'une ou l'autre langue officielle. Le résultat de nos travaux sera publié l'an prochain. Les études sur l'énergie sont à la mode. Plusieurs groupes, y compris des comités américains, se sont penchés sur les questions relatives à l'énergie. Nous tentons d'ailleurs de rencontrer le comité sénatorial des États-Unis.

Sans plus tarder, je vous cède la parole, monsieur Bertrand.

[*Français*]

M. Stéphane Bertrand, vice-président, Communications, Affaires publiques et gouvernementales, Gaz Métropolitain: Monsieur le président, je vous remercie beaucoup de nous donner l'occasion de vous rencontrer aujourd'hui. Je suis accompagné de deux collègues: Mme Sophie Brochu qui est vice-présidente Développement des affaires et approvisionnements gaziers chez Gaz Métropolitain, et M. André Boulanger, vice-président, Ventes-Marketing.

Au cours des derniers jours, vous avez eu l'occasion de rencontrer de nombreux groupes à travers le pays et des collègues gaziers qui oeuvrent à travers le Canada. Si vous le permettez, nous allons profiter de l'occasion qui nous est offerte aujourd'hui pour vous sensibiliser plus particulièrement au contexte gazier québécois, lequel diffère à plusieurs égards de celui dans lequel évoluent les pairs de Gaz Métropolitain à travers le Canada.

Mesdames et messieurs les sénateurs, votre visite tombe à point, si j'ose dire. Nous vous présenterons un projet qui nous est cher, soit le projet de gazoduc Cartier, lequel vise à raccorder les marchés de l'Ontario et du Québec aux réserves gazières de la côte atlantique. Vous serez à même de constater pourquoi cette infrastructure de transport est devenue un véritable impératif économique pour les consommateurs de gaz du nord de l'Ontario, du centre du Canada, du Québec et des Maritimes.

Vous serez à même de constater comment ce projet se retrouve aujourd'hui au coeur même des enjeux soulevés par les questions énergétiques nord-américaines. Vous verrez aussi que le projet de gazoduc Cartier illustre avec éloquence à quel point il est important que le Canada se donne une vision énergétique qui fait en sorte que les Canadiens qui sont prêts à investir leur argent et à payer le prix du marché continental, ne soient pas privés d'accès à leurs propres ressources.

As an introduction, we would submit most respectfully that in all cases, no energy vision could be limited to the simple “Let the market decide” slogan. We have prepared a presentation that we hope to be as brief as possible — you have a copy in French and in English on your desks — to leave time for questions and a fruitful exchange with you.

So I will now give the floor to André Boulanger who will give you the first part of the presentation. As for Sophie, she will address the Cartier project more specifically.

Mr. André Boulanger, Vice-President, Sales and Marketing, Gaz Métropolitain: I also thank you for the opportunity you have given us to present our position as concerns our markets and business context as well as the Cartier project impact. We will not spend much time on the Quebec gas market and consumer needs but it is important for us to give you an overview of this situation for better understanding of the stakes and the context here, in Quebec.

Gas Métro is a private regulated entity traded on the stock exchange. It has approximately 160,000 clients spread out in 260 municipalities. It has annual revenues of \$1.6 billion per year with assets of \$2.3 billion and \$144 million in profits. It is a major business. It is the third largest natural gas distributor in Canada, in volume, not in number of customers. With 160,000 clients, it is not the biggest gas distributor. I will explain a bit further on what the difference between Gaz Métropolitain and the other Canadian gas distributors is.

In the document, there is a map of the current Gaz Métropolitain network serving the vast majority of Quebec’s industries. The only industrial zones not served by the gas network are essentially the Lower St. Lawrence and the Lower North Shore. For the Lower St. Lawrence, we are talking about Rivière-du-Loup, Rimouski, Montmagny and for the Lower North Shore it is Sept-Îles, Baie-Comeau, Port-Cartier. So that accounts for some 9,000 kilometres of pipeline in Quebec.

On the next page we have a comparison between Quebec and Ontario’s natural gas situation. Of course, there is a fundamental difference between the two provinces. I will give you a broad outline of the reasons for these differences.

In Quebec, the figure for natural gas is about 16.7 per cent, and in Ontario, about 38 per cent. There is a predominance of electricity in Quebec and in Ontario it is natural gas that dominates if, in both cases, we set oil aside.

[English]

The Chairman: Is the electricity generated by gas or by hydro?

En guise d’introduction, nous vous soumettons très respectueusement que dans tous les cas de figure, une vision énergétique ne saurait se limiter à un leitmotiv «Let the market decide». Nous avons préparé une présentation, que nous avons voulu la plus succincte possible — vous en avez d’ailleurs une copie en français et en anglais sur vos bureaux — pour laisser du temps à des questions et à un échange fructueux avec vous.

Je cède donc la parole à André Boulanger, qui animera la première partie de la présentation. Sophie, quant à elle, vous parlera plus spécifiquement du projet Cartier.

M. André Boulanger, vice-président, Ventes-Marketing, Gaz Métropolitain: Je vous remercie également de l’occasion qui nous est offerte de vous présenter la position de l’entreprise au niveau des marchés et du contexte de l’entreprise, ainsi que l’impact sur le projet Cartier. On ne s’attardera pas trop longtemps sur le marché gazier québécois et sur le besoin des consommateurs, mais il est important qu’on fasse un survol de cette situation pour bien comprendre les enjeux et le contexte qui prévalent ici au Québec.

Gaz Métro est une entreprise privée, réglementée et cotée en bourse. C’est une entreprise qui comporte environ 160 000 clients, répartis dans près de 260 villes. Elle a un chiffre d’affaires de 1,6 milliard de dollars par année, avec des actifs de 2,3 milliards de dollars, et des profits de 144 millions de dollars. C’est donc une entreprise majeure. Elle est le troisième plus grand distributeur gazier canadien relativement au volume, mais pas en ce qui concerne le nombre de clients. Avec 160 000 clients, elle n’est pas la plus grande gazière. Je vais expliquer un peu plus loin ce qui différencie Gaz Métropolitain des autres distributeurs gaziers canadiens.

Dans le document, vous avez une carte du réseau maître de Gaz Métropolitain qui dessert la plus grande partie du Québec industriel. Les seules zones industrielles qui ne sont pas desservies par le réseau gazier sont essentiellement les zones du Bas Saint-Laurent et de la Basse Côte-Nord. Pour le Bas Saint-Laurent, on parle de Rivière-du-Loup, de Rimouski et de Montmagny, et pour la Basse Côte-Nord, il s’agit de Sept-Îles, Baie-Comeau et Port-Cartier. Cela fait donc environ 9 000 kilomètres de conduits un peu partout au Québec.

À la page suivante, vous trouverez le bilan énergétique du Québec et de l’Ontario. On voit une différence fondamentale, évidemment, entre les deux provinces. Je vais vous expliquer les grandes lignes et les raisons de ces différences.

Le taux d’usage du gaz naturel est environ à 16,7 p.100 au Québec, tandis qu’en Ontario, il est à plus de 38 p.100. Il existe donc une prédominance de l’électricité au Québec, et il y a une prédominance du gaz naturel en Ontario, abstraction faite de l’importance du pétrole dans les deux cas.

[Traduction]

Le président: Cette électricité est-elle produite par gaz ou s’agit-il d’hydroélectricité?

[Translation]

Mr. Boulanger: In Quebec's case, electricity is produced mainly by hydro. We have "hydro power." About 99 per cent of Hydro's Quebec electricity is produced with hydro. One of the reasons electricity is consumed in Quebec is because of this production method. That has also attracted an industrial base that relies on the availability of the resource. In the province's energy make-up, you can see the considerable importance electricity has as compared to Ontario.

In Quebec, for example, the aluminum industry is very much present and consumes enormous amounts of energy. The same goes for magnesium. These are industrial processes that use a tremendous volume of electrical energy. Electricity also dominates in residential heating in Quebec. For the last 25 years, most Quebec residential properties have been heated with electricity. That explains the difference between the two provincial energy profiles.

On the next page, you have the market served by Gaz Métropolitain. It is easy to see that in the profile of these 160,000 clients, the concentration of volumes is really found in the industrial and commercial sectors. Those are the markets Gaz Métro supplies energy for and delivers to. These are markets where price changes have considerable impact. Those businesses are often in competition with the domestic market and the outside market at the same time. Sectors such as pulp and paper, aluminum and wood are competing on the domestic market at the same time as they are competing outside our borders. So there is a lot of exports in many industrial markets.

On the next page, you have a graph showing the evolution of natural gas prices in Alberta from 1990 to the year 2001. You can see prices remaining stable for almost ten years with a very major increase the last year. You have probably seen it in the papers or maybe you have even seen your own gas bill increase substantially. This increase sent a very strong price signal to the market. There are two elements at play when you get that kind of price signal: supply and demand.

On the next page, you can see the price increases from one year to the next. First, I would like to remind you that the price set for the customer is made up of three elements: the price of the gas itself, the transportation cost and the distribution cost. Those three elements make up the total bill for the client. Gaz Métropolitain is paid only for the distribution portion. In other words, the gas volumes that we supply and transport from the Canadian West into the province are included in the bill, but there is no benefit devolving to Gaz Métropolitain for that. That is what is called a "pass on" in English. It goes directly to the rate.

So Gaz Métro is paid only for the volume it transports. Our interest is to ensure that the volumes of gas transported inside our business franchise are transported at the best possible cost. It is fundamental for our business that our clients have access to a

[Français]

M. Boulanger: Dans le cas du Québec, la plus grande partie de l'électricité est produite par l'hydraulique. C'est du «hydro power». Environ 99 p. 100 de la production électrique d'Hydro-Québec est produite à même l'eau. Une des raisons pour lesquelles l'électricité est consommée au Québec, c'est qu'elle est produite par des forces hydrauliques. Cela a également amené une base industrielle qui est propre à la disponibilité de cette ressource. Dans le bilan énergétique de la province de Québec, on constate l'importance considérable de l'électricité, par rapport à l'Ontario.

Au Québec, par exemple, l'industrie de l'aluminium est très présente, et elle consomme des quantités d'énergie très importantes. C'est la même chose pour le magnésium. Ce sont des procédés industriels qui utilisent des volumes d'énergie électrique très importants. Il y a également une prédominance de l'usage de l'électricité dans le chauffage résidentiel au Québec. Depuis environ 25 ans, la majorité des foyers québécois se chauffent à l'électricité. C'est ce qui explique la différence entre les deux profils énergétiques des provinces.

À la page suivante, on voit le marché desservi par Gaz Métropolitain. On peut facilement deviner que dans ce profil de 160 000 clients, la concentration des volumes vendus se situe en secteurs industriel et commercial. Ce sont les marchés pour lesquels Gaz Métro approvisionne et livre son énergie. Ce sont des marchés où les fluctuations de prix ont un impact considérable. Les entreprises sont souvent en concurrence avec le marché interne et le marché externe en même temps. Les secteurs des pâtes et papier, de l'aluminium et du bois sont autant en concurrence sur le marché interne que sur le marché externe. Il y a donc de fortes exportations dans plusieurs marchés industriels.

Vous voyez, à la page suivante, un graphique qui vous montre l'évolution du prix du gaz naturel en Alberta de 1990 à 2001. On remarque une stabilité dans les prix pendant presque dix ans, et on voit qu'il y a eu une hausse très importante la dernière année. Vous l'avez sans doute lu dans les journaux ou, peut-être, avez-vous vu vos factures augmenter d'une façon considérable. Cette augmentation a envoyé un signal de prix fort important au marché. Il y a deux éléments qui jouent lorsqu'on a un tel signal de prix: la demande et l'offre.

À la page suivante, on voit les augmentations de prix d'année en année. J'aimerais d'abord vous rappeler que le prix fixé au client comporte trois éléments: le prix du gaz lui-même, le prix du transport et le prix de la distribution. Ces trois éléments sont reflétés dans le montant total de la facture envoyée au client. Gaz Métropolitain est rémunérée uniquement sur la portion distribution. C'est-à-dire que les volumes de gaz qu'on livre et leur transport de l'Ouest canadien jusqu'à l'intérieur de la province sont inclus dans la facture, mais sans aucun bénéfice pour Gaz Métropolitain. C'est ce qu'on appelle un «pass on» en anglais. C'est passé directement au tarif.

Gaz Métro est donc rémunérée uniquement sur les volumes qu'elle transporte. Notre intérêt est d'assurer que le coût de l'acheminement des volumes de gaz à l'intérieur de la franchise de l'entreprise soit le plus bas possible. Il est fondamental pour

competitive energy source under the best possible conditions because the success of these businesses depends, of course, on dependable, safe supply at competitive prices. If the businesses inside our territory perform properly, they will use natural gas. Our fundamental objective is to use all means to provide reliable and competitive supplies.

From May 2000 to May 2001, the price of gas went up by 92 per cent; transmission by 12.5 per cent and distribution by about 1.8 per cent. Distribution has remained stable. However, the price of gas has increased in price considerably. What is the impact on consumers? In the deck you will find four kinds of consumers: industrial stable, industrial interruptible, commercial, and institutional and residential.

On next page, you have the competitive situation for our three major markets. The blue line is for natural gas, the green line for electricity and the yellow line is for number 2 fuel oil or light oil. You can see that the position of natural gas as compared to the other energy alternatives has deteriorated considerably. When you look at the industrial market, you can see that electricity is not really a competitive factor in that market where competition is actually number 6 fuel oil. You also have a deterioration in the competitive position of natural gas as compared to oil. For a business paid on the basis of the volume transported, it is not interesting to have this kind of competitive situation today. There are consequences for the industry. If you look at the residential and commercial sectors, you can forecast decreases in delivery year after year of some 4 to 5 per cent. As for commercial volumes, you can forecast decreases of some 15 per cent. That is a challenge for the business and for its customer base.

Why are the prices so high? A lot of consumers have been wondering about that. The western Canadian supply is being called on more and more and, in a way, it is slowing down. It has produced a lot in the past and is still producing major gas volumes. It is more and more difficult to increase production in a major way there. That is why, these days, we are thinking of going a bit further away to find bigger supplies and more gas volume.

As you mentioned, Mr. Chairman, the American market is thirsty. Presently, there is a rather definite energy context in North America. The market is ready to pay the price for the resource. Energy is an essential factor for any industrial society. We do not want to run out of energy. There is a price to pay and people are ready to pay it. Recently, the transmission systems have increasingly integrated the Canadian and American markets, if you think of the gas pipelines that were extended over the last few years, whether the Northern Border or the Alliance projects.

l'entreprise que nos clients aient accès à une source énergétique compétitive dans les meilleures conditions possibles, parce que le succès de ces entreprises dépend, évidemment, d'un approvisionnement fiable, sécuritaire et à des prix compétitifs. Si les entreprises à l'intérieur de notre territoire performant correctement, elles vont utiliser du gaz naturel. Notre objectif fondamental est de trouver tous les moyens pour avoir des approvisionnements fiables et concurrentiels.

De mai 2000 à mai 2001, le prix du gaz a augmenté de 92 p. 100; le transport, de 12,5 p. 100; et la distribution, d'environ 1,8 p. 100. La distribution est stable. Cependant, le prix du gaz a connu une augmentation de prix très considérable. Quel est l'impact pour les consommateurs? Dans le tableau, on démontre quatre types de consommateur: un industriel en service continu, un client industriel en service intermittent, un client commercial et un client résidentiel.

À la page suivante, vous voyez la situation concurrentielle pour trois grands marchés de l'entreprise. La ligne bleue correspond au gaz naturel, la ligne verte au prix de l'électricité et la ligne jaune au prix du mazout numéro 2 ou de l'huile légère. On voit que le positionnement du gaz naturel par rapport aux autres formes d'énergie s'est passablement détérioré. Lorsqu'on regarde le marché industriel, on remarque que la concurrence électrique n'est pas vraiment présente dans ce marché; il s'agit plutôt la concurrence du mazout numéro 6. On voit également une détérioration du positionnement concurrentiel du gaz naturel par rapport au mazout. Il n'est pas intéressant, pour une entreprise qui est rémunérée sur les volumes qu'elle transporte, d'avoir une telle situation concurrentielle aujourd'hui. Il y a des enjeux pour l'entreprise. Si on regarde les niveaux résidentiel et commercial, on peut prévoir des réductions de livraison année après année de l'ordre de 4 à 5 p. 100. Quant aux volumes pour la grande entreprise, on peut prévoir des réductions de l'ordre de 15 p. 100. Cela constitue un défi pour l'entreprise et pour l'ensemble de sa clientèle.

Pourquoi a-t-on des prix si élevés? Plusieurs consommateurs se posent cette question. On a beaucoup puisé dans le bassin de l'Ouest canadien, et d'une certaine façon, on peut dire qu'il est passablement «essoufflé». C'est un bassin qui a fourni beaucoup de gaz dans le passé et qui continue de rendre des volumes de gaz importants. Cependant, il est de plus en plus difficile d'accroître sa production d'une façon importante. C'est pourquoi on pense, ces jours-ci, aller vers des ressources un peu plus éloignées pour approvisionner des volumes de gaz plus considérables.

Comme vous l'avez mentionné, monsieur le président, le marché américain est assoiffé. Actuellement, il y a un contexte énergétique assez particulier en Amérique du Nord. C'est un marché qui est prêt à payer le prix de la ressource. L'énergie est un bien essentiel pour toutes les sociétés industrielles. On ne veut pas manquer d'énergie. Il y a un prix à payer et les gens sont prêts à le payer. Récemment, les systèmes de transport se sont intégrés davantage dans les marchés canadien et américain. Pensons aux extensions importantes de gazoducs, que ce soit le projet Northern Border ou le projet Alliance.

On the next page, you have the evolution in the demand for natural gas in Canada. During the years 1996-97 demand was higher than in 1998-99. The explanation for the decrease in demand is because of warmer winters, some 10 to 15 per cent fewer degrees per heating days. The impact led to today's price increase. For two or three consecutive years, the market didn't see that demand was building up. Prices remained relatively low and there was no adequate price signal to respond to a normal winter together with a sustained and major increase on the economic side.

Another major element is the increase in demand for gas to generate electricity. When you look at demand by sector — the graph at the bottom of the page — you can see the forecast increase in electrical production for 2000 to 2005. We are talking about a 5.4 per cent increase. If your base is total demand in Canada, you can see that demand for 2000 to 2005 should reach 3 per cent per year.

It is also important to look at demand in the USA at the same time because both markets are very strongly integrated. On these two tables, you can see the increase in American demand. You have the same phenomenon I was explaining for the Canadian market, in other words a maximum need in 1996-97 that decreased in 1998-99 because of milder winters. After that, there was a strong increase due mainly to an increase in demand to generate electricity using natural gas. We are talking about an increase in the order of 6.6 per cent.

If you look at the case of the Gulf of Mexico, on the first table up in the left corner, you will see a gradual decrease, over the years, of the production capacity of that gas field both for the "onshore" as well as the "offshore" reserves. As for the Canadian West, you can see a weak increase year after year. So it is just about stable for the American market if you exclude the Gulf of Mexico. For North America, you have a weak increase if you make an exception for the year 1997 where you had colder weather and gas fields produced more to meet demand. Today, we are producing at a rate lower than in 1997.

The following table shows a major increase in drilling activity in Canada and the USA. The table covers 20 years of exploration and development in gas fields both in Canada as well as the USA. Totally to the right of the table, you can see that the increase in the number of drilled wells was quite considerable between 1999 and 2000 without necessarily causing a proportional increase in production. That explains the preceding comment that the field is slowing down. You can drill, but the level of production is not as high as in the past and there are more wells drilled for development rather than for exploration. On the graph, the green line shows the exploration wells that will allow us to forecast what can be produced in future years. As for the development wells, they are used to put the reserve into production immediately. So you can see that we are trying to find production volumes rapidly but that there is not much long-term exploration.

À la page suivante, on voit l'évolution de la demande de gaz naturel au Canada. Dans les années 1996-1997, la demande a été plus importante qu'en 1998-1999. On explique la baisse de la demande par des hivers plus doux. C'est un impact qui a eu pour effet la hausse de prix qu'on connaît aujourd'hui. Pendant deux ou trois années consécutives, ne voyait pas dans le marché une demande qui se construisait. Les prix demeuraient relativement bas, et il n'y a pas eu de signal de prix adéquat pour répondre à un hiver normal, avec une croissance économique soutenue et importante.

Un autre élément important est la croissance de la demande de gaz pour la génération du pouvoir électrique. Lorsqu'on regarde la demande par secteur — le graphique inférieur de la page — on voit la projection de la croissance pour la production électrique pour 2000 à 2005. On parle d'un accroissement de 5,4 p. 100. Si on se base sur la demande totale au Canada, on voit que la demande pour 2000 à 2005 devrait atteindre 3 p. 100 par année.

Il est important de regarder en même temps la demande aux États-Unis, compte tenu du fait que les deux marchés sont fortement intégrés. On observe, sur ces deux tableaux, la croissance de la demande américaine. On constate le même phénomène que j'expliquais pour le marché canadien, c'est-à-dire un besoin maximum en 1996-1997 qui a diminué en 1998-1999, en raison d'hivers doux. Il y a, par la suite, une croissance fort importante principalement due à l'augmentation de la demande pour la génération d'électricité au moyen du gaz naturel. On parle d'une croissance de l'ordre de 6,6 p. 100.

Si on regarde le cas du Golfe du Mexique, sur le premier tableau en haut à gauche, on remarque une décroissance graduelle, au fil des années, de la capacité de production de ce bassin gazier et ce, autant pour les réserves «onshore» que les réserves «offshore». Pour ce qui est de l'Ouest canadien, on voit une faible croissance année après année. Dans le Sud-Ouest américain, il y a une baisse, et dans l'Ouest américain, une légère hausse. Ce qui fait que c'est à peu près stable dans le marché américain, si on exclut le Golfe du Mexique. Pour l'Amérique du Nord, on a une faible croissance, si on fait exception de l'année 1997 où il y a eu des températures plus froides, et où les champs gaziers ont produit davantage pour répondre à la demande. Aujourd'hui, on produit à un rythme inférieur à celui de 1997.

Le tableau suivant démontre un accroissement important des activités de forage au Canada et aux États-Unis. Le tableau touche 20 ans d'exploration et de développement de bassins gaziers, tant au Canada qu'aux États-Unis. Complètement à droite du tableau, on constate que la croissance du nombre de puits forés a été très considérable entre 1999 et 2000, sans nécessairement voir une augmentation de production proportionnelle. Cela explique le commentaire précédent au sujet du bassin «essoufflé». On peut forer, mais le niveau de production n'est pas aussi important que de par le passé, et il y a davantage de puits qui sont forés pour le développement plutôt que pour l'exploration. Sur le graphique, la ligne en vert correspond aux puits d'exploration qui permettent de prévoir ce qu'on peut produire dans les années à venir. Quant aux puits de développement, ils servent à mettre de la réserve en exploitation immédiatement. On constate donc qu'on cherche à

The following table shows how important Canadian exports are towards the American market. Of course, this is an opportunity for Canadian gas production. There is a very significant increase. Canada exports over 50 per cent of its gas production since 1996-97. The percentage of Canadian production for exports is something like 56 per cent right now and we can expect this percentage to increase over the years.

On the next table you can see how the Canadian price has been evolving, the price at Empress — at the Alberta border — as compared to the Nymex price, the American one. This table covers the period from 1993 to 2001. Historically, we have always had a difference in price between the Canadian and American markets. The fact that the interconnections between Canada and the USA have increased and that gas pipelines were built mean that both markets have integrated to such an extent that now, the Canadian price and the American price are, to all practical intents and purposes, the same. They converged rapidly during the last few months. Today, you have prices around \$7 and \$8 per gigajoule. These prices reflect an imbalance between the needs of the market and the producers' capacity to offer what the market is trying to get.

In the top part of the table on the next page, you can see that there is also an imbalance between the fundamental analysis forecasts. Here you have five businesses or organizations doing fundamental analysis forecasts compared to financial market forecasts. There is a gap between the two. If you take the average of fundamental forecasts, you can see that for 2002 we are talking about a price of \$5.78. That is the price in a bit less than a year. If you take the financial market, you are talking about \$6.50. This gap gets even bigger if you look a bit further, say in 2005. The fundamental analysis forecasts \$4.39 while the financial market forecast is \$5.82 per gigajoule.

That concludes my presentation. Basically, I would say Gaz Métropolitain's market is a very commercial and industrial one. It is a market where competition is very important and impacts very rapidly on Gaz Métropolitain's consumers and client base. Essentially, our challenge is to access the resource at the best price possible, in other words at market prices. That is what is important for the Quebec consumer.

I will now give the floor to my colleague, Sophie Brochu.

Ms Sophie Brochu, Vice-President, Business Development and Gas Supply, Gaz Métropolitain: Seeing the context is always very interesting. André's presentations are always a little dry, but they are so essential to understand what comes after.

The graph you have in front of you is an illustration of the main gas transmission lines that influence what is going on today in the Quebec gas market. In blue, you have the TransCanada system which, for many years, has been supplying the Canadian market

mettre des volumes en production rapidement, mais qu'il y a peu d'exploration à long terme.

Le tableau suivant démontre l'importance des exportations canadiennes vers le marché américain. C'est une chance, évidemment, pour la production de gaz canadien. Il y a un accroissement fort significatif. Le Canada exporte plus de 50 p. 100 de sa production gazière et ce, depuis les années 1996-1997. Le pourcentage de la production canadienne qui est exportée se situe actuellement aux environs de 56 p. 100, et on peut s'attendre à voir ce pourcentage s'accroître au fil des années.

Au tableau suivant, on voit l'évolution du prix canadien, le prix à Empress — à la frontière de l'Alberta — comparé au prix Nymex, le prix américain. Ce tableau touche la période de 1993 à 2001. Historiquement, on a toujours vu un écart de prix entre le marché canadien et le marché américain. Le fait d'avoir augmenté les interconnections entre le Canada et les États-Unis et la construction de gazoducs ont fait que les deux marchés se sont intégrés, de sorte que maintenant, le prix canadien et le prix américain se sont, à toutes fins pratiques, équilibrés. Ils ont convergé rapidement au cours des derniers mois. Aujourd'hui, on voit des prix de 7,00 \$ et 8,00 \$ le gigajoule. Ces prix reflètent un déséquilibre entre le besoin du marché et la capacité des producteurs à offrir ce que le marché cherche à obtenir.

Dans la partie supérieure du tableau de la page suivante, on observe qu'il y a également un déséquilibre entre les projections de nature fondamentale. Vous avez ici cinq entreprises ou organismes qui font des projections de nature fondamentale, comparées à des projections du marché financier. Il y a un écart entre les deux. Si on prend la moyenne des projections fondamentales, on voit que pour l'année 2002, on parle d'un prix de 5,78 \$. C'est le prix dans un peu moins d'un an. Lorsqu'on prend le marché financier, on parle de 6,50 \$. Cet écart s'accroît de façon importante lorsqu'on regarde un peu plus loin, soit en 2005. Le marché fondamental projette 4,39 \$ alors que le marché financier est à 5,82 \$ le gigajoule.

Ceci termine ma présentation. Je dirais, en conclusion, que le marché de Gaz Métropolitain est un marché fortement commercial et industriel. C'est un marché où la concurrence importante frappe très rapidement les consommateurs et la clientèle de Gaz Métropolitain. Essentially, notre enjeu est l'accès à la ressource au meilleur prix possible, c'est-à-dire au prix du marché. C'est ce qui est important pour les consommateurs québécois.

Je vais maintenant céder la parole à ma collègue, Sophie Brochu.

Mme Sophie Brochu, vice-présidente, Développement des affaires et approvisionnements gaziers, Gaz Métropolitain: La mise en contexte est toujours intéressante. Les présentations d'André sont toujours un peu arides, mais elles sont tellement essentielles pour comprendre la suite des choses.

Le graphique que vous avez devant vous illustre les principaux gazoducs qui influencent la donne actuelle sur le marché gazier québécois. En bleu, vous avez le système de TransCanada qui, depuis plusieurs années, alimente le marché canadien en gaz

with natural gas. There are two arms to TransCanada: one going through the north of Ontario and one going down to Ontario's south. For the purposes of our discussion, the southern Ontario region will be called Dawn. In yellow, you have the Northern Border pipeline that has been there for a few years now and that has increased its export capacity in recent years. In red, you have the Alliance pipeline that came into service in November 2000. In one fell swoop, it totally changed the whole dynamic of the economics of gas transmission in America. Let me explain.

The Alliance pipeline added a transmission capacity of 1.3 Bcf per day of natural gas compared to the 7 Bcf that, until that point, had been transported by TCPL. This project was undertaken by the western Canadian producers and it was extremely valued, of course. And justly so because the producers wanted to get their natural gas to the American market to get a better price. They managed it. Canadian natural gas is now going through the Alliance pipeline at maximum capacity.

For example, people living in the southern part of Ontario, Dawn, now have two options to get the natural gas from the Canadian West to their market: buy it out West and carry it through TCPL (the blue system) or buy it out West and use Alliance (the red system). They can also buy it on the Chicago market because at the same time Alliance was put on stream, the Vector pipeline, in green, came into service. It is the Alliance's corollary and it makes it possible to buy natural gas in the Chicago region and bring it back to southern Ontario.

The south of Ontario is now the meeting point of several transmission systems. So the Chicago market was literally drowning in natural gas because it did not increase its capacity by 1.3 Bcf per day. Until then, it was fed partly by Canadian gas, on Northern Border, but it was also getting gas from the Gulf of Mexico. So there was a major drop in prices in the Chicago area. That means that today, in southern Ontario, people are getting their gas more from Chicago than from the Canadian West. Those who are paying for this drop in price are the people who paid for the firm transmission capacity on the Alliance system. Consequently, you have "decontracting" on TCPL. As contracts come to term on TCPL, the people in southern Ontario are dropping TCPL to reposition themselves with a more competitive alternative.

Now, let us talk about Quebec. Quebec is still supplied by TCPL. Now, TCPL is regulated in the conventional way. For example, if TCPL costs \$100 a year to operate and if we are ten users with equivalent capacities, each user is going to pay \$10 a year for using the TCPL system. The day people in southern Ontario terminate their contract with TCPL, there are going to be five users on the TCPL system and each one is then going to have to pay \$20 rather than \$10.

The Quebec gas market is a "price taker" not only for the cost of supplying its molecule, but also for the cost of transmission

naturel. TransCanada possède deux bras: un bras qui passe par le nord de l'Ontario et un autre qui rentre au Sud de l'Ontario. Pour les fins de notre discussion, on appellera le Sud de l'Ontario la région de Dawn. En jaune, vous avez le gazoduc de Northern Border qui est là depuis quelques années et qui a accru sa capacité d'exportation au cours des toutes dernières années. En rouge, vous avez le gazoduc Alliance qui est entré en service en novembre 2000. Il est venu, d'un seul coup, chambouler complètement la dynamique économique des livraisons de gaz en Amérique. Je m'explique.

Le gazoduc Alliance est venu ajouter une capacité de transport de 1,3 Bcf de gaz naturel par jour, en comparaison des 7 Bcf qui étaient, jusqu'à ce moment-là, transportés par TCPL. Ce projet était mené par les producteurs de l'Ouest canadien, et il était, évidemment, extrêmement prisé. C'était à juste titre, parce que les producteurs souhaitaient amener leur gaz naturel sur le marché américain pour en obtenir un meilleur prix. Ils ont réussi. Le gaz naturel canadien coule aujourd'hui à capacité maximale sur le gazoduc d'Alliance.

Par exemple, les gens qui sont situés dans le Sud de l'Ontario, à Dawn, ont aujourd'hui deux options pour acheminer le gaz naturel de l'Ouest canadien jusqu'à leur marché: l'acheter dans l'Ouest et le transporter sur TCPL (le système en bleu) ou l'acheter dans l'Ouest et le transporter sur Alliance (le système en rouge). Ils peuvent également l'acheter dans la région de Chicago, parce qu'au même moment où Alliance a été mise en production, le gazoduc Vector, en vert, est entré en service. C'est le corollaire d'Alliance et il permet d'acheter du gaz naturel dans la région de Chicago et de le ramener dans le Sud de l'Ontario.

Le Sud de l'Ontario est maintenant aux confluent de plusieurs systèmes de transport. Le marché de Chicago s'est donc vu noyé, littéralement, de gaz naturel parce qu'il ne s'est pas accru, lui, de 1,3 Bcf par jour. Il était jusque-là alimenté en partie par du gaz canadien, sur Northern Border, mais également à partir du Golfe du Mexique. Il y a donc eu une chute importante des prix dans la région de Chicago. Ceci fait qu'aujourd'hui, dans le Sud de l'Ontario, les gens s'approvisionnent davantage à Chicago que dans l'Ouest canadien. Ceux qui paient le prix de cette chute de prix sont les gens qui ont payé les capacités fermes de transport sur le système d'Alliance. En conséquence, il y a ce qu'on appelle le «decontracting» sur le système de TCPL. Au fur et à mesure que les contrats viennent à échéance sur TCPL, les gens au Sud de l'Ontario délaissent TCPL et choisissent une solution de rechange plus compétitive.

Parlons maintenant du Québec. Le Québec demeure approvisionné par le système de TCPL. Or, le système de TCPL est réglementé de façon conventionnelle. Si, par exemple, le coût d'opération du système de TCPL est de 100 \$ par année, et que nous sommes dix utilisateurs pour des capacités équivalentes, chaque utilisateur va payer 10 \$ par année pour le système de TCPL. Le jour où les gens du Sud de l'Ontario mettent fin à leur contrat avec TCPL, on se retrouve à cinq sur le système de TCPL, et chacun doit maintenant payer 20 \$ au lieu de 10 \$.

Le marché gazier québécois est un «price taker» non seulement sur le coût de l'approvisionnement de sa molécule, mais

delivered at a fixed cost. Gaz Métropolitain is thus a captive market.

The next page eloquently expresses how this death spiral is at work for our clients. You can see that the TCPL system is losing some clients. For the firm service part, it is the only one that can feed Gaz Métropolitain. Of course, the price is increasing because there are fewer system users. If you pushed this to the limit, one day there would only be one factory left in Quebec paying for all of TCPL's costs. This is a good illustration of what is going on here.

You can see how the TCPL delivery rate in Quebec has changed over the last years. You can see that the tangent, the dotted red line, is not stabilizing very much over the short term. You can see that \$0.89 per unit carried by TCPL in 1998 has gone up to \$1.13 today for our client base. And this is continuing.

In Quebec, compared to other gas markets in Canada, not only must we support an absolute increase in prices, like the rest of Canada, but on top of that we have to face an increase in transmission costs. You will agree that if you operate a transmission system like TCPL, and if you look on your map to see where your guaranteed income and your captive client base are, you can see two. You can see Gaz Métropolitain and certain industrial clients in Northern Ontario. The Northern Ontario people do not have access, either, to resources accessible in Chicago in any economic way because the cost of transmission to go up to the north of Ontario is the same. Northern Ontario and Quebec are in a bit of a difficult situation; we're trying to change that.

That said, the next table illustrates the impact of this very well. I will explain how it works. Let's go at it systematically. The American price is the Nymex price. At the bottom, you have the Chicago, southern Ontario and Boston markets. The red graphs show the relative decrease, not the absolute decrease, of the price on these three markets since 1996. The Nymex price has increased, but the relative price in Chicago, Boston and Dawn has decreased over time. In Montreal, however, if you go to the right, you will see that the relative price delivered in Montreal as compared to the Nymex base of 1996 has not stopped increasing and has risen. In fact, that illustrates how Quebec's competitive and economic position has deteriorated in general.

What, then, is the analysis? Well, in Alberta the producers wanted to diversify their market. That is quite normal and it was the thing to do. They increased their export capacity to more lucrative markets. That market has now set the continental price. So in Boston, Chicago and southern Ontario, there is diversity in the supply sources, diversity in transmission sources and competition and decrease in marginal costs.

In Quebec, you have no alternative. It is a captive market and so there is an increase in costs and a loss of competitiveness compared to Ontario and the USA. For example, if you have a pulp and paper mill in Quebec using natural gas and competing with someone outside Quebec, the competitor is doing better than

également sur le coût de son transport livré en franchise. Gaz Métropolitain est donc un marché captif.

La page suivante illustre avec éloquence ce que cette spirale de la mort entraîne chez notre clientèle. Vous voyez que le système de TCPL perd certains clients. Pour le service ferme, il est le seul qui puisse alimenter Gaz Métropolitain. Évidemment, le prix s'accroît parce qu'il y a moins d'utilisateurs du système. Si on poussait la caricature à sa limite, un jour, il ne resterait qu'une usine au Québec qui paierait l'entièreté du système de TCPL. Cela illustre bien ce qui se passe ici.

On peut observer l'évolution du tarif de TCPL livré au Québec au cours des dernières années. On peut voir que la tangente en pointillé rouge ne se stabilise pas beaucoup à court terme. Vous voyez que de 0,89 \$ par unité transportée sur TCPL en 1998, notre clientèle doit aujourd'hui assumer des frais de 1,13 \$. Et cela continue.

Au Québec, comparativement à d'autres marchés gaziers au Canada, non seulement on doit supporter une hausse des prix absolue, comme le reste du Canada, mais on doit, en plus, faire face à une hausse des coûts de transport. Vous conviendrez aussi que si vous opérez un système de transport comme celui de TCPL et que vous regardez sur votre carte où sont vos revenus garantis ou votre clientèle captive, vous en voyez deux. Vous voyez Gaz Métropolitain et certains clients industriels qui sont dans le Nord de l'Ontario. Les gens du Nord de l'Ontario ne peuvent pas accéder, eux non plus, aux ressources accessibles à Chicago de manière économique, parce que le coût de transport pour aller dans le Nord de l'Ontario est le même. Le Nord de l'Ontario et le Québec vivent une situation un petit peu difficile; situation que nous cherchons à changer.

Cela dit, le prochain tableau illustre très bien l'impact de cette situation. Je vais vous expliquer comment cela fonctionne. On va y aller de manière systématique. Le prix américain est le prix Nymex. Dans le bas, vous avez les marchés de Chicago, du Sud de l'Ontario et de Boston. Les graphiques rouges illustrent la baisse relative, non pas la baisse absolue, du prix sur ces trois marchés depuis 1996. Le prix Nymex a augmenté, mais le prix relatif à Chicago, à Boston et à Dawn a diminué au cours des années. Tandis qu'à Montréal, si vous regardez à droite, vous voyez que le prix relatif livré à Montréal par rapport à la base Nymex de 1996 n'a cessé de s'accroître pour être plus élevé. En fait, cela illustre la détérioration de la position compétitive et économique du Québec dans son ensemble.

Quelle en est l'analyse? En Alberta, les producteurs ont souhaité diversifier leur marché. C'est tout à fait normal et c'était la bonne chose à faire. Ils ont augmenté leur capacité d'exportation vers des marchés plus lucratifs. Ce marché a fixé le prix continental. Donc à Boston, à Chicago et dans le Sud de l'Ontario, il y a diversité des sources d'approvisionnement, diversité des sources de transport, compétition et baisse des coûts marginaux.

Au Québec, pas d'alternative. C'est un marché captif, et il y a donc une augmentation des coûts et une perte de compétitivité par rapport à l'Ontario et aux États-Unis. Par exemple, si vous avez une usine de pâtes et papier au Québec qui consomme du gaz naturel et qui a un compétiteur ailleurs qu'au Québec, le

the mill set up in Quebec. So you can be sure that if the gas input is a factor in locating, then the next investment won't be built in Quebec.

It's a bitter pill. For many years, now, we've been working positively to diversify our supply.

I would now like to talk about the Cartier pipeline. I am at the graph illustrating this project. The goal is to link up the Quebec, Ontario, Northern Ontario and northwestern New Brunswick gas markets to the field coming on-stream on the Atlantic coast. In white you have the Maritimes and North East Pipeline system that is now transporting the East Coast production, going through Nova Scotia and New Brunswick, but it is shipping the greatest volume of this gas to the Boston market.

The hook-up project that we want to talk to you about today involves, first of all, an expansion of the Maritimes and North East system which must take place in New Brunswick. The Cartier project, which is a pipeline project completely independent from the other pipeline systems, would hook up the Maritimes and North East system to the TQM system in the Quebec region.

The existing gas distribution system ends in the Quebec region. We want to hook up to a basin on the East Coast. We therefore have to build two sections of pipeline: a Maritimes and North East section in New Brunswick and a Cartier section in Quebec. Enbridge and Gas Métropolitain are joint shareholders of Cartier on a 50/50 basis.

As we explained, our strategy is obviously to diversify our portfolio. Increasing competition in terms of gas resources and transportation is vital. The Atlantic basin is 1,500 kilometres from Montreal. The Western basin is 3,500 kilometres — and I have not yet calculated the distance to get to Alaska, but it is certainly farther than the East Coast. There is no doubt that the closer the market is to its production source, the more competitive it is. That is a basic rule.

This project also enables us to bring natural gas to regions that otherwise would never have access to it. Here I refer to the Lower Saint Lawrence and Northwestern New Brunswick. Transportation infrastructures are expensive. Northwestern New Brunswick could not afford such infrastructure. Because we will be delivering large volumes to Quebec, we will also be able to serve northwestern New Brunswick.

The Cartier project means a 270 million dollar investment in Quebec, financed entirely by the private sector. Our annual transportation capacity would be 67 Bcf the first year, and 125 Bcf once everything is completed. In comparison, the current market in Quebec produces 250 Bcf and the Ontario markets produce 860 Bcf. To put these figures into perspective, the Cartier project, once completed, would supply half of the volume consumed in Quebec.

compétiteur fait mieux que l'usine implantée au Québec. Vous pouvez donc être assurés que si l'intrant gazier est le facteur de localisation, le prochain investissement n'aura pas lieu au Québec.

Le constat est dur. Il nous amène, depuis plusieurs années, à travailler de manière positive et à diversifier nos approvisionnements.

J'aimerais maintenant vous parler du projet Cartier. J'en arrive au graphique qui illustre le projet. Il vise à raccorder les marchés gaziers du Québec, de l'Ontario, du Nord de l'Ontario et du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick au bassin émergeant sur la côte atlantique. Le blanc représente le système de Maritimes and North East Pipeline qui achemine actuellement la production sur la côte Est, en transitant par la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, mais acheminant la plus grande partie de ce gaz sur le marché de Boston.

Le projet de raccordement auquel on veut vous sensibiliser aujourd'hui consiste d'abord en une expansion du système de Maritimes and North East qui doit avoir lieu au Nouveau-Brunswick. Le projet Cartier est un projet de gazoduc tout à fait indépendant des autres systèmes de gazoducs. Il viendrait raccorder le système de Maritimes and North East à celui de TQM dans la région de Québec.

Le système gazier actuel prend fin dans la région de Québec. Ce qu'on cherche à faire, c'est se raccorder à un bassin qui est sur la côte Est. Il faut donc qu'il y ait construction de deux portions de gazoduc: une portion au Nouveau-Brunswick par Maritimes and North East et une portion au Québec par Cartier. Enbridge et Gaz Métropolitain se partagent les actions de Cartier 50/50.

Notre motivation stratégique, on a eu l'occasion de l'expliquer, est évidemment la diversification de notre portefeuille. Il est crucial d'augmenter la compétition au plan de la ressource gazière et du transport. Le bassin atlantique est à 1 500 kilomètres de Montréal. Le bassin de l'Ouest à 3 500 kilomètres — et je n'ai pas encore calculé la distance pour me rendre en Alaska, mais c'est sûrement plus loin que la côte Est. Il n'y a donc pas de doute que plus un marché est près de sa source de production, plus il est compétitif. C'est une règle fondamentale.

Ce projet nous permet également d'amener du gaz naturel dans des régions qui ne verraient pas la disponibilité du gaz naturel autrement. On parle du Bas Saint-Laurent et du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick. Les infrastructures de transport coûtent cher. Le Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick ne pourrait pas se payer une telle infrastructure. Parce qu'on s'en vient livrer des volumes importants au Québec, le Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick peut être desservi.

Le projet Cartier comporte 270 millions de dollars d'investissement au Québec, financé à 100 p. 100 par le secteur privé. Notre capacité annuelle de transport serait de 67 Bcf la première année et de 125 Bcf une fois développé. En comparaison, le marché actuel du Québec fait 250 Bcf, et les marchés de l'Ontario font 860 Bcf. Pour mettre des chiffres en perspective, le projet Cartier, à terme, pourrait approvisionner la moitié des volumes consommés au Québec.

Gas Métropolitain and Enbridge Consumers — the distributor for the Greater Toronto Area — have each committed to purchase more or less 50 per cent of initial capacity. That means 30 Bcf for Gas Métropolitain and 30 Bcf for Enbridge Consumers in the Toronto region.

You are going to ask me what is the problem. The problem lies in the fact that the East Coast basin is very promising and every analyst, producer and individual who wants to get in on it knows this. This is a basin that will produce far more than what the official projections have suggested to date.

The first phase of the project, which we refer to as SOEI, which stands for Sable Offshore Exploration, is a contingent of producers, three of whom are dominant. And this is important to understand. We are not saying that this is a bad thing. It is simply a reality that must be understood. There are 120 producers in the Canadian West. Currently, on the West Coast, there are three, four producers. Let me explain.

There is SOEI, with very marginal ownership and three producers: Mobil, Imperial, Shell. Imperial and Mobil merged. So you are left with Imperial, which is, in fact, Imperial Oil, managed from Houston. So then you have Shell and Exxon Mobil. So you have these two guys in SOEI that in fact control SOEI production. You also have Pan Canadian, which develop production and which will be coming on stream in 2004-05.

The first block of producers was 100 per cent dedicated to Maritimes and North East, a system that brings natural gas to the Boston region. The producers made a commitment to take Maritimes and North East transportation capacity or to backstop, in fact, Maritimes and North East transportation capacity to Boston.

To gain access to natural gas on the East Coast, you have to either reach an agreement with Pan Canadian for the gas that it will start producing in 2004 or 2005 or reach an agreement with SOEI for Phase II. But we do not know when Phase II will take place. We know that it will happen, but we do not know exactly when. Moreover, everybody is saying that there is a lot of gas and that the gas is going to get developed. This brings me to the next page.

The northeastern United States has therefore been getting its gas from the East Coast since 2000. Since 2000, the northeastern United States — and here I'm talking about the Boston region — has also been served by PMGTS, which brings natural gas from the Canadian West to the Boston market. Boston is, therefore, lucky because it has access to competing Canadian gas from two sources, from two bases, in addition to having competing gas from the Gulf Coast. We like to see this happening in Boston because we would like to be in the same situation as well.

Of course, everyone, every Tom, Dick, and Harry, wants Canada's natural gas to generate electricity in the northeastern United States, which you no doubt realize. Right now, the situation is relatively uncomplicated — we are fighting with President Bush, which is no small thing.

Les entreprises Gaz Métropolitain et Enbridge Consumers — le distributeur de la grande région de Toronto — se sont engagées à contracter chacune 50 p. 100 de la capacité initiale, ou à peu près. C'est donc 30 Bcf pour Gaz Métropolitain et 30 Bcf pour Enbridge Consumers dans la région de Toronto.

Vous me demanderez sûrement quel est le problème. Le problème, c'est que le bassin de la côte Est est extrêmement prometteur et ce, tous les analystes, tous les producteurs et tous les gens qui cherchent à s'y associer le savent. C'est un bassin qui va se développer bien au-delà de ce que les chiffres officiels ont avancé jusqu'ici.

On parle de SOEI ici, le Sable Offshore Exploration. C'est un regroupement de producteurs, dont trois producteurs dominants. Et cela, c'est une chose qu'il faut comprendre. Le propos que l'on tient n'est pas de dire que c'est mauvais. Il faut seulement comprendre que c'est la réalité. Dans l'Ouest canadien, vous avez 120 producteurs. Sur la côte Ouest présentement, vous avez, en fait, trois ou quatre producteurs. Je m'explique.

Vous avez SOEI, avec des participations très marginales, dans lequel il y a trois producteurs: Mobil, Imperial et Shell. Imperial et Mobil ont fusionné. Il reste Imperial, qui est en fait Imperial Oil, dirigée à partir de Houston. Vous avez Shell et Exxon Mobil dans SOEI qui contrôlent effectivement la production de SOEI. Vous avez également Pan Canadian, qui a développé de la production et qui va entrer en service en 2004-2005.

Le premier bloc de producteurs a été dédié à 100 p. 100 à Maritimes and North East, le système qui amène le gaz naturel dans la région de Boston. Les producteurs se sont engagés à prendre la capacité de transport de Maritimes and North East.

Pour accéder à du gaz naturel sur la Côte Est, il faut soit conclure une entente avec Pan Canadian pour le gaz qu'elle doit mettre en production en 2004 ou 2005, ou bien conclure une entente avec SOEI pour la Phase II. On ne sait pas quand la Phase II débutera. On sait qu'il va y avoir du gaz, mais on ne sait pas exactement quelle quantité il y aura. Par ailleurs, tout le monde dit: Il y a beaucoup de gaz, puis le gaz va se développer. Cela m'amène à l'autre page.

Le Nord-Est des États-Unis est donc desservi en gaz de la Côte Est depuis 2000. Depuis 2000, aussi, le Nord-Est des États-Unis — et ici, je parle de la région de Boston — est desservi par PMGTS, qui amène du gaz naturel de l'Ouest canadien jusqu'au marché de Boston. En fait, la région de Boston est chanceuse parce qu'elle a la concurrence du gaz canadien de deux sources, des deux bassins, en plus d'avoir la concurrence du gaz du Gulf Coast. Nous envions le sort de Boston, et nous aimerions être dans la même situation.

Vous n'êtes pas sans savoir que tout le monde veut le gaz naturel canadien pour faire de la génération électrique dans le Nord-Est des États-Unis. Présentement, ce n'est pas tellement compliqué, on se bat contre le Président Bush, ce qui n'est pas rien.

The map is quite important here. It is worthwhile spending some time on it. Here again we have the Maritimes and North East system which we mentioned, which brings natural gas to the Boston region. The Maritimes and North East system is owned by a number of players, including one called Duke Pipeline.

Duke Pipeline is also the promoter of a project referred to as Hubline. Hubline will bring natural gas to the Boston region and, to some extent, to the area south of Boston. However, Duke also owns another project that is designed to bring natural gas to the New York region. However, Duke also owns Maritimes and North East Canada. And people are developing pipelines in the United States because they want gas in order to make their US pipelines profitable. We have to do business with these people because we want them to agree to build an extension on their system which will enable us to hook up to the markets in Quebec, Ontario and northwestern New Brunswick.

The resource is rare, however, explaining the Gordian knot in which we find ourselves. Because, in fact, and this goes back to what Stéphane said in his introductory remarks: "Let the market decide." We are in complete agreement with that. We fully agree with that, providing there is a market. In order for there to be a market, there has to be liquidity, there have to be buyers, and there have to be a whole bunch of sellers. We are not saying that this is a bad thing, but we have to realize one thing. Here we have an oligopoly in terms of production and transportation. This is an extremely powerful oligopoly and we have no option but to come to an agreement with it. And if we do not agree, there is no market to arbitrate who will get the natural gas. Enbridge Consumers is prepared, we are prepared to pay the continental market price, the American price. We are prepared to invest our money. The problem lies in the fact that we are forced to reach an agreement with this oligopoly. And if we can't reach an agreement, the natural gas will go to the United States.

The following page summarizes the situation. Ontario and Quebec are currently competing with the United States to attract a small share. You must understand that we are talking about less than 200 MMpc per day, whereas proven production will easily attain 1,000 MMpc per day, nearly 1 Bcf. Indeed, the forecasts are calling for 2 Bcf. So we are talking about 2,000 Bcf. We are trying to have access to nearly 15 or 20 per cent of Sable Island's total production.

We are prepared to pay the price. We are prepared to invest our money. We do not need government money. We want to play baseball. We are at the plate, we want to hit the ball. We are facing the person who has the ball, the umpire, the field, the bats, and the guys who cut the lawn. Do you understand what I am saying? We are trying to make you realize that we are prepared to let the market call the shots. Unfortunately the market, in this specific case, does not work.

We have solid support for this project. This is not a project initiated by one province. This is not a project put forward by one gas distributor. This is a project that involves central Canada, Northern Ontario, the Greater Toronto area, Quebec and New Brunswick. New Brunswick and the Government of Quebec

La carte est assez importante ici. Cela vaut la peine qu'on s'y attarde. On revoit, encore une fois, le système de Maritimes and North East dont on a parlé, qui amène le gaz naturel dans la région de Boston. Le système de Maritimes and North East est la propriété d'un certain nombre de joueurs, dont un joueur qui s'appelle Duke Pipeline.

Duke Pipeline est aussi le promoteur d'un projet qui s'appelle Hubline. Vous voyez Hubline qui, lui, veut amener du gaz naturel jusque dans la région de Boston et un peu plus au sud de Boston. Mais, Duke est aussi propriétaire d'un autre projet qui veut amener ce gaz naturel-là dans la région de New York. Or, Duke est aussi un propriétaire de Maritimes and North East Canada. Les gens développent des gazoducs aux États-Unis, puis ils ont besoin de gaz pour rentabiliser leurs gazoducs aux États-Unis. On doit donc faire affaire avec ces gens-là pour qu'ils acceptent de construire une extension de leur système afin de permettre un raccordement au marché du Québec, de l'Ontario et du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick.

Or, la ressource est rare. De là le noeud gordien dans lequel nous sommes. En fait, et ça revient aux propos d'introduction de Stéphane: «Let the market decide». On est d'accord avec cela, pour autant qu'il y ait un marché. Pour qu'il y ait un marché, il faut qu'il y ait de la liquidité, il faut qu'il y ait des acheteurs, puis il faut qu'il y ait une foule de vendeurs. On ne dit pas que c'est mauvais, mais il faut bien constater une chose. Ce dont on parle en termes de production et de transport, c'est d'un oligopole. C'est un oligopole extrêmement puissant et avec lequel on est condamnés à s'entendre. Et si on ne s'entend pas, il n'y a pas de marché pour arbitrer qui devrait avoir le gaz naturel. Nous, Enbridge Consumers, sommes prêts à payer le prix de marché continental, le prix américain. Nous sommes prêts à investir notre argent. Le problème nous avons, c'est que nous sommes condamnés à nous entendre. Et si nous ne nous entendons, le gaz naturel s'en va aux États-Unis.

La page suivante résume le propos. L'Ontario et le Québec font concurrence présentement avec les États-Unis pour contracter une portion marginale. Il faut comprendre que ce dont on parle, c'est de moins de 200 MMpc par jour, alors que la production prouvée va monter facilement à 1 000 MMpc par jour, donc à peu près 1 Bcf. Et, en fait, les prévisions sont à 2 Bcf. Donc, 2 000 Bcf. Ce qu'on cherche à avoir, c'est près de 15 à 20 p. 100 de la production totale sur Sable Island.

Nous sommes prêts à payer le prix. Nous sommes prêts à investir notre argent. Nous n'avons pas besoin de l'argent du gouvernement. On veut jouer au baseball et on veut frapper la balle. Devant nous, on a celui qui a la balle, l'arbitre, le terrain, les bâtons, et puis le gars qui passe la tondeuse sur le gazon. Vous comprenez? Ce à quoi nous voulions vous sensibiliser, c'est que nous sommes prêts à jouer le jeu du marché. Mais le marché, dans ce cas précis, c'est bien dommage, mais il ne fonctionne pas.

On a des appuis solides pour ce projet. Ce n'est pas le projet d'une province. Ce n'est pas le projet d'un distributeur gazier. C'est le projet d'un centre canadien, du Nord de l'Ontario, de la grande région de Toronto, du Québec, du Nouveau-Brunswick. Le Nouveau-Brunswick et le gouvernement du Québec reconnaissent

recognize the importance of this project for the reasons we explained earlier. They have both signed an agreement to say: Okay, how can we promote and harmonize our environmental assessment process to ensure that it is as uncomplicated as possible? Quebec is performing very well in this area. The Association of Industrial Gas Consumers supports the project. The Government of Nova Scotia supports the project.

In conclusion, and I repeat myself, the private sector is prepared to invest. The markets are willing to contract for the transportation of natural gas. We are prepared to pay market price. The gas is there. The question is whether or not Quebec, Ontario and New Brunswick will have a fair opportunity to access this resource.

And, to conclude, the question we are asking ourselves and which we, with all due respect, ask you, is as follows: What is the energetic vision of the federal government in terms of developing this resource?

Once again, we are not challenging free trade. That has nothing to do with it. You must understand that the credo of "Let the market decide," a credo which it is very easy to hide behind, is great providing that there is a market. However, in this case, there is not. Indeed, there is only one market.

[English]

The Chairman: Your problems are, of course, different from the West. There, electricity and gas are very closely allied because natural gas generates most of the electricity. Your price of electrical energy is flat all the way across, with the exception of the residential customer, where it seems to be up. It is underpriced in the BTU, the million BTUs, as far as natural gas is concerned.

Is the notion in Quebec that over the long term the price of power will stay regulated, that it will never float with energy prices?

[Translation]

Mr. Boulanger: Mr. Chairman, I do not think that the price of electricity in Quebec will float, as you said, nor do I think that there will be a short-term market. A recent decision was made to establish what we refer to as a heritage block where the price of electricity will be frozen.

When you plot the price of electricity on a graph, however, for both residential and commercial markets, you can, of course, note that we compete with electricity in both the residential and commercial sectors. But what's at stake here is not our ability to compete with electricity. The question may revolve around having access to a resource that is competitive to be able to produce goods that are competitive with both the domestic and foreign market.

l'importance de ce projet, pour les raisons qu'on a expliquées tout à l'heure. Ils ont signé ensemble une entente pour dire: comment pouvons-nous favoriser et harmoniser nos processus de revue environnementale pour s'assurer que ce ne soit plus compliqué qu'il ne le faut? Le Québec joue très bien à la balle dans ce cas-ci. L'Association des consommateurs industriels de gaz appuie le projet. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse appuie, lui aussi, le projet.

Je répète que le secteur privé est prêt à investir. Les marchés sont prêts à contracter le transport du gaz naturel. Nous sommes prêts à payer le prix de marché. Le gaz est là. Alors, la question qu'on se pose, c'est: le Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick vont-ils avoir une chance équitable d'accéder à cette ressource-là?

En conclusion, la question qu'on se pose et qu'on vous pose très respectueusement est la suivante: quelle est la vision énergétique du gouvernement canadien quant au développement de cette ressource?

Encore une fois, il ne s'agit pas de remettre en question le libre échange. Cela n'a rien à voir. Il faut être bien conscients: «Let the market decide» est un leitmotiv derrière lequel il est facile de se réfugier. «Let the market decide», pour autant qu'il y ait un marché, c'est merveilleux. Mais dans ce cas-ci, il n'y en a pas. En fait, il n'y en a qu'un.

[Traduction]

Le président: Bien sûr, vos problèmes diffèrent de ceux de l'Ouest. Là-bas, l'électricité et le gaz sont étroitement reliés parce que c'est le gaz naturel qui produit la plus grande partie de l'électricité. Ici, le prix de l'électricité est essentiellement le même pour tous, sauf pour les clients résidentiels, qui semblent connaître une hausse. Ce prix est inférieur à la valeur que cela représente en BTU, le million de BTU de gaz naturel qu'il faut pour produire cette électricité.

Est-ce qu'on estime, au Québec, que le prix de l'électricité sera réglementé à long terme, qu'on ne lui permettra pas de fluctuer en fonction du prix de l'énergie?

[Français]

M. Boulanger: Au sujet de la question de l'électricité, monsieur le président, je ne crois pas que l'électricité au Québec va flotter, comme vous le mentionnez, c'est-à-dire, avoir un prix de marché à court terme. Il a été décidé récemment qu'il y avait ce qu'on appelle un bloc patrimonial, avec un prix d'électricité qui est gelé.

Par contre, lorsqu'on indique dans des graphiques le prix de l'électricité en fonction des les marchés résidentiel ou commercial, il y a certains endroits, évidemment, dans le secteur résidentiel et dans le secteur commercial aussi, où on est en concurrence avec l'électricité. Mais l'enjeu ici, ce n'est pas un enjeu de concurrence avec l'électricité. C'est essentiellement un enjeu d'avoir accès à une ressource qui est compétitive, pour être capable de produire des biens qui sont compétitifs avec le marché soit interne ou externe.

When you are in the corporate market, or in the big industry market, or in the small industry or commercial market, electricity is not a competitive issue for the company. For companies that produce goods, it is important to be competitive in the sectors where they operate, where they have to compete either with Ontarians or Americans and to ultimately arrive at a cost price or a production cost that is competitive.

[English]

The Chairman: A number of senators have difficulty understanding why you separate a BTU from electricity from a BTU from natural gas. In other words, we think the two markets are tied together. I am sure the hydro exports to the New England States are priced on a BTU basis competitively with gas. They do not put it in cheaply.

[Translation]

Mr. Boulanger: You are quite right. When you talk about the outside market of the export market, the export market follows the price of electricity sold, follows the market price, when it comes to exporting. But the Quebec domestic market has a fixed price.

Senator Hervieux-Payette: Ms Brochu, I think that the ball is in our court. They may have the field, the umpires and the baseball bat, but I think that we are the ones who have the ball. And I think we need to figure out what to do with the ball.

First of all, regarding the Nymex 1996 graph, I would like to ask you a little question. Do the figures that you indicate include the cost of transportation, the price of gas and the three components that comprise the price of gas?

Ms Brochu: The answer is yes. The figure that you see there is not the delivered price. The figure that you see, that is the difference with respect to 1996 and the Nymex 1996 price. If the Nymex price increases, what you see here, is the gap... Nymex, for instance, was stable between 1996 and 2000. The delivered price in Quebec increased by the amounts that you see there, year after year.

Now, the Nymex price obviously increases as well. Consequently, the delivered price in Quebec is increasing, as it is everywhere in America. But what is important to note is that, for the other markets, where there is competition between the transportation systems and the production basins, the relative price with respect to the 1996 reference year has decreased.

So you can see that this is not a delivered price. This is a differential with respect to an American price, based on the 1996 reference year.

Senator Hervieux-Payette: My other question is a basic one. Hydro-Québec is an important shareholder in Gaz Métropolitain, but who are the other significant shareholders versus the general public market?

Mr. Boulanger: Gaz Métropolitain is held by a company called Noverco. Hydro-Québec represents 32 per cent of Noverco. No, I will start over. You have Hydro-Québec, Gaz de France and Enbridge, who are the main shareholders in Noverco. And these companies have shares in Gaz Métropolitain Inc., which is a

Lorsqu'on est dans le marché de la grande entreprise ou de la grande industrie, ou de la plus petite industrie, ou du commercial, l'électricité n'est pas un enjeu concurrentiel pour l'entreprise. Pour les entreprises qui produisent des biens, il est important qu'elles soient compétitives dans les marchés où elles oeuvrent, où elles ont à concurrencer, soit avec des Ontariens ou des Américains, et d'arriver, au bout du compte, à un coût de revient ou à un coût de production qui est compétitif.

[Traduction]

Le président: Certains sénateurs ont du mal à comprendre pourquoi vous faites une distinction entre les BTU provenant de l'électricité et les BTU provenant du gaz naturel. Autrement dit, nous estimons que les deux marchés sont inter-reliés. Je suis certain que l'hydroélectricité que vous exportez aux États de la Nouvelle-Angleterre a un prix par BTU tout à fait concurrentiel avec le gaz. Cette électricité n'est pas bon marché.

[Français]

M. Boulanger: Vous avez tout à fait raison. Le marché de l'exportation suit le prix de l'électricité vendue. Il suit le prix de marché en ce qui a trait à l'exportation. Relativement au marché interne au Québec, c'est un prix qui est fixe.

Le sénateur Hervieux-Payette: Madame Brochu, je pense que la balle est dans notre camp. Ils ont peut-être le champ puis les arbitres puis le bâton de baseball, mais je pense qu'on a la balle. Il s'agit donc de savoir ce qu'on va faire avec la balle.

Au sujet du tableau Nymex 1996, je vous demanderais une petite explication. Est-ce que les chiffres que vous indiquez comprennent le prix du transport, le prix du gaz et puis, de fait, les trois composantes du prix du gaz?

Mme Brochu: La réponse est oui. Maintenant, le chiffre que vous voyez, ce n'est pas le prix livré. Le chiffre que vous voyez, c'est l'écart par rapport à 1996 et par rapport au prix Nymex de 1996. Alors, si le prix Nymex monte, ce que vous voyez ici, c'est que l'écart ... Nymex, par exemple, serait stable entre 1996 et 2000. Le prix livré au Québec aurait augmenté comparé aux montants que vous voyez là, année sur année.

Évidemment, le prix Nymex augmente lui aussi. Ce qui fait que le prix livré au Québec augmente, comme partout en Amérique. Mais ce qu'il est important de voir, c'est que sur les autres marchés, où il y a de la concurrence des systèmes de transport et des bassins de production, le prix relatif par rapport à 1996 a diminué.

Ce que vous voyez ici, ce n'est pas un prix livré. C'est un différentiel par rapport à un prix américain de 1996.

Le sénateur Hervieux-Payette: Mon autre question est la suivante. La propriété de Gaz Métropolitain, Hydro-Québec est un actionnaire important, mais quels sont les autres actionnaires importants face au marché du grand public?

M. Boulanger: En fait, Gaz Métropolitain est détenue par une société qui s'appelle Noverco. Et c'est dans Noverco qu'on retrouve Hydro-Québec, dans l'ordre de 32 p. 100. En fait, non, je vais reprendre mes paroles. Vous avez Hydro-Québec, Gaz de France et Enbridge, qui sont les principaux actionnaires dans

publicly-traded company, and which becomes Société de Gaz Métropolitain, a limited partnership company on the stock exchange with 23 per cent public ownership. When you take a look at this, Hydro-Québec has 32 per cent ownership of Gaz Métropolitain, the public has 23 per cent ownership, Enbridge accounts for 24 per cent, and if my memory is correct, Gaz de France has about 16 per cent. This is who owns Gaz Métropolitain.

Senator Hervieux-Payette: And Enbridge is a Canadian company?

Mr. Boulanger: Yes.

Senator Hervieux-Payette: This enables us to see who are the players and who are our competitors. When you talk about those companies that are the owners or the developers, with the exception of those involved in exploration or in building the other part of the pipeline in the East, is MNE American property also?

Ms Brochu: In fact, Maritimes and North East is composed of two branches: there is a Canadian branch, in Nova Scotia and New Brunswick; and there is a branch in the United States, between the New Brunswick and Maine border, which extends to the Boston region.

The battery of shareholders for the two branches is the same. There is West Coast, a Vancouver-based company, which is part of the West Coast Energy family. There is Duke Pipeline. Duke Pipeline is part of a large energy group which, moreover, produces about 35,000 megawatts of electricity today, primarily from natural gas in the United States. And you also have Mobil, which represents 12.5 per cent. And there are also some other players, with smaller holdings. The big players are West Coast and Duke Pipeline. West Coast is the Canadian operator and Duke Pipeline is the American operator. But the two vote the same way.

Senator Hervieux-Payette: Perhaps you could explain the transportation costs. When TCPL was built —

[Translation]

Senator Hervieux-Payette: The cost of transportation fluctuates as new pipelines are built. An equalization formula between the old and new pipelines enables people who travel more to pay reasonable transportation costs.

As far as transportation is concerned, do Réseau Alliance, TransCanada PipeLines or MNE operate in accordance with a similar formula?

The costs of the Canadian portion are authorized by the National Energy Board. Are the costs for the consumer subject to the same rules as those governing the old and new pipelines?

Ms Brochu: There are basic principles. I am no expert in regulations, but I will answer you on the basis of my own experience as a businesswoman.

Noverco. Et ces gens détiennent une participation dans Gaz Métropolitain inc. qui, elle, est à la Bourse, en fait, et devient la Société de Gaz Métropolitain, une société en commandite qui est à la Bourse, où on retrouve une participation du public dans l'ordre de 23 p. 100. L'un dans l'autre, Hydro-Québec est dans l'ordre de 32 p. 100 dans Gaz Métropolitain, le public est à 23 p. 100, Enbridge est de l'ordre de 24 p. 100, si ma mémoire est bonne, et Gaz de France est à près 16 p. 100. Voilà la composition de la propriété de Gaz Métropolitain.

Le sénateur Hervieux-Payette: Et Enbridge est une société canadienne?

M. Boulanger: Oui.

Le sénateur Hervieux-Payette: Cela nous permet de voir qui sont les joueurs et qui sont les concurrents. Quand on parle de ceux qui sont propriétaires ou qui développent, ne comptant pas ceux qui ont fait l'exploration, la construction de l'autre partie du pipeline dans l'Est, MNE, est-ce aussi une propriété américaine?

Mme Brochu: En fait, Maritimes and North East est composée de deux tronçons: un tronçon canadien, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, et un tronçon aux États-Unis, entre la frontière du Nouveau-Brunswick et du Maine jusque dans la région de Boston.

L'actionnariat des deux tronçons est le même. Vous avez à l'actionnariat West Coast, société basée à Vancouver, dans la famille de West Coast Energy. Vous avez aussi Duke Pipeline. Duke Pipeline fait partie d'un grand groupe énergétique qui, par ailleurs, produit environ 35 000 mégawatts d'électricité aujourd'hui, essentiellement à partir du gaz naturel aux États-Unis. Et vous avez aussi Mobil, à hauteur de 12,5 p. 100. Il y a également d'autres joueurs, avec des participations moins grandes. Les grands joueurs, ce sont West Coast et Duke Pipeline. West Coast est l'opérateur canadien, et Duke Pipeline est l'opérateur de la portion américaine.

Le sénateur Hervieux-Payette: Peut-être pourriez-vous nous expliquer les coûts de transport. Lorsque le gazoduc de TransCanada Pipelines a été construit...

[Français]

Le sénateur Hervieux-Payette: Le prix du transport s'ajuste au fur et à mesure que de nouveaux pipelines sont construits. Une formule de péréquation entre les vieux et les nouveaux pipelines permet ainsi aux gens qui voyagent plus loin de payer des coûts de transport raisonnables.

En termes de coûts de transport, Réseau Alliance, TransCanada PipeLines ou MNE fonctionnent-ils selon une formule semblable?

Pour ce qui est de la portion canadienne, ces coûts sont autorisés par la Commission nationale de l'énergie. Les coûts pour le consommateur sont-ils assujettis aux mêmes règles que celles qui régissent les anciens et les nouveaux pipelines?

Ms Brochu: En fait, il y a des principes de base. N'étant pas experte en matière de réglementation, je vous répondrai selon mon expérience en tant que femme d'affaires.

In Canada, TransCanada PipeLines is regulated by the National Energy Board. Its rates are approved by the National Energy Board. When TransCanada PipeLines develops its system, the National Energy Board will ensure that there are equivalent and logical rate mechanisms that apply from one generation to the next.

As for Maritimes and North East, which manages a Canadian and American branch, the Canadian branch is regulated by the National Energy Board and the American branch by the FIRQ. In 1997, the National Energy Board received a bid from two different groups: one was a producer and the other a transporter. These two groups presented different projects but they went hand in hand with each other. Furthermore, these two groups shared a common objective, namely, to go to the United States.

After studying each proposal, the National Energy Board concluded that the application for production was justified and that the market was there. The NEB approved the project on the basis of its own rules and established fair and reasonable rates.

Senator Nolin: My question is intended primarily for Hydro-Quebec. I am surprised that there is no representative here to answer. Mr. Bertrand, Hydro-Quebec has 23 per cent of the shares in Gaz Métropolitain.

Mr. Bertrand: Thirty per cent.

Senator Nolin: If you include the public shares.

Mr. Bertrand: Then it would be 40 per cent.

Senator Nolin: Hydro-Quebec is a substantial shareholder. At first glance, it would seem contradictory to have Hydro-Quebec as your shareholder since you compete with each other on the Quebec energy markets. What interest does Hydro-Quebec have in being such a significant shareholder of Gaz Métropolitain?

Mr. Boulanger: Energy resources, if you want to talk in terms of competition, are complementary. Our company does not participate in any markets where there is no reason for us to be there. That is the case with our residential market. That explains why in Quebec we have a client base of 160,000 subscribers instead of 3,500,000, as is the case in Ontario. Gaz Métropolitain does not participate in areas where there is another energy resource that is preferred.

Essentially, Gaz Métropolitain delivers volumes of energy to large and small industries, in both the commercial and institutional sectors. Natural gas is strong and solid in this niche market. Gaz Métropolitain is a good financial investment for Hydro-Quebec. Hydro-Quebec is thereby able to have an overall view of the comprehensive energy market throughout the province. This is all that it gets. There is no agreement whatsoever about market division.

Gaz Métropolitain is a company with shares that are traded on the stock market. The company has its own board of directors and rules. Gaz Métropolitain is going after different markets.

In Canada, we compete with other types of energy, which is healthy for the consumer as well. For certain industrial procedures, we evaluate whether or not it is better to use

Au Canada, la compagnie TransCanada PipeLines est réglementée par l'Office national de l'énergie. Ses tarifs sont approuvés par l'Office national de l'énergie. Quand TransCanada PipeLines développe son système, l'Office national de l'énergie voit à ce que des mécanismes tarifaires équivalents et logiques s'appliquent d'une génération à l'autre.

Pour Maritimes and North East, qui gèrent un tronçon canadien et américain, le tronçon canadien est réglementé par l'Office national de l'énergie, et le tronçon américain par la FIRQ. En 1997, l'Office national de l'énergie a reçu une demande de soumission de la part de deux groupes différents: l'un était producteur et l'autre transporteur. Ces deux groupes présentaient deux projets différents mais qui allaient de pair. Ils avaient aussi comme objectif commun d'aller aux États-Unis.

L'Office national de l'énergie, après avoir étudié la proposition, a conclu que la demande de production était justifiée et que le marché était présent. L'ONE a approuvé le projet en fonction de ses propres règles, puis a fixé des tarifs justes et raisonnables.

Le sénateur Nolin: Ma question s'adresserait plutôt aux représentants d'Hydro-Québec. Je suis étonné qu'aucun représentant ne soit ici pour y répondre. Monsieur Bertrand, Hydro-Québec détient 23 p. 100 des actions de Gaz Métropolitain.

M. Bertrand: Trente pour cent.

Le sénateur Nolin: Si on inclut la participation du public.

M. Bertrand: Ce serait alors de l'ordre de 40 p. 100.

Le sénateur Nolin: C'est un actionnaire important. À première vue, il semble contradictoire qu'Hydro-Québec soit votre actionnaire, puisque vous êtes en compétition sur les marchés énergétiques au Québec. Quel est l'intérêt pour Hydro-Québec d'être un actionnaire aussi important de Gaz Métropolitain?

M. Boulanger: Les ressources énergétiques, si nous voulons parler en termes de concurrence, sont complémentaires. Notre société est absente des marchés où elle ne croit pas avoir sa place. C'est le cas pour notre marché résidentiel. C'est ce qui explique qu'au Québec, notre clientèle compte 160 000 abonnés au lieu de 3 500 000, par exemple, en Ontario. Gaz Métropolitain n'est pas présente aux endroits où on privilégie une autre ressource énergétique.

Gaz Métropolitain, essentiellement, livre des volumes d'énergie aux grandes et aux petites industries, dans le secteur commercial et institutionnel. C'est dans ce créneau que le marché du gaz naturel est fort et solide. Gaz Métropolitain représente pour Hydro-Québec un bon placement financier. Hydro-Québec garde ainsi une vue d'ensemble sur la situation énergétique globale à l'échelle de la province, sans plus. Une entente sur la division des marchés n'existe d'aucune façon.

Gaz Métropolitain est une entreprise avec des actions cotées en Bourse. L'entreprise a un conseil d'administration et des règles qui lui sont propres. Gaz Métropolitain vise des marchés différents.

Au Canada, nous sommes concurrentiels avec d'autres types d'énergie, ce qui est sain pour le consommateur aussi. Pour certains procédés industriels, nous évaluons si l'utilisation de

electricity or natural gas. We consider not only the cost of energy but also the total cost of producing a good.

Senator Nolin: Is the price of gas that travels through the transportation network fixed, regardless of who buys it?

Mr. Boulanger: Not really. The price of natural gas has been deregulated since 1985. Consumers can therefore opt for the supplier of their choice or deal with a broker working within the Gaz Métropolitain franchise. The price of the gas molecule can therefore vary from one consumer to the next.

Senator Nolin: I mean from the point of production. In the first part of your chart, you describe a 92 per cent increase in the price of gas over one year. Transportation, however, increased by 12.5 per cent. Does Gaz Métropolitain have no influence on these prices?

Mr. Boulanger: That is correct.

Senator Nolin: Gaz Métropolitain is only responsible for a 1.8 per cent increase?

Mr. Boulanger: That is correct.

Senator Nolin: For all of the gas that it buys, Gaz Métropolitain pays the 92 per cent increase that occurred in one year?

Mr. Boulanger: Yes, but it is not so simple. A variety of distinct components determine the market price. Gaz Métropolitain supplies approximately 40 per cent of its clients with network gas. The price of this gas is tied to the market. This year, the price of network gas was about \$7 to \$8 per gigajoule.

Industrial clients may have signed a yearly contract in May, July, September of last year. Either clients may have signed a contract with a supplier for a given price, but with a monthly indicator that varies from one month to the next. The market price is determined by taking the average of these variants, which represent the 92 per cent increase.

The increase in market price in the industrial sector is much higher than 92 per cent, because most big industries sign monthly and not yearly contracts. Last winter, the price of the gigajoule reached a maximum of \$14. Clients had to pay for gas at a cost of 12, 13 and even \$14 per gigajoule.

Senator Nolin: I couldn't understand why, with an increase of only 1.8 per cent, there was such a gap, ranging from a single digit to a double digit, between your domestic clients and your industrial clients. You have more or less answered this question.

Mr. Boulanger: For the typical consumer, we will balance the various components, whether this be the gas molecule or the gas itself, the transportation and the distribution. For residential clients, the distribution costs shown on the invoice is greater, however, the 1.8 per cent increase reduces the effect of the increase in gas prices on the total bill.

l'électricité est préférable à celle du gaz naturel. Nous ne considérons pas uniquement le coût de l'énergie, mais le coût total de production d'un bien.

Le sénateur Nolin: Le prix du gaz qui transite dans le réseau de transport est-il fixe, indépendamment de qui l'achètera?

M. Boulanger: Pas vraiment. Le prix du gaz naturel est déréglé depuis 1985. Les consommateurs peuvent donc s'engager avec le fournisseur de leur choix ou encore avec un courtier qui oeuvre à l'intérieur de la franchise chez Gaz Métropolitain. Le prix de la molécule de gaz peut varier ainsi d'un fournisseur à l'autre.

Le sénateur Nolin: Je parlais plutôt du point de production. Dans la première partie de votre tableau, vous décrivez une augmentation de 92 p. 100 du prix de la molécule de gaz sur un an. Le transport, pour sa part, a subi une augmentation de 12,5 p. 100. Gaz Métropolitain n'a aucune influence sur ces prix?

M. Boulanger: Tout à fait.

Le sénateur Nolin: Gaz Métropolitain n'est responsable que d'une augmentation de 1,8 p. 100?

M. Boulanger: Exactement.

Le sénateur Nolin: Gaz Métropolitain paie, sur tout le gaz qu'il achète, l'augmentation de 92 p. 100 sur un an?

M. Boulanger: Oui, mais ce n'est pas si simple. Le prix du marché résulte d'un ensemble d'éléments distincts. Gaz Métropolitain fournit environ 40 p. 100 de ses clients avec du gaz de réseau dont le prix suit l'évolution du marché. Cette année, le prix du gaz de réseau se situe aux environs de sept à huit dollars le gigajoule.

Des clients industriels peuvent avoir signé un contrat sur une base annuelle au mois de mai, au mois de juillet ou au mois de septembre de l'an dernier. D'autres clients peuvent avoir signé un contrat avec un fournisseur à un prix donné, mais avec un indice mensuel qui varie d'un mois à l'autre. Le prix de marché résulte de la moyenne de ces variantes, ce qui représente l'augmentation de 92 p.100.

L'augmentation du prix de marché dans le secteur industriel est beaucoup plus élevée que 92 p. 100, parce que la majorité des grandes industries ont signé un contrat sur une base mensuelle. L'hiver dernier, le prix du gigajoule a atteint un maximum de 14 \$. Des clients ont dû payer le gaz jusqu'à 12, 13 et même 14 \$ le gigajoule.

Le sénateur Nolin: Je m'expliquais mal comment, avec une augmentation de 1,8 p. 100 seulement, vous pouviez obtenir un écart allant du simple au double entre votre client domestique et votre client industriel. Vous avez sensiblement répondu à la question.

M. Boulanger: Pour le consommateur-type, nous équilibrons la part des différentes composantes, que ce soit la molécule de gaz ou le gaz lui-même, le transport et la distribution. Pour un client résidentiel, la part de la distribution sur sa facture est plus importante. Cependant, l'augmentation de 1,8 p. 100 vient réduire l'effet de la hausse du prix du gaz sur la facture totale.

Senator Nolin: Ms Brochu, at the end of your presentation you said that you did not want to challenge NAFTA and that, under NAFTA, Canada, as far as energy supply was considered, is able to negotiate effectively with the United States. Yesterday the Americans announced a long-term plan for energy supply, as did the Canadians. You also said that you have an answer, you have a role to play in supply and in this plan. You also asked about the federal government's policy and how this policy may have an impact on your project, the Cartier project.

If you could talk to the Minister of Energy, what message would you want him to send to his Cabinet?

Ms Brochu: First of all, I would like things to be put in proper context. Having Canada and the United States trade respective energies is certainly very healthy. This also holds true for the producers on both the West and East coasts. This is not only healthy but fundamental. It is also just as important that Canadians be able to bid fairly for gas contracts. Canadians are prepared to invest and to pay the same price as the Americans.

Infrastructure is the cornerstone for transportation. You can have the nicest train station there is, but if the track doesn't go in front of it, the train will never arrive. We are trying to set up this infrastructure. If the government of Canada could only come up with a policy on infrastructure and say: Listen, Sable Island production was set up first of all to serve the Boston market. That enabled us to serve the gas market in Nova Scotia and in part of New Brunswick. This was a very good undertaking. However, having access to only 8 per cent of this basin is, in our opinion, too little.

We are not asking the government for money. Two scenarios are possible: the investment would come either from the private sector or from the government. Although I have not been in my career that long, I have noticed that the government does not necessarily want to invest in infrastructure.

Today, in order to build an infrastructure that costs 300, 400 or \$500 million, we have to go to the bank. The bank will give us financing if we have a contract. In order to get a contract, the guy who owns the infrastructure on the other side has to agree to build on our side, otherwise, we build a merchant pipeline at our own risk. When investors say: "No investment, no return," we know what to do.

Nothing is mentioned anywhere about the fact that Canadians who are prepared to put forward these amounts can have access to a small portion of the resource.

[English]

Senator Kenny: I do not understand your version of merchant pipelines. There are merchant pipelines in Western Canada to California. It is not an impossibility to have a merchant pipeline.

Le sénateur Nolin: Madame Brochu, à la fin de votre présentation vous dites que vous ne voulez pas remettre en question l'ALENA, parce qu'à l'intérieur de ce cadre, en matière d'approvisionnement énergétique, le Canada est capable de négocier efficacement avec les États-Unis. Les Américains ont annoncé hier leur plan à long terme d'approvisionnement énergétique, les Canadiens également. Vous dites aussi que vous avez une réponse, un rôle à jouer à propos de cet approvisionnement et de ce plan. Vous vous demandez quelle est la politique du gouvernement fédéral et comment cette politique peut affecter le projet Cartier.

Si vous pouviez communiquer avec le ministre de l'Énergie, quel message voudriez-vous qu'il transmette à son Cabinet?

Mme Brochu: J'aimerais d'abord qu'on remette les choses dans leur contexte. Que le Canada et les États-Unis échangent leurs énergies respectives est certainement très sain. Il en va de même pour les producteurs de l'Ouest et de la Côte Est. C'est non seulement sain mais fondamental. Il est tout aussi important que des Canadiens puissent soumissionner équitablement des contrats sur le gaz. Les Canadiens sont prêts à investir et à payer le même prix que les Américains.

L'infrastructure est une pierre angulaire du transport. Vous auriez beau avoir la plus belle gare, si la voie ferrée ne passe pas devant, le train n'arrivera jamais. Nous cherchons à implanter cette infrastructure, ne serait-ce que pour que le Gouvernement canadien ait une politique sur l'infrastructure et qu'il dise: «Écoutez, la production de Sable Island s'est implantée d'abord sur le marché de Boston. Cela nous a permis de desservir le marché gazier en Nouvelle-Écosse et dans une partie du Nouveau-Brunswick. Ce fut une très belle entreprise.» Cependant, ne détenir que 8 p. 100 de ce bassin nous apparaît un peu faible.

Nous ne demandons pas d'argent au gouvernement. Deux scénarios sont possibles: l'investissement provient soit du secteur privé, soit du gouvernement. Malgré une carrière encore jeune, j'ai compris que le gouvernement ne veut pas nécessairement investir sur le plan des infrastructures.

Aujourd'hui, pour monter une infrastructure qui coûte 300, 400 ou 500 millions de dollars, il faut aller à la banque. Cependant, la banque nous prête l'argent si nous avons un contrat. Et pour obtenir un contrat, il faut que les ceux qui détiennent l'infrastructure de l'autre côté acceptent de construire chez nous, sinon nous construisons un «merchant pipeline» à nos propres risques. Quand les investisseurs nous disent: «Pas d'investissement, pas de retour» nous savons quoi faire.

On ne mentionne nulle part que des Canadiens qui sont prêts à assumer ces coûts pourront avoir accès à une petite partie de la ressource.

[Traduction]

Le sénateur Kenny: Je ne vois pas ce que vous entendez par gazoduc de commerçant. Il y a des gazoducs de commerçant de l'ouest du Canada jusqu'en Californie. Le gazoduc de commerçant n'est pas une impossibilité.

I would like to come back to your graph on natural gas versus alternatives. It seems to me, looking at it from the perspective of a consumer, that you do not have to have gas-to-gas competition for a consumer to be well-served. Consumers can go to electricity and have all their needs met.

When I look at the pricing here, if I were a consumer, I would not go near your product. I would stick to electricity. You are pricing it at \$22, and one can get electricity at \$17. Why would anybody want to go to gas?

Ms Brochu: It is easy to build a merchant pipeline when dealing with many producers and when there is a market. If we have a market, a merchant pipeline makes sense. If you put in an infrastructure and you do not know whether you will access the gas, there is no means to do it. This pipeline situation here is totally different than what is happening out West, because of the numbers of players. There is an oligopoly on the East Coast, and that is not the case out West.

[Translation]

Mr. Boulanger: In the case of electricity, it is not simply a matter of having access to a source of energy. That is not the problem. The source of energy must be competitive on the various markets. That is essential. Wind energy could supplement electricity, but at an exorbitant, uncompetitive price. It is a commercial matter. It is essential to provide energy at competitive prices in order to obtain a market share.

[English]

Senator Kenny: With respect, whoever saw a totally flat, straight line for one commodity? You have energy, you have electricity, and it is a straight line across here. You cannot go anywhere else in the world and find that electricity prices are not going to change.

This situation is very unusual, is it not?

[Translation]

Mr. Boulanger: As I said earlier, Gaz Métropolitain is not in places where it cannot be competitive. That is why it has 160,000 customers in the residential sector, for example, rather than the millions that can be found throughout North America. The situation is different in Quebec. We see that in the market we serve.

In the first part of our presentation we explained that we accounted for 16 or a 17 per cent of the energy used in the Quebec market. One of the reasons for this is that the aluminum and magnesium sectors, which use procedures requiring significant amounts of electricity, offset the energy situation in Quebec compared to that in Ontario.

Gaz Métropolitain is not present in those sectors where it feels it is not competitive. It is present in industrial and commercial sectors, where it delivers 90 per cent of its volume.

J'aimerais revenir à votre graphique sur le gaz naturel comparé aux autres sources d'énergie. Du point de vue du consommateur, il me semble qu'il n'est pas nécessaire que le gaz se fasse concurrence pour que le consommateur soit bien servi. L'électricité peut combler tous les besoins des consommateurs.

Comme consommateur, lorsque je regarde les prix, votre produit ne me semble pas très attrayant. Je préfère l'électricité. Votre prix est de 22 \$, alors que je peux obtenir de l'électricité pour 17 \$. Pourquoi choisirait-on le gaz?

Mme Brochu: Il est facile de construire un gazoduc de commerçant lorsqu'il y a de nombreux producteurs et un marché. S'il y a un marché, un tel gazoduc est la solution sensée. Mais si vous érigez une infrastructure sans savoir si vous aurez accès au gaz, vous êtes pris au dépourvu. La situation, en ce qui concerne les gazoducs, est bien différente ici de celle de l'Ouest, en raison du nombre de joueurs. Sur la côte Est, il y a un oligopole, ce qui n'est pas le cas dans l'Ouest.

[Français]

M. Boulanger: En ce qui concerne l'électricité, il n'est pas seulement question d'avoir accès à une source d'énergie. Le problème n'est pas là. La source d'énergie doit être concurrentielle sur les différents marchés. C'est fondamental. L'énergie éolienne pourrait suppléer l'électricité, mais à un prix exorbitant, non compétitif. Il s'agit donc d'un enjeu commercial. Il est essentiel de fournir de l'énergie à des prix compétitifs pour obtenir une part du marché.

[Traduction]

Le sénateur Kenny: Sauf votre respect, comment peut-on avoir un produit dont le prix est toujours stable? Pour l'énergie, pour l'électricité, il n'y a aucune fluctuation. Or, il n'y a pas un seul autre endroit dans le monde où le prix de l'électricité ne changera jamais.

Cette situation est très inhabituelle, n'est-ce pas?

[Français]

M. Boulanger: Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, la compagnie Gaz Métropolitain n'est pas présente aux endroits où elle ne peut pas être concurrentielle. C'est pour cette raison que dans le secteur résidentiel, par exemple, elle compte 160 000 clients au lieu des millions qu'on retrouve un peu partout en Amérique du Nord. La situation est différente au Québec. Nous le constatons dans le marché que nous desservons.

Dans la première partie de notre présentation, nous avons expliqué que notre place sur le marché québécois représentait 16 à 17 p. 100 du bilan énergétique. Une des raisons qui expliquent cet état des choses est que les secteurs de l'aluminium et du magnésium, qui emploient des procédés requérant des volumes d'énergie électrique considérables, font contrepois au bilan énergétique du Québec, en comparaison de celui de l'Ontario, par exemple.

La compagnie Gaz Métropolitain est absente de tous les secteurs où elle juge n'être pas compétitive. Elle est présente dans les secteurs industriels et commerciaux où elle livre 90 p. 100 de son volume.

[English]

Senator Kenny: With respect, Mr. Boulanger, you seem to be able to match the price in your commercial markets precisely, and it is the consumer who is on the short end of the stick, if I read this chart correctly. We heard your partners from Enbridge last week, and they were telling us that they find they get their best markets from residential customers.

If someone were to ask me whether I want \$22-a-unit energy or \$17-a-unit energy, I know what my answer would be. Here in Montreal, you have both gas and electricity available. Do you match electricity's price here in Montreal or not?

[Translation]

Mr. Boulanger: Absolutely. The charts illustrating the residential market show that electricity is in fact cheaper than natural gas. That is why we are not in this market. We target the top of the market, where we serve customers who want natural gas for reasons of comfort or otherwise, or who want gas stoves or gas fireplaces. However, it is a small market compared to the company's total market.

In the commercial sector, gas is competitive compared to electricity. We are not threatened in the medium term in this market, particularly since it is not easily accessible for electricity. Consumers are not happy to see that their gas bills have gone up, but that is not enough to make them switch to electricity.

[English]

Senator Kenny: I have heard much talk about stations and fair playing fields. You are telling me that your major shareholder, who has a third of your company, can have a flat price for electricity, a fuel that competes directly with natural gas, and you are wondering why you are not doing well while this entity that owns a third of your company can undercut your price by \$5. I am not surprised that you are undercut. It does not surprise me that you do not have much of a market.

[Translation]

Mr. Boulanger: We are not saying that Hydro-Québec is causing us trouble. We are very well aware of the competitive situation of our market. We position ourselves in markets in which we know that consumers can get an advantage. A sector such as the residential sector is not such that we can consider all-out development.

However, the commercial and industrial sectors need natural gas to produce their products, and they want access to this resource at the best possible price. The resource is essential to these industries. That is apparent in all the industrial parks throughout Quebec. When an industrial park does not have access to natural gas, it is at a disadvantage to those that have natural gas on site. It is an important factor when companies are deciding where to locate.

Ms Brochu: I would like to mention that the graph shows the years starting in 1999, whereas it could have started much earlier. For years, natural gas has always been competitive with electricity

[Traduction]

Le sénateur Kenny: Sauf votre respect, monsieur Boulanger, si je comprends bien ce tableau, vous semblez être en mesure de concurrencer les autres sources d'énergie sur les marchés commerciaux, mais pas pour ce qui est des prix que vous offrez au consommateur, et c'est lui qui en paie le prix. Vos partenaires de Enbridge nous ont dit la semaine dernière que leurs meilleurs marchés sont ceux des clients résidentiels.

Si on me demandait si je préfère mon énergie à 22 \$ l'unité ou à 17 \$ l'unité, je sais ce que je répondrais. Ici, à Montréal, le gaz et l'électricité sont disponibles. Ici, à Montréal, vos prix sont-ils semblables à ceux de l'électricité?

[Français]

M. Boulanger: Tout à fait. Les graphiques illustrant le marché résidentiel démontrent que l'électricité est effectivement moins cher que le gaz naturel. Voilà pourquoi nous sommes donc absents de ce marché. Nous ciblons le marché haut de gamme, où nous desservons les consommateurs qui recherchent le gaz naturel pour des raisons de confort, ou parce qu'ils désirent des plaques de cuisson ou des foyers au gaz. Toutefois, c'est un faible marché par rapport à l'ensemble du marché de l'entreprise.

Dans le secteur commercial, le gaz est compétitif par rapport à l'électricité. Nous ne sommes pas menacés à moyen terme sur ce marché, d'autant plus qu'il n'est pas facilement accessible pour l'électricité. Le consommateur n'est pas content de voir sur sa facture que le prix du gaz a monté, mais il ne changera pas pour autant à l'électricité.

[Traduction]

Le sénateur Kenny: J'ai beaucoup entendu parler de postes et d'égalité des chances. Vous me dites que votre principal actionnaire, qui détient un tiers de votre entreprise, peut obtenir son électricité à prix fixe, l'électricité rivalisant directement avec le gaz naturel, et vous vous demandez pourquoi vous ne vous en tirez pas mieux. Celui qui détient un tiers de votre entreprise peut offrir un prix de 5 \$ inférieur au vôtre. Cela ne m'étonne pas. Ça ne m'étonne pas que votre marché soit si petit.

[Français]

M. Boulanger: Nous ne disons pas qu'Hydro-Québec nous cause des difficultés. Nous connaissons très bien la situation concurrentielle de notre marché. Nous nous branchons sur les marchés où nous savons que les consommateurs en apprécient la valeur. Un secteur tel que le résidentiel ne nous permet pas de penser à un développement tous azimuts.

Par contre, les secteurs commercial et industriel ont besoin du gaz naturel pour leur production et ils veulent avoir accès à cette ressource au meilleur prix possible. La ressource est fondamentale pour ces industries. On le voit, d'ailleurs, dans tous les parcs industriels un peu partout au Québec. Lorsqu'un parc industriel n'a pas accès au gaz naturel, il est désavantagé par rapport à un parc qui a du gaz naturel sur son site. C'est un facteur important dans le choix de l'emplacement géographique des entreprises.

Mme Brochu: J'aimerais mentionner que le graphique représente les années à partir de 1999, alors qu'il aurait pu commencer bien avant. Depuis des années, le gaz naturel a

in the commercial and institutional sectors. The schools and hospitals of Quebec are heated with natural gas, and have been since gas has been available to them.

Today we are describing our situation in the most recent months. We do not want to send the hospitals packing. We want to keep our customers, to continue serving them. They appreciate natural gas.

We are going through a competitive slump. Our objective is to do everything we can to reduce the price of natural gas delivered duty free. For years, gas has always been more competitive than electricity in the institutional and governmental sectors.

[English]

Senator Buchanan: This is not the first time I have been in Quebec talking about pipelines. For 13 years, as the premier of the greatest province in this country, Nova Scotia, I met here and in Quebec City with the Levesque government, the Bourassa government, Gaz Métropolitain, Hydro Quebec, and the federal government in Ottawa. I was a great promoter, as was the government of Nova Scotia, of the TQM pipeline. It failed because there was no federal support for a line from Nova Scotia to Quebec. Also, the market was there but the price was not, either in the U.S. or here.

First of all, I want to correct something that I think you said about some smaller players in the Maritimes and the Northeast. Nova Scotia Power has an equal partnership with Mobil, 12.5 per cent. I want to make that clear.

Going back to when we first planned the Sable Island fields, there is no question that the Quebec and Ontario markets are the closest, distance-wise, to Sable Island. For many reasons over the last years, the TQM pipeline did not work out, even in its last competitive aspects of the Maritime and Northeast versus TQM. Having said that, I think you are well aware that the next phases of Sable will probably be as large, if not larger, than the present.

In addition, as much if not more natural gas is off Cape Breton Island than in even the Sable systems. The range of estimates is phenomenal. The range is from 10 Tcf to 24 Tcf, which is a huge amount of natural gas. That phase will get underway as soon as the dispute between Newfoundland and Nova Scotia is over. The other phase will begin as soon as the Government of Nova Scotia can make some new arrangements with Mobil, et cetera.

No doubt there will be new pipelines from Nova Scotia to the Boston market. After speaking to the Premier and others in Nova Scotia, there is no question that there will be support for the Maritime northeast pipeline and the Cartier pipeline extending to Quebec and to Ontario.

It is interesting to note that for the first time in the history of this country Nova Scotia could be the economic saviour of Quebec and Ontario. It is incredible, but it is going to be true.

toujours été compétitif avec l'électricité dans les secteurs commercial et institutionnel. Les écoles et les hôpitaux du Québec sont chauffés au gaz naturel, et ce, depuis que le gaz leur est accessible.

Nous partageons avec vous aujourd'hui notre réalité des tous derniers mois. Nous ne voulons pas envoyer paître les hôpitaux. Nous désirons conserver notre clientèle, continuer à les servir. Ils apprécient le gaz naturel.

Nous vivons un creux compétitif. Notre objectif est de tout faire pour réduire le prix du gaz naturel livré en franchises. Depuis des années, le gaz a toujours été plus compétitif que l'électricité dans le secteur institutionnel et gouvernemental.

[Traduction]

Le sénateur Buchanan: Ce n'est pas la première fois que je parle de gazoducs au Québec. Les 13 années pendant lesquelles j'ai été le premier ministre de la plus belle province du pays, la Nouvelle-Écosse, j'ai participé ici et à Québec à des rencontres avec les représentants des gouvernements Lévesque et Bourassa, de Gaz Métropolitain, d'Hydro-Québec et du gouvernement fédéral, à Ottawa. Tout comme le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, j'ai fait activement la promotion du gazoduc TransQuébec et Maritimes. Ce projet a échoué car il ne jouissait d'aucun appui du fédéral et parce que le marché était bon, mais pas le prix, ni ici, ni aux États-Unis.

J'aimerais d'abord corriger ce que vous avez dit, je crois, sur certains des petits joueurs dans les Maritimes et le Nord-Est. Nova Scotia Power détient le même pourcentage de parts que Mobil, 12,5 p. 100. Je tenais à le préciser.

Lorsqu'on a commencé à planifier l'exploitation de l'île de Sable, il était évident que les marchés du Québec et de l'Ontario étaient les plus près. Pour toutes sortes de raisons qui sont apparues ces dernières années, le gazoduc TQM n'est pas devenu réalité, même dans les derniers aspects concurrentiels du gazoduc Maritimes et du Nord-Est par opposition au gazoduc TQM. Cela dit, vous savez sans doute que les phases à venir du gazoduc de l'île de Sable seront encore plus importantes que l'étape actuelle.

De plus, la région au large de l'île du Cap-Breton contient autant sinon davantage de gaz naturel que les systèmes de l'île de Sable. Selon les estimations, cette quantité est phénoménale. On parle de 10 à 24 Tcf, une quantité énorme de gaz naturel. Dès que Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse auront réglé leurs différends, on entreprendra la première étape. On passera à la deuxième étape dès que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse aura pris des arrangements avec Mobil et d'autres.

Il y aura sans aucun doute de nouveaux gazoducs qui relieront la Nouvelle-Écosse au marché de Boston. Pour en avoir parlé avec le premier ministre de la Nouvelle-Écosse et d'autres, je sais qu'on préconise le prolongement du gazoduc des Maritimes et du Nord-Est et du gazoduc Cartier jusqu'au Québec et en Ontario.

Il est intéressant de noter que, pour la première fois dans l'histoire du pays, la Nouvelle-Écosse pourrait sauver l'économie du Québec et de l'Ontario. C'est incroyable, mais c'est ce qui se produira.

Are you saying that a new pipeline delivering Sable Island gas or Cape Breton gas to Quebec and Ontario would be competitive as far as Nova Scotia gas going to the Boston market? There is no doubt, in speaking to John Hamm last week, that Nova Scotia supports the position of a new pipeline, the Cartier pipeline in the Maritime northeast, but not at the expense of Nova Scotia not getting as much royalty as we get from the Boston market and will get with a new deal on the new gas. Many, including myself, do not believe that we have the best deal from a government a few years ago who made a deal with the present system.

If Quebec is competitive with that Boston market, there will be support from Nova Scotia for a Cartier pipeline.

Ms Brochu: This is great and we agree.

Senator Banks: I know this subject is not easy or simple, but I want to get down to some bare bones, and I return to Senator Nolin's question.

It seems to me, taking a giant step back, that it is unproductive for Albertans to demand they be able to look out the window and see the Atlantic Ocean, and for New Brunswickers to demand easy access to the Rocky Mountains. Those things do not exist and are not real.

The free, unobstructed movement of natural gas across the borders has been in place long before FTA, let alone NAFTA, 1985 I think it was. You are suggesting, and this relates to Senator Nolin's question, that the federal government ought to do something about your capacity to have greater access to a wider number of suppliers so that you can negotiate and be more competitive.

I need you to tell me exactly what you believe the federal government ought to do to bring about that. Should it begin to intervene and say, "This slice of the pie is going to Boston, and this slice is going to Quebec?" Should it start actually controlling the flow of gas? What should the federal government, in your view, do?

[Translation]

Ms Brochu: The federal government must first ensure that it has a good understanding of the impact of its decisions and those of its regulatory organizations. I have some examples to illustrate what I mean.

Natural gas exports go back long before NAFTA. Until three or four years ago, a Canadian producer wishing to export to the United States had to apply for an export licence from the National Energy Board. The Board granted the licence after determining that the request was in keeping with the criteria of fairness, supply and demand, and so on. If necessary, the Board held public hearings.

Since that time, the Board, despite a very legitimate interest in becoming up-to-date and more proactive, adopted stricter procedures. Maritimes and North East and Alliance paid the price of these changes. A blanket order, which is not an export licence,

Est-ce que vous nous dites que le nouveau gazoduc qui transportera le gaz de l'île de Sable et du Cap-Breton vers le Québec et l'Ontario pourrait servir à l'exportation du gaz de la Nouvelle-Écosse vers le marché de Boston? Je me suis entretenu avec John Hamm la semaine dernière et il ne fait aucun doute que la Nouvelle-Écosse préconise la construction d'un nouveau gazoduc, le gazoduc Cartier dans le nord-est des Maritimes, mais pas si cela signifie que la Nouvelle-Écosse ne retire plus autant de redevances du marché de Boston et n'obtient un nouveau contrat pour les nouveaux approvisionnements en gaz. Bien des gens, compris moi-même, estiment que le contrat qu'a obtenu le gouvernement il y quelques années n'est pas le meilleur.

Si le Québec est concurrentiel pour ce qui est du marché de Boston, la Nouvelle-Écosse appuiera le gazoduc Cartier.

Mme Brochu: C'est formidable, et nous abondons dans le même sens.

Le sénateur Banks: Je sais que cette question n'est ni simple ni facile, mais elle m'apparaît fondamentale; je reviens à la question du sénateur Nolin.

Il me semble tout à fait déraisonnable pour les Albertains d'exiger d'avoir vue sur l'océan Atlantique et pour les Néo-Brunswickois d'exiger un accès facile aux Rocheuses. C'est irréaliste.

Le transport transfrontalier, libre et sans obstacle, du gaz naturel se faisait bien avant que n'intervienne l'accord de libre-échange, et encore moins l'ALENA, en 1985, je crois. Vous avez laissé entendre, cela nous ramène à la question du sénateur Nolin, que le gouvernement fédéral devrait vous aider à accroître le nombre de fournisseurs auxquels vous avez accès, ce qui vous rendrait plus concurrentiel et mieux en mesure de négocier.

J'aimerais que vous me disiez précisément ce que devrait faire le gouvernement fédéral pour vous aider. Devrait-il intervenir, accorder une part du marché à Boston et une autre au Québec? Devrait-il réglementer l'approvisionnement en gaz? Que devrait faire le gouvernement fédéral, à votre avis?

[Français]

Mme Brochu: Le gouvernement fédéral doit d'abord s'assurer de bien comprendre l'impact de ses décisions et de celles de ses organismes réglementaires. J'ai des exemples pour illustrer mon propos.

Les exportations de gaz naturel remontent bien avant l'ALENA. Jusqu'à il y a trois ou quatre ans, un producteur canadien qui souhaitait exporter aux États-Unis devait demander une licence d'exportation à l'Office national de l'énergie. L'Office accordait la licence après avoir jugé que la demande répondait aux critères d'équité, d'offre et de demande, et cetera. Si nécessaire, l'Office tenait des audiences publiques.

L'Office, depuis lors, malgré un enthousiasme tout à fait légitime de se mettre à jour et de devenir plus proactif, a adopté des mesures plus rigides. Maritimes and North East et Alliance ont fait les frais de ces changements. Un «blanket order», qui n'est

was issued formally in 48 hours, with no requirement to indicate the departure or arrival points of the goods to be exported.

Everything has to go through the National Energy Board. We no longer have a forum in which to debate issues such as equity between Canadians and Americans, the basis thereof, and so on, or a forum in which to make our demands known. Gaz Métropolitain does not want to complain about the way in which exports take place between Canada and the United States. That is not the type of business it wants to do. However, it is important that you understand that there is no longer a safety net today.

You rightly mentioned the very important development of gas pipelines and the gas market in the Sable Bay and Cape Breton areas. It is easy to imagine that in future, gas will be transported to Boston without ever being on the mainland. Should there be a great deal of gas, there is no problem, but today, we realize that Maritimes and North East is planning a connection for its system so as to be able to transport up to 2 Bcf of natural gas.

In 1997, we tried to make the connection, however, we were unable to do so for the reasons you know about. Today, we are trying to make the connection once again. The longer we wait, the more difficult it will be, because the transportation systems already in place will take advantage of this to take over the random production. Obtaining a licence to build a gas pipeline of the type we are trying to build takes between two and three years of representations before the National Energy Board. We will never be ready in time to pick up the random production unless an arbitrator makes a decision to shorten this time period.

Does the very title of NAFTA not imply that both Canadians and Americans should be free to present bids?

[English]

The Chairman: You are in danger of giving your presentation again.

Senator Banks: The short answer to my question is that you would want us to return to a system in which there is control?

[Translation]

Ms Brochu: It is not a question of being in control.

Mr. Bertrand: The market dynamics have changed and so have the regulations. The outlook for the future is no longer the same.

[English]

Senator Banks: But I do not understand what you want the federal government to do by way of guaranteeing what it is that you are after. By what means will it do that?

[Translation]

Ms Brochu: We would like our Prime Minister to say that energy is important to Canadians as well. This is something the President of the United States repeats frequently. Next, we want the federal government to acknowledge that the Cartier project is

pas une licence d'exportation, était délivré auparavant en 48 heures, sans besoin de préciser les points de départ ou d'arrivée de la marchandise destinée à l'exportation.

Tout se passe devant l'Office national de l'Énergie. Nous n'avons plus de forum où débattre de questions telles que l'équité entre les Canadiens et les Américains, quelles en sont ses bases, et cetera, ni où exposer nos revendications. Gaz Métropolitain ne tient pas à se plaindre de la manière dont les exportations se font entre le Canada et les États-Unis. Ce n'est pas le genre d'histoires qu'elle veut faire. Cependant, il est important que vous sachiez qu'il n'existe plus de filet de sécurité aujourd'hui.

Vous évoquiez à juste titre le développement très important des gazoducs et du marché gazier dans les régions de Sable Island et du Cap-Breton. On peut facilement imaginer qu'à l'avenir, le gaz soit transporté à Boston sans même toucher le continent. Dans l'éventualité où il y aurait beaucoup de gaz, il n'y a pas de problème, mais aujourd'hui, nous sommes au fait que Maritimes and North East est en train de planifier le raccord de son système pour être capable de transporter jusqu'à 2 Bcf de gaz naturel.

En 1997, nous avons essayé de nous raccorder, mais nous n'avons pas pu le faire pour les raisons que vous connaissez. Aujourd'hui, nous tentons de nous raccorder à nouveau. Plus nous attendrons, plus ce sera difficile, parce que les systèmes de transport déjà en place en profiteront pour s'emparer de la production aléatoire. Or, l'obtention d'une licence pour construire un gazoduc comme celui que nous voulons nécessite entre deux et trois ans de représentations devant l'Office national de l'énergie. Nous ne serons jamais prêts à temps pour nous emparer de la production aléatoire à moins qu'un arbitre ne tranche la question pour écourter ce délai.

Le nom même de l'ALENA n'implique-t-il pas la notion de liberté pour les Canadiens autant que pour les Américains de présenter des soumissions?

[Traduction]

Le président: Vous risquez de refaire votre exposé.

Le sénateur Banks: En bref, vous souhaitez que l'on ressuscite le système de contrôle?

[Français]

Mme Brochu: Il ne s'agit pas d'être en contrôle.

M. Bertrand: La dynamique du marché a changé et la réglementation aussi. Les perspectives d'avenir ne sont plus les mêmes.

[Traduction]

Le sénateur Banks: Je ne vois pas comment le gouvernement fédéral pourrait vous garantir cela. Comment pourrait-il le faire?

[Français]

Mme Brochu: Nous voudrions que notre premier ministre dise, comme le répète fréquemment le président des États-Unis, que l'énergie, pour les Canadiens aussi, c'est important. Ensuite, que le gouvernement fédéral reconnaisse le projet Cartier comme un

a logical part of Canada's energy priorities. We are not asking for money, just for the right words.

When we sit down at the bargaining table with Maritimes and North East, we're involved in a game of one-upmanship: my president is stronger than your prime minister... That's how it plays out.

We therefore are under the impression that whatever happens, the gas will go to the United States, because the Americans need it. The pressure they apply is tremendous. We will never get any support from the federal government to tell us that Cartier is a very good deal!

[English]

Senator Buchanan: You are saying that you want a level playing field.

Ms Brochu: Yes.

Senator Buchanan: Not at the expense of the producing province, Nova Scotia.

Senator Eyton: The difficulties we are all facing, particularly you, is at this moment in time gas prices have gone crazy. I am sensitive to that because I am involved with a group of companies who, until about a year and a half ago, owned Canadian Hunter, a major Canadian natural gas producer, and we had the good foresight and judgment to sell all of our stake at \$26.50 per share. It is trading today at \$45. We left a lot of money on the table because we did not understand nor anticipate the increase in the price of gas.

In the analysis today, you are looking at that bubble and you can make observations about being competitive or not, and the price is too high. We all know it is really a moment in time.

As I understood the remarks I heard in the presentation and what I thumbed through — and it was clear and excellent — the trouble is that you do not get competition without infrastructure. You have to have infrastructure before you have competition. The first point is whether we are prepared to pay market price to support that infrastructure; the second is that the infrastructure must be in place or there can never be competition. Infrastructure has to be there, or else you are not in a position to do anything. It is a pre-condition.

Your main point is that you are and can be competitive in the right environment, and you are not asking anybody to subsidize that. In particular, gas can be competitive with anything — and I take some comfort in looking at the projections of natural gas pricing for five years. Today, the forecast is \$7.77, coming down dramatically over five years to \$4.30 and some odd cents. It is a combination of we'll pay market, we'll support an infrastructure and we can be competitive. Indeed, we believe market forces will become increasingly competitive, and natural gas prices will revert from the very high levels we have today.

projet qui s'inscrit logiquement dans le cadre des priorités énergétiques canadiennes. Nous ne demandons pas des sommes d'argent, simplement de dire des bons de mots.

Quand on s'assoit à la table de négociation avec Maritimes and North East, on joue au plus fort: mon président est plus fort que ton premier ministre, et cetera. C'est la façon dont cela se passe.

Nous avons alors l'impression, quoiqu'il advienne, que le gaz ira aux États-Unis parce que les Américains en ont besoin. La pression qu'ils exercent est terrible. Nous ne recevons jamais d'appui de la part du gouvernement fédéral pour nous dire: Cartier, c'est une très bonne affaire!

[Traduction]

Le sénateur Buchanan: Vous souhaitez que tous soient sur un pied d'égalité.

Mme Brochu: Oui.

Le sénateur Buchanan: Mais pas au détriment de la province productrice, la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Eyton: Le problème pour tous, mais surtout pour vous, c'est que, actuellement, le prix du gaz est très élevé. J'y suis très sensible, parce que je suis associé à un groupe d'entreprises qui, jusqu'à il y a environ un an et demi, était propriétaire de Canadian Hunter, un grand producteur canadien de gaz naturel, et que nous avons fait preuve de prévoyance et de jugement en vendant nos actions à 26,50 \$ chacune. Elles transigent aujourd'hui à 45 \$ chacune. Nous avons perdu beaucoup d'argent parce que nous n'avons pas compris le marché et nous n'avons pas su anticiper l'augmentation du prix du gaz.

Dans votre analyse d'aujourd'hui, vous avez fait des observations sur la concurrence et sur les prix. Mais nous savons tous que cette situation ne peut perdurer.

Si j'ai bien compris vos remarques et votre mémoire que j'ai feuilleté — il est très clair, c'est un excellent mémoire — le problème, c'est qu'il n'y a pas de concurrence sans infrastructure. Or, il faut une infrastructure avant qu'il y ait concurrence. La question est donc de savoir si nous sommes disposés à payer le prix du marché pour appuyer cette infrastructure, car sans cette infrastructure, il ne peut y avoir concurrence. Sans infrastructure, on ne peut rien faire. C'est une condition sine qua non.

Essentiellement, vous pouvez concurrencer vos rivaux, et vous le faites, dans un environnement convenable et vous ne demandez pas de subvention. Plus particulièrement, le gaz naturel peut concurrencer toutes les autres sources d'énergie — et les prévisions concernant le prix du gaz naturel pour les cinq prochaines années sont rassurantes. Actuellement, on prévoit que le prix de 7,77 \$ baissera de façon radicale au cours des cinq prochaines années pour atteindre 4,30 \$. Vous êtes prêt à payer le prix du marché et à appuyer une infrastructure afin d'être concurrentiel. D'ailleurs, nous estimons que les forces du marché deviendront de plus en plus concurrentielles et que le prix du gaz naturel ne pourra rester élevé comme il l'est actuellement.

Do I understand your presentation? Is that representation fairly accurate for my purposes? I am looking at it from a market point of view.

[*Translation*]

Mr. Boulanger: Yes, exactly. Gas prices today reflect an imbalance between supply and demand, but this situation should be corrected in the relatively near future. It is important to have fair access to this resource at the lowest possible cost.

The proximity of the gas deposit also has an impact on the market price. The establishment of a network of interrelations is crucial if we want to remain competitive.

[*English*]

Senator Eyton: It is a compelling case and somehow premised on being prepared to pay the market price. It is a very compelling case.

The Chairman: I might mention that I was in St. John's, Newfoundland, the day before yesterday. They are prepared to sell you gas from over there, too. There are other sources of gas out there in the Atlantic.

[*Translation*]

Senator Hervieux-Payette: The difference in the price of gas for the residential and commercial sectors is surprising. My hypothesis is that the difference between the commercial price of electricity compared to the commercial price of gas explains the fact that the commercial price of electricity is not the same as it is for the residential sector. Is this the difference that allows Gaz Métropolitain to be on the commercial market?

Mr. Boulanger: You are right in part. The electricity rate in the residential sector is subsidized by the various rate categories which change depending on the type of client. People do not pay the real cost. That is one of the reasons why the cost of electricity is so advantageous for residential consumers in Quebec.

Senator Nolin: To summarize your point, Ms Brochu, you would say, to begin with, that you want the government of Canada to say loud and clear, in response to Vice-President Cheney, who came to Canada to tell us: "Here is our long-term plan," that it agrees to take part in carrying out this program for the Americans. We do have to offer them something after all. We cannot start off by saying no.

Second, you would like Canada to affirm how important it is that all its components have access to a competitive natural gas market. Third, you would like the government of Canada to undertake to take all the necessary steps, in the area of regulation and bilateral negotiations with the United States, in order for the project to go forward.

Ms Brochu: Yes. The fact is that energy is not a commodity. It is not traded as such. California, for example, will not go bankrupt if it does not have any coffee tomorrow morning, but energy is

Ai-je bien résumé votre exposé? Pour mes fins personnelles, ai-je bien traduit votre pensée? J'envisage la question du point de vue du marché.

[*Français*]

M. Boulanger: Oui, tout à fait. Les prix du gaz aujourd'hui reflètent un déséquilibre entre l'offre et la demande, mais cette situation devrait se replacer dans un avenir relativement proche. Il importe d'avoir accès de manière équitable à cette ressource, au moindre coût possible.

La proximité des bassins gaziers se répercute aussi dans le cours du marché. La mise sur pied d'un réseau d'interrelations est cruciale si nous voulons rester compétitifs.

[*Traduction*]

Le sénateur Eyton: Vos arguments sont convaincants; ils se fondent sur le fait que vous êtes prêt à payer le prix du marché. Vos arguments sont très convaincants.

Le président: Soit dit en passant, j'étais à St. John's, à Terre-Neuve, avant-hier. Ils sont aussi prêts à vous vendre du gaz. Il y a d'autres sources de gaz naturel dans l'Atlantique.

[*Français*]

Le sénateur Hervieux-Payette: On s'étonne de l'écart qui existe entre les prix du gaz pour les secteurs résidentiel et commercial. Mon hypothèse est à l'effet que la différence entre le prix commercial de l'électricité par rapport au prix commercial du gaz explique le fait que le prix commercial de l'électricité ne soit pas le même que pour le résidentiel. Serait-ce cette différence qui permettrait à Gaz Métropolitain d'être sur le marché commercial?

M. Boulanger: Vous avez en partie raison. Le tarif pour l'électricité dans le secteur résidentiel est subventionné par les différentes classes tarifaires qui varient selon les différents types de clients. On ne paie pas le vrai coût. C'est une des raisons qui expliquent, entre autres, pourquoi le coût de l'électricité est si intéressant pour le marché résidentiel au Québec.

Le sénateur Nolin: Madame Brochu, pour bien résumer votre pensée, dans un premier temps, vous voudriez que le gouvernement du Canada affirme haut et fort, en réponse au vice-président Cheney venu au Canada nous présenter son plan à long terme, qu'il accepte de participer à la réalisation de ce programme pour les Américains. Il faudrait quand même leur offrir quelque chose. On ne peut pas dire non en partant.

Deuxièmement, vous voudriez que le Canada affirme l'importance de l'accès de toutes ses composantes à un marché de gaz naturel compétitif. Troisièmement, vous voudriez que le gouvernement du Canada s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires, tant sur le plan de la réglementation que sur celui des négociations bilatérales avec les États-Unis, pour que le projet se réalise.

Mme Brochu: Oui. En fait, l'énergie n'est pas une commodité. Elle ne se transige pas comme telle. La Californie, par exemple, ne fera pas faillite si elle n'a pas de café demain matin, mais

essential. So we are all in favour of a market, but we have to realize that there is no market on the East Coast at the moment.

When the producer is both the transporter and the client, the market has very few players. If we support this approach, we are ruling out the possibility for Canadians who want to pay the market price to invest in this market.

Senator Nolin: You have just demonstrated for us that all the Canadian components do not have access to a competitive natural gas market at the moment.

Ms Brochu: At the moment, it is extremely difficult.

Senator Maheu: Can ordinary residential consumers in Canada or Quebec expect to see Gaz Métropolitain showing an interest in their needs rather than in its competitive market, with a cost almost equal to the cost of electricity in industrial and commercial sectors?

Mr. Boulanger: That is an excellent question. Thirteen or fourteen years ago, the company decided to get out of the residential market, because it could no longer compete there. As Gaz Métropolitain connected its residential customers, the company's rate base increased, and the bill to consumers did so as well.

In business, if you increase your prices all the time, you lose customers to your competitors. It was not economically desirable to do that.

Now, the context has evolved. Three years ago, we adopted a new commercial direction and we are again targeting residential markets. Increasingly, we are finding that consumers want access to natural gas for home heating.

During the ice storm, people in Quebec suffered greatly because of an electricity blackout that lasted up to 25 consecutive days in January alone. At that time, natural gas appeared to be a good energy choice, compared to electricity.

We had already started to reposition ourselves in the market at that time using some very targeted commercial strategies. We realize that we cannot build a network that will serve the residential market throughout the province, but, up to a certain point, we want to offer consumers the option of having access to natural gas.

Around Montreal at the moment, about 100 natural gas residential projects are being developed. Last year, we connected close to 3,000 new homes. That is very few compared to Ontario, but for Quebec, it is huge, in light of the fact that three years ago, we were connecting about 200 homes a year.

Senator Maheu: Essentially, this is not really a priority for Gas Métropolitain. You have only a few little projects here and there. You speak about natural gas heating as an alternative when there are power failures. However, is electricity not required to make natural gas heating work?

l'énergie, c'est fondamental. Nous sommes quand même tous en faveur d'un marché, mais nous devons réaliser que sur la côte Est, présentement, ce marché n'existe pas.

Quand le producteur est à la fois le transporteur et le client, le marché compte très peu d'acteurs. Si on appuie cette façon de faire, on exclut la possibilité pour des Canadiens qui veulent payer le prix de marché d'investir dans ce marché.

Le sénateur Nolin: Vous venez de nous démontrer que toutes les composantes canadiennes n'ont pas accès à un marché compétitif du gaz naturel en ce moment.

Mme Brochu: Présentement, c'est extrêmement difficile.

Le sénateur Maheu: Est-ce que le simple consommateur résidentiel canadien ou québécois peut s'attendre à voir Gaz Métropolitain s'intéresser à ses besoins plutôt qu'à son marché compétitif, avec des coûts presque égaux à l'électricité, dans les secteurs industriel et commercial?

M. Boulanger: Excellente question. L'entreprise, il y a environ 13 ou 14 ans avait pris la décision de se retirer du marché résidentiel parce qu'elle ne pouvait y être compétitive. Au fur et à mesure que Gaz Métropolitain raccordait des clients résidentiels, la base tarifaire de l'entreprise augmentait, et, du même coup, le montant sur la facture des consommateurs.

En affaires, quant on augmente les prix tout le temps, on perd ses clients au profit des compétiteurs. Ce n'était pas économiquement souhaitable de faire cela.

Maintenant, le contexte a évolué. Il y a trois ans maintenant, nous avons pris une nouvelle orientation commerciale et nous ciblons à nouveau les marchés résidentiels. Nous constatons de plus en plus que des consommateurs veulent avoir accès au gaz naturel comme énergie de chauffage.

Lors de la tempête du verglas, des foyers québécois ont été durement affectés par une panne d'électricité qui a duré jusqu'à 25 jours consécutifs seulement pour le mois de janvier. Le gaz naturel est alors apparu comme une alternative énergétique heureuse par rapport à l'électricité.

Nous avons déjà commencé alors à changer de position sur le marché à l'aide de stratégies commerciales bien ciblées. Nous sommes conscients du fait que nous ne pourrions pas construire un réseau qui desservirait le marché résidentiel à l'échelle de la province, mais, jusqu'à un certain point, nous voulons offrir aux consommateurs qui le désirent la possibilité d'avoir accès au gaz naturel.

Aux alentours de Montréal présentement, une centaine de projets résidentiels alimentés au gaz naturel sont en développement. L'an dernier, nous avons raccordé tout près de 3 000 nouvelles résidences. C'est peu en comparaison de l'Ontario, mais pour le Québec, c'est énorme, compte tenu du fait qu'il y a trois ans, nous raccordions environ 200 foyers par année.

Le sénateur Maheu: Ce n'est vraiment pas prioritaire pour Gaz Métropolitain, dans le fond. Vous avez seulement quelques petits projets ici et là. Vous parlez du chauffage au gaz naturel comme solution de rechange lorsque surviennent des pannes d'électricité. Cependant, l'électricité n'est-elle pas nécessaire pour que le chauffage au gaz naturel fonctionne?

Mr. Boulanger: It depends on the equipment. A natural gas fireplace can meet most of the heating requirements of a house, and no electricity is required to operate it. The same is true of gas stoves. A number of domestic water heaters do not require electricity in order to operate.

The basic needs can be met. As I said earlier, people are not looking for natural gas for this reason alone.

[English]

The Chairman: I would like to thank our witnesses from Gaz Métropolitain. As you can see, there were many questions. We probably could have gone on all day, but we have another panel coming on — and it is not Hydro-Québec. Thank you very much for coming out.

Senator Nolin: It is appropriate to put on the record that Hydro-Québec was invited to appear before the committee, but refused. I do not want to question why they refused, but it needs to be noted that they were invited to appear and that obviously they could have provided answers to important questions that were asked, not to them, but to Gaz Métropolitain this morning; they could have been explained to us how it works in Quebec.

The Chairman: Thank you, Senator Nolin. That is a statement, and I am sure it is on the record.

Our second panel is about hydrogen as an alternative fuel. This subject came up at our hearings in Vancouver, the fuel cell, the Ballard people.

Mr. Bose, you can go right into your presentation.

Mr. Tapan K. Bose, President, Canadian Hydrogen Association: In addition to my involvement with the Canadian Hydrogen Association, I am also the Director of the Institut de recherche sur l'hydrogène at the Université du Québec à Trois-Rivières. The Canadian Hydrogen Association is a non-profit membership association composed of universities, research organizations, industry and small business. Our objective is to promote the use and development of hydrogen energy, hydrogen energy systems and technologies, and to develop the role of hydrogen energy for the purpose of improving the environment. Our chairman of the board is Dr. Geoffrey Ballard, founder of Ballard Energy Systems and currently president of General Hydrogen. Professor Ronald Venter, who is the vice-provost of the University of Toronto, is vice-president and treasurer. The board of directors is formed of representatives from industry and academia from all parts of Canada: Mr. Dominique Kluyskens, consultant; Professor Gerald McLean of the University of Victoria; Mr. Pierre Rivard, president and CEO of Hydrogenics Corporation; Dr. Barry Pruden, formerly from the University of Calgary; and Alexander K. Stuart, chairman of the board of Stuart Energy Systems. Our association is also involved in the organization of national and international conferences and topical seminars.

M. Boulanger: Cela dépend des équipements. Un foyer au gaz naturel peut suffire à la majorité des besoins de chauffage d'une maison, et il n'est pas besoin d'électricité pour le faire fonctionner. C'est la même chose pour la cuisinière. Plusieurs chauffe-eau domestiques n'ont pas besoin d'électricité pour fonctionner.

Les besoins de base peuvent être rencontrés. Comme je l'ai déjà dit plus haut, les gens ne recherchent pas le gaz naturel uniquement pour cette raison.

[Traduction]

Le président: Je remercie les représentants de Gaz Métropolitain. Comme vous avez pu le constater, nous avons beaucoup de questions à vous poser. Nous aurions pu poursuivre la discussion toute la journée, mais nous attendons d'autres témoins — non, il ne s'agit pas des représentants d'Hydro-Québec. Merci beaucoup d'être venue.

Le sénateur Nolin: Il convient peut-être d'indiquer, aux fins du compte rendu, qu'Hydro-Québec a été invitée à témoigner, mais qu'elle a refusé. J'ignore pourquoi, mais il m'apparaît important de signaler qu'Hydro-Québec a été invitée et que ses représentants auraient pu répondre à bon nombre de nos questions, questions que nous avons dû poser aux représentants de Gaz Métropolitain ce matin. Hydro-Québec aurait pu nous expliquer le fonctionnement du marché de l'énergie au Québec.

Le président: Merci, sénateur Nolin. Votre déclaration figurera au compte rendu.

Notre deuxième groupe de témoins nous entretiendra de l'hydrogène comme combustible de remplacement. Ce sujet a été abordé pendant nos audiences à Vancouver où les représentants de Ballard nous ont entretenus de la pile à combustible.

Monsieur Bose, vous avez la parole.

M. Tapan K. Bose, président, Association canadienne de l'hydrogène: Outre mon association avec l'Association canadienne de l'hydrogène, je suis directeur de l'Institut de recherche sur l'hydrogène de l'Université du Québec à Trois-Rivières. L'Association canadienne de l'hydrogène est une association à but non lucratif composée d'universités, d'organismes de recherche, de représentants du secteur et de petites entreprises. Notre objectif est de promouvoir l'usage et le développement de l'énergie associés à l'hydrogène, des systèmes et technologies énergétiques à hydrogène, ainsi que le rôle de l'hydrogène comme source d'énergie sûre pour l'environnement. Le président du conseil d'administration est Geoffrey Ballard, fondateur de Ballard Energy Systems et président actuel de General Hydrogen. Ronald Venter, vice-recteur de l'Université de Toronto, est vice-président et trésorier. Le conseil d'administration est constitué de représentants du secteur et du domaine universitaire de toutes les régions du pays: M. Dominique Kluyskens, expert-conseil; Gerald McLean, de l'Université de Victoria; Pierre Rivard, président et PDG de Hydrogenics Corporation; Barry Pruden, autrefois de l'Université de Calgary, et Alexander K. Stuart, président du conseil de Stuart Energy Systems. Notre association participe aussi à l'organisation de conférences nationales et internationales et d'ateliers thématiques.

We have recently held the first Canadian meeting on hydrogen storage using carbon nanostructures in Trois Rivières, and a meeting for investors in collaboration with TD Securities on fuel cells in Toronto. The investors meeting was attended by 220 people, 180 of which were investors. Perhaps it is a coincidence, but since that meeting the shares of some of the Canadian fuel cell companies have gone up by 50 per cent. If you have noticed the share market, the three companies that I am mentioning, Global Thermoelectric, Hydrogenics and Ballard, have all gone up by 50 per cent. I suppose we have something to do with that because we brought in people from different investors and industries. This is the kind of role that the Canadian Hydrogen Association could play and will play in the future.

Our last annual meeting, which was held in Quebec City, was attended by over 300 participants from all over the world. Our next annual meeting will be at the Victoria Convention Centre in British Columbia from June 17 to 20.

We are also involved in the organization of the next World Hydrogen Conference, which will be held in Montreal in June 2002 at the Queen Elizabeth Hotel.

Energy is the very backbone of our standard of living. Our economy depends on reliable and competitively priced energy supplies. Energy is a major trading commodity, since Canada is a leading producer/exporter of hydrocarbon fuels, uranium, electricity and coal.

Our present energy system is based on polluting and non-renewable resources. Assuming a modest growth of 2 per cent usage, there will be more petrol used in the next 20 years than ever before in the whole history of mankind.

On the environmental side, the International Panel on Climate Change, the IPCC, has concluded that the earth's climate is changing due to a definite anthropogenic contribution to the CO₂ level in the atmosphere. The atmospheric concentration of greenhouse gases is now 30 per cent higher than at the beginning of the Industrial Revolution. There has been a temperature rise of .3 to .6 Celsius this century. The last couple of decades are the warmest registered this century. Record temperatures have been observed year after year in recent times. We are witnessing sea level rise, retreating glaciers and a noticeable increase in extreme weather events.

Most of the anthropogenic contribution to the greenhouse effect can be directly attributed to fossil fuel combustion and deforestation. Without a dramatic reduction in the harmful emissions, the IPCC projects a surface temperature rise of up to 6 degrees. The expected changes in climate have potentially disruptive effects on our economy and our quality of life by

Nous avons récemment tenu la première réunion canadienne sur l'entreposage de l'hydrogène à l'aide de nanostructures de carbone à Trois-Rivières, ainsi qu'une rencontre sur les piles à combustible à l'intention des investisseurs en collaboration avec TD Securities à Toronto. Deux cent vingt personnes, dont 180 investisseurs, ont assisté à cette dernière rencontre. C'est peut-être une coïncidence, mais depuis lors, les actions de certaines entreprises canadiennes de piles à combustible ont augmenté de 50 p. 100. Si vous suivez le marché, vous aurez constaté que les actions de trois entreprises, Global Thermoelectric, Hydrogenics et Ballard ont toutes grimpé de 50 p. 100. Nous avons peut-être contribué à cette hausse en rassemblant, au cours de cette réunion, des représentants des différents secteurs et des investisseurs. Voilà le rôle que l'Association canadienne de l'hydrogène peut jouer et espère jouer à l'avenir.

Plus de 300 participants d'un peu partout dans le monde ont assisté à notre dernière assemblée annuelle à Québec. La prochaine se tiendra au Victoria Convention Centre, en Colombie-Britannique, du 17 au 20 juin.

Nous participons aussi à l'organisation de la prochaine conférence mondiale sur l'hydrogène qui aura lieu à Montréal en juin 2002, à l'hôtel Reine Elizabeth.

L'énergie est la pierre angulaire de notre niveau de vie. Notre économie dépend d'approvisionnements en énergie fiables et à prix concurrentiel. L'énergie est l'un des principaux produits commerciaux puisque le Canada est un grand producteur et exportateur de combustible hydrocarboné, d'uranium, d'électricité et de charbon.

Notre système énergétique actuel se fonde sur des ressources polluantes et non renouvelables. En fonction d'une croissance modeste de 2 p. 100 de l'utilisation, on consommera davantage de pétrole au cours des 20 prochaines années qu'on ne l'a jamais fait dans toute l'histoire humaine.

En matière environnementale, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, a conclu que le climat de la terre change en raison d'une contribution anthropogénique certaine au niveau de CO₂ dans l'atmosphère. La concentration atmosphérique de gaz à effet de serre est actuellement de 30 p. 100 supérieure à ce qu'elle était au début de la révolution industrielle. La température a connu une hausse allant de 0,3 à 0,6 degré Celsius au cours du présent siècle. Les deux dernières décennies ont été parmi les plus chaudes des 100 dernières années. Récemment, année après année, on enregistre des températures records. On assiste aussi à une augmentation du niveau de la mer, à un retrait des glaciers et à des conditions météo exceptionnelles de plus en plus fréquentes.

La plus grande partie de la contribution anthropogénique à l'effet de serre est directement attribuable au déboisement et à la combustion des combustibles fossiles. Sans une réduction radicale des émissions nocives, le GIEC prévoit une augmentation de la température de surface pouvant aller jusqu'à 6 degrés. Les changements climatiques prévus pourraient avoir un effet

threatening our health, our supply of food and fresh water, biodiversity and our habitat.

In this context, I wish to say, honourable senators, that perhaps the Canadian policy would be different from the American position, going all the way with fossil fuel.

In addition to their global effects on climate, fossil fuels emit carbon monoxide, nitrogen oxides, volatile organic compounds and particulate matter. Carbon monoxide is toxic to human beings. Nitrogen oxides, which are emitted by all internal combustion engines, are the key ingredient in the formation of smog, which is detrimental to human health by causing lung damage and eye irritation. Particulate matter may also cause lung damage. Volatile hydrocarbons contribute to ozone formations and thus to smog.

As concerns grow over the consequences of climate change and the depletion of hydrocarbon fuels, the use of clean and renewable energy carriers will become a centre-stage issue. The United States and Canada are among the worst per capita emitters of carbon dioxide, which most scientists agree is responsible for global warming. The Kyoto commitments, if they are carried out, require a 6 per cent reduction of the 1990 levels by 2012, representing a 25 per cent reduction from the levels predicted for Canada without the Kyoto protocol. This reduction would imply important changes in the way we produce and use energy, but also provides new opportunities for business, economic growth and jobs.

In the last 150 years, the trend in energy use has been toward reducing the level of carbon content and increasing the content of hydrogen in our fuels. Accompanying this trend is the decline of solid fuels — such as wood and coal — and the rise of the use of gaseous fuels, natural gas and eventually hydrogen, which are expected to dominate eventually the energy market. Each predominant fuel from wood through coal, then oil, natural gas and, ultimately, perhaps, pure hydrogen has contained more hydrogen and less carbon than its predecessor, and each successive fuel has been cleaner and more powerful.

As you can see, we started with wood and coal, which had more carbon atoms. As we go from natural gas, which is mostly methane, it is one carbon atom to four hydrogen atoms — CH₄. Finally, with respect to hydrogen, which contains no carbon, it is infinite.

The Chairman: You have to get hydrogen from something.

Mr. Bose: You can get hydrogen, as I will explain here, from the wind and the sun, the electricity produced from the wind and the sun.

The energy generated from the combustion of one kilogram of hydrogen is about five times larger than wood, four times larger than coal and 2.5 times larger than petrol, kerosene or natural gas. The combustion of hydrogen does not generate CO₂, whereas the

perturbateur sur notre économie et notre qualité de vie en mettant en péril notre santé, notre approvisionnement en aliments et en eau fraîche, la biodiversité et notre habitat.

Dans ce contexte, mesdames et messieurs les sénateurs, le Canada devrait peut-être adopter une position différente de celle des Américains qui favorisent les combustibles fossiles.

Outre leurs effets sur le climat de la planète, les combustibles fossiles émettent du monoxyde de carbone, des oxydes d'azote, des contaminants organiques volatiles et de particulaires. Le monoxyde de carbone est toxique pour les humains. Les oxydes de l'azote, qu'émettent les moteurs thermiques, constituent le principal ingrédient du smog, lequel nuit à la santé des humains en causant des dommages aux poumons et l'irritation des yeux. Les particulaires peuvent aussi entraîner des dommages aux poumons. Les carbures d'hydrogène contribuent à la formation de l'ozone et, par conséquent, au smog.

Comme on s'inquiète de plus en plus des conséquences du changement climatique et de l'épuisement des combustibles hydrocarbonés, l'utilisation de sources d'énergie propres et renouvelables revêt de plus en plus d'importance. Les États-Unis et le Canada sont, par habitant, parmi les pires producteurs d'anhidride carbonique, lequel est, de l'avis de la plupart des scientifiques, la principale cause du réchauffement de la planète. Les engagements de Kyoto, s'ils sont remplis, exigent une réduction de 6 p. 100 des niveaux de 1990 d'ici 2012, soit une réduction de 25 p. 100 des niveaux prévus pour le Canada si on ne tient pas compte du protocole de Kyoto. Cette baisse nécessitera des changements importants dans la façon dont nous produisons et utilisons l'énergie, mais nous offrira aussi de nouvelles occasions d'affaires, de croissance économique et de création d'emplois.

Au cours des 150 dernières années, en matière énergétique, la tendance a été de réduire le niveau de carbone et d'augmenter le contenu en hydrogène de nos combustibles. Cette tendance s'accompagne du déclin des combustibles solides — tels que le bois et le charbon — et de la montée de l'usage de combustibles gazeux, tels que le gaz naturel et, un jour, l'hydrogène, qui en viendront à dominer le marché de l'énergie. Chaque combustible prédominant, le bois, le charbon, le pétrole, le gaz naturel et, enfin, peut-être, l'hydrogène pur, contenait plus d'hydrogène et moins de carbone que son prédécesseur et était plus propre et plus puissant.

Comme vous pouvez le constater, nous avons commencé par le bois et la houille qui contenaient davantage d'atomes de carbone. Puis, nous sommes passés au gaz naturel, qui se compose surtout de méthane et qui comporte un atome de carbone pour quatre atomes d'hydrogène — c'est le CH₄. Enfin, il y a l'hydrogène, qui ne contient pas de carbone.

Le président: Mais l'hydrogène provient de quelque chose.

M. Bose: Comme je vous l'expliquerai, vous pouvez obtenir de l'hydrogène à partir du vent et du soleil, de l'électricité produite par le vent et le soleil.

L'énergie produite par la combustion d'un kilogramme d'hydrogène est environ cinq fois supérieure à celle produite par le bois, quatre fois supérieure à celle produite par le charbon et deux fois et demie supérieure à celle produite par le pétrole, le

weight in kilograms of CO₂ emitted per kilowatt hour of energy obtained is 0.4 for coal, 0.28 for oil and 0.2 for natural gas.

Hydrogen is important to our economy because it is widely used in the process industry and because it is the energy carrier of choice in a clean and renewable energy system. An energy system relies on primary energy sources to produce electricity. Since electricity cannot be stored for long periods of time and is difficult to transport over large distances, it is not ideally suited for use in the transportation sector and for off-grid stationary power generation at some locations. An energy vector, which can be stored indefinitely and moved over large distances, is necessary. This role is played by fossil fuels in our current energy system. However, fossil fuels are harmful to the environment and will eventually be depleted.

Although hydrogen is the most abundant element of the universe, it is almost always found, on earth, chemically bound to other atoms. Hydrogen can be produced from water by electrolysis and converted back to electricity with a high efficiency. Unlike fossil fuels, the only by-products of this cycle are water and some heat. A power storage and generation cycle based on hydrogen is clean and renewable.

Our present carbon-based energy system has used the internal combustion engine as its main energy conversion device to transform chemical energy into work. Although hydrogen could be used with internal combustion engines, ICEs, the natural energy conversion device for hydrogen is a fuel cell. Unlike the ICE, which burns fuel at high temperatures, most fuel cells rely on much cooler electrochemical reactions, roughly the inverse process of electrolysis. Fuel cells are about two times more efficient than ICE engines, and the only by-products are electricity, water and a moderate amount of heat.

Fuel cells have also fewer parts than an internal combustion engine and can run with minimum maintenance for a year or more. In addition, they have been used in extreme environments, such as Antarctica, with great success. Over conventional batteries, fuel cells enjoy a great advantage because power and energy are decoupled.

The problem with batteries is that in order to go long distances a larger battery is required. In the case of fuel cells, the only requirement is more hydrogen. If you want 10 fuel cells, it is decoupled. The quantity of energy needed and the system itself, like the battery, has to grow if you want to go higher. If you want to go far, the fuel cells could stay the same. You just increase the amount of hydrogen that you need. It is decoupled.

kérosène ou le gaz naturel. La combustion d'hydrogène ne produit aucun CO₂, alors que pour chaque kilowatt-heure d'énergie, le charbon produit 0,4 kilogramme de CO₂, le pétrole, 0,28 et le gaz naturel, 0,2.

L'hydrogène est important pour notre économie, parce qu'il est couramment utilisé dans le secteur de la transformation et parce que c'est le vecteur énergétique de choix pour un système d'énergie renouvelable et propre. Tout système d'énergie compte sur des sources d'énergie primaires pour produire de l'électricité. Étant donné que l'électricité ne peut être entreposée pendant de longues périodes et qu'elle est difficile à transporter sur de longues distances, elle n'est pas idéale pour le secteur du transport ni pour les sources fixes hors réseau à certains endroits. Il faut donc un vecteur d'énergie qui peut être entreposé indéfiniment et transporté sur de grandes distances. C'est le rôle que jouent les combustibles fossiles dans notre système énergétique actuel. Toutefois, les combustibles fossiles nuisent à l'environnement et seront un jour épuisés.

L'hydrogène est l'élément le plus abondant de notre univers, mais, sur terre, il se trouve toujours associé chimiquement à d'autres atomes. On peut produire de l'hydrogène à partir de l'eau, grâce à l'électrolyse, et le convertir ensuite en électricité de façon très efficace. Contrairement aux combustibles fossiles, l'hydrogène n'a pour sous-produits que l'eau et une certaine chaleur. Un cycle de production et d'entreposage de l'électricité à partir de l'hydrogène est propre et renouvelable.

Notre système actuel fondé sur le carbone a toujours compté sur le moteur thermique comme principal dispositif de conversion de l'énergie chimique en travail. Bien que l'hydrogène puisse être utilisé dans le moteur thermique, le meilleur dispositif de conversion de l'énergie produite par l'hydrogène est la pile à combustible. Contrairement au moteur thermique, qui brûle le combustible à des températures élevées, la plupart des piles à combustible utilisent des réactions électrochimiques à des températures moindres, qui sont essentiellement le processus contraire de l'électrolyse. Les piles à combustible sont environ deux fois plus efficaces que les moteurs thermiques et n'ont pour sous-produits que l'électricité, l'eau et une quantité modérée de chaleur.

De plus, les piles à combustible comportent moins de pièces qu'un moteur thermique et peuvent donc fonctionner pendant un an ou plus avec un entretien minime. En outre, elles ont été utilisées dans des conditions extrêmes, telles que l'Antarctique, avec succès. Comparativement aux batteries traditionnelles, les piles à combustible sont avantageuses parce que l'électricité et l'énergie sont découplées.

Les batteries présentent un inconvénient: plus la distance à parcourir est grande, plus la batterie doit être volumineuse. Dans le cas des piles à combustible, tout ce qu'il faut, c'est davantage d'hydrogène. Si vous voulez 10 piles à combustible, elles seront découplées. Dans le cas de la batterie, on doit augmenter sa taille si on veut davantage d'énergie. Mais si vous voulez aller loin avec des piles à combustible, vous n'avez pas à augmenter leur taille. Il vous suffit d'augmenter la quantité d'hydrogène. Il y a découplage.

A fuel cell engine will run as long as there is fuel available, with the same set power output. Fuel cells can be used for stationary power generation and automotive applications.

The technological issues that must be addressed for hydrogen to enter the energy market are its production, its storage and its use. Although the cheapest way to produce hydrogen is from natural gas, renewable hydrogen should be obtained from water by electrolysis where electricity is generated by renewable sources such as wind or sun.

The storage issue is perhaps the most important to address for hydrogen. Although hydrogen has one of the largest energy of combustion per unit of mass, because of its low density, it has one of the lowest per unit of volume: hydrogen is light but bulky.

Other issues include the absence of a distribution infrastructure and the price of fuel cells, which is still very high compared to the internal combustion engine. Intense R&D activities have yielded promising storage technologies by compression, advanced liquefaction techniques, and sorption on solids.

The absence of a distribution infrastructure can be addressed by introducing fuel cells in the public transit system. Transit buses are an ideal start-up market for fuel cell automotive applications, because they use a central fueling and maintenance infrastructure. On the other hand, the use of fuel cells for cars may be more difficult.

Fuel cells makes sense for buses, however, because buses have a central maintenance system and they can fill up at the central station and go all over. Their long lifetime and low maintenance offset their capital cost, and mass production is less of an issue than for passenger cars. At present, Ballard fuel cell buses can hold 60 passengers. Pressurized hydrogen is stored on the roof. They also use a storage tank, which is made in Canada. Dynatech is selling this. The buses have a 400-kilometre range and a power rating of 275 horsepower. The fuel cell engine of the bus fits into the same size compartment of that of a diesel engine.

Fuel cell bus demonstrations have been successfully conducted in Munich, Hamburg, Chicago, Vancouver and Los Angeles. Recently, 10 cities in Europe announced that they will purchase between them 30 Ballard fuel cell buses in what might be a first step to larger fleet purchases.

Virtually all the major car companies are involved in the development of fuel cell cars. The immediate problem of fuel cells remains cost, which is expected to be offset by the development of mass production methods.

Le moteur à piles fonctionnera tant qu'il y aura du combustible, et ce, avec la même puissance. Les piles à combustible peuvent servir à la production d'électricité à partir d'une source fixe ou d'une source mobile.

Les questions technologiques qu'il faudra régler avant que l'hydrogène ne puisse faire son entrée sur le marché de l'énergie portent sur sa production, son entreposage et son utilisation. C'est la production d'hydrogène à partir de gaz naturel qui est la moins coûteuse, mais on pourrait obtenir de l'hydrogène renouvelable avec de l'eau, au moyen de l'électrolyse, l'électricité étant produite par des sources renouvelables telles que le vent ou le soleil.

L'entreposage de l'hydrogène est peut-être la question la plus importante. L'énergie de combustion par unité de masse de l'hydrogène est l'une des meilleures, mais en raison de sa faible densité, son énergie de combustion par unité de volume est toutefois l'une des plus faibles, car l'hydrogène est léger mais volumineux.

Il faut aussi tenir compte de l'absence d'une infrastructure de distribution et du prix des piles à combustible qui reste très élevé si on le compare à celui du moteur thermique. Des activités intenses de R-D ont mené à des technologies d'entreposage prometteuses par compression, par liquéfaction avancée et par utilisation de sorbants solides.

On peut contourner l'absence d'infrastructure de distribution en installant d'abord des piles à combustible dans les véhicules de transport public. L'autobus urbain est un marché de démarrage idéal pour les applications de la pile à combustible dans le secteur automobile, car l'infrastructure d'entretien et de ravitaillement est centralisée. En revanche, l'usage de piles à combustible dans les automobiles pourrait être plus difficile.

La pile à combustible est tout indiquée pour les autobus, car ceux-ci ont un système d'entretien central et se ravitaillent à un poste central. Leur longue durée de vie et faible coût d'entretien compensent leur coût en immobilisations, et la production de masse est moins problématique que pour les véhicules passagers. À l'heure actuelle, les autobus à pile à combustible Ballard peuvent accueillir 60 passagers. L'hydrogène pressurisé est entreposé sur le toit. Il y a aussi un réservoir, qui est fait au Canada et qui est vendu par Dynatech. Ces autobus ont une autonomie de 400 kilomètres et une puissance nominale de 275 chevaux-vapeur. Le moteur employant la pile à combustible loge dans un compartiment de même taille que celui d'un moteur diesel.

Des démonstrations d'autobus à pile à combustible ont été menées avec succès à Munich, Hamburg, Chicago, Vancouver et Los Angeles. Récemment, 10 villes européennes ont annoncé l'achat de 30 autobus à pile à combustible Ballard au total dans le cadre de ce qui pourrait être la première étape vers la constitution de grands parcs d'autobus à pile à combustible.

Presque toutes les grandes sociétés automobiles participent à la conception de voitures à pile à combustible. Le problème immédiat reste le coût, mais on s'attend à ce qu'il soit compensé par l'élaboration de méthodes de production de masse.

Other concerns about hydrogen are the cost of hydrogen and the risks of using hydrogen as an alternative fuel. The cost of hydrogen produced by electrolysis depends on the cost of electricity and the capital cost of the equipment. Electricity, however, is not cheap, and neither is the infrastructure required for electrolysis. If the cost of electricity is five cents per kilowatt hour, the price of hydrogen would be about \$10 per thousand standard cubic feet, or \$5 per gasoline gallon equivalent.

However, if one uses surplus electricity where the marginal cost of power is low, the cost of hydrogen production would be substantially lower. Thus, off-peak electricity may offer a way to produce cheaper hydrogen. Industrial hydrogen is produced to a large extent by steam reforming of natural gas, usually on a large scale at 800 degrees Celsius. It is used for ammonia or methanol production, or for hydrogen supply for petroleum upgrading and refining. Because methane is not a renewable source of hydrogen, steam reforming does not, in the long term, constitute a sound basis to build a new hydrogen energy system.

The perception of risk of using hydrogen as an alternative energy is best embodied in the Hindenburg incident. The Hindenburg, the largest aircraft ever to fly, was destroyed on its 63rd flight by fire on May 6, 1937, in Lakehurst, New Jersey. Officially, 35 of the 97 passengers and one of the 231 ground crew died. The public and the press blamed hydrogen and this perception has remained with the general public ever since. A detailed investigation by Addison Bain of NASA has shown that on that day atmospheric and the airship conditions were conducive to the formation of significant static electricity. The fabric of the envelope of the airship was sensitive to arc ignition and susceptible to promote flame propagation. Hydrogen was but one of the combustibles on board: the envelope was by itself sufficiently combustible and reactive to the cause the accident. His conclusion was that the Hindenburg would have burned even if it had been filled with helium.

This fact was known to the German engineers investigating the incident. Otto Beyersdorff, an electrical engineer, wrote on June 28, 1937 about the Hindenburg disaster that the actual cause of the fire was the extremely easy flammability of the covering material brought about by discharges of electrostatic nature. The large flammability limit range of hydrogen, combined with a low value of the ignition minimum energy of hydrogen, is also cited as a particular concern. However, the low ignition energy of hydrogen is for premixed stoichiometric mixtures of hydrogen and air. If proper venting measures are taken and good detectors are installed, achieving such concentrations in significant volume is unlikely. At room temperature, hydrogen dissipates quickly in air. It is buoyant and diffuses rapidly in air.

Below a concentration of hydrogen of 9 per cent in air, the ignition energy required to initiate the combustion process is very similar to that of common hydrocarbon fuels such as methane.

On se préoccupe aussi du coût de l'hydrogène et des risques associés à l'utilisation de l'hydrogène comme combustible de remplacement. Le coût de l'hydrogène produit par électrolyse dépend du coût de l'électricité et du coût en immobilisations de l'équipement. L'électricité, toutefois, n'est pas bon marché; l'infrastructure nécessaire pour l'électrolyse ne l'est pas non plus. Si l'électricité coûte cinq cents le kilowatt-heure, le prix de l'hydrogène est d'environ 10 \$ par millier de pieds cubes standard, ou 5 \$ par dollar équivalent essence.

Cependant, si on utilise le surplus d'électricité lorsque le coût marginal de l'énergie est faible, la production d'hydrogène serait beaucoup moins coûteuse. Ainsi, l'électricité produite en période creuse pourrait servir à produire de l'hydrogène bon marché. L'hydrogène industriel est produit dans une grande mesure par vaporeformage du gaz naturel, habituellement à grande échelle à 800 degrés Celsius. Il sert à la production d'ammoniac et de méthanol ou pour la valorisation et le raffinage du pétrole. Parce que le méthane n'est pas une source renouvelable d'hydrogène, le vaporeformage ne constitue pas, à long terme, une méthode pouvant constituer le fondement d'un nouveau système énergétique à base d'hydrogène.

L'incident du Hindenburg illustre bien la perception qu'on a du risque associé à l'utilisation de l'hydrogène comme énergie de remplacement. Le Hindenburg, le plus grand aéronef à parcourir le ciel, a été détruit par le feu lors de son 63e vol le 6 mai 1937 à Lakehurst, au New Jersey. Officiellement, 35 des 97 passagers et l'un des 231 employés au sol sont morts. Le public et la presse ont attribué l'accident à l'hydrogène et le grand public a conservé cette perception de l'hydrogène depuis. Une enquête détaillée menée par Addison Bain de la NASA a démontré que ce jour-là, les conditions atmosphériques et du dirigeable étaient propices à la formation d'une quantité importante d'électricité statique. Le tissu ayant servi à la fabrication de l'enveloppe de l'aéronef était sensible à l'allumage par courant d'arc et susceptible de favoriser la propagation des flammes. L'hydrogène n'était que l'un des nombreux combustibles se trouvant à bord: l'enveloppe en soi était suffisamment inflammable et réactive pour provoquer l'accident. L'enquêteur a conclu que le Hindenburg aurait brûlé même s'il avait été gonflé à l'hélium.

Les ingénieurs allemands qui ont enquêté sur l'incident le savaient pertinemment. Otto Beyersdorff, ingénieur électricien, a écrit le 28 juin 1937 sur le désastre du Hindenburg que la véritable cause de l'incendie était l'inflammabilité extrême de la couverture et les décharges de nature électrostatique. La grande zone d'inflammabilité de l'hydrogène associée à une faible valeur d'énergie d'allumage minimale constitue aussi une préoccupation. Toutefois, la faible énergie d'allumage minimale de l'hydrogène ne s'applique qu'au mélange stochiométrique d'hydrogène et d'air. Avec une bonne ventilation et de bons détecteurs, il est peu probable qu'on arrive à de telles concentrations avec de grands volumes. À la température de la pièce, l'hydrogène se dissipe rapidement dans l'air. C'est un gaz de gonflement qui se diffuse rapidement dans l'air.

Lorsque la concentration d'hydrogène dans l'air est inférieure à 9 p. 100, l'énergie d'allumage nécessaire pour déclencher le processus de combustion est semblable à celle des combustibles

Ignition at the low end of the flammability range is difficult to achieve, even under favourable experimental conditions.

Another concern is the wide detonability range of hydrogen, especially when compared to fuels such as methane. Hydrogen detonations, however, are very difficult to achieve in open spaces and a large ignition source is required to initiate them. Hydrogen flames have a low emissivity compared to hydrocarbons.

Despite a large combustion energy, the thermal flux radiated is usually comparable or smaller than hydrocarbon flames. The thermal flux is not the major hazard from hydrogen flames, although the fact that the flames are hard to see is a concern. The major threat stems from the detonation properties of hydrogen. Overall, hydrogen is not more dangerous than our current fuels if handled properly.

Through regulations, legislators have had a major impact on hydrogen technologies. The most recent California emission standards for vehicles are available in the "California Exhaust Emission Standards and Test Procedures for 2003 and Subsequent Model Zero-Emission Vehicles, and 2001 and Subsequent Model Hybrid Electric Vehicles, in the Passenger Car, Light-Duty Truck and Medium-duty Vehicle Classes."

The regulations stipulate that new 2003 and subsequent model passenger cars, light-duty trucks and medium-duty vehicles will be certified zero-emission vehicles if the vehicles produce zero exhaust emissions of any criteria pollutant under any and all possible operation modes and conditions. They specify that a minimum percentage, increasing from 10 per cent to 16 per cent, from 2003 to 2018, of the vehicles produced by manufacturers and delivered for sale in California must be zero-emission vehicles. These percentages are subject to certain conditions, which differ according to the size of the manufacturer. The minimum percentage may be satisfied in part or in whole by low-emission vehicles, depending on the size of the manufacturer as specified in the emission standard.

Hydrogen and fuel cell technologies are maturing rapidly. We are witnessing the birth of an entire new industry, committed to providing cleaner and renewable transportation and stationary power systems. Canadian technology and research centres are at the forefront of this remarkable evolution. Major university research centres are located at the University of Victoria (Institute for Integrated Energy Systems), University of Toronto (Centre for Electrochemical Studies) and the Université de Québec at Trois-Rivières (Institut de recherche sur l'hydrogène).

Hydrogen research and development activities in Canada cover all aspects of the use of hydrogen as an energy vector, including fuel cell applications, hydrogen storage, safety and standards. The National Research Council has recently started a Fuel Cell Research Centre in Vancouver, British Columbia. Governments, both federal and provincial, have played a key role in assisting

hydrocarbonés tels que le méthane. Il est très difficile de provoquer l'allumage à la limite de la zone d'inflammabilité, même dans les meilleures conditions expérimentales.

On se préoccupe aussi de la grande zone de détonabilité de l'hydrogène, surtout si on le compare à d'autres combustibles tels que le méthane. Les explosions d'hydrogène, toutefois, sont très difficiles à réaliser dans de grands espaces et nécessitent une importante source d'allumage. De plus, les flammes d'hydrogène ont une faible émissivité si on les compare aux hydrocarbures.

En dépit de la grande énergie de combustion, le flux thermique est habituellement comparable ou même inférieur à celui des flammes d'hydrocarbures. Le flux thermique n'est pas le principal danger des flammes d'hydrogène, bien que le fait que les flammes soient difficiles à voir reste préoccupant. La principale menace est celle que représentent les propriétés de détonation de l'hydrogène. Dans l'ensemble, l'hydrogène n'est pas plus dangereux que nos combustibles actuels si on l'utilise convenablement.

Par l'adoption de règlements, les législateurs ont pu exercer une grande influence sur les technologies de l'hydrogène. Les plus récentes normes californiennes sur les rejets des véhicules se trouvent dans le document intitulé «California Exhaust Emission Standards and Test Procedures for 2003 and Subsequent Model Zero-Emission Vehicles, and 2001 and Subsequent Model Hybrid Electric Vehicles, in the Passenger Car, Light-Duty Truck and Medium-duty Vehicle Classes».

Ce règlement stipule que les nouveaux modèles 2003 et les modèles subséquents d'automobiles de tourisme, des camions légers et des véhicules de poids moyen seront certifiés véhicules sans émissions s'ils ne produisent aucun rejet de polluants courants dans toutes les conditions et dans tout mode de fonctionnement. Il précise qu'un pourcentage minimal, allant de 10 à 16 p. 100 de 2003 à 2018, des véhicules produits par les fabricants et livrés pour vente en Californie doivent être des véhicules sans émissions. Ces pourcentages sont assujettis à certaines conditions qui diffèrent selon la taille du fabricant. Le pourcentage minimal peut être atteint en partie ou en entier par des véhicules à faibles émissions selon la taille du fabricant prévue par la norme.

Les technologies relatives à l'hydrogène et à la pile à combustible évoluent rapidement. Nous assistons à la naissance d'un tout nouveau secteur qui s'est engagé à fournir des moyens de transport et des systèmes de production d'énergie fixes propres et renouvelables. Les centres de recherche et de technologie canadiens sont à l'avant-plan de cette évolution remarquable. Les grands centres de recherche universitaire se trouvent à l'Université de Victoria (Institute for Integrated Energy Systems), à l'Université de Toronto (Centre for Electrochemical Studies) et à l'Université de Québec à Trois-Rivières (Institut de recherche sur l'hydrogène).

Les activités de R-D en matière d'hydrogène au Canada portent sur tous les aspects de l'utilisation de l'hydrogène comme vecteur d'énergie, y compris les applications de la pile à combustible, l'entreposage de l'hydrogène, la sécurité et les normes. Le Conseil national de recherches a récemment mis sur pied un centre de recherche sur la pile à combustible à Vancouver, en Colombie-

industry to develop the leading-edge hydrogen technologies through long-term financial and expert support.

I must take this opportunity to mention the outstanding role that Natural Resources Canada and National Defence have played in the development of Ballard Power Systems, a world class Canadian company. As you probably know, the first few years Ballard started in Vancouver, the research funds were held largely by Natural Resources Canada and by National Defence.

I would like to take this opportunity to make the following recommendations. Canada has all the necessary infrastructure to develop world-class hydrogen and fuel cell industries. It would be helpful if the Canadian government would take the initiative to start a fuel cell bus demonstration project for the major cities of Canada. Doing so would give tremendous impetus to the Canadian fuel cell industry as well as to the companies involved in hydrogen refueling stations.

The second recommendation is increased funding for R&D activities of the hydrogen and fuel cell program in Natural Resources Canada. Their program has been successful and was instrumental in establishing the emerging hydrogen and fuel cell industry in Canada.

Third, the federal government should try to provide incentives for the increased use of hydrogen and fuel cells in the market place. This could take the form of financial incentives or stricter emission regulation.

The Chairman: On page one of your brief, you mentioned carbon nanostructures in Trois-Rivières. I am not sure what that is.

Mr. Bose: It is nanotechnology. Alberta is trying to develop a natural research council on nanotechnology. A nanotube is an extension of carbon-60. Carbon-60 has a dome structure, and a nanotube is just elongated and having a two-nanometre diameter. There have been successful experiments to store about 5 per cent or 6 per cent hydrogen at room temperature in those tubes. They are difficult to produce and they cost a lot of money.

The Chairman: This is not going to be set underground.

Mr. Bose: They are produced from electrical discharge, plasma discharge, and there are soots produced in the bottom. The nanotubes are produced along with other carbon-60. Techniques to separate them have to be developed. This is on fundamental level, but it has great potential for hydrogen storage. Right now there is high pressure. Ballard buses have a pressurized cylinder on top. It would be great if one day there were 5 per cent or 6 per cent storage in a nanotube, because you could store much hydrogen and thus have a large autonomy in the car or buses. This is a breakthrough for the storage system.

Britannique. Les gouvernements, fédéral et provinciaux, ont beaucoup aidé le secteur à élaborer des technologies d'hydrogène à la fine pointe grâce à du soutien financier à long terme et du soutien d'experts.

Je saisis cette occasion pour mentionner le rôle exemplaire qu'ont joué Ressources naturelles Canada et la Défense nationale dans la création de Ballard Power Systems, une entreprise canadienne de renommée mondiale. Vous savez sans doute que, pendant ses premières années à Vancouver, Ballard a bénéficié de fonds de recherche provenant surtout de Ressources naturelles Canada et de la Défense nationale.

J'en profite aussi pour formuler les recommandations suivantes: le Canada a toute l'infrastructure nécessaire pour se doter d'un secteur de niveau international en matière d'hydrogène et de pile à combustible. Il serait bon que le gouvernement canadien prenne l'initiative de lancer des projets de démonstration d'autobus à pile à combustible dans les grandes villes canadiennes. Ce faisant, il donnerait tout un coup de pouce au secteur canadien de la pile à combustible ainsi qu'aux entreprises intéressées à mettre sur pied des postes de ravitaillement en hydrogène.

Deuxièmement, il faudrait augmenter les fonds consacrés aux activités de R-D dans le cadre du programme d'hydrogène et de pile à combustible à Ressources naturelles Canada. Ce programme a connu beaucoup de succès et a contribué à l'établissement du secteur émergent de l'hydrogène et de la pile à combustible au Canada.

Troisièmement, le gouvernement fédéral devrait envisager des incitatifs à l'usage de l'hydrogène et des piles à combustible sur le marché. Il pourrait s'agir d'incitatifs financiers ou de règlements plus stricts en matière de rejets.

Le président: À la première page de votre mémoire, vous parlez de nanostructures de carbone à Trois-Rivières. Je ne sais trop ce que c'est.

M. Bose: Il s'agit de nanotechnologie. L'Alberta tente de mettre sur pied un conseil de recherches en sciences naturelles sur les nanotechnologies. Un nanotube est un prolongement du carbone 60. Le carbone 60 a une structure en dôme, et le nanotube est simplement allongé jusqu'à ce qu'il ait un diamètre de deux nanomètres. On a réussi à entreposer environ 5 ou 6 p. 100 d'hydrogène à la température de la pièce dans de tels tubes. Ces tubes sont toutefois difficiles à produire et sont très coûteux.

Le président: Ces tubes ne seront pas placés sous terre.

M. Bose: Ils sont produits par une décharge électrique, une décharge de plasma et des particules de suie sont produites au fond. Les nanotubes sont produits avec d'autres carbones 60. Il faut encore trouver des façons de les séparer. C'est de la recherche fondamentale qui a un grand potentiel pour l'entreposage d'hydrogène. À l'heure actuelle, la pression est très élevée. Les autobus Ballard comportent un cylindre sous pression sur le toit. Il serait bon que, un jour, on puisse entreposer 5 ou 6 p. 100 de l'hydrogène dans des nanotubes, car on pourrait ainsi entreposer beaucoup plus d'hydrogène et accroître l'autonomie de l'automobile ou de l'autobus. C'est une grande découverte pour l'entreposage de l'hydrogène.

[Translation]

Senator Nolin: Mr. Bose, your opening remarks clearly show that Canada has not been outdone on research on the noble element hydrogen, which is number 1, if I remember Mendeleïev's periodic table correctly from my chemistry classes.

One of the problems, and you referred to it in answering the chair's question, is the issue of the safe transportation of this element. What research has been done and what discoveries have been developed here in Canada, or in partnership with other countries, on transporting hydrogen?

Mr. Bose: We are still developing standards for the transportation of hydrogen. As you know, the secretary of the ISO here in Canada is at the Standards Office. Sylvie Gingras is the secretary, and I chair the committee. So all the standards for hydrogen are developed in Canada. Of course, there are 15 countries that are "P" members, which means participating members. There are 15 countries that are "O" members.

At the moment, we have developed two international standards. And we are developing six or seven more at the moment, because the standards are new. However, we wrote a book, that is we got funding from Natural Resources Canada, with the Department of Energy, and our institute at Trois-Rivières and EnRel in the United States, we co-ordinated an effort to write a book entitled *Source Book for Hydrogen Applications*. The book was produced by a Montreal company, Tisec, and it involved four Canadians and four Americans, including a representative from NASA, Mr. Addison Bain, whom I mentioned. There were four Americans and four Canadians. I was one of the four Canadians involved in writing the book. So we do have a book on safety.

We are preparing another book with Bob Hay from Tisec, Pierre Ménard from our group, and myself. We are preparing a book for the public. This is something called "*Source Book Lite*," if you like, a simpler version of the publication prepared for the industry.

As I had already told you, from a safety standpoint, hydrogen is no more dangerous than any hydrocarbon fuel if proper precautions are taken.

Senator Nolin: With respect to use, you explained the supply problem for cars. But the supply problem is a lot easier to handle for, say, a fleet of buses or a public transit system.

Mr. Bose: Exactly.

Senator Nolin: Has there been any research, or any cases examining the use of hydrogen in railways?

Mr. Bose: I believe that CN was interested at one point; they invited Martin Hammerly of Natural Resources to give them an overview of hydrogen. That is all I know. We are just at the beginning, I think. There has been nothing else. But you are quite right, there are a lot of possibilities where railways are concerned.

Senator Nolin: I have a last question on the issue of energy problems in developing countries, and the assistance which

[Français]

Le sénateur Nolin: Monsieur Bose, vous avez bien illustré, dans vos remarques préliminaires, que le Canada n'est pas en reste dans le domaine de la recherche au niveau de cet élément aussi noble que l'hydrogène.

Un des problèmes, et vous y avez fait allusion dans la réponse au président, est la question du transport et de la sécurité du transport de ce produit. Quel est le niveau de la recherche et des découvertes qui ont été développées ici, au Canada ou en partenariat avec d'autres pays, au niveau du transport de l'hydrogène?

M. Bose: Pour le transport de l'hydrogène, on développe encore des standards. Vous savez qu'au Canada, le secrétariat est au Bureau de normalisation. Sylvie Gingras est la secrétaire, et je suis le président de ce comité. Donc, tous les standards qu'on développe dans le domaine de l'hydrogène sont développés au Canada, avec la participation, évidemment, des 15 pays qui sont membres «P», c'est-à-dire «participating members».

À ce jour, nous avons développé deux standards internationaux. Nous sommes en train d'en développer encore six ou sept. Nous avons reçu les fonds du ministère des Ressources naturelles et en collaboration avec le Department of Energy, le DOE, notre institut de Trois-Rivières et EnRel aux États-Unis, nous avons coordonné la publication d'un livre, *Source Book for Hydrogen Applications*. Ce livre a été imprimé par la compagnie Tisec de Montréal. Ont collaboré à ce livre quatre Canadiens et quatre Américains, y compris M. Addison Bain, de la NASA. Je faisais partie de l'équipe des Canadiens pour la rédaction de ce livre sur la sécurité.

Je collabore présentement à la rédaction d'un autre livre avec M. Bob Hay de Tisec et M. Pierre Ménard. Ce livre servira à adapter le livre déjà publié aux besoins de l'industrie, ainsi que le *Source Book Lite*, écrit d'une façon plus simple.

Si on prend les précautions nécessaires, l'hydrogène n'est pas plus dangereux qu'un autre carburant.

Le sénateur Nolin: Vous avez bien expliqué le problème d'approvisionnement pour les automobiles. Ce problème est beaucoup moins grave lorsqu'il s'agit d'une flotte d'autobus, par exemple.

M. Bose: Exactement.

Le sénateur Nolin: De la recherche a-t-elle été faite ou des coûts ont-ils été examinés quant à l'usage de l'hydrogène dans le transport ferroviaire?

M. Bose: Je pense que CN était intéressée à un moment donné. Ils avaient invité Martin Hammerly du ministère des Ressources naturelles, pour leur expliquer la situation de l'hydrogène. C'est tout ce que je sais. Il n'y a pas eu d'autres efforts. Vous avez raison, les locomotives offrent beaucoup de possibilités.

Le sénateur Nolin: J'aurais une dernière question ayant trait au problème énergétique dans les pays en voie de développement et

Canada and its partners in the hydrogen industry can provide. Do you know about any ongoing projects in this area?

Mr. Bose: At present, we are establishing ties with Argentina. Our institute has set up a project on wind turbines. What are we doing? We are generating electricity using wind turbines. If we do not need the electricity, it can be used to generate hydrogen. So, as I said, we cannot store electricity. If you store electricity through a battery, it leaks out. So we use hydrogen.

Talks are now going on with Argentina; as you know, wind efficiency in the Patagonia region is almost 45 per cent. I have involved SNC-Lavalin. The fellow from Argentina came to Montreal recently for Americana week. There was a preliminary discussion between the man from Argentina, SNC-Lavalin, and myself. I also brought the vice-president of SNC-Lavalin to meet Sandy Stuart, President of Stuart Energy Systems, which manufactures the electrolyzer. The idea was to establish a consortium with an electrolyzer manufacturer and an engineering company like SNC-Lavalin. The potential is enormous if we take the first step with Canadian companies and set up a system in Argentina, where wind efficiency is excellent.

You also mentioned developing countries. The possibilities might be greatest there, perhaps, because they have no infrastructure. If we could start with this, the results would be incredible. And Canada could take a giant step forward. So, as I said, we are at the discussion stage. SNC-Lavalin believes that funds could be provided by the World Bank and Canada's Export Development Corporation.

[English]

Senator Spivak: By 2003, it will have to be 10 per cent.

Mr. Bose: Ten per cent.

Senator Spivak: Those cars will not be hydrogen fuel cell cars.

Mr. Bose: No, they will be electric cars too.

Senator Spivak: Or hybrid.

Mr. Bose: Hybrid also.

Senator Spivak: What is your time frame for when we will have automobiles running on fuel cells?

Mr. Bose: The first step should be with the fleet. We have a tremendous opportunity here because in Vancouver the refuelling station was done by Stuart Energy Systems, and we have probably one of most important companies for hydrogen production. Stuart has sold its system to 90 different countries. We have Stuart, we have Ballard and we also have small companies, such as H Power Corp. in Montreal, Hydrogenics, Pierre Rivard, in Toronto, and Global Thermoelectric Systems in Calgary. We have in Canada the technological possibilities, and the government could play an important role. It has participated in the development, R&D. It should continue with that, but it should also do a demonstration.

l'aide que le Canada et ses partenaires peuvent apporter à ces pays. Connaissez-vous des projets de cette nature?

M. Bose: À l'heure actuelle, nous développons des liens avec l'Argentine. Notre institut étudie présentement un projet sur les éoliennes où de l'électricité est produite par les éoliennes, et si on n'a pas besoin d'électricité, on utilise cette électricité pour produire l'hydrogène. Comme je vous l'ai dit, on ne peut pas stocker l'électricité, parce que si on stocke une pile, l'électricité fuit. On utilise donc cette méthode de stocker par l'intermédiaire de l'hydrogène.

Des pourparlers ont eu lieu avec des gens de l'Argentine, car comme vous le savez, dans la région de la Patagonie, l'efficacité du vent est de presque 45 p. 100 J'ai impliqué SNC-Lavalin dans ce projet. Le représentant argentin était présent lors de la semaine d'Americana à Montréal, récemment. Le représentant Argentin, SNC-Lavalin et moi-même avons discuté de la situation. J'ai aussi organisé une rencontre avec le vice-président de SNC-Lavalin et M. Sandy Stuart, président de Stuart Energy Systems. D'après nous, si on peut développer un consortium avec une compagnie d'électrolyseur et une compagnie d'ingénierie comme SNC-Lavalin, le potentiel est énorme. On a fait le premier pas afin que les compagnies canadiennes puissent s'installer en Argentine où la qualité du vent est très bonne.

Les pays en voie de développement offrent peut-être la meilleure possibilité parce qu'ils n'ont pas d'infrastructures. Si on commence de cette façon, le Canada pourrait faire un pas de géant. La compagnie SNC-Lavalin soutenue par des fonds en provenance de la Banque mondiale et de l'Export Development Corporation du Canada seront disponibles.

[Traduction]

Le sénateur Spivak: D'ici 2003, ce devra être 10 p. 100.

M. Bose: Dix pour cent.

Le sénateur Spivak: Ce ne sera pas des voitures à pile d'hydrogène.

M. Bose: Non, il y aura aussi des voitures électriques.

Le sénateur Spivak: Ou des hybrides.

M. Bose: Il y aura aussi des hybrides.

Le sénateur Spivak: D'ici quand croyez-vous pouvoir faire fonctionner les voitures grâce à des piles à combustible?

M. Bose: Les parcs automobiles représentent la première étape. Nous avons une occasion formidable de progresser car, à Vancouver, le poste de ravitaillement a été construit par Stuart Energy Systems, l'une des plus importantes sociétés de production d'hydrogène. Stuart a vendu son système à 90 pays. Nous avons Stuart, nous avons Ballard, mais aussi de petites entreprises telles que H Power Corp., à Montréal, Hydrogenics, l'entreprise de Pierre Rivard, à Toronto, et Global Thermoelectric Systems, à Calgary. Nous avons au Canada d'énormes possibilités technologiques et le gouvernement pourrait jouer un rôle important. Il a déjà participé à l'élaboration de ces technologies en finançant la R-D. Il peut continuer de faire cela mais il devrait aussi participer aux démonstrations.

Pierre Rivard spent some time in our institute, and another gentleman, the vice-president of engineering, spent seven years in our institute. The existence of hydrogen institutes in different parts of the country is important. Of the people working our institute, two or three are working at Hydro-Québec, at Hydrogenics and H Power. It is important to support education and laboratories all over the country to form the engineers and scientists that we need in this domain.

Senator Spivak: Your opinion is that it will be hydrogen that will run fuel cells, not something else.

Mr. Bosc: For automobiles it will hydrogen, but for distributed power systems it could be natural gas.

Senator Spivak: I am asking about the distributive generation that we heard about. If we do not use hydrogen, we will not see much reduction in the whole system of carbon emissions. It will not be what it could be.

What about this distributive generation? We hear about how people will have something in their house to plug their car into, or in their factory. Is this just dreaming?

Mr. Bosc: No, not at all.

Senator Spivak: What is the time frame there?

Mr. Bosc: That is probably sooner than for the car. They have calculated the cost for the distributive for stationary generations. They could support about \$1,000 per kilowatt hour, whereas for cars it has to come down to \$100. To reach paying \$100 will take much longer than to reach \$1,000 kilowatt hours for a solid oxide fuel cell.

Senator Spivak: If you have distributive generations, you do not need an infrastructure. Is it the solid oxide fuel cell rather than the Ballard fuel cell?

Mr. Bosc: Ballard also has a PEM system for 250 kilowatts. They are distributing high power stationary. Eventually, it will be easier with natural gas. Hydrogen infrastructure could be a problem unless we go farther in that.

Senator Spivak: If you start with natural gas, can you then convert those distributive generators for hydrogen; correct? We are talking huge amounts of money.

Mr. Bosc: Solid oxide uses hydrogen. The only difference is the high temperature. You use 1,000 degrees, or 600 or 800 degrees. Natural gas is converted to hydrogen within the system. You do not have to do it before.

Senator Spivak: Is that feasible for home generator use?

Mr. Bosc: Absolutely. H Power Corp. in Montreal is trying to develop systems for residential use. H Power is specializing in residential use.

Pierre Rivard a passé du temps à notre institut; un autre chercheur, le vice-président du génie, a passé sept ans à notre institut. L'existence des instituts de recherches sur l'hydrogène dans les différentes régions du pays est importante. De ceux qui travaillent à notre institut, deux ou trois travaillent à Hydro-Québec, à Hydrogenics et à H Power. Il est important d'appuyer l'enseignement et les laboratoires à l'échelle du pays pour former les ingénieurs et les scientifiques qu'il nous faut dans ce domaine.

Le sénateur Spivak: Vous êtes donc d'avis que les piles à combustible fonctionneront à l'hydrogène seulement.

M. Bosc: Pour les automobiles, ce sera l'hydrogène, mais pour les systèmes décentralisés, ce pourrait être le gaz naturel.

Le sénateur Spivak: Je pense à la production d'énergie décentralisée dont nous avons entendu parler. Si nous n'employons pas l'hydrogène, nous ne réduirons pas de beaucoup les rejets de carbone. La baisse des rejets ne serait pas ce qu'elle pourrait être.

Qu'en est-il de cette production décentralisée? On nous dit que nous n'aurons qu'à brancher notre voiture à la maison ou au travail pour la recharger. Est-ce utopique?

M. Bosc: Pas du tout.

Le sénateur Spivak: D'ici quand serait-ce possible?

M. Bosc: Cela se fera probablement plus rapidement que pour les voitures. On a calculé le coût de distribution de l'énergie produite par les installations fixes. Il serait d'environ 1 000 \$ par kilowatt-heure, alors que pour les voitures, ce coût ne peut être supérieur à 100 \$. Il nous faudra attendre plus longtemps pour en arriver à un tel coût, alors que sous peu, on pourrait avoir une pile à combustible oxyde solide pour 1 000 \$ le kilowatt-heure.

Le sénateur Spivak: Si la production d'énergie est décentralisée, vous n'avez pas besoin d'infrastructure. S'agit-il ici de la pile à combustible oxyde solide plutôt que la pile à combustible Ballard?

M. Bosc: Ballard produit aussi un système à membrane d'échange de protons de 250 kilowatts. Cette société distribue des installations fixes à grande puissance. Avec le temps, ce sera plus facile avec le gaz naturel. Si nous ne faisons pas de progrès à ce chapitre, l'infrastructure pour l'hydrogène pourrait constituer un problème.

Le sénateur Spivak: Si vous commencez avec le gaz naturel, vous pouvez convertir ces génératrices décentralisées à l'hydrogène, n'est-ce pas? Mais cela coûterait très cher.

M. Bosc: L'oxyde solide utilise l'hydrogène. La seule différence, c'est la température élevée. La température est de 1 000 degrés, ou 600 ou 800 degrés. Le gaz naturel est converti en hydrogène au sein du système. Vous n'avez pas à le faire avant.

Le sénateur Spivak: Est-ce faisable pour les génératrices domestiques?

M. Bosc: Absolument. H Power Corp., de Montréal, tente de concevoir des systèmes pour usage résidentiel. H Power se spécialise dans les usages résidentiels.

Senator Spivak: That is stunning. What is the time frame?

Mr. Bose: The year 2010.

Senator Spivak: I might still be here.

Senator Christensen: For my own edification, and following up on Senator Spivak's question about distribution, on the refuelling stations, which appear to be a problem for cars, would the hydrogen be produced on site at these stations, or does it have to come through a distribution system to get to these stations?

Mr. Bose: If you are in Vancouver, you should visit the refuelling station that has been built — you were there.

Senator Adams: We were there.

Mr. Bose: This refuelling station is based on electrolysis. In Vancouver, B.C. Hydro gets its electricity from hydro power, and it is clean. That electricity is used to split water and that produces hydrogen. That is the system. These stations have to be built. They are expensive. They are not cheap, but they are clean.

One of my recommendations referred to demonstration projects, if the federal government would take, for example, buses in Montreal, buses in Toronto, all over the country, and then the refuelling stations could be built at the central stations, even if they are expensive, because the smog will be gone. People might be ready to pay. I know three Ballard buses are running in Chicago. It appears that if the people who are waiting for the bus know that the next bus is the Ballard bus, they wait for that bus.

Senator Christensen: Although these stations generate hydrogen on site, they still need another source of energy in which to do that; correct?

Mr. Bose: Hydrogen is not a primary source like electricity.

Senator Christensen: Coming from the North, my interests are in remote areas and using the cell in remote areas for energy generation.

Mr. Bose: For example, in the North, in the Inuit regions, the wind is very good. I think we should set up. In Gaspésie, they are producing 100 megawatt. If the wind quality is good, efficiency is 30, 35 per cent, you can produce electricity for five cents a kilowatt hour.

Senator Christensen: What about photovoltaics?

Mr. Bose: That is still far off because the cost of producing electricity from sand is still more expensive than from wind. Wind turbines have come down in price. When you have 35 per cent efficiency, you can produce electricity for four or five cents a kilowatt hour.

Senator Christensen: Then you have long-term storage.

Le sénateur Spivak: C'est stupéfiant. D'ici quand pourra-t-on voir les résultats?

M. Bose: D'ici l'an 2010.

Le sénateur Spivak: Je serai peut-être encore ici.

Le sénateur Christensen: Pour ma gouverne et pour faire suite à la question du sénateur Spivak sur la distribution, sur les postes de ravitaillement, qui semblent être un problème pour les automobiles, l'hydrogène serait-il produit sur place, à ces postes de ravitaillement, ou devrait-il passer par un système de distribution?

M. Bose: Si vous passez par Vancouver, vous devriez aller visiter le poste de ravitaillement qu'il y a là — mais vous y êtes déjà allés.

Le sénateur Adams: Nous y sommes allés.

M. Bose: Ce poste de ravitaillement fonctionne à l'électrolyse. À Vancouver, B.C. Hydro produit de l'hydro-électricité très propre. Cette électricité sert ensuite à séparer l'eau et produire de l'hydrogène. C'est ainsi que fonctionne le système. Ces postes de ravitaillement doivent toutefois être construits et ils sont coûteux. Ils coûtent cher, mais ils sont très propres.

J'ai notamment recommandé que le gouvernement fédéral entreprenne, par exemple, des projets de démonstration d'autobus à Montréal et à Toronto, ainsi qu'ailleurs au pays; les postes de ravitaillement pourraient être installés aux postes centraux, même s'ils sont coûteux, car le smog disparaîtra. Les gens seront probablement prêts à payer. Je sais que Chicago utilise trois autobus Ballard. Il semble que ceux qui attendent l'autobus et qui savent que le suivant est un autobus Ballard sont prêts à l'attendre.

Le sénateur Christensen: L'hydrogène est produit sur place, au poste de ravitaillement, mais il faut quand même une autre source d'énergie pour produire cet hydrogène, n'est-ce pas?

M. Bose: L'hydrogène n'est pas une source primaire comme l'électricité.

Le sénateur Christensen: Comme je viens du Nord, je m'intéresse à l'usage qu'on pourrait faire de ces piles pour la production d'énergie dans les régions isolées.

M. Bose: Dans le Nord, où habitent les Inuits, c'est venteux. On pourrait se servir du vent. En Gaspésie, on produit ainsi 100 mégawatts d'énergie. Si le vent est suffisant, on a une efficacité de 30 ou 35 p. 100 et on peut produire de l'électricité pour cinq cents le kilowatt-heure.

Le sénateur Christensen: Que pensez-vous de l'énergie photovoltaïque?

M. Bose: Cette technologie est peu évoluée car le coût de production de l'électricité à partir du sable est encore plus grand que celui de l'énergie éolienne. Le prix des éoliennes a beaucoup baissé. Lorsque l'efficacité est de 35 p. 100, vous pouvez produire de l'électricité pour quatre ou cinq cents le kilowatt-heure.

Le sénateur Christensen: Il faut ensuite entreposer cette énergie à long terme.

Mr. Bose: You can use electricity directly, but you can store the electrical energy with hydrogen.

[*Translation*]

Senator Nolin: If I understand correctly, Ballard is working in partnership with a research institute in Germany?

Mr. Bose: Yes. It is a private company.

Senator Nolin: The basic research centre in Germany...

Mr. Bose: Yes, that is right.

Senator Nolin: Now, if this is information that you have but cannot...

Mr. Bose: No, no. I visited Ballard's. They work with DaimlerChrysler. So they have a company in Germany, right near Stuttgart. They are actually right next to DaimlerChrysler there. They work very closely together. Because DaimlerChrysler and Ford are Ballard shareholders.

[*English*]

Senator Spivak: You say it is expensive. However, are you doing a comparative cost benefit analysis as against the external costs for fossil fuels and other sources of energy?

Mr. Bose: Absolutely. There should be a study, and it is something the federal government can do. Take account of the externalities such as how many people get sick, how many asthma patients are dying. If you take that into account, maybe the petrol cost is too high.

Senator Spivak: There are other external costs, not just health costs.

Mr. Bose: It is difficult to take that into account, but I think there should be a series of studies with externalities. The real cost of petrol is not what it takes to produce it. There are health effects, and if you take that into account, hydrogen is much cheaper.

Senator Spivak: And the environmental costs.

Mr. Bose: Yes.

Senator Buchanan: As you mentioned, you can produce hydrogen from natural gas.

Mr. Bose: Yes.

Senator Buchanan: We have literally trillions of cubic feet of natural gas offshore Nova Scotia. There is a project that has been looked at since the mid-1980s called Synfuels. That group project is led by Alistair Gillespie. It involves a coal liquefaction process for oil from coal. We produce a great deal of coal in Cape Breton. A plant was to be built in Port Hawkesbury, which is very close to the natural gas pipeline, and the idea was to process hydrogen from natural gas and then inject the hydrogen into the coal liquefaction process.

Are you aware of that project or that kind of a process?

M. Bose: Vous pouvez utiliser l'électricité directement, mais vous pouvez aussi entreposer l'énergie électrique avec l'hydrogène.

[*Français*]

Le sénateur Nolin: Je crois comprendre que Ballard est en partenariat avec un institut de recherche de l'Allemagne?

M. Bose: Ils ont leur propre compagnie.

Le sénateur Nolin: Le Centre de recherche fondamental en Allemagne...

M. Bose: Oui.

Le sénateur Nolin: Est-ce une information que vous avez et que vous ne pouvez pas divulguer?

M. Bose: Non, j'ai visité la compagnie Ballard. Ils travaillent avec DaimlerChrysler et ils ont une compagnie en Allemagne, tout près de Stuttgart. Ils travaillent en très étroitement collaboration avec DaimlerChrysler. DaimlerChrysler et Ford sont actionnaires de Ballard.

[*Traduction*]

Le sénateur Spivak: Vous dites que c'est coûteux. Toutefois, avez-vous fait une étude comparative des coûts et des avantages, y compris les coûts externes, des combustibles fossiles et des autres sources d'énergie?

M. Bose: Oui. Une telle étude serait nécessaire et le gouvernement fédéral pourrait la faire. Il faudrait tenir compte des coûts externes, tels que le nombre de personnes qui tombent malades, le nombre d'asthmatiques qui meurent. Si vous tenez compte de tout cela, vous constaterez probablement que le coût du pétrole est trop élevé.

Le sénateur Spivak: Il y a d'autres coûts externes à part les coûts pour la santé.

M. Bose: Il est difficile de les prendre en compte, mais je crois qu'il devrait y avoir une série d'études sur les facteurs externes. Le véritable coût du pétrole ne tient pas uniquement au coût de production. Il y a aussi les effets sur la santé et, si on les prend en compte, l'hydrogène revient beaucoup moins cher.

Le sénateur Spivak: Il y a aussi les coûts environnementaux.

M. Bose: Oui.

Le sénateur Buchanan: Comme vous l'avez dit, on peut produire de l'hydrogène à partir du gaz naturel.

M. Bose: Oui.

Le sénateur Buchanan: Nous avons littéralement des billions de pieds cubes de gaz naturel au large des côtes de la Nouvelle-Écosse. Il y a un projet qui est à l'étude depuis le milieu des années 80 et qui s'appelle Synfuels. Il est dirigé par Alistair Gillespie. Le projet permettrait de produire du pétrole en liquéfiant le charbon. Nous produisons beaucoup de charbon au Cap-Breton. On avait prévu construire une usine à Port Hawkesbury, qui se trouve très près du gazoduc, et l'idée était d'extraire l'hydrogène du gaz naturel pour l'injecter dans le charbon dans le cadre du procédé de liquéfaction.

Êtes-vous au courant de ce projet ou de ce procédé?

Mr. Bose: I am not aware of that project, no.

Senator Buchanan: What about the process of injecting hydrogen?

Mr. Bose: Hydrogen is used for the heavy oil, to lighten it. Canada is one of the largest producers of hydrogen, the largest in the world per capita. Hydrogen is used mostly in the petrochemical industries. It also has agricultural applications as well as applications in the process industry. We are thinking of it more in terms as an energy vector.

Senator Buchanan: That is what this would be, because we have looked at the injection of hydrogen from natural gas in a coal liquefaction process, and it works. It worked in other parts of the world. I want to ask you if you are aware of the Synfuels project.

Mr. Bose: I have heard about the project.

The Chairman: We might mention that we are hoping to have Alistair Gillespie make a presentation to us, and we hope Senator Buchanan will be there.

Senator Buchanan: Not only will I be there, I will get him there.

The Chairman: Before we close, I have one question. When we were talking to Ballard in Vancouver, they suggested that the fuel for the cell may well just be ordinary straight gasoline for awhile.

Mr. Bose: With methanol.

The Chairman: In other words, they can make a 20 per cent methanol gasoline mix and keep the farmers happy, too. They did not seem to have any figures as to how much that would reduce the pollution from an ordinary hydrocarbon.

Mr. Bose: It would reduce it, certainly.

The Chairman: I could not get anything more than that.

Mr. Bose: I cannot give you any particular figure. Eventually, I think it could be an intermediate stage, methanol.

The Chairman: Would it be too much to ask you to drop our committee a line vis-à-vis the amount of reduction if they use gasoline? You must remember that the government makes a great deal of money selling gasoline. It makes more than the producer. To yank that away suddenly is akin to taking a bottle from a baby.

Mr. Bose: We are not talking about completely going over. We want the government to make a start.

The Chairman: Can you drop us a line?

Mr. Bose: I can drop you a line as to what extent it will reduce.

The Chairman: Thank you very much. The discussion this morning was most enlightening and interesting.

M. Bose: Je ne suis pas au courant de ce projet.

Le sénateur Buchanan: Et le procédé d'injection d'hydrogène?

M. Bose: On se sert d'hydrogène pour alléger le pétrole lourd. Le Canada est l'un des premiers producteurs d'hydrogène, le premier au monde pour ce qui est de la production par habitant. L'hydrogène est surtout utilisé par le secteur pétrochimique. On s'en sert également dans le secteur agricole de même que dans le secteur de la transformation. Nous le considérons plutôt comme un vecteur énergétique.

Le sénateur Buchanan: Ce serait justement le cas ici, parce que nous avons examiné le procédé de liquéfaction du charbon par injection d'hydrogène extrait du gaz naturel et les résultats sont concluants. Le procédé donne de bons résultats dans d'autres régions du monde. Je voudrais savoir si vous êtes au courant du projet Synfuels.

M. Bose: J'en ai entendu parler.

Le président: Il convient peut-être de signaler que nous espérons recevoir Alistair Gillespie à notre comité, et nous espérons bien que le sénateur Buchanan y sera.

Le sénateur Buchanan: Non seulement j'y serai, mais je veillerai à ce qu'il y soit aussi.

Le président: Avant que nous ne levions la séance, j'ai une question à poser. Quand nous les avons rencontrés à Vancouver, les représentants de Ballard nous ont laissé entendre que, de façon provisoire, le combustible qui servirait à alimenter la pile pourrait bien n'être que de l'essence ordinaire.

M. Bose: Additionnée de méthanol.

Le président: Autrement dit, ils pourraient se servir d'essence additionnée de méthanol à 20 p. 100 et faire plaisir aux agriculteurs en même temps. Ils ne semblaient pas avoir de chiffres à nous donner sur la réduction de l'effet polluant par rapport aux hydrocarbures ordinaires.

M. Bose: Il y aurait certainement une réduction.

Le président: Je n'ai pas pu obtenir plus d'information.

M. Bose: Je ne peux pas vous donner de chiffres précis. Je pense qu'au bout du compte, le méthanol pourrait être utilisé de façon provisoire.

Le président: Serait-ce trop vous demander que de nous envoyer une note concernant l'importance de la réduction qu'on obtiendrait par rapport à l'essence? Il ne faut pas oublier que l'essence est une véritable vache à lait pour le gouvernement. Il en retire plus que le producteur. Le sevrage serait brutal.

M. Bose: Nous ne proposons pas d'éliminer complètement l'essence. Nous voulons simplement que le gouvernement fasse un premier pas.

Le président: Pourriez-vous nous envoyer une note?

M. Bose: Je peux vous envoyer une note sur l'importance de la réduction qui pourrait être obtenue.

Le président: Merci beaucoup. La discussion de ce matin a été des plus intéressantes et informatives.

The committee adjourned.

La séance est levée.

MONTREAL, Thursday, May 3, 2001

The Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources, to which was referred Bill S-15, to enable and assist the Canadian tobacco industry in attaining its objective of preventing the use of tobacco products by young persons in Canada, met this day at 1:32 p.m. to give consideration to the bill.

Senator Nicholas W. Taylor (*Chairman*) in the Chair.

[*English*]

The Chairman: Honourable senators, we now move to our study of Bill S-15, the tobacco bill.

Please proceed, Mr. Gauvin.

[*Translation*]

Mr. Louis Gauvin, Coordinator of the Quebec Coalition on Tobacco: Mr. François Damphousse and myself are here today in support of Bill S-15 on tobacco. Other speakers will follow us this afternoon. They will tell you about the situation on smoking in Quebec, specifically among young people, and they will also tell you what could be done in a very concrete way with the funds raised under this legislation to prevent smoking among young people.

I am the coordinator for the Quebec Coalition. The Coalition was created in 1996. We represent 750 organizations and institutions from throughout Quebec and from all sectors of society: health, municipalities, schools, school boards, youth groups, environmental groups and community groups.

Mr. François Damphousse, Director of the Quebec Office of the Association of Non-Smokers' Rights: You are familiar with our organization thanks to Mr. Garfield Mahood and Mr. David Sweiner. We have been working in this area for over 25 years.

The latest office of our association was established here in Montreal, primarily as a result of the tax war of 1994, and we have been working here since then. I would like to thank you for giving us the opportunity to appear before you today.

First of all I would like to thank you for your perseverance in this area. Your efforts have greatly contributed to raise public awareness about the serious problem of under-funding in the fight against smoking.

We are also convinced that it is thanks to you that the federal government implemented its \$480 million anti-smoking program over the next five years.

However, this initiative does not meet the three conditions set forth by the health community when we launched our campaign to increase funding for the fight against smoking. Those conditions can be found in Bill S-15. And that is why we feel that the health community should be in support of the bill.

Montréal, le jeudi 3 mai 2001

Le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, auquel a été renvoyé le projet de loi S-15, Loi visant à donner à l'industrie canadienne du tabac le moyen de réaliser son objectif de prévention de la consommation des produits du tabac chez les jeunes au Canada, se réunit aujourd'hui à 13h32 pour étudier le projet de loi.

Le sénateur Nicholas W. Taylor (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président: Honorables sénateurs, nous passons maintenant à l'étude du projet de loi S-15 sur le tabac.

Vous avez la parole, monsieur Gauvin.

[*Français*]

M. Louis Gauvin, coordonnateur de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac: M. François Damphousse et moi sommes venus témoigner, aujourd'hui, de notre appui au projet de loi S-15 sur le tabac. D'autres intervenants viendront après nous, cet après-midi. Ils vous parleront de la situation du tabagisme au Québec, en particulier chez les jeunes, et aussi de ce qu'il serait possible de faire concrètement, à l'aide des fonds prévus par ce projet de loi, pour prévenir le tabagisme chez les jeunes.

Je suis le coordonnateur de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac. La Coalition a été créée en 1996. Nous regroupons 750 organismes et institutions de toutes les régions du Québec et de tous les secteurs de la société: santé, municipalités, écoles, commissions scolaires, groupes de jeunes, groupes écologiques et groupes communautaires.

M. François Damphousse, directeur du Bureau du Québec, Association pour les droits des non-fumeurs: Vous connaissez déjà notre organisation, grâce à MM. Garfield Mahood et David Sweiner. Cela fait plus de 25 ans que nous travaillons dans ce domaine.

Le dernier bureau de notre association a été établi ici à Montréal, surtout suite à la guerre des taxes en 1994, et nous y oeuvrons depuis ce temps. Je vous remercie de nous donner l'occasion de témoigner devant vous aujourd'hui.

J'aimerais tout d'abord vous remercier pour votre persévérance dans ce dossier. Vos efforts ont énormément contribué à exposer publiquement le grave problème de sous-financement de la lutte contre le tabagisme.

Nous sommes également convaincus que c'est grâce à vous que le gouvernement fédéral a mis sur pied son programme comportant 480 millions de dollars pour la lutte contre le tabagisme pour les cinq prochaines années.

Toutefois, cette initiative ne remplissait pas les trois conditions établies au préalable par la communauté de la santé au moment où nous avons mis sur pied notre campagne pour augmenter le financement de la lutte contre le tabagisme. Nous retrouvons ces conditions dans le projet de loi S-15. Pour cette raison, nous

The first condition is adequate funding. The bill would have an investment of \$360 million, or \$12 per person, which is in line with the recommendations of the CDC, a document which I'm sure you must know by heart by now given how long you've been working on this issue. If we want to have efficient campaigns in our fight against smoking, we must have the sums of money at our disposal.

It is important to note that the tobacco industry for decades injected hundreds of millions of dollars into its marketing campaigns in order to convince the public that their products are ordinary and comparable to any other consumer product.

We should therefore have comparable sums at our disposal if we want to launch efficient anti-smoking campaigns, as was done in Massachusetts, Florida and California in order to counter decades of marketing by the industry.

The second condition is sustainable funding, and that is what Bill S-15 promises to provide. How often are we going to have to repeat ourselves? We need a broad campaign that is sustainable and of high caliber.

The campaigns carried out in the United States work because they have stable funding. Here it is the opposite, since currently our campaigns are too sporadic. On several occasions, the government had to limit the length of these campaigns due to a lack of funds. Under these conditions, how can you expect to convince the public of the importance of overseeing the tobacco industry?

The third condition which we hold dear is the implementation of an independent foundation as set forth in the bill in order to manage the campaign. We feel that that is an intelligent way to protect the funds and the messages of any campaign against any involvement or interference from the government and the tobacco industry.

Every time the government grants money for a particular program, there is always a risk that these investments will be cut back along the way. That is what happened in 1994, to Louis and myself when we went through the tax war. The federal government proposed \$120 million for the fight against smoking within a national stop smoking strategy. The program was cut back so often that all that was left was \$20 million for the fight against smoking, which is clearly not enough.

Thus, in order to be efficient, the messages of the campaign will be probably very strong and will not please everyone, that is why we have to be protected from any outside pressure which could influence the efficiency of the campaign.

We also fear that the tobacco industry will do everything in its power to weaken the campaign. If the campaign does show positive results, rest assured that the industry will want to weaken it. We saw this happening in California and in Florida: tobacco companies applied enormous pressure to the governors of the

pensons que la communauté de la santé devrait appuyer le projet de loi.

La première condition est un financement adéquat. Le projet de loi prévoit un investissement de 360 millions de dollars, soit 12 \$ par personne, ce qui est conforme aux recommandations du CDC, document que vous connaissez sûrement par cœur maintenant, après tout le temps que vous avez travaillé à ce dossier. Si nous voulons mener des campagnes efficaces pour la lutte contre le tabagisme, nous devons disposer de ces montants d'argent.

Il est important de savoir que l'industrie du tabac a injecté, pendant des décennies, des centaines de millions de dollars dans ses campagnes de marketing, afin de convaincre le public que ses produits sont tout à fait normaux et comparables aux autres produits de consommation.

Nous devons donc disposer de sommes comparables si nous voulons entreprendre des campagnes de dénormalisation efficaces, tout comme l'ont fait le Massachusetts, la Floride et la Californie, afin de contrer les décennies de marketing de l'industrie.

La deuxième condition est un financement durable, et c'est ce que promet le projet de loi S-15. Combien de fois devons-nous le répéter? Nous avons besoin d'une vaste campagne, durable et de qualité.

Les campagnes menées aux États-Unis fonctionnent parce qu'elles bénéficient d'un financement durable. Ici, nous avons une situation contraire, car actuellement nos campagnes sont trop sporadiques. À maintes reprises, le gouvernement a dû limiter la durée de ses campagnes à cause d'un manque de fonds. Comment voulez-vous, dans ces conditions, convaincre le public de la nécessité d'encadrer davantage l'industrie du tabac?

La troisième condition à laquelle nous tenons beaucoup est la mise sur pied d'une fondation indépendante, tel que prévu dans le projet de loi, pour gérer la campagne. Nous pensons que c'est une solution intelligente pour protéger les fonds et les messages des campagnes de toute ingérence de la part du gouvernement et de l'industrie du tabac.

Chaque fois que le gouvernement accorde des montants d'argent pour un programme en particulier, le risque est toujours grand que ses investissements soient tranchés en cours de route. Nous avons vécu cette expérience en 1994, moi et Louis, lorsqu'il y a eu la guerre des taxes. Le gouvernement fédéral a proposé son budget de 120 millions de dollars pour la lutte contre le tabagisme dans le cadre de la stratégie nationale de réduction du tabac. Ce programme a été sabré tellement souvent qu'il n'est resté que 20 millions de dollars pour la lutte contre le tabagisme, ce qui est nettement insuffisant.

Aussi, pour être efficace, les messages véhiculés par la campagne seront fort probablement percutants et ne plairont pas à tout le monde, d'où le besoin de protection vis-à-vis toute pression de l'extérieur qui pourrait influencer l'efficacité de notre campagne.

Nous craignons aussi que l'industrie du tabac fasse tout son possible pour affaiblir la campagne. Si celle-ci s'avère efficace, soyez certains que l'industrie va vouloir l'affaiblir. On l'a vu en Californie et en Floride : les compagnies de tabac ont exercé énormément de pressions auprès des gouverneurs de ces États

States in order to see funding withdrawn for anti-smoking programs.

Furthermore, we now have evidence which demonstrates that the tobacco industry has infiltrated or somehow used research funds for other purposes. That is of great concern, and we must have an independent foundation in order to avoid those situations.

As regards the industry, my colleague Louis Gauvin also wanted to make a few comments.

Mr. Gauvin: It's actually an aside that we would like to make regarding the support given to Bill S-15 by the Canadian tobacco industry.

Several weeks ago, you will remember the type of advertising we found in the major daily newspapers in Canada in both official languages. To put it simply, there position is perplexing and is of great concern to us.

And beyond their public position, you are no doubt aware that the Canadian industry is mobilizing its tobacco sellers, the corner stores, throughout Canada by asking them to write letters of support. These are standard letters of support which the owners of these stores simply have to sign and return in their riding. Some members of Parliament told us that they had received up to 80 of these letters in their riding. This movement is of concern, and it raises a certain number of questions that I would like to briefly bring to your attention.

First of all, how is it that an industry which we consider to be immoral, and to be directly and with full knowledge responsible for unprecedented human carnage, dominated by lies, greed and exploitation, all of a sudden becomes an ardent supporter of a measure, of a bill which would damage its bottom line?

Are we to believe that it has found religion and that the tobacco industry is publicly alarmed at the high rate of smoking amongst young people, whereas it has never stopped trying to manipulate young people so that they start smoking?

How can we give any credibility at all to the industry, when it has always considered young people as a very useful reservoir to be drawn upon without remorse, to replace those people who stop smoking or who die from smoking-related illnesses?

In our opinion, the support of the manufacturers could serve their own interests in several ways. We feel, for example, that their support is part of a public relations campaign with a view to changing their image, which has suffered considerably over the past years, and for whom the worst is yet to come perhaps.

But most of all as far as we are concerned, there is no doubt that manufacturers are trying or may try to carve out a place for themselves amongst the decision-makers who are working or will be working to implement strategies and campaigns developed by the foundation created under Bill S-15.

pour retirer une bonne part de l'argent des les programmes de lutte contre le tabagisme.

De plus, nous avons maintenant des preuves à l'effet que l'industrie du tabac a infiltré ou a détourné des fonds des programmes de recherche sur le tabac. Cela nous inquiète énormément, et il faut garder à l'esprit une fondation indépendante afin de se protéger de cela.

À propos de l'industrie, mon collègue Louis Gauvin voulait aussi faire quelques commentaires.

M. Gauvin: C'est une parenthèse, en fait, que nous désirons faire concernant l'appui donné au projet de loi S-15 par l'industrie canadienne du tabac.

Depuis déjà plusieurs semaines, vous reconnaissez le genre de publicité que l'on retrouve dans les grands quotidiens au Canada, dans les deux langues officielles. Pour dire les choses simplement, cette prise de position nous laisse perplexes et nous inquiète grandement.

En plus des prises de position publiques, vous savez sans doute que l'industrie canadienne a mobilisé ses revendeurs de tabac, les dépanneurs, à travers le Canada, en leur demandant d'écrire des lettres d'appui. Il s'agit de lettres d'appui standardisées que les dépanneurs, souvent, n'ont qu'à signer et à renvoyer dans leur comté. Certains députés nous ont dit qu'ils en avaient reçu jusqu'à 80 dans leur circonscription. Ce mouvement a de quoi nous inquiéter, et il soulève un certain nombre de questions dont je désire vous faire part brièvement.

Premièrement, pourquoi une industrie immorale à nos yeux, directement et en pleine connaissance de cause responsable d'un carnage humain sans précédent, dominée par le mensonge, la cupidité et l'exploitation abusive, se présenterait-elle tout à coup comme l'ardent promoteur d'une mesure, d'un projet de loi qui risquerait logiquement de nuire à la marge de ses affaires?

Faut-il croire à cette subite vertu qui a fait que l'industrie du tabac s'est alarmée publiquement du taux élevé de tabagisme chez les jeunes, alors qu'elle n'a jamais cessé de les manipuler pour qu'ils commencent à fumer?

Comment accorder de la crédibilité à cette industrie, alors qu'elle a toujours considéré les jeunes comme un réservoir très commode dans lequel puiser sans remords, pour remplacer ceux qui cessent de fumer ou qui décèdent de maladies causées par le tabac?

Selon nous, cet appui des manufacturiers pourrait servir leurs intérêts de plusieurs façons. Nous croyons, par exemple, que leur appui fait partie d'une campagne de relations publiques destinée à refaire leur image, qui a passablement souffert au cours des dernières années, et dont les pires moments sont peut-être encore à venir.

Mais surtout, pour nous, il n'y a aucun doute que les fabricants cherchent ou pourraient chercher à se négocier une place parmi les décideurs qui oeuvrent ou oeuvreront à mettre au point les stratégies et campagnes développées par la fondation créée par le projet de loi S-15.

One of the main objectives that the health groups would like to achieve through this bill is a strong public denunciation of the industry and its manipulative tactics.

That is why we see the support for what it truly is: yet another way for the tobacco industry to protect itself against any efficient measures to reduce smoking. That is what I would have to say.

Mr. Damphousse: I would like to move to another point. I think that the health community did not sufficiently underline the issue of the profitability of investments made to fight tobacco use.

We know that investments in the fight against smoking are very profitable to society. For example, last January, the Clair Commission submitted a report on health services and social services in Quebec. The first recommendation of this report stated that more must be invested in prevention in order to reduce health costs.

Furthermore in the report, it is indicated that tobacco is responsible for, and I quote: “a large share of the increased disability numbers which Quebec has seen over the past decade.”

We also now have evidence, which continues to rise, on the advisability of investing in the fight against tobacco. For example, I have here a study of the various programs which exist in the United States and this study concludes that the most important factor in determining the success of a program is the level of investment.

We also have evidence that not only do these programs contribute to a decrease in smoking, they also contribute to reducing the rates of cardiovascular diseases or of lung cancer. You will have a copy of all of these studies in the annexes to the document which we submitted.

Such a decrease in the level of illnesses does lead in its turn to savings for the government. For example, the State of Massachusetts invested \$40 million per year in its program against smoking. A preliminary report demonstrated that since this program was implemented, they have saved \$85 million annually.

Another report on the level of investment in American States demonstrates that in California, since funds have been injected in the fight against smoking, for each dollar invested there is a four-dollar saving in health care which is quite a large sum.

Furthermore, the benefits of the fight against smoking can be seen quite quickly. For example, if we reduce the rate of smoking, the rate of cardiovascular diseases also decreases rapidly. Researchers have studied the issue as to what would happen if we reduced the smoking rate by 1 per cent over the next seven years and they concluded that the American government could save \$3.2 billion.

Un des principaux objectifs que les groupes de santé comptent atteindre, grâce à ce projet de loi, est la forte dénonciation publique de l'industrie et de ses tactiques manipulatrices.

C'est pourquoi nous voyons cet appui pour ce qu'il est : une autre manière pour l'industrie du tabac de se protéger contre des mesures efficaces de réduction du tabagisme. Je ferme ici la parenthèse.

M. Damphousse: Je voudrais aborder un autre point. Je pense que la communauté de la santé n'a pas mis suffisamment l'accent sur la question de la rentabilité des investissements pour la lutte contre le tabagisme.

Nous savons que les investissements pour la lutte contre le tabagisme sont tout à fait rentables pour la société. Par exemple, au mois de janvier dernier, la Commission Clair a présenté un rapport sur les services de santé et les services sociaux au Québec. La première recommandation du rapport était à l'effet qu'il faut investir davantage dans la prévention pour réduire les coûts de santé.

D'ailleurs, dans le rapport, on mentionne que le tabac est responsable «d'une large part du fardeau accru d'incapacité observable au Québec au cours de la dernière décennie».

De plus, nous avons maintenant des preuves, qui continuent de s'accumuler, sur la pertinence d'investir davantage dans la lutte contre le tabac. Par exemple, j'ai ici une étude des différents programmes existants aux États-Unis, et cette étude conclut que le facteur le plus important pour déterminer le succès d'un programme se situe au niveau des investissements dans le programme.

Nous avons également des preuves que non seulement ces programmes contribuent à diminuer la pratique du tabagisme, qu'ils contribuent à diminuer aussi les taux de maladies cardio-vasculaires ou encore les taux de cancers du poumon. Vous allez retrouver une copie de toutes ces études dans les annexes du document qui vous a été soumis.

Une telle réduction des taux de maladies engendre, à son tour, des économies pour le gouvernement. Par exemple, l'État du Massachusetts investit 40 millions de dollars par année dans son programme de lutte contre le tabagisme. Un rapport préliminaire a démontré que depuis la mise en œuvre de leur programme, ils épargnent 85 millions de dollars annuellement.

Un autre rapport sur les états d'investissement dans les États américains démontre qu'en Californie, depuis qu'on injecte des fonds dans la lutte contre le tabagisme, pour chaque dollar qu'on investit, on économise près de 4 \$ en soins de santé, ce qui est quand même important.

De plus, les bénéfices de la lutte contre le tabagisme se font voir assez rapidement. Par exemple, si on diminue la prévalence du tabagisme, le taux de maladies cardio-vasculaires diminue assez rapidement. Des chercheurs se sont posés la question à savoir ce qu'il adviendrait si on diminuait le taux de tabagisme de 1 p. 100 pour les 7 prochaines années, et ils ont conclu que le gouvernement américain pourrait économiser 3,2 milliards de dollars.

We feel therefore that the initiative that you are presenting is a profitable investment which everyone should support.

Mr. Gauvin: Recognized economists, such as Pierre-Yves Crémieux and Pierre Ouellette, professors in the economics department of the Université du Québec à Montréal, took those numbers and transposed them as they would apply to Quebec.

The study carried out in Quebec demonstrates, along the same lines, that a progressive decrease in the number of people smoking following the implementation of an appropriately funded efficient program would lead to substantial savings in health costs for the government. You will find the study at tab 8. Not only are these substantial savings, but these are savings which pay for the costs incurred by the program. They cover costs that go beyond program costs.

One of the theories of these economists is that per capita investment close to what would be provided under Bill S-15 would be at around \$12 per person. The scenario that the economists work with mentions \$10.50. We are therefore in the same ballpark, with a decrease of 1.5 per cent per year in the number of people smoking. The benefits would be somewhere between 35 to \$820 million over a ten-year period. Whatever the numbers, there are true savings to be had.

It is not necessarily up to government to create savings in the health sector, but rather to invest to ensure that the population is as healthy as possible. But if beyond that, the investment leads to real savings for the government, which economists can put numbers to, I think that then it is even more worthwhile to examine it at length.

In conclusion, we would hope that Bill S-15, which is in its third version, would finally be tabled and adopted by the House of Commons. It is the third version of a project, because we are convinced that only a critical mass of resources along the lines of those proposed here used for complete and efficient programs will significantly reduce smoking in Canada.

[English]

Senator Banks: In response to your comments, the conditions which you outline, Mr. Dampousse, are all met in Bill S-15.

Mr. Gauvin: That is why I raised them.

Senator Banks: Obviously, the proponents of this bill agree with you. In response to your concern, Mr. Gauvin, when we first met with the tobacco companies in respect to this bill, they asked for a hand, a say, in how these monies would be spent and in the programs. They were told that they would not have any such say.

Bill S-15 contemplates a genuine arm's-length independence in which neither the government nor the tobacco companies have any say in devising the programs contemplated in the bill.

Nous croyons donc que l'initiative que vous présentez est un investissement rentable que tous devraient appuyer.

M. Gauvin: Des économistes chevronnés, tels MM. Pierre-Yves Crémieux et Pierre Ouellette, professeurs au département d'études économiques de l'Université du Québec à Montréal, ont transposé, pour le Québec, les conclusions des études américaines que mon collègue vient de citer.

L'étude réalisée au Québec démontre, de la même manière, qu'une baisse progressive du tabagisme, résultant de la mise en œuvre d'un financement approprié dans les programmes efficaces, se traduirait par des économies substantielles en coûts de santé pour le gouvernement. Vous trouverez cette étude à l'onglet 8. Non seulement s'agit-il d'économies substantielles, mais ce sont des économies qui remboursent, en plus, les frais que le programme aura nécessités. C'est donc au-delà des coûts du programme.

L'une des hypothèses des économistes est celle d'un investissement par personne se rapprochant de ce que procurerait le projet de loi S-15, qui situe l'investissement à environ 12 \$ par personne. Le scénario sur lequel les économistes ont travaillé mentionne 10,50 \$. Nous sommes donc dans le même ordre de grandeur, avec une diminution d'environ 1,5 p. 100 par année du taux de tabagisme. Le bénéfice se situerait dans une fourchette allant en gros de 35 à 820 millions de dollars sur une période de dix ans. Quoi qu'il en soit, l'économie est réelle.

Le travail du gouvernement n'est pas nécessairement de faire des économies dans le domaine de la santé, mais d'investir pour assurer à la population la meilleure santé possible. Mais si, en plus, l'investissement procure au gouvernement des économies réelles, que des économistes sont capables de chiffrer, je crois que ça vaut vraiment la peine de s'y attarder.

En conclusion, nous faisons le vœu que le projet de loi S-15, qui en est à sa troisième version, soit finalement déposé et adopté à la Chambre des communes. C'est la troisième version d'un projet, car nous avons acquis la conviction que seule une masse critique de ressources de l'ordre de celle qui est proposée ici, engagée dans des programmes complets et efficaces, pourra diminuer de manière importante le tabagisme au Canada.

[Traduction]

Le sénateur Banks: En réponse à vos observations, le projet de loi S-15 remplit toutes vos conditions, monsieur Dampousse.

M. Gauvin: Voilà pourquoi j'en ai parlé.

Le sénateur Banks: Manifestement, les promoteurs du projet de loi abondent dans le même sens que vous. En réponse à votre préoccupation, monsieur Gauvin, lorsque nous avons rencontré pour la première fois les représentants des sociétés productrices de tabac au sujet de ce projet de loi, ils ont demandé d'avoir voix au chapitre quant à la façon dont cet argent serait dépensé. On leur a répondu qu'ils n'auraient pas voix au chapitre.

Le projet de loi S-15 prévoit une véritable indépendance; ni le gouvernement, ni les fabricants de produits du tabac ne pourront contribuer à l'élaboration des programmes envisagés dans le projet de loi.

We have heard from other people across the country, from Vancouver to St. John's, that the health community has concerns — and I subscribe to this idea — that what the government is about to do with respect to tobacco cessation or control, if you want to use that generic term, will be embodied in either Bill S-15 or the bill and motions that were proposed by the health minister on April 5, which talk about \$98 million over the next four years. They believe that the likelihood of both those things happening is zero. Others in the health community have expressed to us a danger about the proposal of April 5 coming into force with a program that prescribes one quarter of the prescription necessary to solve the sickness. Some people say they know it will not work because other programs that have been put into place in other jurisdictions with that level of funding do not work. The critical mass of funding to which you referred is essential.

The danger seen by others is if the proposal of April 5 is put into place and fails, which seems in some people's view to be inexorably the result, that will bring discredit to the idea that anything can be done about the problem of youth smoking in particular. Could you comment on the government's options, please?

[Translation]

Mr. Gauvin: What Bill S-15 proposes is an ideal model in terms of funding. It provides the required arm's length from the tobacco industry. I am willing to take you at your word, and it is something that I would hope to see from the government of Canada.

And that applies to all of the activities which could engender anti-smoking funding in Canada, whether it is for awareness campaigns or for the enforcement of legislation — if I understood Senator Kenny correctly — as well as research, evaluation, et cetera.

For the time being the federal government would spread out these monies over a five-year period. What would happen with this money in five years if it were available?

In 1994, the government launched a \$180 million program, which was unprecedented, in order to soften the decisions made regarding the tax decreases. Eighteen months later, the funds were re-directed for budgetary priorities and to fight the deficit. The budgets were cut back. The same thing happened in Quebec, to a lesser degree, but for the same reasons.

We feel that it is important for the government to adopt measures which would permanently ensure efficient results in the fight against smoking. I would be truly saddened if the government would have to make a choice between two amounts, for example, between \$96 million and \$360 million per year.

As far as we are concerned, we feel that the principles advanced in Bill S-15, as they apply to the amounts and to how things would run, offer the best guarantees in the long term and in the short term.

Nous avons entendu des témoins de tout le pays, de Vancouver à St. John's, nous dire que la communauté des soins de santé est inquiète. Elle craint — et je partage cette crainte — que le programme du gouvernement en matière de contrôle ou d'élimination du tabagisme se concrétisera soit dans le projet de loi S-15, soit dans le projet de loi et les motions déposés par le ministre de la Santé le 5 avril et qui prévoient une somme de 98 millions de dollars pour les quatre prochaines années. Elle croit qu'il est peu probable que les deux options soient retenues. D'autres travailleurs de la santé se sont dit très préoccupés par le danger que représente la proposition du 5 avril, puisqu'elle mènera à la création d'un programme qui ne prévoit que le quart de la somme nécessaire pour régler le problème. D'aucuns affirment qu'ils savent que ce sera un échec, car, ailleurs, les programmes associés à ce niveau de financement ont été infructueux. La masse critique d'argent à laquelle vous avez fait allusion est essentielle.

D'autres craignent que, si la proposition du 5 avril est appliquée et ne mène à rien, ce qui, aux yeux de certains, est inévitable, cela discrédite l'idée selon laquelle on peut prévenir le tabagisme chez les jeunes, plus particulièrement. Que pensez-vous des options qui s'offrent au gouvernement?

[Français]

M. Gauvin: Ce que le projet de loi S-15 propose est un modèle idéal au niveau de financement. C'est l'indépendance requise de l'industrie du tabac. Je suis prêt à vous croire, et je le souhaite ardemment du gouvernement du Canada.

C'est valable pour l'ensemble de toutes les activités que pourrait entraîner un financement antitabac au Canada, autant pour des campagnes d'éducation que pour l'application des lois, — si j'ai bien compris le sénateur Kenny — ainsi que la recherche, l'évaluation, et cetera.

Le gouvernement fédéral propose d'échelonner ces sommes sur une période de cinq ans, pour le moment. Qu'advient-il de ces sommes dans cinq ans si elles sont, en effet, disponibles?

En 1994, le gouvernement a lancé un programme de 180 millions de dollars, sans précédent, pour atténuer les décisions qu'il avait prises concernant la baisse des taxes. Dix-huit mois plus tard, les fonds ont été réorientés pour des motifs de priorités budgétaires et de lutte contre le déficit. Les budgets ont été abrogés. La même chose est arrivée au Québec, à des degrés moindres, mais pour les mêmes motifs.

Nous disons qu'il est important que le gouvernement adopte des mesures qui sont de nature à assurer de façon permanente des résultats efficaces de lutte contre le tabagisme. Je serais vraiment désolé si le gouvernement devait choisir entre deux montants, par exemple, entre 96 millions et 360 millions de dollars par année.

Pour notre part, nous croyons que les principes énoncés dans le projet de loi S-15, relativement aux montants et au fonctionnement, présentent de meilleures garanties à court et à long terme.

[English]

Senator Banks: Yes, but I have another question.

Many parliamentarians are looking at the present situation and saying, well, it has been taken care of because the health minister has put a program into place. It is not as much as we would like, but then we cannot give the farmers or the fishermen or the woodworkers as much as we would like. However, the situation has been taken care of to the extent that the government is capable of doing. What would you say to those parliamentarians?

Mr. Dampousse: For the past three or four years, the federal government has made a valiant effort to bring the money forward, but that commitment does not yet meet the standards that the health community agreed upon. Those standards are met under Bill S-15. If we are given a choice, we will take the better choice.

One other important point is that being independent will give us a great advantage in the type of campaigns or work we can do. When the campaigns or the messages come from inside government, they might not be as strong. People might say that the message does not go as far as is necessary. With Bill S-15, we can rest assured that is the type of thing we need to do, and that is why we support the bill.

[Translation]

Mr. Gauvin: We feel that the Canadian tobacco industry spends approximately \$200 million per year in order to promote the sale of its products, so that \$96 million from the government would be good. It would be unprecedented and we have publicly recognized this. But that still does not allow us to fight an equal battle against the tobacco industry, which would be achievable under Bill S-15.

As to the choices that the government must make, for example, between the demands of fishers and the demands of all kinds of other groups in society, the funding, in this case, does not come from taxes, but from a direct levy on the industry's revenues. So it is not taking anything away from anybody else as far as we can see.

[English]

The Chairman: Before we go to Senator Maheu, I would like to introduce someone who has worked long and hard for the anti-tobacco organization in question. She is co-chair of the Coalition québécoise pour le contrôle du tabac. Heidi Rathjen, would you stand, please.

[Translation]

Senator Maheu: Mr. Gauvin, you mentioned a little earlier, that tobacco companies seemed to use manipulative tactics and that they want to carve out a place for themselves as part of a public relations campaign. That is such a negative statement that I am trying to see how I can reconcile your position with what we have heard. The government's program offers \$480 million over a five-year period, as opposed to \$360 million. As Senator Banks as indicated, there is never enough money to go around.

[Traduction]

Le sénateur Banks: Oui, mais j'ai une autre question.

Bien des parlementaires examinent la situation actuelle et se disent que le dossier est clos, puisque le ministre de la Santé vient de mettre en place un programme. Les sommes affectées ne sont pas celles qu'on espérait, mais nous ne pouvons donner aux agriculteurs, aux pêcheurs ou aux ouvriers forestiers tout l'argent qu'ils réclament non plus. Le gouvernement a donc fait ce qu'il est en mesure de faire. Que répondriez-vous à ces parlementaires?

M. Dampousse: Depuis trois ou quatre ans, le gouvernement fédéral fait un gros effort pour trouver de l'argent, mais cet engagement ne correspond pas aux normes sur lesquelles la communauté de la santé s'est entendue. Or, le projet de loi S-15 correspond à ces normes. Si on nous donne le choix, c'est cette option qui nous semble la meilleure.

Par ailleurs, et c'est aussi important, l'indépendance nous confère un grand avantage dans le genre de campagne et de travail que nous faisons. Quand le message provient du gouvernement même, il n'est pas toujours assez clair. Parfois, il ne va pas assez loin. Le projet de loi S-15 nous permettra de faire le travail que nous devons faire, et c'est pourquoi nous l'appuyons.

[Français]

M. Gauvin: Nous estimons que l'industrie canadienne du tabac dépense environ 200 millions de dollars par année pour faire la promotion de la vente de ses produits, alors 96 millions de dollars de la part du gouvernement fédéral, c'est très bien. C'est sans précédent et nous avons publiquement reconnu cet effort. Mais cela ne nous donne pas encore les moyens de lutter à armes égales contre l'industrie du tabac, ce que permettrait le projet de loi S-15.

Quant à l'arbitrage que fait le gouvernement entre les demandes des pêcheurs et les demandes de toutes sortes de groupes dans la société, les fonds, dans le cas qui nous concerne, ne proviennent pas des taxes, mais d'un prélèvement direct sur les revenus de l'industrie. Cela n'enlève donc rien à personne, à ce que nous savons.

[Traduction]

Le président: Avant de céder la parole au sénateur Maheu, j'aimerais vous présenter quelqu'un qui travaille fort, et depuis déjà un bon moment, au sein de l'organisation antitabac en question. Elle est coprésidente de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac. Heidi Rathjen, auriez-vous l'obligeance de vous lever?

[Français]

Le sénateur Maheu: Monsieur Gauvin, vous avez mentionné, un peu plus tôt, que les compagnies de tabac semblent employer des tactiques manipulatoires et qu'elles veulent se négocier une place, que cela fait partie d'une campagne de relations publiques. C'était tellement négatif que je me demandais comment concilier votre position avec ce que nous entendons. Le programme du gouvernement nous offre 480 millions de dollars échelonnés sur cinq ans, par rapport à 360 millions de dollars. Comme le sénateur Banks l'a dit, il n'y a jamais assez d'argent pour tout le monde.

If all this money is to come from tobacco companies, I am trying to reconcile your negative position towards them. They are willing to support Senator Kenny's bill. Contrary to the position that you are taking, they are strongly in support of this bill. How can we reconcile your position with the reaction of the tobacco companies?

Mr. Gauvin: We strongly support Bill S-15.

Senator Maheu: The tobacco companies do as well.

Mr. Gauvin: We support it without reservation and without a hidden agenda, as we supported Bill S-13, as well as Bill S-20. We have already appeared before you on this topic, and we have stated our position publicly.

As to the industry support, we are raising concerns and we are certainly not the only ones to have raised these concerns. We have seen these types of statements in the past. We are aware, especially since documents from their legal counsellors officers are now public, that between what they say publicly and what they really know or what they really do there is a wide margin.

So we ask the question: Is it possible that in this case we are dealing with the same thing? Senator Banks' response earlier was to say and I quote: "There will be no influence, not from the government nor from the tobacco industry over the foundation which will be created." And I said: "Senator Banks, I am willing to take you at your word."

Mr. Dampousse: The reason why the tobacco industry supports the bill is because you are compelling it to do so.

It is because you subpoenaed the industry to appear before the Senate Committee. What I remember best from them evidence, is Mr. Bexon indicating: "We were behind closed doors for a week with our lawyers in order to decide what position we should take before the Senate Committee." They wanted to avoid the type of catastrophe which occurred in the United States, where we heard the executives of tobacco companies testify under oath and say: "We do not feel that nicotine leads to addiction."

They wanted to avoid that type of situation. In my opinion, they were therefore forced to support the bill. They are now promoting the bill in order to avoid, once the bill is implemented, the foundation using campaigns such as those we have seen in the United States.

In the United States, the most efficient campaigns are the ones which attack the tobacco industry. They attack tobacco products. I believe that the tobacco industry is trying to create good media perception in order to avoid this type of campaign. Later on, if that is the type of campaign that is launched, the industry will say: "Look we were nice and we supported the bill."

So there is a motive behind what the industry is doing: public relations. Since I have been working on this issue, as we are all aware, the industry manages its business in its own best interests. The same thing is happening here.

Currently, in the United States tobacco companies such as Philip Morris are investing millions in public relations campaign

Si tout cet argent doit venir des compagnies de tabac, j'essaye de concilier votre position négative à leur égard. Ils sont prêts à appuyer le projet de loi du sénateur Kenny. Contrairement à la position que vous prenez, ils appuient fortement ce projet de loi. Comment concilier votre position et la réaction des compagnies de tabac?

M. Gauvin: Nous appuyons fortement le projet de loi S-15.

Le sénateur Maheu: Les compagnies de tabac aussi.

M. Gauvin: Nous l'appuyons sans aucune arrière-pensée, et nous avons aussi appuyé le projet de loi S-13, ainsi que le projet de loi S-20 précédemment. Nous nous sommes déjà présentés devant vous à ce sujet, et nous l'avons fait publiquement.

Concernant l'appui de l'industrie, nous soulevons des inquiétudes et nous ne sommes certainement pas les seuls à avoir soulevé ces craintes. Nous avons vu par le passé ce genre de déclarations. Nous savons, surtout depuis que des documents provenant de leur bureau d'avocats sont maintenant rendus publics, qu'entre ce qu'ils disent publiquement et ce qu'ils savent réellement ou ce qu'ils font réellement, il y a un grand écart.

Nous lui avons donc posé la question: est-ce qu'il serait possible que, dans ce cas aussi, il s'agisse de la même chose? La réponse du sénateur Banks, tout à l'heure, a été de nous dire: «Il n'y aura pas d'influence, ni du gouvernement, ni de l'industrie du tabac, sur la fondation qui sera créée.» J'ai dit: «Sénateur Banks, moi je suis prêt à vous croire.»

M. Dampousse: La raison pour laquelle l'industrie du tabac appuie le projet de loi est parce que vous les forcez à le faire.

C'est parce que vous avez envoyé une citation à comparaître devant le comité sénatorial. Ce dont je me souviens le plus de leur témoignage, c'est M. Bexon mentionnant: «On a été enfermés pendant une semaine de temps avec nos avocats pour savoir quel genre de position on devrait adopter devant le comité sénatorial». Ils voulaient surtout éviter la catastrophe qui s'est produite aux États-Unis, lorsqu'on a entendu les dirigeants des compagnies de tabac témoigner, sous serment, et dire: «On ne croit pas que la nicotine crée une dépendance.»

Ils voulaient absolument éviter cela. Ils ont été contraints donc, à mon avis, d'appuyer le projet de loi. Ils sont actuellement à promouvoir le projet de loi pour éviter que, lors de l'application du projet de loi, la fondation n'entreprenne des campagnes à l'image de ce que l'on voit aux États-Unis.

Aux États-Unis, les campagnes les plus efficaces sont celles qui attaquent l'industrie du tabac. Ils attaquent les produits du tabac. Je crois que l'industrie du tabac se donne bonne presse pour éviter ce genre de campagne. Ensuite, si cela se produit, ils diront: «Écoutez, nous avons été gentils et nous avons appuyé ce projet de loi.»

Il y a donc une raison en arrière de tout cela : les relations publiques. Depuis le temps que je travaille à ce dossier, nous le savons, ils font toujours leurs affaires en fonction de leurs propres intérêts. C'est présentement la même chose qui se passe.

À l'heure actuelle, on peut remarquer aux États-Unis que les compagnies de tabac, dont Philip Morris, investissent des millions

to garner favourable press saying that they are investing in order to help out charitable organizations.

This type of campaign is starting to be criticized, because it serves only to give them good media coverage and to maintain good public relations with citizens and elected officials.

[English]

Senator Banks: The tobacco companies are spending millions, certainly hundreds of thousands, urging people to support this bill. Maybe we should take a page from Mr. Churchill, who was an implacable foe of Communist Russia, but who proclaimed them as our allies as soon as they went to war against Nazi Germany. When he was asked to reconcile that, he said, "If the devil joined the fight against Nazi Germany, I would at least make a favourable reference to him in my speech or comments."

Mr. Damphousse: That is what I would expect to see from the tobacco industry if, in fact, the bill shows that it will be an effective campaign and we see tobacco consumption drop dramatically in Canada. The tobacco industry will be knocking on your doors, every door you have. It will be saying that something is wrong, and it will try to convince you to get rid of the money or get rid of the messages brought forward by the campaign. I guarantee that.

[Translation]

Senator Maheu: Therefore you have no belief that the tobacco companies are sincere and you are basically trying to demolish their publicity campaign in support of Bill S-15?

Mr. Damphousse: The reasons why I raise this are to warn you against what could happen if a publicity campaign did reduce the number of people who are smoking.

You will see that that is the type of reaction that they will get. They are grabbing the headlines with their publicity campaign. You have received masses of letters from corner stores. It is a very well organized publicity campaign.

Furthermore, I believe that one of the reasons they are doing this is linked to the question Senator Kenny asked of them last summer. When they said that they would support the bill, they were asked: "And what exactly are you willing to do in support of the bill?"

The initial response from Mr. Bexon was I do not know and I found that hilarious. These are people who for years have wanted to eliminate bills trying to control their products. Do you not find their reaction surprising? I do. Now you have put them in a position where they were left with no choice.

I am however convinced that they are already planning a public relation strategy to ensure that the bill prove to be as ineffective as possible.

dans une campagne de relations publiques pour se donner bonne presse, disant qu'ils investissent pour aider les organismes de charité.

Ce genre de campagne commence à être dénoncé, parce que c'est seulement pour leur donner bonne presse et maintenir de bonnes relations publiques avec les citoyens et les parlementaires.

[Traduction]

Le sénateur Banks: Les sociétés productrices de tabac consacrent des millions, du moins des centaines de milliers de dollars pour exhorter les gens à appuyer ce projet de loi. Nous devrions peut-être suivre l'exemple de M. Churchill, un ennemi juré de la Russie communiste qui avait néanmoins déclaré que les Russes étaient nos alliés dès qu'ils ont eu déclaré la guerre à l'Allemagne nazie. Lorsqu'on lui a demandé comment il pouvait concilier ces attitudes contradictoires, il a déclaré: «Si le diable se joignait à notre lutte contre l'Allemagne nazie, je ferais au moins une allusion aimable à son sujet dans mes discours et mes déclarations».

M. Damphousse: C'est précisément ce à quoi je m'attendrais de l'industrie du tabac si, dans les faits, le projet de loi donnait lieu à une campagne efficace qui entraînerait une diminution radicale de la consommation de tabac au Canada. Les représentants de l'industrie du tabac iront tirer des sonnettes, toutes vos sonnettes. Ils vous diront que quelque chose ne va pas et tenteront de vous convaincre d'utiliser cet argent à d'autres fins ou de mettre fin à la campagne. Je vous le garantis.

[Français]

Le sénateur Maheu: Ainsi, vous n'avez aucune confiance que les compagnies de tabac sont sincères, et vous êtes presque en train de détruire leur campagne publicitaire appuyant le projet de loi S-15?

M. Damphousse: Les raisons pour lesquelles je soulève cela sont surtout pour vous mettre en garde contre ce qui pourrait arriver si la campagne publicitaire s'avérait efficace pour réduire le tabagisme.

Vous allez voir, c'est le genre de réaction qu'ils auront. Ils sont en train de nous en mettre plein la vue avec leur campagne publicitaire. Vous avez reçu des tonnes de lettres provenant de détaillants. C'est une campagne publicitaire bien rodée.

De plus, je crois qu'une des raisons pour lesquelles ils font cela se relie à la question que le sénateur Kenny leur avait posée, l'été dernier. Lorsqu'ils ont manifesté leur désir de vouloir appuyer le projet de loi, il leur a été demandé: «Qu'est-ce que vous êtes prêts à faire pour appuyer le projet de loi?»

La première réaction, qui m'a fait rire énormément, est venue de M. Bexon qui disait: «Je ne le sais pas». Ce sont des gens qui, pendant des années, ont milité pour se débarrasser des projets de loi voulant contrôler leurs produits. Vous ne trouvez pas leur réaction étonnante? Moi, si. Maintenant, vous les avez confrontés à une situation où ils n'avaient pas le choix.

Je suis toutefois certain qu'ils sont déjà en train de planifier, en termes de relations publiques, une stratégie pour faire en sorte que le projet de loi soit le moins efficace possible.

Senator Nolin: I agree with the concerns that were raised. Without losing sight of these concerns, if we manage to pass Bill S-15 and begin setting up the foundation, we will already have made a big step.

After that, when they come knocking at our door, then we will see. However, I understand your concerns. I am trying to be as practical as possible.

Mr. Gauvin, you referred to your experience in the battle against contraband. The government of Canada has just announced a tax increase: I think that they are now talking about \$4 per carton. The bill proposes an increase of \$1.50 per carton. Should we not be concerned that the smuggling will resume? When we discussed the levy, we asked ourselves if \$1.50 would provoke another war against contraband? We decided no. However now, with the four extra dollars, we are pushing it, and I would like to hear your comments on this.

Mr. Gauvin: You will remember that from 1992 to 1994, a carton of cigarettes sold for approximately \$50, whereas in the U.S., it was approximately half of that price.

Today, it is virtually the opposite. In Quebec and in Ontario, the price hovers around \$40, \$37, \$38, and this is since the tax increase. In the United States, in certain states such as Vermont and New York, as well as all of the bordering states, the price is approximately \$60. I am referring to Quebec and to Ontario. The prices are much greater due to two factors.

There have been tax increases in these states since 1994, but more importantly, there was the \$206 billion agreement between the 41 or 44 American states and the tobacco companies, which had the effect of immediately increasing the price of a package of cigarettes. Thus, this creates a very big difference.

Another element is that we now know that there is a Canadian company and subsidiaries in the United States which are currently being prosecuted in U.S. courts for what is known as bribery, conspiracy and organizing contraband for their own gain.

Which means, contrary to the information that the media was giving us at that time, it was not a question of small-time criminals who were smuggling a few cartons of cigarettes, this was organized — these are the allegations, there have been no convictions — this was organized within the highest levels of this company. We are talking about the level of the president. Therefore, the company is being prosecuted for this.

It is our impression, without being specialists in contraband, that because of these two elements, the industry will stay quiet. We will certainly not reach the levels of 1992, 1993 and 1994. The federal government and the government of Quebec have also announced additional funds for officers responsible for monitoring contraband activity. Therefore, it would be much more difficult.

Mr. Damphousse: We have fought hard to convince governments to introduce measures to control the problem, since learning that the source of the smuggling was from within the industry

Le sénateur Nolin: Je suis d'accord avec les préoccupations soulevées. Sans perdre de vue ces préoccupations, si nous sommes en mesure de faire adopter le projet de loi S-15 et commencer la mise en place de la fondation, nous aurons déjà fait un grand pas.

Après cela, quand ils viendront cogner à nos portes, nous verrons à ce moment. Je comprends toutefois vos préoccupations. J'essaie de rester le plus pragmatique possible dans tout cela.

Monsieur Gauvin, vous avez fait référence à votre expérience sur la guerre de la contrebande et tout cela. Le gouvernement du Canada vient d'annoncer une augmentation de sa taxe sur le commerce : je pense qu'on parle maintenant de 4 \$ la cartouche. Le projet de loi propose une augmentation de 1,50 \$ la cartouche. N'y a-t-il pas lieu de se préoccuper d'une reprise de la guerre de la contrebande? Lorsque nous avons discuté du prélèvement, nous nous sommes demandés si 1,50 \$ générerait la reprise de la guerre de la contrebande? Nous avons convenu que non. Mais là, avec le 4 \$ qui s'ajoute, l'élastique s'étire et c'est sur ce point que je voudrais vous entendre.

M. Gauvin: Vous vous souviendrez que de 1992 à 1994, la cartouche de cigarettes se vendait autour de 50 \$, tandis que c'était à peu près la moitié du prix, grosso modo, aux États-Unis.

Aujourd'hui, c'est presque l'inverse. Au Québec et en Ontario, les prix avoisinent les 40 \$, 37 \$, 38 \$, et ce, depuis la hausse des taxes. Aux États-Unis, dans certains États tels le Vermont et New York, ainsi que tous les États limitrophes, le prix se situe aux environs de 60 \$. On parle du Québec et de l'Ontario. Les prix sont beaucoup plus élevés dû à deux facteurs.

Il y a eu des hausses de taxes dans ces États depuis 1994, mais surtout il y a eu l'accord de 206 milliards de dollars entre les 41 ou 44 États américains et les compagnies de tabac, ce qui a eu pour effet d'augmenter immédiatement le prix de leurs paquets de cigarettes. Cela cause donc une différence très grande.

Un autre élément est que nous savons maintenant qu'il y a tout de même une compagnie canadienne et des filiales aux États-Unis qui sont poursuivies en cour aux États-Unis à l'heure actuelle, pour ce qui est appelé corruption, complot et organisation de contrebande à leur profit.

Ce qui veut dire que, contrairement aux informations que les médias nous donnaient à ce moment-là, ce ne sont pas des petits malfrats qui organisaient la contrebande de quelques cartouches de cigarettes, ce serait organisé — ce sont des allégations, ils n'ont pas été condamnés — ce serait organisé dans les plus hauts niveaux de cette compagnie. On parle du niveau de la présidence. C'est donc la compagnie qui est poursuivie pour cela.

Nous avons l'impression, sans être des spécialistes de la contrebande, qu'au moins pour ces deux éléments, l'industrie va plutôt se tenir tranquille. Nous n'atteindrons certainement pas les niveaux de 1992, 1993 et 1994. Le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ont aussi annoncé des investissements supplémentaires pour tous les agents qui sont chargés de surveiller les activités de contrebande. Ce sera alors beaucoup plus difficile.

M. Damphousse: Nous avons lutté fortement pour convaincre les gouvernements depuis que nous savons que la source de la contrebande est l'industrie elle-même, afin d'en arriver à

itself. Now, there is the export tax. The way this export tax is structured is very interesting: 1.5 per cent of the domestic market is taxed at \$11, but after that, it is \$22 per carton.

The story which appeared in the *Journal de Montréal* this week regarding the resumption of smuggling on the Kahnawake Indian reserve is, in my opinion, a result of the announced export tax. They purchased a significant quantity before the tax was implemented. They purchased these products duty free from the United States. However, at some point, they will run out of these products and they will be forced to increase their prices because they will have to pay more for their product.

The contraband market could be maintained if the tobacco companies move part of their production to the United States in order to supply the contraband. Should this happen, we know very well what the purpose behind supplying the contraband would be, it would be to make money to the detriment of the government.

The federal government should also introduce another measure targeting companies whose products have been seized. These companies would have to follow the customer-rule principle, which requires that they know to whom they are shipping their products. They would have to verify where their products are being shipped, otherwise they would have to pay fines. These companies would think more seriously about protecting their market from any contraband.

[English]

Senator Kenny: The tobacco map prepared by NSRA is instructive. If we look at Quebec, we see a figure of \$33. If we add the \$4 excise tax that Mr. Martin just announced, that brings us total to \$37. If we look at the contiguous states, New York is at 63, Vermont at 53, New Hampshire at 50 and Maine at 58. Smuggling is going to go north to south, not south to north.

Mr. Gauvin: Or east to west.

Senator Kenny: Until we have a harmonization of taxes from province to province. Smuggling should be a red herring.

Mr. Dampousse: The problem in the past was the duty-free sale of tobacco. One did not have to pay the prices in the United States.

Senator Kenny: That has been addressed to some extent.

Mr. Dampousse: That is the main thing that needed to be done, and I congratulated the government in doing so.

[Translation]

Senator Nolin: As I mentioned earlier, the problem is not with the Senate. The senators know the importance of this bill which is being tabled for a third time. What are you prepared to do in order to help us get this bill passed in the House of Commons?

l'introduction de mesures de contrôle du problème. Maintenant, il y a la taxe à l'exportation. La structure de cette taxe à l'exportation est très intéressante: 1.5 p. 100 du marché domestique est taxé à 11 \$, mais après cela, c'est 22 \$ la cartouche.

La situation relatée par *Le Journal de Montréal* cette semaine concernant la reprise de la contrebande dans la réserve indienne de Kahnawake découle, à mon avis, de la taxe à l'exportation annoncée. Ils s'en sont procuré une quantité intéressante avant que la taxe ne soit mise en place. Ils se procuraient ces produits par le biais du commerce hors taxe des États-Unis. Dans un certain temps, ces produits seront écoulés et ils seront obligés d'augmenter leurs prix parce qu'ils seront obligés de payer leurs produits plus cher.

Le marché de la contrebande pourrait persister si les compagnies de tabac déménageaient une partie de leur production aux États-Unis pour alimenter la contrebande. Le cas échéant, nous savons très bien quelles sont leurs intentions derrière le marché de la contrebande, ce sera de faire de l'argent au détriment du gouvernement.

Une autre mesure devrait être introduite par le gouvernement fédéral visant les compagnies dont les produits auront été saisis. Ces compagnies devraient connaître le principe du «customer rule» et savoir à qui elles expédient leurs produits. Elles devraient vérifier où leurs produits sont acheminés sur le marché, sinon des amendes devraient leur être imposées. Ces compagnies penseraient plus sérieusement à protéger leur marché de toute contrebande possible.

[Traduction]

Le sénateur Kenny: La carte de l'Association pour les droits des non-fumeurs est révélatrice. Pour le Québec, le prix est de 33 \$. Si nous ajoutons la taxe d'accise de 4 \$ que M. Martin vient d'annoncer, le total est de 37 \$. Dans les États voisins, c'est 63 \$ à New York, 53 \$ au Vermont, 50 \$ au New Hampshire et 58 \$ dans le Maine. La contrebande se fait dorénavant du nord vers le sud, et non pas l'inverse.

M. Gauvin: Ou de l'est vers l'ouest.

Le sénateur Kenny: Tant que les taxes des provinces ne seront pas harmonisées, la contrebande reste une diversion.

M. Dampousse: Dans le passé, le problème était la vente hors taxe de tabac. On n'avait alors pas à payer les prix des États-Unis.

Le sénateur Kenny: On a réglé ce problème dans une certaine mesure.

M. Dampousse: C'est le principal problème qu'il fallait régler, et je félicite le gouvernement de l'avoir fait.

[Français]

Le sénateur Nolin: Comme je vous disais tout à l'heure, le problème ne vient pas du Sénat. Les sénateurs sont convaincus de l'importance de ce projet de loi que nous leur proposons pour la troisième fois. Qu'êtes-vous prêts à faire pour nous aider à faire adopter le projet de loi à la Chambre des communes?

Mr. Gauvin: The bill has never been tabled in the House of Commons; so this is a first. We are a coalition of 750 organizations from Quebec including health professionals, doctors and nurses who work for the most part in private clinics and in public health. We are prepared to mobilize our members to support your bill.

We plan on increasing our public statements and submissions to members. Incidentally, when the first version of the bill — known as S-13 — was released, we met with all of the Liberal MPs from Quebec on the Hill, as well as the MPs from the Bloc Québécois. Once again, we will systematically meet with all of the members and do everything that can be done in order to communicate this message to the members of the Canadian Parliament.

Senator Nolin: Before the members have the opportunity to examine the substance of the bill, there is a technicality, a technicality which incidentally blocked the bill on two occasions, or at least on one occasion.

Mr. Gauvin: The second time, it was the election.

Senator Nolin: The second time, the bells rang.

Mr. Gauvin: Yes, that's right.

Senator Nolin: The bells rang. The Speaker of the House has an important role, and his decision will not be based on the relevance of the measure. On the contrary, I believe that the Speaker agrees on the how and on the goals being pursued. It is the technicality which is worrisome, and we believe that with Bill S-15, like Bill S-20, we have corrected the shortcomings that were identified in Bill S-13. I tell you this purely for your information.

Mr. Gauvin: So there is a first step?

Senator Nolin: Now, it is up to your lawyers to work even harder than your public health researchers.

Mr. Gauvin: I thought that it had already been tabled to in fact assess whether Bill S-15 would stand up to the Speaker's analysis this time?

Senator Nolin: Since there are 8,000 or 9,000 lawyers, there are no doubt 8,000 or 9,000 opinions on this issue!

Mr. Gauvin: I see.

Senator Nolin: It is not the number.

Mr. Gauvin: Are you saying that it is better to have a higher number of legal opinions?

Senator Nolin: Eventually, it opens doors.

Mr. Gauvin: I see, I think I understand.

[English]

The Chairman: I would like to mention letters written to the Prime Minister. The Prime Minister does not necessarily read them, but I think someone in his office weighs and measures the pile that comes in to his office. No stamp is necessary, and any letters should be sent in the next 30 days because whether the Senate bill or the House of Commons bill gets accepted, it is

M. Gauvin: Le projet de loi n'a jamais été déposé à la Chambre des communes; ce sera donc une première. Nous sommes une coalition regroupant 750 organismes au Québec comptant des professionnels de la santé, des médecins, des infirmières, qui travaillent principalement en clinique privée et en santé publique. Nous sommes prêts à nous mobiliser en faveur de votre projet de loi.

Nous allons multiplier les prises de positions publiques et les représentations auprès des députés. D'ailleurs, lors de la première mouture du projet de loi, — à l'époque, le projet de loi S-13 — nous avons rencontré tous les députés libéraux du Québec sur la colline parlementaire, de même que les députés du Bloc québécois. Nous reprendrons certainement le même travail de visites systématiques et tout ce qui peut être fait pour porter le message aux députés du Parlement canadien.

Le sénateur Nolin: Avant que les députés n'examinent la substance du projet de loi, il y aura une technicalité, une technicalité qui a d'ailleurs eu l'effet d'un blocage deux fois, ou au moins une fois.

M. Gauvin: La deuxième fois, c'était les élections.

Le sénateur Nolin: La deuxième fois, la cloche avait sonné.

M. Gauvin: Oui, c'est ça.

Le sénateur Nolin: La cloche avait sonné. Le Président de la Chambre a un rôle bien important, et sa décision ne sera pas fondée sur l'à-propos de la mesure. Au contraire, j'ose croire que le Président est d'accord sur le pourquoi et l'objectif poursuivi. C'est la technicalité qui est inquiétante, et on pense, pour le projet de loi S-15, comme pour le projet de loi S-20, avoir corrigé les problèmes qui avaient été soulevés au sujet du projet de loi S-13. Je vous dis cela à titre purement indicatif.

M. Gauvin: Il y donc une première porte?

Le sénateur Nolin: C'est à vos avocats, maintenant, de travailler un peu plus fort que vos chercheurs en santé publique.

M. Gauvin: Il me semblait que cela avait déjà été présenté pour vérifier effectivement si le projet de loi S-15 résisterait, cette fois-ci, à l'analyse du président?

Le sénateur Nolin: Puisqu'il y a 8 000 ou 9 000 mille avocats, il doit y avoir 8 000 ou 9 000 opinions sur ce sujet!

M. Gauvin: D'accord.

Le sénateur Nolin: Ce n'est pas le nombre.

M. Gauvin: Vous voulez dire que c'est mieux d'avoir un grand nombre d'opinions juridiques?

Le sénateur Nolin : À un moment donné, cela ouvre des portes.

M. Gauvin: C'est clair, j'ai bien compris.

[Traduction]

Le président: Je signale aussi qu'on peut envoyer une lettre au premier ministre. Il ne les lit pas nécessairement lui-même, mais quelqu'un, dans son bureau, pèse et mesure la pile des lettres qu'il reçoit. Aucun timbre n'est nécessaire. Toutes lettres qu'on voudrait lui envoyer devraient l'être dans les 30 jours qui viennent, parce que, que ce soit le projet de loi du Sénat ou de la

going to happen fast; therefore, pressure, pressure and more measure.

[Translation]

Senator Hervieux-Payette: I am pleased to be able to discuss a bill that I have considered important for a long time. When I was the president of a school board, I banned the use of tobacco by young secondary students on school board property, obviously. Therefore, even though it was not illegal, it was not allowed.

Mr. Gauvin: Which school board was it?

Senator Hervieux-Payette: The Le Gardeur School Board. If someone was caught selling individual cigarettes, on their first offence, they were suspended for three days. On their second offence, they were suspended for two weeks. And the third time, they were expelled. I can tell you that it was a very efficient method, and there was no need for a bill to solve the problem.

Nonetheless, age remains an important factor. From the fifth or sixth grade, until the end of high school, there is the whole issue of imitating, the issue of peer pressure. Analysis of youth being interviewed show that the whole issue of imitating others is extremely important.

Also, at the Le Gardeur School Board, the students live in a rural area because it is outside of Montreal. Therefore, the youth are with the school board from 8 in the morning until 4:00 in the afternoon, even 4:30 or 5:00. Therefore, there is a huge part of time, where with this type of policy in place, they cannot consume tobacco.

Of course, the federal government, and also the provincial government, can ensure that when it comes to educational institutions, there are no half-measures or relaxing of the rules. You are a lawyer, I hope that you are also pleading your case there.

Mr. Damphousse: You may be aware that there is now a law in Quebec which deals with the promotion of tobacco, the sale of tobacco to minors, as well as the use of tobacco. In schools where there are minors present, therefore in elementary schools, secondary schools, and daycare centres, not only are youth and adults prohibited from smoking within, but smoking rooms for adults are also banned. Therefore, there is a complete cigarette ban in these facilities.

Mr. Gauvin: I would like to congratulate you for your determination. If everyone were this determined, there would be no need to pass this bill. Many people have shied away from this subject because they are afraid of starting an internal war. They were therefore quite happy to learn that the bill had been passed since it controlled the problem.

Senator Hervieux-Payette: Other than those who are your allies, the Chair mentioned earlier that the Prime Minister's office was sensitive to this. Young people are big e-mail users. I can tell you that it would be quite easy to get the electronic addresses for all of our colleagues in the House of Commons and you could

Chambre des communes qui est adopté, cela se fera très rapidement; par conséquent, il faut exercer des pressions, toujours des pressions et encore des pressions.

[Français]

Le sénateur Hervieux-Payette: Il me fait plaisir de discuter d'un projet de loi qui me tient à cœur depuis très longtemps, puisque j'étais présidente d'une commission scolaire, et que j'avais interdit, évidemment, sur le site de la commission scolaire, l'usage du tabac par les jeunes de niveau secondaire. Ce n'était donc pas permis, même si ce n'était pas illégal.

M. Gauvin: De quelle commission scolaire s'agit-il?

Le sénateur Hervieux-Payette: La Commission scolaire Le Gardeur. Lorsque des gardiens qui vendaient des cigarettes à l'unité étaient pris en flagrant délit la première fois, ils étaient suspendus pour trois jours. La deuxième fois, ils étaient suspendus pour deux semaines. La troisième fois, ils étaient mis à la porte. Je peux vous dire que cela s'est avéré une méthode très efficace, et il n'y avait nul besoin de projet de loi pour régler cette situation.

Il reste quand même un facteur important, et c'est l'âge. À compter de la cinquième ou sixième année, jusqu'à la fin du secondaire, il y a toute la question d'imitation, la question de l'influence du groupe. Lorsque nous observons des jeunes interviewés, nous pouvons noter que toute la question de l'imitation du voisin est extrêmement importante.

Aussi, à la Commission scolaire Le Gardeur, ils vivent quand même dans une région rurale parce que c'est en dehors de Montréal. Les jeunes sont entre les mains de la commission scolaire de 8 heures le matin jusqu'à 16 heures, 16 h 30 et même 17 heures. Il y a donc une grande partie du temps où, avec ce genre de politique en place, ils ne peuvent pas consommer.

Il y a bien sûr la juridiction fédérale, mais aussi la juridiction provinciale pour s'assurer qu'au niveau des établissements d'enseignement il n'y ait pas de demi-mesures ou de laisser-faire. Vous pratiquez l'avocasserie, et j'espère que vous faites votre campagne là aussi.

M. Damphousse: Vous savez qu'il y a maintenant une loi québécoise globale qui touche autant la promotion, la vente aux mineurs, que l'usage du tabac. Dans les écoles où il y a des jeunes mineurs, donc dans les écoles primaires, dans les écoles secondaires, dans les centres de la petite enfance, non seulement est-il interdit aux jeunes et aux adultes de fumer à l'intérieur, mais les fumeurs pour adultes sont également interdits. Il y a donc interdiction totale de faire usage de la cigarette dans ces milieux.

M. Gauvin: J'aimerais vous féliciter pour votre détermination. Si tout le monde avait cette détermination, il n'aurait pas été nécessaire de faire adopter le projet de loi. Bien des gens ne voulaient pas s'approcher du sujet parce qu'ils pensaient créer une guerre interne. Ils étaient alors bien contents d'apprendre que la loi était adoptée puis qu'ils contrôlaient le problème.

Le sénateur Hervieux-Payette: Outre tous ceux qui sont et se disent vos alliés, le président vous a dit tantôt que le Bureau du premier ministre y était sensible. Les jeunes sont de très grands amateurs du courrier électronique. Je peux vous dire qu'il serait très facile de trouver les adresses électroniques de tous nos

reach them all with a few simple clicks. It would be important for this message to come from young people too.

Finally, health involves a number of elements: negative elements, what one must not do, and positive elements. I think that we need to leave some room for young people in this campaign. We need your help in order to get this through, but I would invite you to bring young people on board in your campaign.

Mr. Gauvin: Thankfully, you will hear from Mr. Mario Bujold, who is the director of the La gang allumée project, which targets high school students specifically. I am sure that Mr. Bujold hears your message.

Senator Hervieux-Payette: To close, I would like to say that if the foundation is successful, there will be a drop in consumption. With this drop in consumption, the foundation will see its levy drop, and its future will be affected.

Mr. Gauvin: It will disappear.

Senator Hervieux-Payette: What is your solution?

Mr. Gauvin: If we lose our job, it will be because we did it well. That is why, when Mr. Wilson introduced the taxes in the House of Commons, we told him that if people stopped smoking because of the taxes, he would lose revenue. He answered that he would have finally succeeded in what he wanted to do.

Mr. Dampousse: I am a proponent of Senator Nolin's practical approach. First, let us set up the foundation, start to reduce the use of tobacco among young people, and then we will see.

Mr. Gauvin: We could increase the levy.

Senator Hervieux-Payette: Some colleagues were tempted with the idea of legalizing the use of marijuana. I would just like to share with them the fact that, obviously, I would put marijuana in the same boat.

[English]

The Chairman: I see that we are opening up a new field.

Senator Kenny: I would like to welcome M. Dampousse and M. Gauvin. They are longstanding, credible members of the tobacco control community, and it is very good of them to spend a beautiful afternoon with us.

Could you give the committee examples of what difference Bill S-15 would make in Quebec if it became law?

[Translation]

Mr. Gauvin: This would give us the means to fight on an equal footing against the tobacco industry.

Mr. Mario Champagne from the Alliance pour la lutte au tabagisme will be speaking with us shortly, and he can answer with more details. However, I can tell you that among its members, the Association du sport étudiant is extremely active, and that the youth sport movement involves young people from elementary schools, secondary schools, colleges and universities. For their activities in secondary schools, they have approximately

collègues de la Chambre des communes et que cela ne prendrait pas beaucoup de clics pour les rejoindre tous. Ce serait important que le message vienne aussi des jeunes.

Finalement, la santé comprend de plusieurs éléments: des éléments négatifs, ce qu'il ne faut pas faire, et des éléments positifs. Je crois qu'il serait bon de laisser une place aux jeunes dans cette campagne. Nous avons besoin de votre aide pour aller jusqu'au bout, mais je vous invite à embarquer et embrigader les jeunes dans votre campagne.

M. Gauvin: Fort heureusement, vous allez entendre le témoignage de M. Mario Bujold, qui est à la tête du projet «La gang allumée», et qui touche justement les jeunes des écoles secondaires. Je suis convaincu que M. Bujold entend votre message.

Le sénateur Hervieux-Payette: En terminant j'aimerais vous dire que si la fondation est efficace, il y aura une diminution de la consommation. Avec la diminution de la consommation, la fondation sera privée de prélèvements, et son avenir sera affecté.

M. Gauvin: Elle disparaîtra.

Le sénateur Hervieux-Payette: Quelle est votre solution?

M. Gauvin: Si nous perdons notre travail, c'est parce que nous l'aurons bien fait. C'est pour cette raison qu'à l'époque, lorsque M. Wilson avait introduit la question des taxes à la Chambre des communes, nous lui avons dit que si les gens arrêtaient de fumer à cause des taxes, il allait perdre du revenu. Il nous a répondu qu'il aurait finalement réussi ce qu'il avait l'intention de faire.

M. Dampousse: J'adhère à l'approche pragmatique du sénateur Nolin. Mettons la fondation sur pied, commençons à réduire le tabagisme auprès des jeunes, après nous verrons.

M. Gauvin: On augmentera le prélèvement.

Le sénateur Hervieux-Payette: Des collègues étaient tentés de légaliser l'usage de la marijuana. J'aimerais leur faire le petit message qu'évidemment, je mets la marijuana dans le même bateau.

[Traduction]

Le président: On s'engage dans un autre débat.

Le sénateur Kenny: Je souhaite la bienvenue à messieurs Dampousse et Gauvin. Ce sont des membres dignes de foi et de longue date de la communauté antitabac et c'est très gentil à eux d'avoir bien voulu passer ce très bel après-midi avec nous.

Pourriez-vous nous donner des exemples de la différence que fera le projet de loi S-15 au Québec s'il est adopté?

[Français]

M. Gauvin: Ça nous donnerait les moyens de lutter vraiment à armes égales contre l'industrie du tabac.

M. Mario Champagne de l'Alliance pour la lutte au tabagisme viendra tantôt faire une présentation, et il pourra répondre avec de plus amples détails. Je peux toutefois vous dire que parmi leurs membres, l'Association du sport étudiant est extrêmement active, et que le sport étudiant rejoint les jeunes des écoles primaires, secondaires, collégiales et universitaires. Pour leurs activités au niveau des écoles secondaires, ils disposent d'environ 70 \$ par

\$70 per year per school; \$70 per year per school for activities. What do you want them to do with that? It is better than nothing, but it is not a whole lot.

I believe that a bill such as Bill S-15 will provide the resources required to breathe life into the imagination of these people, and into the imagination of young people, so that it can find channels, and provide opportunities which will be translated into reality.

In my opinion, that is the first positive impact that it would have in Quebec.

[English]

Mr. Dampousse: We are going to have, as part of the Quebec Tobacco Act, more restrictions coming into force as time goes by. One important restriction that will come into force in 2009 will require smoking sections to be enclosed with an independent ventilation system.

Every time we fought for these measures, there was never any campaign to convince the public of the necessity of going ahead with them. We heard arguments saying it was not a problem. The tobacco industry is effective in getting messages out so that people do not believe in the necessity of what we are working toward.

In the United States, we saw campaigns explaining the dangers of ETS, or environmental tobacco smoke, and why it is an important issue to be tackled. The foundation could lead such a campaign, which would help tremendously in educating the public of the need for these measures.

I expect that the restaurant associations will come out very strongly to try and delay even further the implementation of that measure in Quebec. How can we compete with them when we do not have the resources? In that respect, the foundation will be very helpful.

The tobacco industry's Operation I.D. is a PR stunt. I hope you are aware of it. We have confidential documents from the tobacco industry showing that this program was set up to prevent governments from going ahead with even stronger legislation against them, to show that they are honest corporate citizens and that they are doing something about the problem. People believe in that program. They do not know that the tobacco industry is behind it, and I believe that has to be explained to the public.

How can you reach the public? You need to undertake very large campaigns to reach everyone in every corner of every jurisdiction. I believe that your foundation will give us the tools to do that and expose what is going on. That is what has been effective in the United States, and that is what needs to be done here.

Senator Kenny: Would you have made any changes to the legislation?

Mr. Dampousse: I am not a lawyer. I have not studied all the provisions of the bill. I would be in a very difficult position to find a fault in the legislation. We have lawyers working for us, and from what they have seen, I think it stands as is for now.

année par école; 70 \$ par année pour une école pour faire des activités. Qu'est-ce que vous voulez faire avec ça? C'est mieux que rien mais ce n'est pas beaucoup plus, n'est-ce-pas?

Je crois qu'un projet de loi comme S-15 qui apporterait la vie nécessaire et les ressources nécessaires pour que l'imagination de ces gens, et l'imagination des jeunes, puisse trouver des canaux, des débouchés, pour s'actualiser et se réaliser.

Pour moi, c'est vraiment le premier effet bénéfique que cela pourrait apporter au Québec.

[Traduction]

M. Dampousse: Avec le temps, de plus en plus de restrictions prévues par la Loi sur le tabac du Québec entreront en vigueur. Une de ces importantes restrictions est celle qui entrera en vigueur en 2009 et qui exigera que les sections fumeurs soient fermées et qu'elles soient dotées de leur propre système de ventilation.

Chaque fois que nous avons lutté pour ces mesures, personne n'a fait campagne pour convaincre le public de leur nécessité. Certains ont fait valoir que ce n'est pas un problème. L'industrie du tabac sait comment faire passer son message et convaincre les gens de l'inutilité des mesures que nous préconisons.

Aux États-Unis, on a vu des campagnes expliquant les dangers que représente la fumée de tabac ambiante et pourquoi il est important d'attaquer de front ce problème. La fondation pourrait lancer une campagne de ce genre, ce qui aiderait grandement à informer la population sur la nécessité d'avoir de pareilles mesures.

J'imagine que les associations de restaurateurs feront de leur mieux pour reporter toujours plus l'application de cette mesure au Québec. Comment leur faire concurrence quand nous n'avons pas de ressources? À cet égard, la fondation nous serait d'un très grand secours.

La campagne «Opération carte d'identité» lancée par l'industrie du tabac est un véritable coup de publicité. J'espère que vous le savez. Nous avons en main des documents confidentiels provenant de l'industrie du tabac qui démontrent que ce programme a été mis sur pied pour empêcher les gouvernements de déposer des mesures législatives encore plus musclées à son égard, pour démontrer qu'elle a conscience de sa responsabilité sociale et qu'elle agit pour lutter contre ce problème. La population s'est fait leurrer par ce programme et ne sait pas que l'industrie du tabac est celle qui le finance. Il faut expliquer tout cela aux Canadiens.

Comment prendre contact avec la population? Il faut entreprendre de très grandes campagnes pour atteindre tous les Canadiens où qu'ils soient au Canada. Votre fondation nous donnera les outils pour y parvenir et pour dénoncer la situation au grand jour. C'est ce que l'on a réussi à faire efficacement aux États-Unis, et c'est ce qu'il faut faire ici.

Le sénateur Kenny: Auriez-vous des changements à proposer au projet de loi?

M. Dampousse: Je ne suis pas avocat et je n'ai pas étudié toutes les dispositions du projet de loi, et c'est pourquoi je serais bien mal placé pour reprocher quoi que ce soit au projet de loi. Mais nous avons des avocats qui travaillent pour nous, et d'après ce qu'ils ont dit, le projet de loi peut rester tel quel.

[Translation]

Mr. Gauvin: In the bill's whereas clauses, I believe the last whereas reads as follows, in English, if I remember well: "Whereas the tobacco industry is suffering from..."

The idea is that it is suffering from a negative image as far as public opinion is concerned. Basically, that is the idea.

There is some truth to this whereas, and there are reasons for this. However, it concerns me to see this type of a whereas in a bill on tobacco use by young persons. Does this mean therefore that this bill is to help improve the image of tobacco companies? This image is rather negative.

Senator Nolin: You have to compare Bills S-13, S-20 and S-15. After having met a brick wall at the House of Commons, it was necessary to better explain the problem that the industry was having, because the industry came to us and said: "We agree with you, but we do not have the credibility to do this."

Thus, this whereas explains that the industry does not have the credibility, but that it is in agreement with the goal. Do not forget that this is a levy, it is not a tax. It was imperative to flesh out this argument. That is why it contains...

Senator Kenny: He is right.

Senator Nolin: It contains this whereas in the preamble. It is not there to allow the industry to complain but rather to indicate its lack of credibility when it comes to pursuing an objective such as the one established in Bill S-15.

Mr. Dampousse: So, this whereas is not in conflict with the objectives of the foundation?

Senator Nolin: No.

[English]

Senator Kenny: The preamble has no force in law.

Senator Nolin: We had a long debate about that.

Senator Christensen: Is there any evidence that an increase in taxation on cigarettes decreases youth smoking in any significant way?

Mr. Dampousse: The economic principle is well known. Every time the price of a consumer product is increased, it will have the effect of lowering sales of the product. We do not see Porches on the road all the time. We do see Honda Civics. The same principle applies here, especially with respect to teenagers. They do not have much buying power.

Economists have looked into that, and they have demonstrated that increasing the price of tobacco products will have an impact on consumption. Whatever the tobacco industry has been telling you, saying it has no impact, I would encourage you to look at their shareholder's report before 1992. It is amazing how they admitted that the measure that has hurt them the most since tobacco control started is taxes. When they complained about

[Français]

M. Gauvin: Dans les attendus au projet de loi, je crois que le dernier attendu se lit à peu près comme suit, en français, si je me souviens bien: «Attendu que l'industrie du tabac a souffert d'une...»

L'idée, c'est qu'elle souffre d'une image difficile actuellement sur la place publique. C'est un peu cela, l'idée.

Cet attendu comporte du vrai, et il y a des raisons. Mais cela me préoccupe de voir un attendu comme celui-là dans un projet de loi sur le tabac chez les jeunes. Est-ce que cela veut dire que le projet de loi pourrait servir à redonner une meilleure image publique à l'industrie du tabac? Cette image est actuellement plutôt malmenée.

Le sénateur Nolin: Il faut comparer les projets de loi S-13, S-20, et S-15. Après avoir rencontré un mur à la Chambre des communes, il fallait mieux expliquer le problème qu'avait l'industrie, parce que l'industrie est venue nous dire: «Nous sommes d'accord avec vous, mais nous n'avons pas la crédibilité pour le faire.»

Donc, cet attendu vient expliquer que l'industrie n'a pas la crédibilité, mais elle est d'accord avec l'objectif. N'oubliez pas que c'est un prélèvement, ce n'est pas une taxe. Alors il fallait absolument mettre de la chair autour de cet argument-là. C'est pour ça que vous le retrouvez...

Le sénateur Kenny: Il a raison..

Le sénateur Nolin: Vous retrouvez cet attendu-là dans le préambule. Ce n'est pas là pour permettre à l'industrie de se plaindre mais bien pour indiquer leur manque de crédibilité quant à la poursuite d'un objectif tel que celui qui est établi par projet de loi S-15.

M. Dampousse: Alors, cet attendu ne serait pas en conflit avec les objectifs de la fondation?

Le sénateur Nolin: Non.

[Traduction]

Le sénateur Kenny: Mais le préambule n'a pas force de loi.

Le sénateur Nolin: On en a déjà débattu longuement.

Le sénateur Christensen: A-t-on prouvé que l'augmentation des taxes sur les cigarettes fait diminuer suffisamment le nombre de jeunes fumeurs?

M. Dampousse: Le principe économique est bien connu. Chaque fois qu'on augmente le prix d'un produit à la consommation, cela a pour effet de diminuer le nombre de ventes du produit en question. On ne voit pas tellement de Porches sur nos routes; on voit plutôt des Honda Civic. Le même principe s'applique ici, et surtout dans le cas des adolescents qui n'ont pas un grand pouvoir d'achat.

Les économistes se sont penchés là-dessus et ont démontré qu'en augmentant le prix des produits du tabac, la consommation diminuera. Peu importe ce que peut vous dire l'industrie du tabac là-dessus, peu importe qu'elle vous dise que cela n'a aucune incidence sur leurs ventes, je vous encourage à regarder leur rapport d'avant 1992 préparé pour leurs actionnaires. Vous constaterez avec surprise que l'industrie du tabac a admis que la

losing jobs because of these measures, they effectively admitted that the measure worked. They completely turned 180 degrees and said that they had to kill that argument. They started producing reports saying that increasing taxes has no impact. However, the data suggests that that measure does work. Not long ago in the United States, the Campaign for Tobacco Free Kids produced another report supporting that idea as well.

[Translation]

Mr. Gauvin: To give you an example: In Quebec, before the taxes were lowered, the percentage of youth under the age of 18 who were smoking was 19 per cent before 1994. After 1994, it jumped to 38 per cent. Now, it is approximately 36 per cent among young people. That is almost double.

[English]

Mr. Dampousse: Since launching its campaign, has the tobacco industry approached you to be part of the foundation? What would be your response if the industry does approach you?

Senator Kenny: The tobacco industry did not see the legislation before we tabled it. It did not submit a brief to us before we wrote it. The first time we knew about its position was when the tobacco industry appeared the day you were referring to, when Mr. Bexon arrived. If you were in the room, you saw the committee members' jaws drop. At that time, you heard that the industry had a series of conditions: take away driver's licences; let us on the board; have the government pay for part of the cost. You heard our answer: no, no and no.

Since then, there has been no contact, with myself or my office, asking for amendments or changes. Our position has been clear: support the legislation as written or not at all.

The Chairman: Honourable senators, I wish to thank our witnesses for coming out this afternoon. We could chat about this issue for a while longer, but, as it is, we have learned a lot from you.

Our next witness, honourable senators, is Mr. Mario Champagne.

Please proceed.

[Translation]

Mr. Mario Champagne, coordinator of the Alliance pour la lutte contre le tabagisme: Mr. Chair, I would like to thank you for this opportunity to speak before you this afternoon. Normally, when I speak in public, it is before young people in schools, students in medicine, so a fairly diverse audience. This is the first

mesure qui lui avait nui le plus depuis l'avènement du contrôle des produits du tabac, ce sont les taxes. Lorsque l'industrie du tabac s'est plainte d'avoir perdu des emplois depuis l'imposition de taxes, c'était en quelque sorte avouer que la mesure avait donné des résultats. L'industrie a donc décidé de changer son fusil d'épaule et a décidé de saboter cet argument. Elle s'est mise à produire des rapports expliquant que l'augmentation de taxes n'avait aucune incidence sur elle. Toutefois, les chiffres démontrent que les taxes lui ont bel et bien nui. Il n'y a pas si longtemps aux États-Unis, la campagne destinée aux jeunes «Campaign for Tobacco Free Kids» publiait un autre rapport étayant cela elle aussi.

[Français]

M. Gauvin: Pour vous donner un exemple: au Québec, avant la baisse des taxes, le pourcentage de jeunes de moins de 18 ans qui consommaient le tabac était de 19 p. 100 avant 1994. Après 1994, il est passé à 38 p. 100. Maintenant, il est aux environs 36 p. 100 chez les jeunes. C'est presque le double.

[Traduction]

M. Dampousse: Depuis qu'elle a lancé cette campagne, l'industrie du tabac vous a-t-elle demandé si elle pouvait faire partie de la fondation? Comment réagiriez-vous si l'industrie vous le demandait?

Le sénateur Kenny: L'industrie du tabac n'a pas vu le projet de loi avant qu'il soit déposé. Elle n'a pas envoyé non plus de mémoire avant que nous le rédigeons. La première fois que nous avons eu vent de ce qu'elle pensait, c'était lorsqu'elle a comparu au comité et que M. Bexon a témoigné. Si vous étiez là vous vous rappelez sans doute à quel point les membres du comité en sont restés bouche bée. Ce jour-là, vous avez entendu l'industrie émettre toute une série de conditions: retirer les permis de conduire; lui faire une place au sein du conseil d'administration; exiger du gouvernement qu'il paie une partie des coûts. Mais vous savez également quelle a été notre réponse: non, non et non.

Et depuis, personne n'a communiqué ni avec moi-même ni avec mes adjoints pour demander que l'on apporte des amendements ou des changements au projet de loi. Nous avons toujours dit qu'il fallait appuyer le projet de loi tel qu'il est libellé ou le rejeter.

Le président: Honorables sénateurs, je remercie nos témoins d'avoir comparu cet après-midi. Nous pourrions sans doute converser là-dessus encore quelque temps, mais nous avons déjà beaucoup appris en votre présence.

Nous accueillons maintenant M. Mario Champagne.

Vous avez la parole.

[Français]

M. Mario Champagne, coordonnateur de l'Alliance pour la lutte contre le tabagisme: Monsieur le président, je vous remercie du tremplin que vous me donnez cet après-midi. Lorsque je m'adresse à un public, habituellement, ce sont des jeunes en milieu scolaire, des étudiants en médecine, donc un public assez

time, to the best of my recollection, that I am addressing senators. I am honoured, and if I seem nervous, you will understand why.

I am the person in charge of the tobacco control program at the Quebec Public Health Branch. I am also the coordinator of the Tobacco Control Alliance in the Quebec City and Chaudière-Appalache region, which is made up of 12 organizations that are very active in tobacco control initiatives. Today, I am also representing the Student Sport Association of the Quebec City and Chaudière-Appalache region.

I do not intend to give an epidemiological profile of smoking rates among young people. You know them, because there has been a great deal of information on this in the media. We can conclude that smoking among young people has reached an alarming rate and is not decreasing.

In addition, I can see that we can be part of the solution to the problem, or part of the problem itself. I have opted to be part of the solution to the problem, and my presentation today is made in that context. I hope that everyone in this room is on the same side of the issue.

Bill S-15 must be passed. I would therefore like to emphasize the importance of this bill. This is the only valid solution that would provide proper funding and an independent structure that will allow us to develop some new approaches for anti-smoking campaigns.

Marketing and public health experts have often wondered about the approaches traditionally used by anti-smoking campaigns aimed at young people. Unfortunately, it has been shown that these approaches may not be as effective as we might think. The updating and developments in the area of tobacco products has lead us to do so research. At the moment, we think the new approaches, such as changing people's attitudes will work the best.

Earlier, some questions were asked about what we would do with money from an independent foundation. We in the Quebec City region have a great many ideas, we are quite creative. What prevents us from going further and being effective in our anti-smoking efforts is that we do not have the funding we require. Unfortunately, despite all our good will, the money is simply not available.

If we look at what has happened in the US, and in particularly at California, we see that eight years ago 30 per cent of young people smoked. That figure is now 6.9 per cent. Thus, in eight years they have managed to reduce the rate from 30 per cent to 6.9 per cent. This success was achieved because significant amounts of money were provided and because direct and indirect health care costs of \$8.4 billion were recovered: each dollar invested in the program resulted in revenues of \$3.62, or close to for \$4, for the government. If we followed the worst-case scenario, we could double the investment. This would be a huge victory, and that would be important.

In Massachusetts, there has been a 24 per cent reduction in smoking since 1996. This is important, because the officials there

diversifié. C'est la première fois, à ce que je me souviens, que je vais m'adresser à des sénateurs. Je suis impressionné, et si j'ai tendance à être nerveux, vous comprendrez.

Je suis le responsable du programme de lutte contre le tabagisme à la Direction de la santé publique de Québec. Je suis aussi le coordonnateur de l'Alliance pour la lutte contre le tabagisme dans la région de Québec et Chaudière Appalache qui regroupe 12 organisations très actives au niveau de la lutte contre le tabagisme. Aujourd'hui, je représente aussi l'Association du sport étudiant de la région de Québec et de Chaudière Appalache.

Je n'ai pas l'intention de vous faire un profil épidémiologique des taux de tabagisme chez les jeunes, vous les connaissez car les médias ont véhiculé beaucoup d'information. On peut conclure que le taux de tabagisme chez les jeunes est alarmant et ne va pas en diminuant.

D'autre part, je suis en mesure de constater que l'on peut faire partie des solutions du problème ou faire partie du problème. J'ai choisi de faire partie des solutions du problème, et ma présentation aujourd'hui va aller en ce sens. J'espère que tout le monde dans cette salle est du même côté de la clôture.

Il faut que le projet de loi S-15 soit adopté. Je réitère donc l'importance de ce projet de loi. C'est la seule solution valable qui donne droit à un financement adéquat et à une structure indépendante, qui permettront de mettre en valeur de nouvelles approches pour les campagnes antitabac.

Les spécialistes en marketing et en santé publique se sont souvent questionnés sur les approches traditionnelles des campagnes antitabac pour les jeunes. Malheureusement, on est en mesure de constater que ces approches ne sont peut-être pas aussi efficaces que l'on pourrait croire. La mise à jour et l'évolution du dossier des produits du tabac nous amènent à faire certaines recherches. Présentement, on croit que ce sont de nouvelles approches, telle la dénormalisation, qui seront les plus efficaces.

Plus tôt, des questions ont été posées à savoir ce que l'on ferait de l'argent d'une fondation indépendante. Nous, de la région de Québec, nous avons beaucoup d'idées, nous sommes assez créatifs. Ce qui nous empêche d'aller plus loin et d'être efficace dans notre lutte contre le tabagisme, c'est que les sous ne sont pas là. Malheureusement, malgré toute notre bonne volonté, les sous ne sont pas disponibles.

Si on prend l'exemple des expériences américaines et, en particulier, celle de la Californie, il y a huit ans, le taux de tabagisme chez les jeunes était de 30 p. 100. Il est maintenant à 6,9 p. 100. En huit ans, ils ont donc réussi à baisser le taux de 30 p. 100 à 6,9 p. 100. Cette réussite est grâce à l'injection de sommes importantes et à la récupération des frais de coûts de santé indirects et directs d'un montant de 8,4 milliards de dollars: chaque dollar investi dans le programme a rapporté à l'État 3,62 \$, soit près de 4 \$. Si on suivait le pire des scénarios, on pourrait doubler l'investissement. Ce serait déjà une grande victoire, ce qui est important.

Dans l'État du Massachusetts, depuis 1996, le taux de prévalence du tabagisme a diminué de 24 p. 100, ce qui est

invested a significant amount of money — I believe that there was an earlier reference to an annual amount of some \$40 million.

The best example of the effectiveness of campaigns to change young people's attitudes can probably be found in Florida. It was called the Truth campaign, and in two years, with over \$150 million from the tobacco industry — which it got from the fines it collected — they managed to reduce smoking among young people by up to 40 per cent: about 54 per cent among high school students and 24 per cent among students in grade five and six.

These are some classic examples of investments in tobacco control programs that produced some results in the very short term. I consider periods of two, three or four years very short term. Usually, we try to achieve a result after 10 or 15 years, and we hope then that we did not make any mistakes. However, these examples are very striking.

Before talking about the campaigns we have had in Quebec, I would like to mention the State of Washington, in the United States, where money was spent on this cause over 15 years. These investments had very little effect on reducing smoking rates because they had single focus and were very limited.

Smoking must be attacked on several fronts. If we attack it on one front only, I think we are shooting ourselves in the foot. It is therefore important not to denigrate the past, but rather to add some new approaches.

Public Health officials, the Tobacco Control Alliance, and particularly the members of the students sports program in all the schools — they reach all young people — have developed or adapted a campaign to change people's attitudes similar to the Truth Campaign in Florida.

This type of campaign works very well with young people. Before launching this campaign with the resources at hand — I call them survival resources — we asked young people some questions to find out what made them less likely to begin smoking or to not smoke at all.

They told us: "Look, we hate being manipulated." We managed to decode this message. Traditional approaches are always based on the individual and health problems. For young people, health problems are very remote. So this approach does not work.

However, when we tell young people that they are being taken in, that they are being manipulated, that they are being treated like idiots, then they react. Young people are usually opposed to authority, whether it comes from their parents, government or educators. So their initial position is to reject anything that looks like authority.

However, when they are told: "You are being had, you are being taken for idiots, you must be fed up," we can reach them. The Truth Campaign showed, without any doubt, that when young people are involved and when they are given a say they answer: "We are not idiots, we can understand and in particular, we can take a stand regarding a corporate citizen that is trying to kill us."

important, car ils ont investi des sommes importantes — je crois qu'il a été fait mention plus tôt d'une somme annuelle d'environ 40 millions de dollars.

Le plus bel exemple du taux d'efficacité des campagnes de dénormalisation auprès des jeunes est probablement celui de la campagne de la Floride, la campagne Truth, où en deux ans avec des sommes de plus de 150 millions de dollars, gracieuseté de l'industrie du tabac, — en passant, dû aux amendes qu'ils ont perçues — ils ont réussi à baisser jusqu'à 40 p. 100 le taux de tabagisme chez les jeunes: environ 54 p. 100 chez les jeunes du secondaire et 24 p. 100 pour les jeunes des 5^e et 6^e années.

Ce sont des exemples classiques d'investissements dans des programmes de lutte contre le tabagisme qui ont donné des résultats à très court terme. Quand on parle de période de deux, trois ou quatre ans, je considère que c'est à très court terme. Habituellement, on vise des effets au bout de 10 ou 15 ans, et on espère alors de ne pas s'être trompé. Toutefois, ces exemples sont très marquants.

Avant d'aborder le sujet des campagnes québécoises, j'aimerais vous citer l'exemple de l'État de Washington, aux États-Unis, où on a investi des sommes pendant 15 ans. Ces investissements ont eu très peu d'effet sur le taux de tabagisme à cause de l'orientation unidimensionnelle des programmes qui étaient très limités.

Le problème de la lutte contre le tabagisme doit être attaqué sur plusieurs fronts. Si on attaque seulement sur un front, je pense qu'on se tire dans le pied. Il est donc important de ne pas dénigrer le passé, mais plutôt d'ajouter de nouvelles approches.

La Santé publique, l'Alliance pour la lutte contre le tabagisme et, surtout, les membres du programme des sport étudiants dans toutes les écoles — ils rejoignent tous les jeunes — ont réussi à développer ou adapter un style de campagne de dénormalisation, du même style que la Campagne Truth, en Floride.

Ce genre de campagne auprès des jeunes est très efficace. Avant de lancer cette campagne avec les moyens du bord, — j'appelle cela des moyens de survie — on a posé des questions aux jeunes pour savoir ce qui les rendait moins enclin à commencer à fumer ou à ne pas fumer du tout?

Ils ont répondu: «Écoute, on déteste se faire manipuler.» On a réussi à décoder ce message. Les approches traditionnelles sont toujours basées sur l'individu et les problèmes de santé. Pour les jeunes, les problèmes de santé sont très loin. Donc, cette approche n'est pas efficace.

Par contre, quand on dit aux jeunes qu'il se font berné, qu'ils se font manipuler, qu'ils se sont fait prendre pour des idiots, à ce moment-là, ils réagissent. Les jeunes sont habituellement contre l'autorité, que ce soit celle des parents, des gouvernements ou des éducateurs. Ils rejettent donc d'emblée tout ce qui est autorité.

Par contre, quand on leur dit: «Vous vous faites berné, on vous prendre pour des idiots, vous devez en avoir assez», c'est de cette façon qu'on peut approcher les jeunes. La campagne Truth a démontré, sans l'ombre d'un doute, que lorsqu'on implique les jeunes et qu'on leur donner la parole, ils répondent: «On n'est pas des idiots, on est capable de comprendre et on est surtout capable

At the moment, we do not have the resources we need to mount a campaign of this type. That is unfortunate, because we know that such an approach works. We know that we have the potential to adapt it to our provincial and Canadian contexts. Bill S-15 would provide the funding we need to develop and refine a campaign of this type.

I'm just showing you a poster that we give to students during the leadership training. Imagine what type of impact it could have on a roadside billboard, or in a 30-second advertising spot. We must really respond to this industry, which uses some very sophisticated, clever, effective and some times even Machiavellian images. We could respond to their advertising with some counter-advertising.

Some times when I meet with young people, I feel like a football player all alone at center field, and I see the two teams on either side ready to tackle. And right then I do not know exactly what to do. Should I press ahead, should I run away? The same is somewhat true of the tobacco industry. It is all very well to have the best will in the world, but if you are all alone with very few resources, there is not much you can do.

Earlier, my colleagues spoke about some funds for schools in the Quebec City region. Between you and me, I would say that \$70 per school, per year, is a token amount more than anything else. The fact that some dollars would be added would definitely be very positive, it would be more symbolic than saying that we are investing money to try to solve the problem or to try to prevent it from happening. This would produce an impact, however minimal.

The CDC says that a country like ours should be spending between \$9 and \$22 per capita. Ohio spends \$33 per capita. At the moment, before the tax increase, the \$4 increase that has been announced, Canada was spending 66 cents per capita. Fortunately, following this increase in funding, the amount per capita is now around \$1.41 to \$1.50. That is a step in the right direction. However, we must not stop there. We must pass a law. If the law exists but is not enforced, it is of absolutely no use. We must have the funding we require to develop programs and strategies with a very short-term impact.

I have brought you in some examples of campaigns designed to change people's attitudes. These are campaigns that have been carried out and that could be used in the various Canadian provinces. With your permission, I will show you a video that illustrates exactly what these campaigns are like.

Before I show you the video, I would like to show you a few billboard advertisements. This is the type of campaign we should be advocating. We should be fighting fire with fire. At the moment, we are waging war using a slingshot, and we are up against people armed with bazookas. So it is not a fair fight. When you go to war, you must have the arms you require to make sure you have an impact. Bill S-15 would enable us to take a step

de nous positionner face à un citoyen corporatif qui essaie de nous tuer».

Nous n'avons pas présentement les moyens de faire ce type de campagne. C'est malheureux parce que nous savons que cette approche est efficace. Nous savons que nous avons le potentiel de l'adapter à notre contexte provincial et à notre contexte canadien. Le projet de loi S-15 nous donnerait le financement pour développer et davantage élaborer ce type de campagne.

Je vous présente seulement un carton, un «poster», que l'on donne à des étudiants au cours des stages de leadership. Imaginez l'impact que cela pourrait avoir sur un panneau sur bord de l'autoroute, ou dans une pub de 30 secondes. On doit vraiment répondre à l'industrie qui contrôle les images d'ailleurs très sophistiquées, très pensées et très efficaces et, parfois même, machiavéliques. On pourrait répondre à ce type de publicité en faisant une contre-publicité.

Parfois, lorsque je rencontre des jeunes, je me sens un peu comme un joueur de football sur le terrain, tout seul au centre, et je vois les deux équipes de chaque côté qui sont prêtes à foncer sur moi et, là, je ne sais pas trop comment réagir. Est-ce que je fonce? Est-ce que je m'en vais? C'est un peu le même principe avec l'industrie du tabac: on a beau avoir la meilleure volonté du monde, mais quand on est seul avec peu de sous, peu de moyens, on ne peut pas faire grand-chose.

Plus tôt, mes collègues parlaient de l'injection de fonds dans le milieu scolaire de la région de Québec. Entre vous et moi, 70 \$ par école, par année, c'est plus symbolique qu'efficace. Le fait d'ajouter des dollars serait sûrement très positif. Il serait plus symbolique que de dire que l'on prône et que l'on investit pour essayer de résoudre un problème ou essayer de l'empêcher. Cela permettrait certainement d'avoir un impact, si minime qu'il soit.

Le CDC suggère qu'un pays comme le nôtre devrait injecter entre 9 \$ et 22 \$ par habitant. En Ohio, on injecte 33 \$ par habitant. Présentement, avant la hausse des taxes, — la hausse de 4 \$ annoncée — le Canada injectait 0,66 \$ par personne. Heureusement que suite à l'injection de ces fonds, le montant par habitant est maintenant autour de 1,41 \$ à 1,50 \$. C'est déjà un pas dans la bonne direction. Il ne faut toutefois pas se limiter à cela. On doit adopter une législation. Si la législation existe et qu'elle n'est pas appliquée, cela ne donne absolument rien. On doit avoir des fonds pour développer des programmes, et développer des stratégies qui ont un impact à très court terme.

Je vous ai apporté, aujourd'hui, des exemples de dénormalisation. Ce sont des campagnes qui ont été faites et que l'on pourra mener dans les provinces à travers le Canada. Je vous montrerai un vidéo, si vous me le permettez, illustrant exactement ce qu'est la dénormalisation.

Avant de passer au vidéo, j'aimerais vous montrer quelques exemples de panneaux publicitaires. C'est ce type de campagne qu'il faut prôner. Quand on va à la guerre, il faut essayer de s'armer de la même façon que l'est l'ennemi. Présentement, nous allons à la guerre avec un «slingshot» contre des gens qui sont armés de bazoukas. La lutte est donc inégale et inéquitable. À la guerre, il faut s'armer suffisamment afin de s'assurer d'avoir un

in the right direction. It is a very good bill. You will tell me that I'm speaking in my own interest, but this bill really sends an alarm signal to the tobacco industry.

You have heard my colleagues speak about the games played by the tobacco industry and their PR people. Yes, they want to invest in a tobacco control foundation. They say that we should pass Bill S-15. But you do know that the tobacco industry is very manipulative. There is no point trying to hide from that fact. I think we have to realize that there are some hidden strategies.

It is all very well for the tobacco companies to say they support this bill. It is true that they do support it, but we must realize that cigarette manufacturers have had campaigns targeted at young people to get them to smoke more. Fortunately, these campaigns either had no effect or did not have the effect expected: young people did not smoke more or hardly did. However, one of their strategies was to tell young people not to smoke and they orchestrated all kinds of activities. And then, miraculously, they noticed that young people were smoking more. So they had found a way to make more money.

The fact that they are supporting Bill S-15 is not necessarily the thing. I think it is like having a fox in the chicken coop. I think we have to listen very carefully to what the industry is saying. We must consider that if the industry is supporting Bill S-15, it is a snow job in my view. They are just behaving like good corporate citizens.

That is my view, and as I often say, I respect it. I hope the others respect it as well. There is no smoke without fire. We must always be suspicious about good intentions, particularly those of the tobacco industry, which has been manipulating all of us for 60 years.

As you know, campaigns to change people's attitudes are not a new approach that just appeared on the scene a year ago. Changing attitudes about drinking and driving is a good example, as is the campaign to make people wear their seat belts. I think that we have found a lead now. The American experience shows that we can adapt this type of campaign to our cultural context, and possibly achieve good results with it in the end. In order to do that, we need money. The same thing always applies: without money, we get very few or no results. We must not forget that many players involved in the anti-smoking effort are pawns. When I say pawns, I am not really using it in a pejorative sense. They do their bit, and despite that, we do not achieve satisfactory results.

It is therefore important that we have the resources we require to develop our creativity so as to counter this advertising that is contaminating young people, and particularly the future of our country. Young people are our future: healthy young people are healthy brains. Sick young people result in a loss of productivity and they are less effective in achieving the common good.

impact. Le projet de loi S-15, nous permettrait de faire un pas dans la bonne direction. C'est un très bon projet de loi. Vous me direz que je prêche pour ma paroisse, mais ce projet de loi donnerait vraiment un signal d'alarme à l'industrie du tabac.

Vous avez entendu mes collègues parler du jeu de l'industrie du tabac et des relations publiques. Oui, ils veulent investir dans un fondation de lutte contre le tabagisme. Oui, on devrait adopter le projet de loi S-15. Vous savez tout de même que l'industrie du tabac est manipulatrice. On a beau se le cacher et faire l'autruche. Je crois qu'il faut réaliser qu'il y a quand même des stratégies cachées.

C'est bien beau de dire qu'ils appuient le projet de loi. Il est vrai qu'ils l'appuient, mais il faut réaliser que les fabricants de cigarettes ont fait des campagnes pour cibler les jeunes et les inciter à fumer davantage. Heureusement, ces campagne n'ont pas eu d'effets ou n'ont pas eu les effets escomptés: les jeunes ne fumaient pas plus ou presque pas. Par contre, une de leurs stratégies était de dire aux jeunes de ne pas fumer et ils orchestraient plein d'activités. Et, comme par miracle, ils se sont aperçus que les jeunes fumaient davantage. Ils avaient donc trouvé un filon.

Le fait qu'ils appuient le projet de loi S-15 n'est pas nécessairement une bonne chose. D'après moi, c'est comme envoyer un loup dans la bergerie. Je pense qu'il faut être très attentif aux discours véhiculés de l'industrie. Il faut prendre en considération que si l'industrie appuie ce projet de loi S-15, c'est, d'après moi, de la poudre aux yeux. C'est simplement une question de bon citoyen corporatif.

C'est mon opinion, et comme je le dis souvent, je la respecte. J'espère que les autres la respectent aussi. Il n'y a pas de fumée sans feu. Il faut toujours se méfier des bonnes intentions, surtout de celles de l'industrie du tabac qui, depuis 60 ans, nous manipule et manipule le public.

Vous savez que le processus de dénormalisation n'est quand même pas un processus descendu du ciel depuis un an. La dénormalisation de la conduite en état d'alcool, «drinking and driving» est un bel exemple, ainsi que celle visant le port de ceintures de sécurité dans les voitures. Je pense que présentement on a trouvé un filon: l'expérience américaine nous permet de dire que nous pouvons adapter ce genre de campagne à notre contexte culturel, et que, possiblement, nous obtiendrons de bons résultats en bout de piste. Et, pour arriver à un bon résultat, cela prend des sous. C'est tout le temps la même équation: pas de sous, pas de résultats ou peu de résultats. Il ne faut pas oublier qu'il y a beaucoup d'intervenants dans le domaine de la lutte contre le tabagisme qui sont des pions. Quand je dis des pions, ce n'est vraiment pas au sens péjoratif que je l'emploi. Ils font leur bout de chemin, et malgré cela, nous ne réussissons pas à avoir les effets qui nous satisfont.

Il est donc important de nous doter de moyens pour développer notre créativité afin de contrecarrer la publicité qui contamine les jeunes et surtout l'avenir du pays. Les jeunes sont l'avenir: des jeunes sont en santé, ce sont des cerveaux en santé. Les jeunes qui sont malades entraînent une perte de productivité et ils sont moins efficaces pour le bien de la collectivité.

This video shows a number of thirty second ads. There are about 20 of them, and the presentation lasts 14 minutes. However, what I can do, if you think that is too long, is to reduce it by presenting just some of the ads.

Video presentation.

Mr. Champagne: This is the type of ad we could develop and create based on our cultural context, using the funding that may be available. I would like to clarify and repeat that this is the approach that should be given preference, while not forgetting the other approaches that could be part of an overall strategy. There are many approaches that can be used to fight smoking.

Senator Nolin: Mr. Champagne, clause 31 of Bill S-15 mentions the evaluation of programs funded by the foundation.

I do not know whether you have looked at these clauses of Bill S-15. Are you satisfied with the system for evaluating the effectiveness of programs that receive funding? This would be mandatory.

Mr. Champagne: All projects and programs should be evaluated to determine their impact. Usually, people decide how much is needed to get the project off the ground, and they see that the program is evaluated. In order for projects to continue, we must know what impact they are having.

Senator Nolin: We must know whether the objectives have been met?

Mr. Champagne: Yes, whether the objectives have been met. The only way of meeting objectives is to evaluate the impact of the project. After studying the results, we must also decide whether to continue the program or adopt a different approach. A *sine qua non* condition of all projects is that they be evaluated and criticized.

Senator Nolin: Sub-clause 3 of clause 31 of the bill says that at least 10 per cent of the funds should be used to conduct the evaluations. Does that seem reasonable to you, too much, or not enough?

Mr. Champagne: For projects generally, the amount spent on evaluations varies between 10 per cent and 15 per cent. For some projects it is 20 per cent. However, 10 per cent is very reasonable, and within the normal range.

[English]

Senator Eyton: Mr. Champagne, is the incidence of youth smoking in Quebec different than in other parts of Canada?

[Translation]

Mr. Champagne: At the moment, we know that the smoking rate in the province of Quebec is 36 per cent.

Unfortunately, in recent years, Quebec has had a tendency to be one of the Canadian provinces with the most smokers. There are a number of reasons for that, and I do not want to go into them today, because the subject is quite complicated. In recent years,

J'ai réussi à regrouper sur ce vidéo quelques publicités d'environ trente secondes. Il y en a une vingtaine, et la présentation vidéo dure quatorze minutes. Par contre, ce que je peux faire, si vous jugez que c'est trop long, je peux réduire et sélectionner quelques publicités pour vous.

Présentation vidéo.

M. Champagne: C'est ce type de publicités que nous pourrions développer et créer, selon notre contexte culturel, avec les sommes d'argent qui pourraient éventuellement être injectées. Je tiens à préciser et surtout à répéter que cette approche doit être privilégiée, mais sans oublier les autres approches qui pourraient venir s'y greffer. Ce sont de multiples approches pour la lutte contre le tabagisme.

Le sénateur Nolin: Monsieur Champagne, à l'article 31 du projet de loi S-15, il est question de l'évaluation des programmes que seront financés par la fondation.

J'ignore si vous avez examiné ces quelques articles du projet de loi S-15. Êtes-vous satisfait du système d'évaluation de l'efficacité des programmes qui seront financés? Cela sera obligatoire.

M. Champagne: À la base, tout projet ou tout programme devrait être évalué pour en voir l'impact. De façon habituelle, on détermine les sommes nécessaires pour lancer le projet et on s'assure que l'évaluation est faite. Pour que le projet puisse continuer, il faut en connaître l'impact.

Le sénateur Nolin: Il faut savoir si les objectifs ont été atteints?

M. Champagne: Si on a atteint les objectifs, oui. La seule façon d'atteindre les objectifs, c'est d'évaluer l'impact du projet. On doit aussi prendre position, après étude des résultats, de continuer le programme ou de s'orienter dans d'autres directions. Une condition *sine qua non* reliée à chacun des projets développés est qu'il soit évalué et qu'on en fasse la critique.

Le sénateur Nolin: Au troisième paragraphe, de l'article 31 du projet de loi, il est fait mention qu'au moins 10 p. 100 des fonds doivent être consacrés aux évaluations. Cela vous apparaît-il raisonnable, trop, ou pas assez?

M. Champagne: Pour les projets en général, les fonds consacrés aux évaluation varient entre 10 p. 100 et 15 p. 100, pour certains projets c'est 20 p. 100. Toutefois 10 p. 100, c'est très raisonnable et c'est dans la norme.

[Traduction]

Le sénateur Eyton: Monsieur Champagne, le tabagisme chez les jeunes est-il plus ou moins fréquent au Québec qu'ailleurs au Canada?

[Français]

M. Champagne: Présentement on est en mesure de constater dans la province de Québec, que le taux de tabagisme est de l'ordre de 36 p. 100.

Malheureusement, la province de Québec, depuis les dernières années, tend à être parmi les provinces canadiennes où on retrouve le plus de fumeurs. Il y a plusieurs raisons pour cela et je ne veux pas les élaborer aujourd'hui car c'est un sujet assez complexe.

Quebec has been either first, second or third on the list of Canadian provinces in terms of the percentage of young people who smoke.

Senator Hervieux-Payette: It is important that you talk about the differences between the regions and Montreal. I think I have seen some statistics showing that in more remote areas, the rates were even higher.

Mr. Champagne: Yes, some statistics may show a higher smoking rate in some parts of the country. However, I think we have to look at this as a whole. When we do that, we can find some fairly universal approaches and solutions. There is a danger of taking action that is too focused, because sometimes, in order to deal with a very specific problem, we delay everything else.

Some regions are more affected than others. So effective action has to be taken locally. In answer to your question, yes, there are statistics that show that in some areas, perhaps in more isolated areas, tobacco use is higher in some respect.

Senator Hervieux-Payette: If we have a foundation that accepts projects, it might be important to ensure that the projects address the problem in different population groups. You were talking earlier about solutions or different ways of handling the projects, for example, billboards, television and educational programming. In remote regions where tobacco usage is higher, we should perhaps think about making greater efforts because they have limited resources for health programming for young people.

Mr. Champagne: There is no doubt that in the more remote areas health services and health care workers are less available and less accessible, so people often receive the standard programs. That is why it is important to have a foundation that would allocate more money where there are specific local and regional needs.

Within the general public, different cultural groups have different problems. For example, Asians, Hispanics, African Canadians and Caucasians all have specific health problems. So there needs to be enough funding to have a standard program with standard components but adapted to various regions.

I must admit that the program is currently not well developed because it needs considerable resources. Bill S-15, as I was saying at the beginning of my presentation, offers a solution which would enable us to further develop a program to meet the needs of these population groups.

[English]

Senator Kenny: My understanding was that you were not intending these ads as examples of ads for Quebec. They were ads that you had encountered elsewhere. In a program targeted at Quebec, there would be a different type of ad focused on the different groups in Quebec and the Quebec experience rather than what we saw just now.

Depuis les dernières années, la province de Québec est soit la première, la deuxième ou la troisième en tête de liste des provinces canadiennes en ce qui a trait au du taux de tabagisme chez les jeunes.

Le sénateur Hervieux-Payette: Il serait important que vous nous parliez des différences entre les régions et Montréal. Il me semble que j'ai vu des statistiques qui démontraient qu'en milieu éloigné, les taux étaient encore plus élevés.

M. Champagne: Oui, peut-être que certaines statistiques démontrent une taux de tabagisme plus élevé dans certains coins du pays. Par contre, je pense qu'il faut regarder cela dans son ensemble. Lorsqu'on regarde cela dans sa globalité, on peut trouver des approches et des alternatives assez universelles. Il y a danger d'intervenir de façon trop aiguë, car parfois, pour résoudre un problème de façon très spécifique, on retarde tout le reste.

Il y a certaines régions sont plus affectées que d'autres. Il faut alors intervenir davantage de façon locale et efficace. En réponse à votre question, oui, certaines données statistiques démontrent que dans certaines régions, peut-être plus éloignées, certains taux de tabagisme sont plus élevés.

Le sénateur Hervieux-Payette: Si on a un fondation qui accepte des projets, il faudrait peut-être faire en sorte que les projets soient en fonction du problème des différents milieux. Vous avez parlé tantôt de solutions ou de différents moyens de faire avancer les projets, par exemple, des panneaux réclame, la télévision et des programmes éducatifs. Il y a peut-être lieu aussi de penser qu'en milieu éloigné où il y a des taux plus élevées, des mesures plus importantes seraient à considérer puisque là, ils ont des moyens réduits consacrés à la santé des jeunes.

M. Champagne: On ne se le cachera pas, dans les coins plus éloignés du pays les services de santé et les intervenants sont moins disponibles ou et moins accessibles, donc bien souvent les gens reçoivent des programmes standards. D'où l'importance d'avoir une fondation qui allouerait davantage de fonds aux populations qui ont des besoins locaux et régionaux spécifiques.

Au sein de la population, il existe différents types de cultures qui amènent différents problèmes. Par exemple, les Asiatiques, les Hispaniques, les Afro-américains et les Caucasiens ont tous des problèmes qui leur sont particuliers. Il faut donc avoir assez de fonds pour mettre en place un programme standard avec des mesures standards mais spécifiques à certains coins du pays.

Présentement, en toute humilité, le programme n'est pas très développé parce qu'il nécessite des sommes importantes. Le projet de loi S-15, — comme je le disais en tout début de ma présentation — offre une solution qui permettrait de développer davantage un programme qui pourrait rejoindre ces populations.

[Traduction]

Le sénateur Kenny: J'avais cru comprendre que ces publicités ne devaient pas servir pour le Québec. Il s'agissait de publicités que vous aviez vues ailleurs. Si un programme devait viser particulièrement le Québec, les publicités seraient d'un genre différent, et elles mettraient l'accent sur les différents groupes vivant au Québec et sur l'expérience québécoise plutôt que sur ce que nous venons tout juste de voir.

[Translation]

Mr. Champagne: Senator Kenny, you are absolutely right. That is an example that could be developed, and as I often say, it could be adapted to our cultural and regional context. That example gives us a whiff, an idea of what we could do if we had more funding.

There are wonderful examples available, but in Canada and in the province of Quebec, we can use our own creativity in these models to adapt the program to changes in tobacco use and the needs of each region.

[English]

Senator Banks: You mentioned that in order to achieve a measurable result or a good result with a comprehensive plan, you need a lot of money. If I am a guy on the street, I know how tough it is to get the government to do things with its money. Here, the government is announcing a program in which it will spend nearly \$100 million a year. That sounds like a lot of money to me.

[Translation]

Mr. Champagne: You are absolutely right. When we talk about \$100 million — everything being relative — it is a lot of money when we do not have very much. But \$100 million is not much money when we already have a lot.

The government has just announced an investment of nearly \$100 million. That is a step in the right direction. However, in order to be effective, we need more funding. That \$100 million raises the spending per capita in Canada from 66 cents to a few dollars. As we know, international standards, or at least the American approach developed by the CDC, show that a complete and effective program, one that brings results, requires an investment of between \$280 million and \$740 million.

The Canadian government has made a fine gesture by injecting \$96 million. It must not stop there. If we want to be effective, it will take more money. I make the analogy with travelling on the highway; I can do my race in either a Porsche or a Volkswagen. I can start out and go some distance, but will the small car take me as far as the more powerful one? That is the question.

A blunt answer to your question would be that \$100 million is a lot of money, but it is not enough to achieve the objectives that have been set to reduce tobacco use.

[Français]

M. Champagne: Sénateur Kenny, vous avez absolument raison. C'est un exemple qui pourrait être développé, et comme je le mentionne souvent, il pourrait être adapté à notre contexte culturel et régional. Cet exemple sert à nous donner une saveur, une certaine essence de ce que nous pourrions faire si nous avions plus de fonds.

Nous avons de beaux exemples devant nous, mais au Canada et dans la province de Québec, nous pouvons exercer notre créativité, et à partir de ces modèles, nous pouvons ajuster le programme selon l'évolution du tabagisme et selon les besoins de chacune des régions.

[Traduction]

Le sénateur Banks: Vous avez dit que, pour qu'un plan exhaustif donne des résultats mesurables, voire de bons résultats, il vous fallait beaucoup d'argent. Il est évident qu'en tant que simple citoyen, il m'est difficile de convaincre le gouvernement de faire avec ses deniers publics ce qui me semble bon à moi. Or, le gouvernement nous annonce ici un programme de dépenses de presque 100 millions de dollars par an, ce qui me semble beaucoup d'argent.

[Français]

M. Champagne: Vous avez absolument raison. Quand on parle de 100 millions de dollars — tout étant relatif dans la vie — c'est beaucoup quand on en a peu. Et, 100 millions de dollars, ce n'est pas beaucoup quand on en a beaucoup.

Présentement le gouvernement a annoncé un investissement de près de 100 millions de dollars. C'est un pas dans la bonne direction. Toutefois, pour être efficace, il en faut davantage. Ces 100 millions de dollars haussent le montant de 0,66 \$, présentement investit par Canadien, à quelques dollars de plus. On sait que selon les normes internationales, ou bien selon l'approche américaine du CDC, on croit que pour investir dans un programme complet et efficace et surtout avoir des résultats, il faut investir entre 280 millions et 740 millions de dollars.

C'est un geste notable que le gouvernement du Canada a posé en injectant 96 millions de dollars. Il ne faut pas s'arrêter là. Si on veut être efficace, il faut avoir plus d'argent. Je vois cela un peu comme étant sur l'autoroute: je peux, effectivement, faire une course avec une Porsche ou avec une Volkswagen. Je vais réussir à décoller et à faire un certain chemin, mais par contre, est-ce que la petite voiture va m'amener au même chemin que la voiture la plus puissante? C'est la question que je me pose.

Pour répondre de façon très draconienne à votre question, 100 millions de dollars c'est beaucoup, mais ce n'est pas suffisant pour les financer les objectifs qui ont été fixés pour réduire le tabagisme.

[English]

Senator Banks: Will you or the people that you represent undertake to make representations to parliamentarians? Do you think you will be able to convince them that this is not enough money? Bear in mind that a member of the House of Commons or his or her constituents know that this segment of the economy or this segment of the country or these people are after, with very good reason and deservedly so, \$500 million or \$700 million. We cannot accommodate that. The money is not there. Everyone has to be satisfied with less. Will you make an effort to convince members of the House of Commons that this case is so unique that they must make an exception? We know what the critical mass is, and anything less is like giving someone a quarter of the pill that can cure them.

[Translation]

Mr. Champagne: I believe that we need to start by requesting funding and demonstrating in a very rational way the needs that have been identified. Everyone wants to share this money, because everything is a priority. However, scientists will tell you that the number one problem in public health is tobacco use, and more particularly, tobacco use among young people, who are the future. If we want to invest not just to reduce health costs, but also to help young people who represent the future and who will be taking over from us, I believe that the funding that has been invested and the funding that is being sought are justified.

You are right in saying that we have always had to fight to get funding. This cause is a reasonable one. We need to make the effort to ask for funding and to justify the need. I believe that if we write up our request properly, we can obtain some funding. Of course, it needs to be a major and justifiable investment. It is good to get \$100 million, but is it enough to be effective?

I quite agree with your comment that everyone wants a piece of the pie. We have the advantage of having a solid argument: Tobacco use is the number one cause of death.

[English]

The Chairman: I do not think there is any question your case is number one. Thank you, Mr. Champagne, for appearing. Your testimony has been most interesting.

I notice everyone has used the automobile analogy. Has the Villeneuve family really taken over here?

[Translation]

Mr. Champagne: I would like to mention, Mr. Chairman, a survey that was done in school boards in the Quebec City region. Students in the school were asked which sports were most popular. Hockey was at the top, since it is a religion with us and our national sport; basketball was third and Formula 1 racing was second. As far as I know, we have never done any publicity or had schools competing with each other in a Formula 1 league. So you can see the effect of advertising on young people. Patrick Carpentier and Jacques Villeneuve, unfortunately, do not have

[Traduction]

Le sénateur Banks: Voulez-vous vous engager au nom de ceux que vous représentez à saisir les parlementaires de vos griefs? Pensez-vous réussir à les convaincre que cette somme ne suffit pas? N'oubliez pas que tout député et ses électeurs savent que ce secteur-ci de l'économie, ou ce secteur-ci du pays, ou encore ces gens-là exigent — et pour de très bonnes raisons — de 500 à 700 millions de dollars. Nous ne pouvons accéder à cette demande, car nous n'avons pas l'argent. Chacun doit se contenter de moins. Allez-vous tenter de convaincre la députation que cette affaire-ci est à ce point unique en son genre qu'elle mérite d'être traitée comme une exception? Nous savons qu'elle est la masse critique, et toute somme moindre équivaut à donner à un malade un quart de la pilule qui le guérira.

[Français]

M. Champagne: Je crois qu'il faut d'abord faire une demande et prouver de façon très rationnelle les besoins qui sont identifiés. Tout le monde veut se partager ces sommes budgétaires, parce que tout est une priorité. Par contre, les scientifiques vous diront que le problème numéro 1 en santé publique est le tabagisme, et plus particulièrement, le tabagisme chez les jeunes qui sont l'avenir. Si on veut investir pour non seulement réduire les coûts de soins de santé, mais aussi aider la jeunesse qui représente le futur et qui est appelée à nous remplacer, je crois que les sommes investies et les sommes demandées sont justifiées.

Vous avez absolument raison, c'est un débat féroce que nous devons livré tout le temps pour obtenir des fonds. La cause que nous avons présentement entre les mains n'est pas farfelue. Il faut faire l'effort de demander et de justifier. Je crois que si notre demande est bien rédigée, nous sommes en mesure d'obtenir certaines sommes. Évidemment, les sommes doivent être grandes et justifiables. Cent millions de dollars, oui, c'est intéressant, mais est-ce assez pour être efficace?

J'abonde dans le sens de votre commentaire: tout le monde demande sa part du gâteau. Nous avons l'avantage d'avoir un argument cause solide: le tabagisme est la cause numéro un des décès en santé publique.

[Traduction]

Le président: Il ne fait en effet aucun doute que votre argument est des plus solides. Monsieur Champagne, merci d'avoir comparu. Votre témoignage nous a beaucoup éclairés.

Je remarque que la comparaison avec le monde de l'automobile est généralisée. Est-ce parce que la famille Villeneuve est arrivée là-bas en trombe?

[Français]

M. Champagne: J'aimerais mentionner, monsieur le président, que dans la région de Québec, on a fait un sondage auprès des commissions scolaires. On a demandé aux étudiants, les jeunes dans les écoles, ce qui était le plus populaire au niveau du sport. Au premier rang, on retrouve le hockey, qui est une religion pour nous, notre sport national; en troisième place, on retrouve le basket-ball et, en deuxième place, c'est la Formule 1. À ce que je sache, nous n'avons jamais fait de publicité et formé de ligue interscolaire de Formule 1. Vous pouvez ainsi voir l'effet de la

health promotion messages on their helmets or their cars. So there is a word to the wise!

[English]

The Chairman: Thank you. It shows up in the Montreal rush hour.

Our next witnesses, honourable senators, are representatives of the Conseil québécois sur le tabac et la santé and the Canadian Cancer Society.

Please proceed.

[Translation]

Mr. Marcel Boulanger, President, Conseil québécois sur le tabac et la santé: Mr. Chairman, I would first like to express my appreciation to Senator Kenny for having taken up the pilgrim staff a third time to introduce this bill in which he has put so much passion and energy, so much thought and hard work. I congratulate him. His example has energized and inspired us.

I am here today as President of the Conseil québécois sur le tabac et la santé. I am also here as a doctor, nearly retired now, who very early in my career, became aware of the problems created by tobacco use. First of all, there were the lung cancer patients we operated on at the Hôpital Notre-Dame, and then I worked at the Institut de cardiologie where, incidentally, I was the first successor to Dr Paul David when he retired as medical director. I have therefore had the opportunity for a very long time to see the health problems created by tobacco.

Second, I am here as a grandfather, contrary to one of the ads, which says that it is not a personal matter. Yes, it is a personal matter. As a grandfather, it upsets me to think that the eight pink lungs of my grandchildren represent the future of the tobacco industry. I can assure you that if I have the good fortune to become a great grandfather, I will still be active on this issue.

Before giving the floor over to Mr. Bujold, our executive director — we do not want to bore you with this because you have heard enough about our reservations concerning the tobacco industry's support — I would just like to summarize our position in the following way.

As you know, Voltaire questioned the existence of God. He said:

The universe perplexes me and I cannot imagine how this clock can work without a clock maker.

Maybe we can use the same reasoning here. Where the tobacco industry's action is concerned, I can say that it perplexes me and I cannot imagine that the industry really wants Bill S-15 to be passed with no strings attached.

We will say no more than that. We have the same reservations as all the others. I have told you who I am, and I will now tell you who we are. For 25 years, the Conseil québécois sur le tabac et la

publicité sur les jeunes. Patrick Carpentier et Jacques Villeneuve n'ont malheureusement pas de message de santé sur leur casque et sur leur bolide. Donc, je dirais, à bon entendeur, salut!

[Traduction]

Le président: Merci. C'est au moment de l'heure de pointe à Montréal.

Nous accueillons maintenant des représentants du Conseil québécois sur le tabac et la santé et la Société canadienne du cancer.

Vous avez la parole.

[Français]

M. Marcel Boulanger, président, Conseil québécois sur le tabac et la santé: Monsieur le président, je voudrais d'abord rendre hommage au sénateur Kenny, d'avoir pris, une troisième fois, le bâton de pèlerin pour présenter un projet dans lequel il a mis tant de cœur et tant d'énergie, tant de cerveau et tant de sueur. Je le félicite. Pour nous, je dois vous dire qu'il est un exemple tout à fait enthousiasmant et inspirant.

Je suis ici à titre de président du Conseil québécois sur le tabac et la santé. J'y suis aussi à titre de médecin, pratiquement à la retraite maintenant, qui au cours de sa carrière a été très rapidement sensibilisé aux problèmes reliés au tabagisme. D'abord lors des cas de cancer du poumon qu'on retirait en chirurgie à l'Hôpital Notre-Dame, et ensuite à l'Institut de cardiologie où, incidemment, j'ai été le premier successeur du docteur Paul David lorsque celui-ci a pris sa retraite, à titre de directeur médical. J'ai donc l'occasion depuis très longtemps de me sensibiliser au problème du tabagisme comme problème de santé.

Deuxièmement, je suis ici à titre de grand-père, contrairement à une des pubs où on disait: «Ce n'est pas une question personnelle.» Oui, c'est une question personnelle. Comme grand-père, il me répugne de penser que les huit poumons roses de mes petits-enfants représentent l'avenir de l'industrie du tabac. Je puis vous assurer que si j'ai la chance d'accéder à la situation d'arrière grand-père, je serai encore dans le décor.

Avant de passer la parole à monsieur Bujold, qui est notre directeur général, — on ne veut pas vous ennuyer avec cela parce que vous avez suffisamment entendu les réserves que nous avons sur l'appui de l'industrie du tabac — j'aimerais tout simplement résumer notre position de la façon suivante.

Vous savez que Voltaire se posait des questions sur l'existence de Dieu. Il disait:

L'univers m'embarrasse et je ne puis songer que cette horloge marche et n'ait point d'horloger.

On pourrait peut-être pasticher cela. En ce qui a trait à l'action de l'industrie de tabac, je me dis que son action m'embarrasse, et je ne puis songer qu'elle veuille vraiment, sans fil attaché, que le projet de loi S-15 soit accepté.

Bien voilà, nous nous en tiendrons à cela. Nous avons autant de réserves que tous les autres. Je vous ai dit qui je suis, et je vais maintenant vous dire qui nous sommes. Depuis 25 ans, le Conseil

santé has been working with many other Québec and Canadian organizations to reduce smoking.

Our organization brings together some 20 associations that include anti-smoking campaigns among their activities. Among our members are the Canadian Cancer Society, the Fondation des maladies du coeur du Québec, the Association des médecins de langue française du Canada, the Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, the Ordre des pharmaciens du Québec, the Ordre des inhalothérapeutes du Québec and the Fondation québécoise du cancer, to name just a few. All these groups have as part of their mandate a deep concern about health issues.

Mr. Mario Bujold, Coordinator, Conseil québécois sur le tabac et la santé: Mr. Chairman, I would also like to thank you for allowing us this opportunity to comment on Bill S-15.

Our activities centre primarily on information and education designed to protect the health of Quebecers in general but also the upcoming generations, young people who are still in their early years and may begin smoking if we do not act in time.

For almost 10 years now, we have been addressing the issue of smoking among young people. More specifically, over the past six years, we have implemented a program called «Cool kids do not smoke,» which is run by young people for young people. They are the key to this program: They make presentations and work with other young people. Over the past six years, this program has reached more than 150,000 young people in Quebec in more than 300 schools and youth homes. This is a large number, but it is relatively small in the Quebec context.

In fact, there are over 1,000 secondary schools and nearly 3,000 primary schools and other institutions for young people. So we have reached part of the youth population in Quebec.

Bill S-15 is a source of great pride for us because it treats smoking as the major problem that it is. Unfortunately, over the past 50 years — since we have become aware of the effects of smoking on health — we have not invested enough resources and effort in effectively reducing smoking among young people. So it is with renewed pride, one might say, and with relief that we greet the introduction of Bill S-15, which we fully support.

Despite all the efforts that have been made in recent years — our Council, as our president mentioned, has existed now for 25 years — it is clear that the results are unsatisfactory, since the rate of smoking is still very high among young people. These statistics have already been mentioned and you have heard them many times. Smoking rates are not only high but have been on the rise in some parts of the country over the past few years. Given that fact, it is obvious that we lack the resources needed to resolve this problem effectively and adequately.

québécois sur le tabac et la santé travaille à réduire le tabagisme, de concert avec de nombreux organismes québécois et canadiens.

Notre organisme regroupe une vingtaine d'associations qui comptent parmi leurs activités la lutte contre le tabagisme. Nous avons le privilège de compter sur le partenariat de la Société canadienne du cancer, la Fondation des maladies du coeur du Québec, l'Association des médecins de langue française du Canada, l'Ordre des infirmières et infirmiers, l'Ordre des pharmaciens du Québec, l'Ordre des inhalothérapeutes du Québec et la Fondation québécoise du cancer, pour ne nommer que quelques groupes. Ce sont tous des gens qui ont tout dans leur mission un préoccupation profonde en matière de santé.

M. Mario Bujold, coordonnateur, Conseil québécois sur le tabac et la santé: Monsieur le président, je vous remercie à mon tour de nous permettre de vous présenter notre point de vue sur le projet de loi S-15.

L'action de notre Conseil est essentiellement un travail d'information et d'éducation qui vise à protéger la santé des québécois, des québécois de façon générale mais aussi des futures générations, des jeunes qui sont aujourd'hui encore tout jeunes et qui risquent de commencer à fumer si on n'intervient pas à temps.

Depuis près de dix ans, notre Conseil se préoccupe de la question du tabagisme chez les jeunes. Plus précisément, au cours des six dernières années, nous avons mis sur pied un programme qui s'appelle «La gang allumée pour une vie sans fumée», un programme fait par des jeunes pour des jeunes. Les jeunes sont vraiment au coeur de cette action: ils font des présentations et des interventions auprès de d'autres jeunes. Ce programme, au cours des six dernières années, nous a permis de rejoindre directement plus de 150 000 jeunes au Québec, dans plus de 300 écoles et maisons de jeunes. Trois cents écoles et maisons de jeunes c'est beaucoup, mais c'est encore très peu par rapport à ce que l'on retrouve au Québec.

En fait, il y a plus de 1 000 écoles secondaires, et près de 3 000 écoles primaires et plusieurs maisons de jeunes. On est donc présent auprès d'une partie de la clientèle des jeunes du Québec.

Le projet de loi S-15 est la source d'une grande fierté pour nous parce qu'il traite le problème du tabagisme à la mesure auquel il a droit, en fait. Malheureusement, au cours des cinquante dernières années, — depuis que l'on connaît les effets du tabac sur la santé — on n'a pas investi suffisamment de ressources et de moyens pour en arriver à des résultats efficaces pour réduire le tabagisme chez les jeunes. C'est donc avec une fierté renouvelée, si l'on veut, et avec soulagement que nous voyons l'arrivée du projet de loi S-15 et que nous l'appuyons complètement.

Malgré tous les efforts des dernières années, — notre Conseil, comme notre président le mentionnait, existe depuis maintenant 25 ans — on doit constater que ces efforts ne sont pas satisfaisants, puisque le taux de tabagisme est encore très élevé chez les jeunes. On a déjà parlé de ce constat et vous en avez entendu parler à maintes reprises. Le taux de tabagiste est non seulement élevé, mais il est à la hausse dans certaines régions du pays depuis quelques années. Face à ce problème, il faut en arriver à l'évidence que l'on n'a pas suffisamment de ressources pour résoudre ce problème de façon efficace et adéquate.

In 1994, when we had the problem with cigarette smuggling and lower taxes on cigarettes, statistics showed that smoking among young people had doubled in a space of five years in Quebec. Since then, the rate has more or less stabilized. However, we still have the highest rate of smoking in Canada; unfortunately, it is Quebec that holds this sorry record.

This public health tragedy — and I do mean tragedy, since 30 per cent of the population has a smoking habit, and one smoker in two will die of consequences related to tobacco use — has reached epidemic proportions. This epidemic calls for solutions that are equal to the problem. The legislation proposed by Senators Kenny and Nolin should therefore be approved, and we give it our full support. This bill is important, and it is essential that it be passed as quickly as possible. The longer it is delayed — and a number of years have passed already since earlier bills were tabled — the more deaths there will be and the greater the number of young people who will take up smoking.

In Quebec, 50 young people begin smoking every day. Each day that the passing of this bill is delayed means more young people will become addicted to tobacco. At some point, some of them will want to quit smoking but, as most of them find out after smoking for a few years, they will not be able to stop. Unfortunately, as the years go by, smokers will become ill and one in two will likely die from causes related to tobacco use. The facts are therefore striking and we must act quickly on this issue.

We would have liked to bring some young people with us today. Unfortunately, because of examinations and other things, it was not possible. Nevertheless, I would like to communicate to you some of the messages that these young people have given us.

We have worked for many years with young people and, day after day, we come face to face with the concerns that young people have on this issue. One might wonder whether or not young people take no notice of it, whether, in the end, they are not concerned about the problem of tobacco use. This is definitely not the case, because when we ask young people, they tell us that it is an important problem and that most of them want to stop smoking but cannot.

How can we help them? The bill is in itself an answer to this question. Young people will tell us that they come to realize — not when they begin smoking, because they take it up to imitate and be like their friends — after several years that they are slaves to their habit. They are victims of this dependency. Once they begin to understand how hard the tobacco industry works to sell them a certain image and to show them that smoking is a way of being “cool” and popular, and they suddenly see that this is not the way things really are, they realize that they can be “cool” without smoking, without being addicted to a product. They want to quit smoking, but they aren’t successful. At this point, young people see that it doesn’t make sense: they want to stop smoking but are unable to, and they need help.

Au moment du problème de la contrebande et de la baisse des taxes sur le tabac, en 1994, les statistiques démontraient que le taux de tabagisme chez les jeunes avait doublé en l’espace de 5 ans au Québec. Le taux s’est un peu stabilisé depuis. Il n’en demeure pas moins que nous avons le taux de tabagisme le plus élevé au Canada. C’est malheureusement le Québec qui détient ce record peu enviable.

Cette tragédie au niveau de la santé publique — et je dis bien tragédie, puisque 30 p. 100 de la population a une dépendance au tabac, et un fumeur sur deux va mourir des conséquences du tabagisme — est une épidémie. Face à cette épidémie, il faut des mesures à la hauteur du problème. Dans ce sens, le projet de loi des sénateurs Kenny et Nolin ne peut qu’être approuvé, et c’est ce que nous faisons complètement. Ce projet de loi est important, il est très important de l’adopter dans les meilleurs délais. Plus on retarde l’adoption du projet de loi, — et il y a déjà plusieurs années que les projets de loi antérieurs ont été initiés — plus il y a de mortalité, plus il y a de jeunes qui commencent à fumer.

Au Québec, 50 jeunes commencent à fumer chaque jour. Chaque jour de délai dans l’adoption du projet de loi, fait en sorte qu’il y a des jeunes qui deviennent accrochés au tabac. Certains voudront, éventuellement, arrêter de fumer, et n’y arriveront pas, comme la plupart des jeunes le constatent après quelques années de consommation. Malheureusement, avec les années, les fumeurs deviendront malades, et une personne sur deux mourra probablement des effets du tabagisme. C’est donc une réalité criante. Il faut intervenir rapidement sur cette question.

Aujourd’hui, on a voulu amener des jeunes avec nous. Malheureusement, pour des questions d’examen et autres, cela n’a pas été possible. Je voulais quand même vous livrer quelques messages donnés par certains jeunes.

On travaille depuis de nombreuses années avec des jeunes, et on constate jour après jour, la préoccupation qu’ont les jeunes par rapport à cette question. On pourrait se dire: « Est-ce que c’est quelque chose qui leur passe par-dessus la tête, et qu’en fin de compte, les jeunes ne se préoccupent pas du problème du tabagisme? » Il ne faut surtout pas penser comme cela, parce que lorsqu’on pose la question aux jeunes, on constate que pour eux c’est un problème important, et que la plupart d’entre eux veulent arrêter de fumer, mais ils n’y arrivent pas.

Que pouvons-nous faire pour les aider? Le projet de loi est en soi une réponse à cette question. Quand on questionne les jeunes, on voit qu’ils se rendent compte — pas quand ils commencent à fumer, car ils le font plus pour imiter et pour faire comme les amis — après quelques années, qu’ils sont victimes de leur habitude. Ils sont victimes de cette dépendance. Et quand ils commencent à comprendre tout le travail de l’industrie du tabac, qui essaye de leur vendre une certaine image et de leur montrer que fumer c’est une façon d’être «cool» et populaire, et que tout à coup, ils se rendent compte que ce n’est pas cela la réalité, ils réalisent qu’ils peuvent être «cool» sans fumer, sans être dépendants d’un produit. Ils veulent arrêter de fumer, mais n’y arrivent pas. À ce moment, les jeunes disent que cela n’a pas de sens, ils veulent réussir à arrêter de fumer, mais ils n’y arrivent pas, et ils ont besoin d’aide.

I will quote what some young people have already written for us on this subject. These are the words of a 13-year-old girl named Kim, who is a member of our “Cool kids do not smoke” program that we run in schools. She put it like this:

It's absolutely forbidden to sell cigarettes to teenagers in Canada. But there are a lot of stores that do not even try to respect this law, even though it's designed to protect us... A convenience store shouldn't be helping to undermine young people's health — kids often do not understand all the dangers that cigarettes pose.

These are the words of a 13 year old who realizes, in fact, because she sees it happening too, that it is very easy to get cigarettes at convenience stores or in any other store, almost anywhere, despite the fact that it is illegal to sell cigarettes to young people. The law says that people under 18 years of age should not have tobacco in their possession.

Other young people have also written to us with slightly different views. Florence Cardinal, a 14-year-old girl, said this:

I smoke because I started to smoke and now I can't stop.

It's a problem at 14 years of age. Another 13-year-old girl from Dolbeau, Karine, wrote:

I think cigarettes pollute and I think it's awful that nine- or ten-year-old kids are starting to smoke.

A young woman named Isabelle, aged 17, said:

I'd like to stop smoking but I can't.

We see from these comments that there are concerns and doubts on the part of young people. They need help and resources to break free of their habit. If we multiplied these statements by 100,000, we would perhaps have a clear picture of how Quebec young people feel about this issue.

That having been said, the available resources are inadequate. The Centers For Disease Control in the United States is one of the organizations that has wide experience in this area. It has examined the issue of financing and concluded that, in order to have an effective and comprehensive program that yields results like those in the United States, in Florida, in Massachusetts and in other places, more money must be invested.

According to the Centers, between \$280 million and \$740 million should be invested every year to obtain an effective program for a country with a population the size of Canada's. The federal government's current investment of \$98 million is a step in the right direction, but it is clearly inadequate. The experts say that an investment of between \$280 million and \$740 million is required. Bill S-15 is aimed at something in this range and would make it possible to reach these targets.

I would remind you that the tobacco industry spends the equivalent of \$200 million every year in Canada to promote its products. We must always keep this in mind. The industry has been doing this for many years. It is because of these accumulate efforts that people have a certain perception of tobacco use. Why

Je vous donne quelques citations de jeunes qui nous ont déjà écrit sur la question. Je vous lis un propos d'une jeune fille de 13 ans qui s'appelle Kim, et qui est membre de «La gang allumée pour une vie sans fumée», le programme que l'on fait dans les écoles. Elle nous dit:

La vente de cigarettes aux adolescents est strictement défendue au Canada. Pourtant, il y a un grand nombre de commerces qui ne respectent aucunement cette loi destinée à nous protéger. Un lieu tel qu'un dépanneur ne devrait pas être complice de la détérioration de la santé des jeunes qui méconnaissent souvent les dangers reliés à la cigarette.

C'est une jeune de 13 ans qui réalise, en fait, parce qu'elle le voit aussi, qu'il est très facile de se procurer des cigarettes chez les dépanneurs et un peu partout dans n'importe quel commerce, malgré le fait que ce soit illégal de vendre ce produit aux jeunes. En fait, la loi dit, les moins de 18 ans ne devraient pas se retrouver avec du tabac en leur possession.

D'autres jeunes nous écrivent pour exprimer un point de vue un peu différent. Une jeune fille, Florence Cardinal, 14 ans, dit:

Moi, je fume parce que j'ai commencé à fumer et maintenant je ne suis plus capable d'arrêter.

À 14 ans, c'est un problème. Une autre jeune fille de 13 ans de Dolbeau, Karine, dit:

Je trouve que la cigarette pollue et je trouve ça terrible que des jeunes de neuf ou dix ans commencent à fumer.

Une autre, Isabelle, qui a 17 ans, dit:

J'aimerais ça arrêter de fumer mais j'en suis incapable.

On s'aperçoit d'après ces commentaires qu'il y a une préoccupation et un questionnement de la part des jeunes. Ils ont besoin d'aide et de ressources pour pouvoir se libérer de leur dépendance. Si on multipliait par 100 000 ces témoignages, on aurait peut-être le portrait de la préoccupation des jeunes au Québec.

On l'a dit, les ressources sont insuffisantes. Il y a des organismes chevronnés en la matière, comme les Centers For Disease Control aux États-Unis, les CDC qui ont déjà, en fait, statué sur cette question, et qui sont arrivés à la conclusion que pour avoir un programme efficace et articulé, qui donne les résultats qu'on connaît aux États-Unis, en Floride, au Massachusetts, et à autres endroits, cela prend un investissement plus important.

Pour la population du Canada, le CDC dit qu'il faudrait investir entre 280 million et 740 millions de dollars par année pour arriver à l'efficacité nécessaire. L'investissement actuel de 98 millions de dollars du gouvernement fédéral est déjà un pas dans la bonne direction, sauf que c'est nettement insuffisant. Les experts en la matière disent qu'il faut investir entre 280 millions et 740 millions de dollars. Le projet de loi S-15 vise tout à fait cette portée et permettrait d'atteindre ces objectifs.

Je le rappelle, l'industrie du tabac dépense au Canada l'équivalent de 200 millions de dollars par année pour promouvoir son produit. Il ne faut jamais s'enlever cela de l'esprit. L'industrie le fait depuis de nombreuses années. Ce sont ces efforts accumulés qui font aussi que les gens ont une certaine perception

do young people, among others, still see smoking as a way to become an adult, a means of affirming oneself? The answer lies in the imagine that tobacco company advertising continues to associate with models and heros such as Jacques Villeneuve: winners, real grown-ups, smoke cigarettes. Advertising and adult behaviours have an influence and, generally speaking, are the reason we have this big problem.

The industry promotes a product that the government would really like to see disappear, because tobacco use is a health problem. However, this industry invests more money in selling its product than the government invests in its anti-smoking campaigns. It is a crazy situation, but it is indeed a real one. We must truly ask ourselves some hard questions. We have to take effective steps to halt this epidemic and prevent the problem from spreading. We must take effective action to reduce tobacco use, particularly among young people.

Perhaps we have reached a stage where regulations are necessary. We should deal with the issue of cigarettes and tobacco products in general in the same way that we deal with any consumer product that may affect health.

I will give you an example. Recently, newspapers reported that Irving Oil has decided to develop fuel that has a lower sulphur content. Sulphur is a product that causes major atmospheric pollution.

The Government of Canada estimates that, as a result of lower sulphur levels in fuel, there will be 2,100 fewer premature deaths, 93,000 fewer cases of bronchitis, 5 million fewer asthma attacks, and 11 million fewer multiple respiratory tract complications, in the next 20 years.

Consequently, if we can regulate a product like automobile fuel so that it causes less air pollution, with the figures we have, we can regulate tobacco. Imagine what we could accomplish if we had more regulations applying to tobacco, which we know contains at least 50 to 60 carcinogens products and over 4,000 chemicals. We have the power to do it. Governments have the power to regulate products like tobacco. No only do governments have this power, but we also have the technology to extract certain substances from cigarettes, to extract nicotine which, as you know, is addictive. There could be regulations to control or reduce nicotine rates. This is one of the things that could be done, once there is a commitment to find solutions so that the problem of tobacco use will not go on forever.

In closing, on behalf of the young people of Canada, on behalf of the young people of Quebec, and on behalf of the organizations that we represent, we say to you that now is the time to take effective action to prevent and reduce the use of tobacco in Canada. That is why we support Bill S-15 unreservedly and urge that it be passed as soon as possible.

du tabagisme. Pourquoi les jeunes, entre autres, perçoivent-ils encore le tabagisme comme une façon de devenir adulte, une façon de s'affirmer? La réponse en est une de l'image que la publicité des compagnies de tabac continue d'associer aux modèles ou aux héros, tel Jacques Villeneuve. Les gagnants, les vrais adultes, fument la cigarette. C'est l'effet de la publicité et des comportements des adultes qui entrent en ligne de compte et qui font que, globalement, on se retrouve avec un gros problème.

L'industrie fait la promotion d'un produit que le gouvernement aimerait bien voir disparaître parce que le tabagisme est un problème de santé. Toutefois, cette industrie investit plus d'argent pour vendre son produit que ce que le gouvernement met dans ses campagnes pour enrayer le tabagisme. C'est insensé comme situation, mais c'est pourtant bien réel. Il faut vraiment se poser des questions là-dessus. On doit agir de façon efficace pour arrêter cette épidémie, et empêcher que ce problème prenne de l'ampleur. On doit être efficace pour réduire le tabagisme, chez les jeunes en particulier.

Nous en sommes peut-être rendus à l'étape où nous devrions réglementer. Nous devrions traiter la question de la cigarette et des produits du tabac en général, au même titre que nous traitons n'importe quel produit de consommation qui peut avoir un effet sur la santé.

Je vous donne un exemple. Récemment, on lisait dans des journaux que la compagnie Irving Oil a décidé de développer un carburant qui aura un taux moins élevé en soufre. Le soufre est un produit qui est la cause d'un gros problème de pollution dans l'atmosphère.

Suite à ce changement, le gouvernement du Canada estime que cette diminution du taux de soufre dans le carburant permettra d'éviter, en fait, 2 100 morts prématurés, 93 000 cas de bronchite, 5 millions d'attaques d'asthme, 11 millions de complications multiples reliées aux voies respiratoires, au cours des 20 prochaines années.

Cela veut donc dire que, si on réglemente un produit comme un carburant d'automobile qui causerait moins de pollution dans l'atmosphère, on peut arriver avec de tels chiffres à réglementer le tabac. Imaginez ce qu'on accomplirait si l'on réglementait davantage le tabac, car on sait qu'il comprend au moins 50 à 60 produits cancérigènes et qu'il contient plus de 4 000 produits chimiques. On a le pouvoir de le faire. Les gouvernements ont le pouvoir de réglementer les produits comme le tabac. Ils ont non seulement le pouvoir mais aussi les capacités technologiques qui permettraient, par exemple, d'extraire certains produits de la cigarette, d'extraire la nicotine qui, on le sait, cause la dépendance, ils pourraient contrôler ou diminuer les taux de nicotine. Cela fait partie des choses qui peuvent être faites à partir du moment où on s'engage à trouver des solutions afin que le problème du tabagisme se perpétue de façon continue.

En conclusion, au nom des jeunes de ce pays, au nom des jeunes du Québec, au nom des organismes que nous représentons, nous vous disons qu'il est maintenant le temps d'agir efficacement pour prévenir et réduire l'usage du tabac au Canada, et c'est pourquoi nous appuyons le projet de loi S-15 sans réserve, et nous vous demandons son adoption le plus tôt possible.

Ms. Suzanne Lemire (Public Education and Public Issues Coordinator, Quebec Division, Canadian Cancer Society): I am the last witness. I do not know whether this is your last session today; if so, I am the last of the last.

I am representing the Canadian Cancer Society. I am responsible for public education and public issues activities. You have no doubt already spoken to people from the Canadian Cancer Society in your travels. Since I am the last one, I may be telling you something that you have already heard, but it will be a kind of summary.

The Quebec Division of the Canadian Cancer Society comprises nearly 250 sections in 250 communities, and it is these sections that collect money to fund cancer research. We carry on public education activities in all the regions, and we also have services for people with cancer and their families.

One of the priorities of the Canadian Cancer Society is to reduce tobacco use. I will repeat some figures that you have probably already heard, but they illustrate why reducing tobacco use must be a priority for an organization like the one I represent.

Of all high-risk behaviour, tobacco use carries the greatest risk of premature death. Half of all smokers die as a result of tobacco-related illnesses. All of the scientific evidence is in. There is no doubting the relationship between tobacco and lung cancer, as well as cancer affecting other organs, namely the organs of the respiratory and upper digestive tracts: the mouth, larynx, pharynx and esophagus. Tobacco is also associated with cancer of the pancreas, bladder and kidney. Smokers are three times more likely to develop cancer than non-smokers. Furthermore, the death rate in middle age, that is between 35 and 65 years of age, is three times higher among smokers than it is among non-smokers.

Tobacco is the cause of approximately half the deaths attributed to cancer among men. This really is significant. Since 1993, in countries such as Canada, the U.S. and Great Britain, tobacco-related deaths among women have been increasing rapidly and account for one third of all deaths attributed to cancer. This figure is higher than the number of deaths attributable to breast cancer. It is believed that this is the direct consequence of regular tobacco consumption by women, starting in the 1950-1960 period.

Several other well-documented illnesses are associated with tobacco, including heart failure and other circulatory problems, as well as respiratory ailments such as emphysema and chronic bronchitis. It is reported that 75 per cent of chronic bronchitis-related deaths are attributable to smoking, as are 20 per cent of vascular disease-related deaths and 35 per cent of deaths due to cardiac problems.

Madame Suzanne Lemire, coordonnatrice de l'enseignement public et des questions publiques, division du Québec, Société canadienne du cancer: Je suis la dernière. Je ne sais pas si c'est votre dernière séance aujourd'hui. Si oui, alors je suis la «dern» de «dern» comme on dit en français.

Je suis représentante de la Société canadienne du cancer. Je suis responsable des activités d'éducation populaire et des questions d'intérêt public. Au cours de vos pérégrinations, vous avez certainement déjà rencontré des gens de la Société canadienne du cancer. Comme je suis la dernière, c'est possible que je vous redise des choses que vous avez déjà entendues, mais ce sera peut-être un résumé.

La Société canadienne du cancer au Québec compte à peu près 250 sections, dans 250 localités, et ce sont les sections qui font la collecte de fonds pour financer la recherche sur le cancer. Dans toutes les régions on a des activités d'éducation populaire, on a aussi des services qui sont offerts aux gens qui sont atteints de cancer ainsi qu'à leur famille.

Une des priorités de la Société canadienne du cancer est la réduction du tabagisme. Je vais vous redire des chiffres que vous avez probablement déjà entendus, mais qui démontrent que cette priorité se doit d'en être une pour un organisme comme celui que je représente.

De toutes les conduites dangereuses, le tabagisme constitue le plus grand risque de mort prématurée. La moitié des fumeurs vont décéder des suites de maladies qui sont reliées au tabac. Tous les témoignages scientifiques sont là. Cela ne fait plus de doute quant au lien entre le tabac et le cancer du poumon et aussi le cancer d'autres organes: des organes des voies respiratoires et des voies digestives supérieures, c'est-à-dire de la bouche, du larynx, du pharynx et de l'oesophage. Le tabac est aussi associé au cancer du pancréas, de la vessie et des reins. Les fumeurs courent trois fois plus de risque de développer un cancer que les non-fumeurs. De plus, le taux de mortalité à l'âge moyen, c'est-à-dire entre 35 ans et 65 ans, est trois fois plus élevé chez les fumeurs que chez les non-fumeurs.

Le tabac est la cause d'environ la moitié des décès par cancer chez les hommes. C'est quand même énorme. Depuis 1993, dans des pays comme le Canada, les États-Unis ou la Grande-Bretagne, chez les femmes, le nombre de décès reliés au tabac s'accroît rapidement et représente le tiers des décès par cancer. Cela a dépassé le nombre de décès par cancer du sein. On estime donc que tout cela est la conséquence directe de la consommation assidue de tabac par les femmes, depuis les années 1950 à 1960.

Plusieurs autres maladies, également bien documentées, sont associées au tabac: l'insuffisance coronarienne et d'autres problèmes circulatoires, ainsi que des maladies respiratoires comme l'emphysème, la bronchite chronique. 75 p. 100 des décès par bronchite chronique seraient attribuables au tabac de même que 20 p. 100 des décès par maladie vasculaire et 35 p. 100 des décès par maladie cardiaque.

We must also consider deaths linked to passive smoking, that is to say other people's smoke. Exposure to second-hand smoke may cause minor or serious health problems.

In 1993, the Surgeon General's report mentioned that second-hand smoke led to approximately 3,000 deaths annually in the United States. Passive smokers have twice the risk of developing lung cancer as non-smokers who are not exposed to tobacco smoke.

Those are the figures. However, figures do not tell the whole story, in terms of cancer, smoking and illnesses. Figures aren't the be-all and end-all of the matter. We should also mention the suffering behind these figures.

When we talk about deaths, we are referring to premature deaths whereby those people who die from smoking-related illnesses have between 20 and 25 years shaved off their lives. The diseases that we talked about earlier cause often intense physical suffering, which in turn leads to a great deal of anguish and anxiety among the sick, that goes without saying, but also among their relations, family and friends. People are losing their fathers and their mothers in their 50s or their early 60s and even earlier sometimes.

Smoking takes husbands, wives, brothers, sisters, friends and colleagues. The Canadian Cancer Society Hostel accommodates people with cancer who leave their homes and their families to come to Montreal for five weeks to undergo radiation treatment. We are well placed to see that these statistics and figures that I have already mentioned are reflected by the numbers of people who come to the Canadian Cancer Society Hostel.

In addition to all the physical and mental suffering, there is a huge economic burden placed on taxpayers. In Quebec \$2.77 billion are spent to tackle the consequences of smoking.

I would like to come back to our core concern, which is young people. Of course young people are healthy, and they are immortal. They are far removed from our financial and medical concerns. They believe that they will never be ill.

Risk is a stimulus for young people. Many young people, when they take up smoking, think it is no problem and they believe that they will be able to quit whenever they want. However, when they do try to quit, and this is what Mario was saying earlier, it's a rude awakening for them. They realize that it is much more difficult to stop than they had imagined.

The increase in smoking among young people is a Western phenomenon. It is taking place not only in Canada, but also in the United States and in Europe and is also beginning to reach those countries to which cigarette manufacturers export their cigarettes. In countries where traditionally women didn't smoke, in Asia, for example, we are beginning to see a situation where young teenage women are smoking and that is a new phenomenon.

Nous devons également tenir compte des décès reliés au tabagisme passif, c'est-à-dire à la fumée des autres, les inconforts parfois légers, parfois graves qui sont causés par l'exposition à la fumée secondaire.

En 1993, le rapport du Surgeon General mentionnait que la fumée secondaire causait environ 3 000 décès annuellement aux États-Unis. Les fumeurs passifs courent deux fois plus de risques de développer un cancer du poumon que les non-fumeurs non exposés à la fumée de tabac.

Voilà pour le résumé des chiffres. Mais il n'y a pas seulement les chiffres qui parlent, quand on parle de cancer, de tabac et de maladies. Les chiffres ne disent pas tout. Il faut aussi parler de la souffrance que ces chiffres signifient.

Quand on parle de décès, on parle de décès prématurés qui font perdre de vingt à vingt-cinq ans de vie aux gens qui sont victimes de tabac. Les maladies qu'on mentionnait plus haut entraînent des souffrances physiques qui sont parfois intenses, et qui causent beaucoup d'angoisse et de peur chez les gens qui sont malades, naturellement, mais aussi chez leurs proches, la famille, les amis. On perd un père, on perd une mère dans la cinquantaine ou dans la jeune soixantaine et parfois plus tôt.

Le tabac nous enlève un conjoint, une conjointe, un frère, une soeur, un ami, des collègues. À la Maison de la Société canadienne du cancer, on héberge des gens qui sont atteints de cancer et qui viennent à Montréal passer cinq semaines, qui quittent leur milieu et leur famille pour suivre des traitements de radiothérapie. On est tout à fait en mesure de vérifier que les statistiques et les chiffres que je vous mentionnais sont reflétés dans la présence des gens que nous recevons à la Société canadienne du cancer.

À toutes ces souffrances du corps et de l'âme, on peut ajouter aussi l'immense fardeau économique qui pèse sur les épaules de tous les contribuables. Quand on parle de faire face aux effets du tabagisme au Québec, la dépense s'élève à 2,77 milliards de dollars.

Revenons aux jeunes qui sont vraiment au coeur de nos préoccupations. Nos jeunes ont la santé, bien sûr, et ils ont l'éternité devant eux. Ils sont loin de nos préoccupations fiscales et même médicales: ils croient que la maladie est très loin d'eux.

Le risque stimule les jeunes. Il y en a plusieurs qui, au moment où ils commencent à fumer, pensent que ce n'est rien, qu'ils vont être capables d'arrêter n'importe quand. Mais quand le moment vient d'essayer d'arrêter, et c'est ce que Mario disait tout à l'heure, ce n'est pas tout à fait cela qui arrive. Ils s'aperçoivent que c'est beaucoup plus difficile que ce qu'ils avaient imaginé.

La recrudescence du tabagisme chez les jeunes est un phénomène occidental. Cela ne se passe pas seulement au Canada, cela se passe aux États-Unis et en Europe, et cela commence à se faire sentir aussi dans les pays où les fabricants de cigarettes envoient leurs cigarettes. Dans des pays où les femmes ne fumaient pas, en Asie, par exemple, on commence à voir que les jeunes adolescentes fument, et c'est un phénomène nouveau.

The world and values are changing. Our traditional warnings alone on the dangers of smoking are no longer effective. We have to rethink our methods and undertake more research to come up with ways of reaching the imagination and beliefs of our young people. We are living in an ever-changing complex world that we have to monitor closely, if we want to have any hope of competing with or even eradicating the impact of the tactics used by the tobacco industry on our young people. Bill S-15 would give us the necessary resources for appropriate action. It is for this reason that the Canadian Cancer Society strongly supports this initiative which is in line with our own priority of reducing smoking.

In summing up, I would like to make one remark of a personal nature. I recently had the opportunity of participating in a Chinese cancer prevention programme which led me to realize that our actions have an impact which goes beyond our national borders. Cancer and smoking are also a major problem in China, which accounts for a quarter of the world's population. The Canadian approach to tackling smoking is being looked at with interest in China. Consequently, it is in our own interest, and we hope, that of other nations as well for us to take steps to maintain Canada's reputation as a country where living standards are very high. Bill S-15 does this.

Senator Nolin: Mr. Bujold, I wanted to come back to the question which was raised earlier by Senator Hervieux-Payette.

I just wanted to make sure, and you can help me on this matter, that Bill S-15 will enable programs to be targeted and adapted to a specific region with a specific problem. My question is for Mr. Bujold, but the two other witnesses are also free to answer. Is this what you see this bill accomplishing? Basically the bill will enable, let's say, a youth-focused program to target a specific group. You have also read the very timely and alarming testimony.

I know that this is not only a problem in the Saguenay/Lac St-Jean region, but let's for argument's sake, imagine that the problem is much more serious in Jonquière. We would therefore need to adapt a program, and the foundation would have to agree on a program to target, let's say, young girls in Jonquière, among whom the problem is most serious. Is that how you interpret Bill S-15?

Mr. Bujold: Absolutely. I think that this is what is increasingly happening. In terms of public health, it is often said that you have to think globally and act locally. This is the principle behind Bill S-15. I think that this is the thinking behind the bill, which will allow us to accomplish this. I think that the bill offers us this opportunity. The foundation will have to make sure that initiatives take into consideration specific realities and the various regions of Canada as a whole.

Le monde et les valeurs changent. Nos interventions traditionnelles sur les dangers du tabagisme ne s'avèrent plus à elles seules efficaces. Nous devons évaluer nos pratiques et approfondir la recherche, dans le but de concevoir des actions qui vont arriver à toucher les croyances et l'imaginaire de nos jeunes. C'est un monde complexe en constant changement qu'il nous faut suivre de près, si nous voulons concurrencer ou même annihiler les effets des tactiques que l'industrie du tabac utilise auprès de nos jeunes. Le projet de loi S-15 apporterait des ressources nécessaires à des démarches semblables. C'est pourquoi la Société canadienne du cancer appuie fortement cette initiative, qui va dans le même sens que notre priorité d'action, qui est la réduction du tabagisme.

En terminant, je me permets une petite remarque personnelle. J'ai eu l'occasion de collaborer, récemment, à un programme chinois de prévention du cancer et cela m'amène à penser que nos actions ont des répercussions qui dépassent nos frontières. Le tandem tabagisme et cancer est également un problème important en Chine, un pays qui compte le quart des habitants de la planète. Le modèle canadien d'intervention sur le tabagisme est examiné avec intérêt. Donc, dans notre propre intérêt, et, nous espérons, dans celui de d'autres, il nous revient de poser des gestes qui maintiennent la réputation du Canada comme étant un pays qui fait preuve d'une grande qualité de vie. Le projet de loi S-15 va dans ce sens.

Le sénateur Nolin: Monsieur Bujold, je ne peux pas oublier la question qui a été soulevée tout à l'heure par le sénateur Hervieux-Payette.

Je veux être sûr, et aidez-moi à réfléchir là-dessus, que le projet de loi S-15 va permettre qu'on module, qu'on puisse adapter un programme à une région précise où il y a un problème particulier. Je pose la question à M. Bujold, mais les deux autres témoins pourraient aussi y répondre. Est-ce que c'est le sens que vous donnez au projet de loi? La fondation va pouvoir moduler, cibler de façon très précise, un programme qui devra s'appliquer, disons, aux jeunes. Vous avez lu des témoignages qui étaient très à propos et alarmants, aussi.

Je sais que ce n'est pas seulement le cas de la région du Saguenay/Lac St-Jean, mais disons, pour les fins de mon exemple, que cela se posait de façon beaucoup plus aiguë, à Jonquière. Il faudra donc qu'on adapte un programme, que la fondation accepte un programme qui va cibler, supposons, les jeunes filles de Jonquière, parce que c'est là qu'il semble y avoir un problème plus grave. Est-ce le sens de la lecture que vous faites du projet de loi S-15?

M. Bujold: Tout à fait. Je pense qu'on le fait de plus en plus. En matière de santé publique, on dit souvent qu'il faut penser globalement et agir localement. Et c'est ce principe qui vaut dans le cas du projet de loi S-15. Je crois que c'est pensé comme cela, et que le projet de loi offre cette possibilité. Je pense qu'il a le pouvoir de l'offrir. Il va falloir que la fondation s'assure que les actions qui sont menées tiennent compte des réalités particulières, des régions de l'ensemble du pays.

We are well aware that there are specificities and that there are more pressing needs in some regions. Some problems do not exist in other regions. Consequently, action must be appropriately targeted, both in terms of specific population groups and specific age ranges and also in terms of socioeconomic realities throughout Canada.

Senator Nolin: Madame Lemire, do you agree that the differing realities in various regions of Quebec mean that the foundation must have the means to implement very local solutions to tackle specific regional based problems, which might not be so serious elsewhere in Quebec?

Ms. Lemire: Yes. The Canadian Cancer Society works on this premise for all its programs. Therefore, any proposed initiatives have to be adapted to specific needs.

I believe that we have to work on the basis of this principle, but I would like to point out that there are models which could be implemented in many cases. Sometimes, minor changes might be necessary, but that doesn't mean that we have to design a completely new programme. Often, it is up to those people tackling a specific problem to adapt the model using the required resources. There are two different tracks here. Adaptation might be the way to go, but by the same token, some projects can be used by a whole range of stakeholders. I do not know whether you really understand what I'm saying here.

Senator Nolin: Yes, very well. There is flexibility.

[English]

Senator Eyton: I am a believer in examples and I am curious. We have a problem and everyone in this room recognizes we have a problem. What was the best thing each of your organizations did last year to offset that problem? How would Bill S-15 help make the best better? I am asking about a particular program and a particular effort or initiative each of you undertook last year.

[Translation]

Mr. Bujold: In fact, I could speak of two initiatives. The first, which is not directly targeted to the clientele, was to pressure governments in Quebec and in Ottawa to invest more in the solution of the smoking problem.

This work was done in partnership with many organizations. In Quebec, they were especially active trying to convince the Quebec government and also the Canadian government to contribute more funds. This is how the government decided to invest several million more dollars per year.

We must not hide the fact that the key is what allows us to intervene. And I repeat what I just said: it is extremely important for us to have tools to be able to work efficiently to counter

On sait très bien qu'il y a des particularités, qu'il y a des besoins plus forts dans certaines régions. Il y a des problèmes qui ne se posent pas dans certaines autres régions. Donc, il faut que l'intervention soit bien ciblée, autant en termes de clientèle qu'en termes d'âge, et aussi en termes de réalité socio-économique partout à travers le pays.

Le sénateur Nolin: Madame Lemire, êtes-vous à même de voir s'il y a des particularismes propres à chacune des régions du Québec, qui font en sorte qu'il faudra donner les moyens à une fondation d'appliquer des solutions très locales aux problèmes spécifiques à une région, problèmes qui seraient peut-être un peu moins sérieux dans d'autres régions du Québec?

Mme Lemire: Oui. Dans l'ensemble de nos programmes, la Société canadienne du cancer fonctionne comme cela, c'est-à-dire, qu'il faut que les gens adaptent les propositions d'action à leurs besoins spécifiques.

Je pense que c'est un principe avec lequel il faut travailler, mais il faut savoir aussi qu'il y a des modèles qui peuvent être utilisés par beaucoup de gens. Et parfois, des adaptations mineures qui peuvent être nécessaires, mais cela ne veut pas dire qu'il faut un programme complètement différent. Souvent, il revient aux gens qui font face à un problème particulier de faire l'adaptation, à l'aide des ressources nécessaires. Il y a deux pôles: à la fois, il faut voir qu'une adaptation peut être intéressante, mais en même temps, il faut voir aussi que certains projets peuvent servir à beaucoup de monde. Je ne sais pas si vous saisissez ce que je veux dire.

Le sénateur Nolin: Oui, très bien. Il y a de la flexibilité.

[Traduction]

Le sénateur Eyton: Je suis un fervent partisan des exemples. Vous piquez ma curiosité. Nous faisons face à un problème, comme nous le reconnaissons tous ici dans cette pièce. Pour lutter contre ce problème, dites-moi quelle est la meilleure chose que chacune de vos organisations ait faite l'année dernière? Et comment le projet de loi S-15 pourrait-il vous aider encore plus? Je vous demande si chacun d'entre vous a entrepris un programme particulier ou a déployé des efforts particuliers, ou a lancé une initiative spéciale l'année dernière.

[Français]

M. Bujold: En fait, je pourrais vous parler de deux actions. La première, qui n'est pas directement dirigée vers la clientèle ciblée, c'est l'action qui a permis de faire des pressions auprès des gouvernements pour que les gouvernements, autant à Québec qu'à Ottawa, investissent davantage dans la solution au problème du tabagisme.

C'est un travail qui s'est fait en partenariat avec beaucoup d'organismes. Au Québec, on a été particulièrement actif pour essayer de convaincre le gouvernement du Québec, mais aussi le gouvernement canadien, d'injecter plus de fonds. C'est ainsi que le gouvernement a décidé d'investir tant de millions de plus par année.

Il ne faut pas se le cacher, le nerf de la guerre, c'est ce qui nous permet d'intervenir. Je l'ai dit tantôt mais je le répète, il est excessivement important qu'on ait des outils pour être capable de

balance all the work done by the tobacco industry that is trying to sell its product by all possible and conceivable means. I think that our first initiative was very important because it brought about very concrete results.

Another action that I deem to be very important is the reflection that was initiated regarding the “Cool kids do not smoke” program, which is now in its sixth year. We decided to take stock of this program to go even further in this direction and to propose solutions and approach better suited to the reality of youth. We find that this program is very good, it is working very well and is being used in more than 300 schools and each year it is becoming more and more popular. We clearly see the change in young people and the program must reflect this reality. So that was another accomplishment this year, it is very important and in the next few years, it will bring mid-term results.

Mr. Boulanger: Under Quebec Bill 444 on the smoking in public places and in the workplace, we ensured that each MNA and each minister was very well informed about this issue. For each of them we prepared a file containing basic articles on the tobacco and health issue as well as a letter emphasizing the indisputable facts contained in these scientific articles.

We relied on the MNAs’ parliamentarians intelligence. We believe that this preliminary work certainly contributed to adopting the bill.

A moment ago, in other presentations, we were invited to put pressure on the Prime Minister. We thought of gathering a large number of young children from all over Quebec who would write to the Premier. We will appeal to the Société de l’âge d’or and invite every member to ask their grandchildren to write to the Prime Minister.

Ms. Lemire: Let me give you another example. The Canadian Cancer Society, a year and a half ago, I believe, created a tool to help smokers stop smoking. This tool is called “One step at a time” and it contains three brochures.

The first brochure is aimed at smokers who do not want to quit, not by trying to harass them or to make them feel guilty, but rather to give them a chance to reflex on their habit. The second brochure targets smokers who want to stop and who are getting ready to so, so that they may have the right tools to succeed. Finally, there is a brochure to help people who are willing to help someone else stop smoking, to encourage them not to harass smokers. We succeeded in gathering the necessary material to produce these tools by doing research and by trying to define smokers’ needs more clearly.

Currently, we are trying to adapt this model to adolescents. This also takes research, because they will not be told the same things and we will not deal with adolescents in the same way as we deal with adults.

faire un travail efficace qui va servir de contrepois à tout le travail fait par l’industrie du tabac, qui essaie de vendre un produit par tous les moyens possibles et imaginables. C’est cela la première action qui, je crois, a été très importante, parce qu’elle s’est soldée par des résultats très concrets.

L’autre action que je juge très importante, c’est une réflexion qu’on a entreprise par rapport au programme «La gang allumée pour une vie sans fumée», un programme qui existe maintenant depuis six ans. On a décidé de faire le point sur ce programme pour aller encore plus loin dans cette démarche, et proposer des solutions et une approche qui correspondent encore mieux à la réalité des jeunes. Nous trouvons ce programme très bien, qui va très bien, qui est utilisé dans plus de 300 écoles et qui, d’année en année, augmente en termes de popularité. On voit bien que les jeunes changent et le programme doit suivre cette réalité. Cela fut donc une autre action qu’on a accomplie cette année, qui est très importante et qui, dans les prochaines années, va apporter des résultats à moyens termes.

M. Boulanger: Dans le cadre de la loi québécoise 444 sur l’usage du tabac sur les lieux publics et les lieux du travail, nous avons vu à ce que chaque député et chaque ministre soit très bien renseigné sur la question. Nous avons préparé pour chacun d’entre eux un dossier qui comprenait des articles de fond sur la question du tabac et la santé, ainsi qu’une lettre mettant l’accent sur les vérités incontestables contenues dans ces articles scientifiques.

Nous avons misé sur l’intelligence des parlementaires. Nous croyons que ce travail préalable a certainement contribué à faire passer la loi.

Tout à l’heure, dans les autres présentations, on nous invitait à faire des pressions auprès du premier ministre. On a pensé de réunir un tas de petits-enfants de tout le monde au Québec, qui écriraient au premier ministre. On va faire appel à la Société de l’âge d’or, en invitant chacun des membres de demander à leurs petits-enfants d’écrire au premier ministre.

Mme Lemire: J’aimerais aussi donner un exemple. La Société canadienne du cancer, il y a un an et demi, je crois, a créé un outil pour aider les fumeurs à arrêter de fumer. Cet outil s’appelle «Une étape à la fois», «One step at a time», en anglais, et il est composé de trois brochures.

La première brochure s’adresse aux gens qui fument et qui ne veulent pas arrêter de fumer, non pas dans le but de les harceler ni les culpabiliser, mais pour leur donner la chance de réfléchir à leur habitude. La deuxième brochure s’adresse aux gens qui ont le désir d’arrêter de fumer et qui se préparent à le faire, afin qu’ils puissent avoir les bons outils pour le faire. Enfin, un dépliant pour aider les gens qui sont prêts à aider une autre personne à arrêter de fumer, pour bien les encourager à ne pas harceler les fumeurs. On a réussi à réunir le matériel nécessaire à la production de ces outils en faisant de la recherche et en essayant de définir plus en profondeur ce dont les fumeurs avaient besoin.

En ce moment, on essaie d’adapter ce modèle- aux adolescents. Cela aussi nécessite de la recherche, parce qu’on ne leur dira pas la même chose, et on ne procédera pas de la même façon auprès des adolescents comme on l’a fait auprès des adultes.

We have very limited means for doing this research. Truly, it is a shoestring budget. And once we have evaluated a prototype, if the evaluation is positive, we will want to use and distribute this tool. Clearly, more funds would help us greatly to do this and to assist adolescents who have a great deal of difficulty in stopping smoking.

[English]

Senator Adams: I come from Nunavut Territory, where more people smoke than do the people in the South. There used to be one territory. Now we have three: Yukon, Northwest Territories and Nunavut. I see young people between 12 and 13 years of age smoking in our streets. Up to 70 per cent of Aboriginal people smoke compared to 35 per cent in the rest of Canada.

Where I live, it is very difficult to communicate with everyone in the community. Some communities are up to 1,500 to 2,000 kilometres away. There is no way to get to them using roads. Our government is currently looking into that problem.

Senator Banks referred to the \$100-million that will be used to tell people that they should not start to smoke. Well, the program may not work up North. We have anti-smoking brochures hanging on the walls in my community now, but people are still dying of cancer caused by smoking cigarettes. The current initiatives are not working.

Your group talks to young people such as students in high school and university. However, we have visits from organizations maybe only once a year to let our people about what is happening in and around this issue.

The system would work better if we have organizations or a foundation for the kids in each community. Perhaps nurses and doctors could counsel the people in the community, but if the government spends \$100 million on a centralized program, it will not work in my area. More young people are smoking. More and more people are dying of lung cancer every year where I live, yet the people are not really concerned about it.

How do we convince 12 and 13 year-olds to stop smoking? Young people should be counselled in school about the dangers of starting to smoke.

If Bill S-15 passes, the foundation must work at setting up local no-smoking organizations. That is my suggestion. Maybe a doctor would understand more about it.

Mr. Boulanger: What I understand you to be saying is that due to your local and social situation, it will be crucial that your communities can count on themselves. You are suggesting that we set up organizations that would be self-contained in each and every one of these villages. In other words, people from the village speak to people in that village.

Cette recherche se fait avec de tous petits moyens. Vraiment, c'est porté à bout de bras. Et quand on aura fini de faire l'évaluation d'un prototype, si l'évaluation s'avère positive, on va vouloir faire l'utilisation et la diffusion de cet outil. Il est clair que des ressources plus abondantes nous aideraient grandement à le faire, et nous permettraient d'aider les adolescents, qui ont beaucoup de mal à arrêter de fumer, à le faire.

[Traduction]

Le sénateur Adams: Je viens du Territoire du Nunavut, là où un plus grand nombre de gens fument, plus que dans le Sud. Naguère, nous ne formions qu'un seul territoire, mais nous en avons aujourd'hui trois: le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Je vois fréquemment des jeunes de 12 et de 13 ans fumer dans nos rues. Jusqu'à 70 p. 100 des Autochtones fument contre 35 p. 100 ailleurs au Canada.

Là où j'habite, il est très difficile de communiquer avec les autres habitants de la localité. Certaines localités sont de 1 500 à 2 000 kilomètres éloignées les unes des autres. Impossible de demander aux habitants d'utiliser les routes et notre gouvernement se penche actuellement sur ce problème.

Le sénateur Banks a parlé des 100 millions de dollars qui serviront à expliquer à la population qu'elle ne doit pas s'adonner au tabagisme. Le programme ne donnera peut-être pas de résultats dans le Nord, sachez-le. Nos murs sont tapissés partout de brochures anti-tabagisme, mais les gens de ma localité continuent à mourir du cancer parce qu'ils ont fumé. Les initiatives actuelles ne donnent rien.

Votre groupe fait des conférences destinées aux jeunes comme les étudiants des écoles secondaires et des universités. Toutefois, chez nous, les organisations ne viennent nous rendre visite qu'une fois an pour expliquer à notre population le problème.

Le système donnera de meilleurs résultats si, dans chaque localité, on trouvait une organisation ou une fondation qui s'adresserait aux jeunes. Les infirmières et les médecins pourraient peut-être conseiller les habitants, mais si le gouvernement consacre 100 millions de dollars à un programme centralisé, cela ne donnera pas de résultats dans mon coin de pays. De plus en plus de jeunes s'adonnent au tabagisme. De plus en plus de gens meurent du cancer du poumon chaque année dans mon coin de pays, et pourtant cela ne semble pas vraiment inquiéter qui que ce soit.

Comment convaincre des adolescents de 12 et de 13 ans d'arrêter de fumer? C'est dans les écoles qu'il faut expliquer aux jeunes les dangers que représente la première cigarette.

Si le projet de loi S-15 est adopté, la fondation devra s'efforcer de mettre sur pied des organisations locales de lutte contre le tabac. C'est en tout cas ce que je vous suggère. Les médecins comprennent peut-être un peu mieux.

M. Boulanger: Si je vous comprends bien, étant donné votre situation géographique et locale, il est essentiel que vos collectivités puissent compter sur elles-mêmes. Vous proposez que nous mettions sur pied des organisations qui soient autonomes dans chacun des villages. Autrement dit, ce serait aux habitants du village à parler à leurs voisins.

Starting with the younger generation, we can probably bring them up to have a life without nicotine. There is life beyond nicotine. This is the message we should be able to pass along.

It is much more expensive to have fragmented programs all over the place, but we have to do them. For those of us in the South, it is important to keep in mind the problems in the North. They should concern us, too. I get your message.

If a parliamentarian came to me and said, "Now, with \$100 million, this matter is being dealt with," I would answer, "No, it is not." The Canadian experience and the experience gathered from around the world is that this is not enough money. It is a good start, but it is not enough. Ideally, we should get that \$100 million and we should get Bill S-15.

One-hundred million dollars of uncertain money, because it remains uncertain, is promised for five years. Will it be there in five years? Past experience teaches us to be cautious in that regard. Bill S-15 must go through if we want to have this matter dealt with properly.

[Translation]

Senator Hervieux-Payette: I have a question for Dr. Boulanger. How do we define dangerous levels of smoking? When does a person get addicted, is it three cigarettes a day, ten cigarettes a day? Often, a smoker will tell you: "But I only smoke for social reasons, or I only smoke at the end of the day." Can we say that that person's health is in danger?

Mr. Boulanger: With the product that we currently have, we can definitely say that the best cigarette is the one that you do not smoke. There is no harmless dose. We now think that some people can smoke three cigarettes a day and always stay at that level. Apparently, they may be carrying a defective gene that does not allow them to reach the seventh heaven of nicotine. Ten per cent of the population might belong to this category. Perhaps 10 per cent of the population can safely smoke 3 cigarettes without any danger of increasing to 25 cigarettes as the industry wants them to do. I consider that people who only smoke three cigarettes a day are not endangering their health very much. On the other hand, some say that second-hand smoke is equivalent to three cigarettes a day for some people. Recently, a barmaid in Australia was awarded \$450,000 by the Supreme Court because of throat cancer resulting from second-hand smoke, which is about the equivalent of two or three cigarettes a day.

Two or three cigarettes a day are a small threat to health, but the threat does exist. These smokers are often role models. Generally, they are women who, for instance, only smoke three cigarettes a day because they still think that smoking makes them look elegant. So I would say that they are role models who give a poor example.

Si l'on vise d'abord les plus jeunes, nous pouvons sans doute les inciter à ne pas fumer pendant leur vie. Le message que nous devons transmettre, c'est qu'il y a moyen de bien vivre sans la nicotine.

Il est beaucoup plus coûteux de lancer un peu partout des programmes à la pièce, mais il faut néanmoins le faire. Mais j'ai compris votre message: il est important pour les habitants du Sud de comprendre les problèmes que vivent ceux du Nord et de s'en préoccuper.

Si un parlementaire venait me voir et me disait que, grâce aux 100 millions de dollars, l'affaire était réglée, je serais obligé de lui répondre qu'il a tort de le croire. L'expérience vécue au Canada, et ailleurs dans le monde, démontre que cette somme n'est pas suffisante: c'est un bon point de départ, mais guère suffisant. Dans un monde idéal, il faudrait d'abord avoir cette somme, puis faire adopter le projet de loi S-15.

On nous promet sur cinq ans 100 millions de dollars incertains, car il faut comprendre qu'ils sont incertains. Cette somme existera-t-elle toujours dans cinq ans? Nous avons appris à l'expérience qu'il faut être prudent. Il faut adopter le projet de loi S-15 pour que cette question soit réglée comme il se doit.

[Français]

Le sénateur Hervieux-Payette: J'ai une question à poser au docteur Boulanger. Comment définit-on la consommation dangereuse? Quand est-ce qu'une personne développe une dépendance, à trois cigarettes par jour, à dix cigarettes par jour? Souvent, le fumeur va vous dire: «ah! moi je fume seulement de façon sociale, ou je fume seulement à la fin de la journée». Est-ce qu'on peut dire que la santé de cette personne est à risque?

M. Boulanger: Le produit étant ce qu'il est actuellement, on peut affirmer sans rougir que la meilleure cigarette est celle qu'on ne fume pas. Il n'y a pas de dose inoffensive. On croit savoir maintenant que certains peuvent se permettre de fumer trois cigarettes par jour et qu'ils s'en tiendront toujours à cela. On commence à penser qu'ils sont porteurs d'un gène qui est défectueux et qui ne leur permet pas d'accéder au septième ciel de la nicotine. Il y aurait 10 p. 100 de la population qui serait dans ce groupe. Il y a peut-être 10 p. 100 de la population qui peut se permettre de fumer trois cigarettes sans danger de d'augmenter à 25 cigarettes, comme le veut l'industrie. Je considère que les gens qui ne fument que trois cigarettes par jour encourent peu de risque pour leur santé. Par contre, on dit que la fumée environnementale équivaut, pour certains, à trois cigarettes par jour. À l'heure actuelle, une serveuse de bar en Australie vient d'obtenir 450 000 \$ de la Cour suprême à cause d'un cancer de la gorge, qui est le résultat de la fumée environnementale, ce qui équivaut à peu près à deux ou trois cigarettes par jour.

Deux ou trois cigarettes par jour menacent peu la santé, mais il y a tout de même un risque. Ces fumeurs ont souvent un rôle de modèle. Ce sont généralement des femmes, par exemple, qui ne vont fumer que trois cigarettes par jour, parce qu'elles continuent de penser que fumer les rend élégantes. Alors, je dirais qu'elles jouent un rôle de modèle, qu'elles donnent le mauvais exemple.

Senator Hervieux-Payette: Mr. Bujold, how do you explain the lack of regulations regarding the content of cigarettes? I come from the Joliette region. When I was young, cigarettes were made with tobacco grown in the region, and that is what my parents and my grandparents smoked. They made them at home. And I felt that the tobacco did not contain a whole list of chemical additives because we only bought shredded tobacco from our region. What answer do you get regarding the use and the permission to use cigarettes that contain all these additives? What kind of arguments have been given up to now?

Mr. Bujold: Well, it is very simple, they say that it is a legal product. Gasoline is a legal product, but it is far more regulated than tobacco. Teddy bears are legal products that are far more regulated than cigarettes. I think that there is a lack of political will. The government has the power to issue regulations to control dangerous products that endanger people's health.

If the government does not do it, it is certainly not because of lack of evidence. More than 50 years of research on this matter has demonstrated without doubt that tobacco kills, and that it kills many people: in Canada, 45,000 persons per year, without mentioning all the suffering and all the people who fall sick, but who do not necessarily die. And I must tell you that this is quite illogical.

The government should treat this product like all other products that can and do cause health problems. This is not being done, because I think that there is a very strong lobby on the other side of the fence. We know it well. This explains why the product is not regulated.

Certainly, if we were to market it now, with our current knowledge of the product, and if the company said to the government "Here we have a product and 50 years of research that demonstrates that our product kills," this product would clearly never be marketed. The government would say: "You are asking us to market poison, and to distribute it without any kind of regulations." This is more or less what the situation is with cigarettes.

Mr. Boulanger: Let me add that the tobacco that you were smoking did not contain any ammonia. We know that by adding ammonia while processing the tobacco, the famous Malboro cowboy gained his victory.

What does ammonia do for tobacco? It allows, with every puff on a cigarette, to extract a larger number of nicotine molecules which will reach the brain in larger doses, which acts on the brain's receptors and produces a high. This high involves all local neurotransmitters and quickly engenders dependency.

On the other hand, there are things that we cannot be told because they are industrial secrets, as the industry tells us, and thus we cannot know what the differences are between different brands. But certainly, our grandfathers who cut their own tobacco did not smoke the garbage that is being smoked today.

Le sénateur Hervieux-Payette: Monsieur Bujold, quelle est votre explication pour le manque de réglementation du contenu des cigarettes? Je viens de la région de Joliette. Quand j'étais jeune, on fabriquait des cigarettes avec le tabac de la région, et c'est ce que mes parents et mes grands-parents fumaient. On les faisait à la maison. Et j'avais l'impression qu'il n'y avait pas un tas de produits chimiques qui étaient ajoutés au tabac puisqu'on n'achetait que du tabac haché de la région. Quelle est la réponse qu'on vous donne pour la consommation et la permission de consommer des cigarettes auxquelles on a ajouté tous ces produits? Qu'est-ce qu'on vous a servi comme argument, jusqu'à ce jour?

M. Bujold: Bien, c'est très simple, on dit que c'est un produit légal. L'essence est un produit légal, mais on réglemente l'essence beaucoup plus que le tabac. Les petits ours en peluche sont des produits légaux beaucoup plus réglementés que la cigarette. Je pense qu'il manque une volonté politique. C'est le gouvernement qui a le pouvoir de faire des réglementations pour contrôler les produits dits dangereux et à risque pour la santé des gens.

Si le gouvernement ne le fait pas, ce n'est certainement pas à cause d'un manque de preuves. Cinquante ans et plus de recherches sur la question démontrent sans équivoque que le tabac tue, et il tue beaucoup de monde: au Canada, 45 000 personnes par année, sans parler de toute la souffrance et de tous les gens qui sont malades, mais qui ne meurent pas nécessairement. Et je vous dirais qu'il n'y a pas de logique là-dedans.

Le gouvernement devrait traiter ce produit comme tous les autres produits qui peuvent causer et qui causent des problèmes de santé. Cela ne se fait pas, car je pense qu'il y a un lobby très fort de l'autre côté de la clôture. On le connaît. C'est ce qui explique pourquoi le produit n'est pas réglementé.

Il est certain que si on devait le mettre en marché, avec les connaissances qu'on a de ce produit aujourd'hui, et que la compagnie disait au gouvernement: «voici, nous avons un produit et 50 ans de recherches démontrent que notre produit tue» c'est clair que le produit ne serait jamais mis en marché. Le gouvernement dirait: «Vous êtes en train de nous demander de mettre du poison en marché, et de le distribuer sans réglementation aucune.» C'est un peu la situation de la cigarette.

M. Boulanger: J'ajouterais que le tabac que vous fumiez ne contenait pas d'ammoniac. Or, on sait que c'est le fait de rajouter de l'ammoniac dans le traitement du tabac qui a fait toute la victoire du fameux cowboy Malboro.

L'ammoniac dans le tabac, qu'est-ce qu'elle fait? Elle permet, avec chaque bouffée de cigarette, d'en extraire un plus grand nombre de molécules de nicotine qui parviendront en plus hautes doses au cerveau, ce qui agit sur le récepteur du cerveau et y provoque un «high». Ce high implique tous les neurotransmetteurs locaux et crée très rapidement la dépendance.

D'autre part, il y a des choses qu'on ne peut pas nous dire parce que ce sont des secrets industriels, comme nous dit l'industrie, donc on ne peut pas savoir ce qui est différent d'une marque à l'autre. Mais il est certain que nos grands-pères qui hachaient leur tabac ne fumaient pas la saloperie qui se fume aujourd'hui.

Senator Hervieux-Payette: My last question is for Ms Lemire. You quoted statistics from the United States and Europe. On American television, we were shown a lady smoking a cigarette through a hole in her throat. I saw this on the English-language channels. We know that in English Canada, there is less tobacco consumption than here in Quebec. Now Quebec is much less affected by the publicity that is broadcast over the English-language networks, because statistics show that Quebecers do not watch much English television.

Second, we can compare Latin countries to northern countries in Europe. When I travel in Latin countries, I must say that I always come back in a state of shock, because people there smoke ten times more than here and, obviously, this is very unpleasant because non-smoking areas in restaurants are almost non-existent.

Did the Canadian Cancer Society make this comparison? Is the death rate due to cigarette smoking higher in southern countries than in northern countries?

Ms. Lemire: I do not have these figures. I do not know if anyone here has them. However, we can say that in northern countries, tobacco is probably more regulated than in southern countries, as is the case in Denmark, Sweden, Finland, England and Australia. Regulations are certainly more developed in those countries than in Spain or Italy. Thus there are fewer people smoking in public places. I do not know whether anyone wants to add anything to this.

Mr. Boulanger: I do not have any exact figures, but I have just arrived from Spain. The newspapers often mention the problem of lung cancer linked to tobacco use. There is much more awareness of this now.

There is also what cardiologists call the French paradox or the Mediterranean paradox. These people are said to eat a great deal, to drink a great deal of wine, to smoke a great deal, and nonetheless, they seem to have some kind of protection against cardiovascular disease.

We must look closely at what they eat: They eat a great deal of garlic, much olive oil and many vegetables. Also, Europeans walk much more than Americans do. Finally, they exercise more. They spend more time outdoors, and there are fewer cases of obesity.

There are also some genetic factors. For instance, Finns have been observed to have a really unbelievable genetic factor with regard to cardiovascular disease. I cannot be very specific about this, but now we observe that they are getting much more concerned about lung cancer, which worries them as much as it worries us. In France, a few more measures are being taken against the tobacco industry.

Senator Hervieux-Payette: I feel that there is a sociological factor, namely that Latin countries are a bit more permissive. Our rate of smoking is higher than in the rest of the country; however, we are less influenced by anti-tobacco campaigns because we have less exposure to the publicity broadcast over the English-language networks.

Le sénateur Hervieux-Payette: Ma dernière question s'adresse à madame Lemire. Vous avez cité des statistiques provenant des États-Unis et de l'Europe. On nous a montré la dame qui, à la télévision américaine, prenait sa cigarette par la gorge. Je l'ai vue aux canaux de langue anglaise. On sait qu'au Canada anglais, il y a moins de consommation qu'ici au Québec. Or, le Québec est beaucoup moins touché par la publicité qui est faite sur les réseaux de langue anglaise, parce que les statistiques démontrent que les Québécois regardent assez peu la télévision en anglais.

Deuxièmement, nous pouvons comparer les pays latins aux pays du Nord, en Europe. Quand je vais dans les pays latins, je dois dire que je reviens toujours en état de choc, parce qu'on y fume dix fois plus qu'ici et, évidemment, c'est très déplaisant parce que les zones de non-fumeurs dans les restaurants, il y en a à peu près pas.

La Société canadienne du cancer a-t-elle fait cette comparaison? Est-ce que le taux de mortalité relié à la cigarette est plus élevé dans les pays du Sud que dans les pays du Nord?

Mme Lemire: Je n'ai pas ces chiffres. Je ne sais pas si quelqu'un ici les a. On peut dire, toutefois, que dans les pays du Nord, il y a probablement plus de réglementation sur le contrôle du tabac que dans les pays du Sud, soit au Danemark, en Suède ou en Finlande, en Angleterre et en Australie. Il y a certainement une réglementation plus développée dans ces pays qu'il y en a en Espagne ou en Italie. Moins de gens fument donc dans des lieux publics. Je ne sais pas s'il y en a qui veulent ajouter à ceci.

M. Boulanger: Je n'ai pas de chiffres précis, mais j'arrive justement d'Espagne. Dans les journaux, on mentionne très souvent le problème que représente le cancer du poumon et que représente le tabagisme. On devient, maintenant, beaucoup plus conscient.

Aussi, il y a ce qu'on appelle en cardiologie le paradoxe français, le paradoxe méditerranéen. On dit de ces gens qu'ils mangent beaucoup, qu'ils boivent beaucoup de vin, qu'ils fument beaucoup, et que tout de même, il semble qu'ils sont une sorte de protection au point de vue cardiovasculaire.

Il faut regarder de près leur alimentation: ils consomment beaucoup d'ail, beaucoup d'huile d'olive et beaucoup de légumes. Aussi, les Européens font beaucoup plus de marche que les Américains. En fin de compte, ils font plus d'exercice. Ils vont dehors beaucoup plus, et on voit moins d'obésité.

Il y a aussi des éléments génétiques. Par exemple, on voit que les Finlandais ont un facteur génétique absolument incroyable en termes de risques cardiovasculaires. Je ne peux pas en parler en termes très précis, mais on voit que maintenant ils commencent à se préoccuper beaucoup du cancer du poumon, qui les inquiète tout autant que nous. En France, on commence à agir un peu plus contre l'industrie du tabac.

Le sénateur Hervieux-Payette: J'ai l'impression qu'il y a un facteur sociologique, à savoir, que les pays latins sont un petit peu plus permissifs. Notre taux de tabagisme est plus élevé que le reste du pays; cependant, on est moins influencé par les campagnes antitabac parce qu'on est moins exposé aux annonces faites sur les réseaux de langue anglaise.

It also seems that in northern countries people have adopted habits that are good for their health, and the use of abstention from tobacco is one of the factors that influences health as much as diet does.

Mr. Boulanger: We also know that the rate of smoking is much higher in the less advantaged socio-economic groups. You can see that tobacco advertising does not show us the true clientele. We are shown people from the upper social classes. Basically, a large share of their product is destined for the damned of this earth. I will grant you that they would not be very effective in advertising.

Ms. Lemire: I work for the Canadian Cancer Society, which is an organization that covers all of Canada. I find that a great deal of work is being done for Canada as a whole and that we need to adapt our tools to the Quebec culture, to the Quebec mentality, which may have a few differences with what we find in western Canada, for instance.

We need to adapt to different regions, as we said earlier. In Quebec, for instance, we absolutely must adapt our tools and our media messages to Quebec culture.

[English]

Senator Banks: I am worried that at times the health community says that \$98 million is a step in the right direction, as though this amount were incremental and that it will be able to convince the government to do more. To the extent that the health community accepts and favours the proposal of April 5, the government will be able to say that it has done its job and we will never see Bill S-15. I believe it is a choice between one or the other. We are not going to be given \$498 million a year. It will never happen in a million years. I believe we will either have the \$98 million a year contained in one proposal now before Parliament, or we will have the \$400 million a year contained in the other proposal presently before Parliament. I do not believe there is any hope that one will be piled on top of the other.

It is in that context that I ask for your help in convincing members of the House of Commons to vote for Bill S-15. No doubt it will handily pass the Senate, but there are other forces at work in the House of Commons that do not pertain to the Senate of Canada.

Mr. Boulanger: You are not suggesting that we try to get the health community to refuse the April proposal, are you?

Senator Banks: I do not suggest that that is possible.

Mr. Boulanger: This has been our concern. We have all those bills: S-13, S-14, S-15. The first one was scratched for some sibylline reason. The second one was scratched as well. I do not know what it will take to eliminate the third one.

Senator Banks: My concern arises in part from the fact that the government is now going to members of the health community asking them to advise it on the best way to spend the \$98 million.

Il semblerait également que dans les pays nordiques, les gens ont pris de bonnes habitudes reliées à la santé, et l'usage ou l'abstention du tabac fait partie des éléments qui ont une influence sur la santé, tout comme la nourriture.

M. Boulanger: On sait aussi que le taux du tabagisme est plus élevé dans les groupes socio-économiques désavantagés. Vous remarquez que dans la publicité du tabac, on ne nous présente pas la vraie clientèle. On nous présente des gens des couches sociales supérieures. En fin de compte, une bonne partie de leur produit s'en va vers les damnés de la terre. Cela ne ferait pas une bonne publicité, j'en conviens.

Mme Lemire: À la Société canadienne du cancer, je travaille dans un organisme pancanadien. Je trouve qu'il y a beaucoup de travail qui se fait pour l'ensemble du Canada, et qu'on a besoin d'adapter des outils à la culture québécoise, à la mentalité québécoise, qui peut être sur certains points différente de celle qu'on peut retrouver dans l'Ouest canadien, par exemple.

On a besoin, comme on le disait plus tôt, de faire des adaptations pour des régions. Au Québec, par exemple, il faut absolument adopter les outils et le message dans les médias à la culture québécoise.

[Traduction]

Le sénateur Banks: Ce qui m'inquiète c'est d'entendre parfois le milieu de la santé affirmer que la somme de 98 millions de dollars est un pas dans la bonne direction, comme s'il s'agissait d'une somme d'appoint qui permettrait de convaincre le gouvernement d'en faire encore plus. Dans la mesure où le milieu de la santé accepte la proposition du 5 avril et la prône, le gouvernement pourra affirmer avoir fait son travail et le projet de loi S-15 ne verra jamais le jour. À mon avis, c'est l'un ou l'autre. On ne nous donnera pas 498 millions de dollars par an. C'est rêver en couleur! Soit que nous obtenions 98 millions de dollars par an, selon la proposition soumise au Parlement, soit que nous obtenions 400 millions de dollars par an, comme il est suggéré dans une autre proposition dont est aussi saisi le Parlement. Il est illusoire d'espérer que les deux propositions s'ajouteront l'une à l'autre.

Voilà pourquoi je vous demande de nous aider à convaincre la députation de voter pour le projet de loi S-15. Je suis sûr qu'il sera adopté facilement par le Sénat, mais il y a d'autres forces qui s'exercent à la Chambre des communes qui ne sont pas du ressort du Sénat.

M. Boulanger: Vous n'êtes pas en train de suggérer que nous essayions de convaincre le milieu de la santé de refuser la proposition du mois d'avril, n'est-ce pas?

Le sénateur Banks: Je ne dis pas que cela soit possible.

M. Boulanger: C'est ce qui nous a préoccupés jusqu'à maintenant. Prenez les projets de loi S-13, S-14 et S-15. Le premier a été abandonné pour des raisons qui nous échappent; le deuxième a été abandonné lui aussi, et je ne sais pas ce que cela prendra pour éliminer le troisième.

Le sénateur Banks: Ma préoccupation vient notamment du fait que le gouvernement se tourne maintenant vers le milieu de la santé pour lui demander son avis sur la meilleure façon de

To the extent that this happens and to the extent that the health community buys into the program, the government is able to say to the members of the House of Commons, “We have taken care of the matter; the health community is behind us, so we do not need this.”

Mr. Boulanger: If we get only the April proposal, it is not enough. Descartes used to say:

[Translation]

“Common sense is always in short supply.” We are going to be getting \$100 million to fight smoking, but the tobacco industry will continue to spend \$200 million on the other side. It doesn't make sense.

[English]

This is not common sense, we can be sure of that. If Bill S-15 does not pass and we get only the April proposal, I can assure honourable senators that the government will not be congratulated.

The Chairman: Thank you. Your presentation was most informative and we enjoyed chatting with you.

The committee adjourned.

dépenser la somme de 98 millions. Dans la mesure où le milieu de la santé donne son avis et adhère au programme, cela permettra au gouvernement de dire aux députés qu'il s'est occupé de l'affaire, que le milieu de la santé l'appuie et que ceci n'est donc plus nécessaire.

M. Boulanger: La proposition d'avril ne suffit pas à elle seule. Comme le disait Descartes:

[Français]

«Le sens commun est la chose au monde la mieux partagée.» Dans la situation actuelle nous allons recevoir 100 millions de dollars pour lutter contre le tabagisme, mais l'industrie du tabac va continuer à dépenser 200 millions de dollars dans la direction opposée. Cela n'a pas de sens.

[Traduction]

Ce n'est certainement pas le sens commun, nous pouvons en être sûrs. Si le projet de loi S-15 n'est pas adopté et qu'il ne reste plus que la proposition d'avril, je peux assurer aux sénateurs que le gouvernement ne recevra pas de félicitations.

Le président: Merci. Votre exposé était des plus instructifs, et nous avons eu plaisir à converser avec vous.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Public Works and Government Services Canada —
Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada —
Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

Thursday, May 3, 2001 – Morning Meeting:

From Gaz Métropolitain:

Stéphane Bertrand, Vice-President, Communications,
Governmental and Public Affairs;

André Boulanger, Vice-President, Sales-Marketing;

Sophie Brochu, Vice-President, Business Development and Gas
Supply.

From the Canadian Hydrogen Association:

Tapan K. Bose, President.

Thursday, May 3, 2001 – Afternoon Meeting:

From the Coalition québécoise pour le contrôle du tabac:

Louis Gauvin, Coordinator.

From the Non-Smokers' Rights Association:

François Damphousse.

From the Alliance pour la lutte au tabagisme (Quebec Division):

Mario Champagne, Coordinator.

From the Conseil québécois sur le tabac et la santé:

Marcel Boulanger, President;

Mario Bujold.

From the Canadian Cancer Society:

Suzanne Lemire, Public Education and Public Issues Coordinator
(Quebec Division).

Le jeudi 3 mai 2001 – Séance du matin:

De Gaz Métropolitain:

Stéphane Bertrand, vice-président, Communications, Affaires
publiques et gouvernementales;

André Boucher, vice-président, Ventes-Marketing;

Sophie Brochu, vice-présidente, Développement des affaires et
approvisionnements gaziers.

De l'Association canadienne de l'hydrogène:

Tapan K. Bose, président.

Le jeudi 3 mai 2001 – Séance de l'après-midi:

De la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac:

Louis Gauvin, coordonnateur.

De l'Association pour les droits des non-fumeurs:

François Damphousse.

De l'Alliance pour la lutte au tabagisme (région de Québec):

Mario Champagne, coordinateur.

Du Conseil québécois sur le tabac et la santé:

Marcel Boulanger, président;

Mario Bujold.

De la Société canadienne du cancer :

Suzanne Lemire, coordonnatrice de l'enseignement public et des
questions publiques (division du Québec).